

Le crépuscule de M^{me} Thatcher

Le conservatisme musclé incarné par le premier ministre britannique ne fait plus recette outre-Manche. La déroute des Tories lors des élections partielles et locales du jeudi 8 mai corrobore ce que les sondages laissent pressager depuis des mois : M^{me} Thatcher est entrée dans la spirale fatale qui conduit à l'échec majeur. D'autres chefs d'Etat ou de gouvernement avant elle ont fait l'épreuve de la chute de popularité, mais celle-ci est devenue irrésistible : elle vous échappe, quoi que vous fassiez, elle oublie les succès d'une gestion pour ne retenir que les échecs du pouvoir.

Pour se rassurer - ou conjurer le mauvais sort - l'entourage du premier ministre fait valoir que les échecs électoraux du parti au pouvoir sont la règle à mi-mandat et qu'ils ne préjugent pas le résultat de la consultation décisive : le renouvellement de la Chambre des communes.

Le rappel du succès des conservateurs aux élections de juin 1983, obtenu dans des conditions tout à fait exceptionnelles, n'est pas probant. Malgré une chute de popularité, due à sa politique économique, M^{me} Thatcher avait alors bénéficié de l'effet Malouine et de la faiblesse historique de la direction travailliste de l'époque.

Aujourd'hui, les choses ont bien changé. La position courtoise prise par le cabinet britannique dans le compromis anglo-irlandais sur l'Ulster a détaché de la « dame de fer » les éléments les plus chers de l'opinion publique. Les effets négatifs de la suppression de Londres ne se font sentir qu'à long terme, sans profit immédiat pour l'équipe en place.

D'autre part, le recentrage du Parti travailliste engagé par M. Neil Kinnock commence à porter ses fruits : le ravalement de la vieille maison nommée Labour semble séduire un électeur qui voit maintenant dans ce parti une formation plus soucieuse de pragmatisme que d'idéologie, donc un parti de gouvernement fort convenable.

Face au défi de l'opposition de gauche, M^{me} Thatcher ne s'appuie plus que sur une équipe affaiblie : M. Leon Brittan, ministre de l'Industrie, a démissionné parce qu'elle avait donné la préférence aux Etats-Unis dans l'affaire Westland, et Sir Keith Joseph, ministre de l'Éducation et l'idéologue numéro un du Thatcherisme, va bientôt prendre sa retraite. L'émergence d'une « jeune garde » autour du premier ministre ne compense pas ces départs.

La cote de M. Norman Tebbit, secrétaire général du Parti conservateur et homme lige de M^{me} Thatcher, est au plus bas dans l'opinion, et M. Jeffrey Archer, que l'on présentait comme un docteur miracle capable de retourner l'opinion en faveur des Tories, est revenu à ses premières amours : la confection de best-sellers.

Pour avoir une chance de l'emporter à nouveau, M^{me} Thatcher devrait arrêter au plus vite une hémorragie d'électeurs conservateurs qui trouvent dans un troisième parti, l'Alliance libérale-social-démocrate, une formation plus proche de leur philosophie politique et sociale. Mais, pour cela, il faudrait qu'elle cesse d'être la « dame de fer ». Raviement fort improbable pour qui connaît l'attachement de M^{me} Thatcher aux principes que lui inculqua naguère son épiciériste méthodiste de père...

(Lire nos informations page 5.)

LA PRÉPARATION DU PROCHAIN BUDGET

M. Chirac demande à ses ministres 40 milliards de francs d'économies

Les directives données par M. Chirac pour le budget de 1987 sont extrêmement sévères. Dans la lettre qu'il a adressée, le mercredi 30 avril, aux ministres, il rappelle que, pour atteindre les deux objectifs qui s'est fixés la nouvelle majorité - réduire le déficit public et diminuer les impôts - un effort très important d'économies devra être réalisé. Il reprend le chiffre de 40 milliards de francs, soit près de 4 % des dépenses publiques. 5 milliards de francs seulement seront consacrés aux

« actions nouvelles ». Pour le reste, les effectifs de la fonction publique devront être réduits de 1,5 % (les enseignants et la police n'étant pas concernés), le pouvoir d'achat des fonctionnaires ne progressera pas (on tiendra davantage compte de la qualité des services rendus), il n'y aura pas de réduction des horaires. Les dotations aux entreprises nationales seront plafonnées en francs courants, et les crédits d'intervention sociale seront réduits.

(Lire nos informations page 32.)

Le sommet de Tokyo ou la dyarchie à l'œuvre

M. Chirac est très satisfait du sommet de Tokyo. Au regard de la cohabitation, il n'y a aucune critique à en faire. Tel est le message qu'il a transmis au petit déjeuner qu'il a pris avec le chef de l'Etat, le premier de sa carrière.

La participation de M. Chirac au sommet de Tokyo n'avait soulevé aucune objection de la part de M. Mitterrand. Une difficulté était apparue quant aux rôles respectifs de MM. Jacques Attali, conseiller du président de la République, et François Bujon de l'Etang, conseiller du premier ministre, dans la préparation de la conférence, mais M. Chirac avait

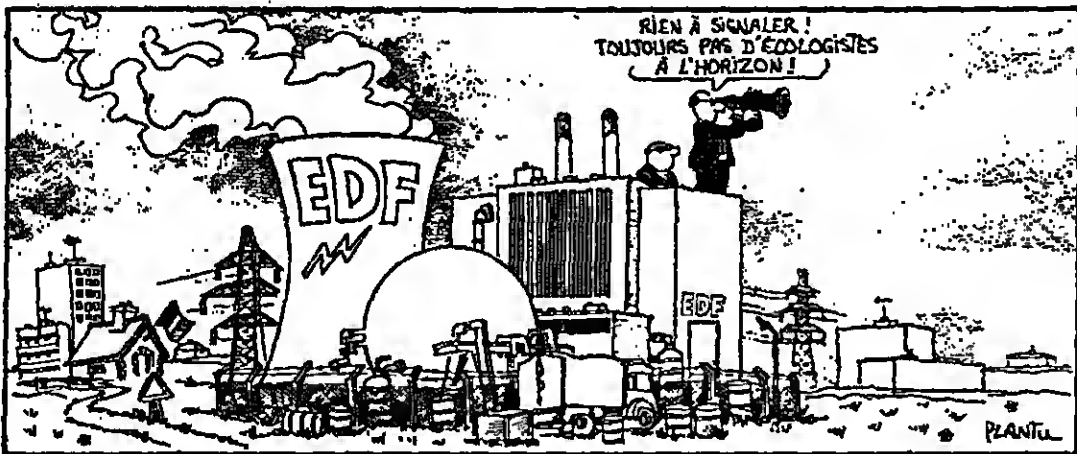
première sortie hors des frontières de la nouvelle dyarchie française. A priori, le premier ministre se félicite même de l'ambiance tout à fait détendue qui a présidé au petit déjeuner qu'il a pris avec le chef de l'Etat, le premier de sa carrière.

admis qu'il revenait au chef de l'Etat et, donc, à son représentant, de conduire les discussions préalables. Le premier ministre jugeait indispensable, en dépit des inconvénients que cette décision pouvait comporter, de marquer vis-à-vis de l'extérieur, dès la première grande rencontre internationale qui se présentait, le changement intervenu en France. Le déplacement du pouvoir devait être manifeste aux yeux des dirigeants étrangers, autant que l'harmonie entre les deux pôles de l'exécutif.

PATRICK JARREAU et ANDRÉ PASSERON.
(Lire la suite page 9.)

LE RÉACTEUR DE TCHERNOBYL BRULE ENCORE

La France seule sereine



Selon le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique, un peu de fumée s'élève encore au-dessus du réacteur accidenté. Les Soviétiques continuent de le surveiller et renforcent les mesures de protection de la population. Dans Kiev, les contrôles se succèdent mais le calme semble être revenu. En Europe occidentale, des mesures exceptionnelles restent en vigueur dans certains pays en dépit de la baisse continue de la radioactivité. Ce n'est pas le cas de la France, peu touchée selon les spécialistes.

De toute l'Europe parviennent des rumeurs alarmistes sur le taux de radioactivité. Les gouvernements annoncent des mesures de protection des populations. La Communauté européenne donne des directives. Même les Soviétiques commencent à donner des signes d'inquiétude... Et la France, bizarrement, reste sereine dans un océan de crainte. Pourquoi ?

Certes, la France - comme la Grande-Bretagne et l'Espagne - a semblé échapper aux retombées directes du nuage radioactif, qui, après être monté vers le nord-ouest, est redescendu au sud en frôlant seulement l'Hexagone. Mais les Pays-Bas, par exemple, qui sont dans le même cas, ont décelé dans le Rhin et la Meuse des taux de radioactivité qui les inquiètent.

La ville d'Amsterdam redoute que ses ressources d'eau potable ne soient contaminées. Le « nuage » est une chose. Les pluies et le ruissellement en sont une autre. La sérénité française ne s'explique donc pas seulement par des raisons géographiques.

La France sort d'une compétition électorale où les Verts sont tombés à 1,2 % des suffrages, alors que la candidate des Grünen autrichiens vient de remporter 5,5 % des voix, mettant M. Kurt Waldheim en ballottage. Les autorités françaises, qu'elles soient politiques ou scientifiques, n'ont donc pas à donner de gages aux écoles françaises, encore « sonnées » par leur défaite du 16 mars.

C'est le contraire dans le reste de l'Europe, où le poids des Verts (comme en RFA) ou la proximité d'élections difficiles (comme aux Pays-Bas) rendent les autorités extrêmement prudentes. Même l'Italie, réputée pour son laxisme, a pris des mesures contraignantes. Le syndrome de Seveso et, tout récemment, le scandale des intoxications par le vin trafiqué au méthanol ont poussé le gouvernement à agir.

Cette situation résulte de la politique spécifique menée par la France, tant pour la force de frappe que pour l'équipement du pays en centrales nucléaires. Les Français, depuis vingt-cinq ans, se sont d'autant plus habitués aux essais nucléaires qu'ils ont lieu... à Mururoa. Ils comptent même - y

compris à gauche - sur leurs bombes atomiques pour vivre en paix.

Quant aux centrales nucléaires, elles ont été au cœur de la contestation écologiste il y a dix ans. Mais le combat semble aujourd'hui révolu. Et la France est maintenant le pays du monde le mieux pourvu en sites thermonucléaires. Tous les citoyens français de l'Hexagone, aujourd'hui, vivent, bon gré mal gré, à proximité d'une centrale nucléaire. La cohabitation, même à haut risque, est entrée dans les mœurs.

ROGER GANS.

(Lire la suite page 5.)

Yougoslavie :

calme précaire au Kosovo

Les autorités cherchent des remèdes économiques au nationalisme albanais attisé par Tirana.

PAGE 6

La francophonie « différente » du Cameroun

Yaoundé se méfie d'une conception plus traditionnelle de la coopération.

PAGE 3

Des banques américaines en difficulté

Devant la gravité de la crise qui les frappe, les autorités s'apprêtent à réglementer à nouveau l'activité bancaire.

PAGE 29

Cannes 86 : « Pirates »

Un somptueux pastiche des comédies de voiles et d'abordage. Mais où est passé le sulfureux Polanski ?

PAGE 22

Débats : Recherche et développement (2) • Etranger (3 à 6) • Politique (8 à 10) • Sports (21) • Culture (23) • Communication (26) • Société (27 et 28) • Economie (29 à 31)

Programmes des spectacles (24) • Radio-télévision (25) • Informations services : Météorologie (25) • Mots croisés (20) • Loto (26) • Carnet (26) • Annonces classées (28)

LE DÉBUT DU RAMADAN

Etre musulman en France

La bombe sous la gandoura ou la version moderne du couteau entre les dents. Ancien étudiant au quartier Latin, Ibrahim Ould Ismail, nouveau directeur de la Ligue islamique mondiale, fraîchement débarqué d'Arabie saoudite, ne reconnaît plus le Paris qu'il avait aimé : « Quand une bombe explose aux Champs-Élysées, est-ce vraiment la faute à l'Islam ? »

« Je ne supporte plus les informations à la radio et à la télévision, ajoute, pour sa part, Raniya, étudiante d'architecture. On veut nous fixer dans une image de barbares des temps modernes. »

C'est souvent avec cette mentalité d'« assiégés » que sept musulmans sur dix environ - soit près de deux millions de personnes - commencent en France, ce vendredi 9 mai, le ramadan.

Pendant un mois, ils vont s'abstenir de boire, de manger, de fumer, jusqu'à l'heure de la tombée de la nuit. Une épreuve d'autant plus pénible qu'en cette période de l'année le soleil se couche tard.

« Ce n'est pas un jeûne sacrificiel, explique Michel Chodkiewicz, directeur des éditions du Seuil, converti il y a une trentaine d'années à l'Islam. Le mois du ramadan est d'abord celui de la révélation et du Coran. Tous les jours, nous devons lire et méditer le Livre sacré. Par ses privations,

le croyant se rend disponible à Dieu pour se nourrir complètement de sa parole. » La maîtrise des instincts et du corps va de pair avec cette éducation de l'âme : « Si on vous provoque, répondez que vous jeûnez. Et votre colère s'apaisera. »

Beaucoup de musulmans retrouvent à l'occasion du ramadan le goût d'une pratique religieuse régulière. Mais c'est aussi le moment de l'année où ils ressentent le plus vivement l'indifférence de la France.

« On ne nous empêche pas de prier, dit Adlen Bentounes, président de la société des Amis de l'Islam. Pis, on nous ignore. La télévision, la radio, ne parlent jamais du ramadan ni de nos grandes fêtes religieuses. » Ou plutôt ne parlent-elles de l'Islam, qu'en termes mythiques : « fondamentalisme, intégrisme... Des mots qui ne recouvrent en France qu'une réalité marginale.

Une course de vitesse est engagée entre un islam qui cumule indifférence, frustrations et violence, et les efforts fournis par des intellectuels, des associations, des responsables religieux pour adapter l'Islam à la société laïque et moderne et offrir au monde le contre-modèle de ce qu'il connaît au Liban et en Iran.

HENRI TINCO.

(Lire la suite page 28.)

une Loge révèle
L'INITIATION FÉMININE
voie exceptionnelle de réalisation, aujourd'hui, pour la femme

Pour la première fois dans le monde, une loge féminine accepte de révéler - de l'intérieur - ses rites, ses travaux, sa vie quotidienne.

Le Rocher

سكزا من الامم

صكنا من الاصل

débats

Ne jetons pas l'enfant avec l'eau du bain

N'affaiblissons pas, au nom du libéralisme, notre potentiel public et privé de recherche industrielle et publique

par GÉRARD WORMS (*)

RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT
Le réflexe d'un gouvernement de droite est de couper le plus possible dans les dépenses publiques. Point trop n'en faut, estime Gérard Worms en pensant que la recherche est un gage de compétitivité. De son côté, M. Marcel Berger montre, tableaux à l'appui, que la France se situe sur ce chapitre en dernière place des grands pays industrialisés.

La France, lanterne rouge

par MARCEL BERGER (*)

LES deux tableaux ci-dessous sont relatifs à la recherche et au développement dans leur ensemble. Ils montrent tout simplement que, parmi les six grands : Etats-Unis, URSS, RFA, Grande-Bretagne, Japon et France, nous sommes - et en valeur relative - derniers dans tous les cas.

Or ces tableaux sont extraits d'un article écrit en mars 1986 par le directeur de la National Science Foundation, article écrit pour démontrer que les Etats-Unis sont en danger de perdre leur première place technologique. En effet, comme dit bien ce texte, si les Américains accumulent un nombre impressionnant de prix Nobel, ceux-ci ne jugent que par le passé !

Or dans tous pays et tout domaine, la recherche (d'autant plus qu'elle est fondamentale) et le développement sont des ferments ; et, malheureusement, des

ferments longs et délicats à produire. Le levain semble bien peu de chose ; mais à quoi servirait-il de construire de grandes minoteries, de développer les cultures céréalières pour les aliments, si l'on en venait en fin de compte à manquer de levain ?

Justement parce que l'histoire va vite, de plus en plus vite maintenant, il faut se hâter pour faire en sorte que recherche et développement soient dotés des moyens nécessaires à la production de tous les ferments indispensables à la survie de la France comme une grande nation. Les agences d'objectifs sont certes fondamentales, et il faut continuer à les développer mais, à moyen et à long terme, il est indispensable pour leur survie qu'elles puissent disposer de tout l'ensemencement nécessaire.

(*) Directeur de l'Institut des hautes études scientifiques de Bures-sur-Yvette.

Le projet de collectif budgétaire vient de réduire de façon drastique les crédits de la recherche, qu'ils aillent aux organismes publics ou, via le Fonds de la recherche et l'ANVAR, aux entreprises. Si cette tendance se poursuivait, notamment dans le budget de 1987, notre avenir technologique à long terme serait-il compromis, ou s'agit-il d'un nécessaire recentrage lié à la non moins nécessaire réduction des dépenses de l'Etat ?

Président de l'Association nationale de la recherche technique, organisme qui regroupe l'ensemble des acteurs français de la recherche industrielle, mais m'exprimant ici à titre personnel, je voudrais suggérer quelques éléments de réponse à cette difficile question.

S'agissant des aides publiques à la recherche effectuées dans les entreprises, je voudrais d'abord souligner qu'on ne peut, à la fois être de ceux - dont je suis - qui préconisent la supériorité des mesures générales d'allégement

des charges (réduction du taux de l'impôt sur les sociétés, allègement des cotisations sociales pour l'emploi des jeunes) et s'insurger contre la réduction des aides sectorielles, même lorsque celles-ci répondent à l'une de nos évidentes priorités : le développement technologique.

Prenons garde toutefois, dans ce domaine, à ce qui se passe dans les pays les plus libéraux : en RFA, l'aide aux PME (petites et moyennes entreprises) est de 1 milliard de deutschemarks et croît de 10 % par an, contre 1 milliard de francs en France. Aux Etats-Unis, la part du financement fédéral dans la recherche-développement industrielle est de 32,5 %, contre 24 % en France.

Ne jetons donc pas l'enfant avec l'eau du bain et, si les aides à la recherche dans les entreprises doivent être réduites, veillons à ce qu'elles ne le soient pas à l'excès, et rendons-les plus efficaces, en particulier dans les trois directions suivantes :

— Une moindre concentration sur les grands groupes qui, étant plus aptes que d'autres à réussir le parcours d'obstacles administratifs, se taillent parfois la part du lion ;

— Une plus grande priorité à la recherche associative, formule dans laquelle plusieurs entreprises mettent en commun des équipes et des projets de recherche. Le MITI japonais et, plus récemment, les Etats-Unis, avec le développement de la « cooperative research », nous ont montré à quel point ce type de coopération était fructueux et porteur d'avenir.

S'agissant des crédits qui vont aux organismes publics de recherche et aux universités, je suis, comme beaucoup d'autres, convaincu que, s'il faut certes réorganiser et les recentrer, ce peut être fait sans porter atteinte au nécessaire effort de recherche fondamentale que notre pays se doit de poursuivre. L'essentiel, dans ce domaine, est, là aussi, d'alléger le poids de la bureaucratie et de donner aux cellules de base - les laboratoires - la possibilité de négocier sans entraves avec l'industrie des coopérations dont celle-ci a absolument besoin.

Elles le sont déjà largement pour le programme ESPRIT, mais devraient l'être également pour les futurs programmes d'aide communautaire à la recherche-développement, programmes dont le montant en milliards d'ECU est - fort heureusement - devenu non négligeable.

Qu'on ne voie pas dans ce qui précède un plaidoyer à sens unique en faveur des entreprises. Celles-ci doivent aussi nettoyer devant leur porte. Le management des ressources technologiques est, en France, très insuffisant.

Combien de grandes entreprises comptent-elles parmi les membres de leur comité exécutif le directeur de la recherche et de la technologie, alors que c'est quasiment la règle en Allemagne, au Japon ou aux Etats-Unis ? Et combien de présidents, après avoir fièrement rappelé le pourcentage de leur chiffre d'affaires consacré à la recherche-développement, ne répondraient-ils pas, comme celui d'un grand groupe récemment interrogé, qu'ils ne rencontrent leur responsable central de la recherche trois fois par an ? Est-ce encore un hasard si les trois entreprises dont le dirigeant principal a fait une partie de sa carrière dans la recherche : Essilor, Roussel-Uclaf, L'Oréal, sont parmi les plus performantes de France ? Et si les meilleurs chercheurs des entreprises obliquent parfois vers des postes de gestionnaire, n'est-ce pas parce qu'ils craignent, en restant dans un centre de recherche, que leur carrière évolue moins rapidement ?

Le livre de Jacques Morin, *L'Excellence technologique*, est venu à point nommé nous rappeler comment l'on peut faire en sorte que, à l'image de l'Allemagne ou du Japon, la prise en compte des ressources et des données technologiques imprègne davantage la gestion et les choix stratégiques de nos entreprises. L'« aggrégation » n'est donc pas, en soi, à opérer du côté du seul secteur public.

Mais ce qui est essentiel, c'est que l'Etat comme les entreprises se rendent compte qu'ils peuvent et doivent tirer un meilleur parti des sommes consacrées, ici et là, à la technologie. Il n'est que temps, de part et d'autre.

Associer les praticiens

Le problème est ailleurs : il est dans ce que d'aucuns ont appelé « la recherche appliquée non applicable », que de nombreux organismes publics de recherche, parfois pour persévérer dans l'être, développent sur les crédits budgétaires, en arguant des besoins de l'industrie, mais sans véritable concertation avec elle.

Il conviendrait que les praticiens des divers secteurs industriels soient beaucoup plus associés - donc beaucoup plus associés - à la définition de ces programmes publics de recherche appliquée, qu'à demander aux entreprises, pour garantir l'intérêt qu'elles portent aux programmes ainsi retenus, de participer à leur financement.

Il est un autre domaine où les entreprises doivent être davantage associées à la définition des programmes de recherche : c'est celui des programmes européens.

(*) Président de l'Association nationale de la recherche technique.

« LA MÉDITERRANÉE, NOUVELLE FRONTIÈRE POUR L'EUROPE DES DOUZE ? »

de Jean-François Dravet

Relais ou fracture ?

A U moment où l'Europe communautaire s'achève vers le sud, on s'interroge sur les destins de la Méditerranée. Cette mer étreinte au cœur de l'ancien continent, tour à tour chemin de civilisation ou frontière barrière, route impériale ou bassin de colonisation, a toujours été truffée d'enjeux redoutables, et l'on peut se demander si les incorporations de la Grèce, de l'Espagne et du Portugal lui promettent le rôle d'un relais entre Nord et Sud ou menacent d'en faire une nouvelle fracture.

Jean-François Dravet suggère que la Méditerranée redeviendrait une coupure dangereuse si l'Europe des Douze, se contentant de résoudre les problèmes internes qui lui posent ses dernières extensions, ne tient pas un meilleur compte des impératifs de développement de ses voisins. On ne saurait mieux dire que l'affaire de l'Europe est loin d'être exclusivement européenne. Mais la géographie ne perd pas ses droits, et les solidarités nécessaires doivent s'exercer par voisinages successifs. Aussi l'auteur, géographe de formation et spécialiste du développement, prend-il d'abord en compte les problèmes posés par l'entrée dans la CEE des derniers pays méditerranéens, avant d'examiner de quel poids les solutions apportées risquent de peser sur le sort des PSEM, les pays du Sud et de l'Est de la Méditerranée, du Maroc aux riverains levantins et à la Turquie.

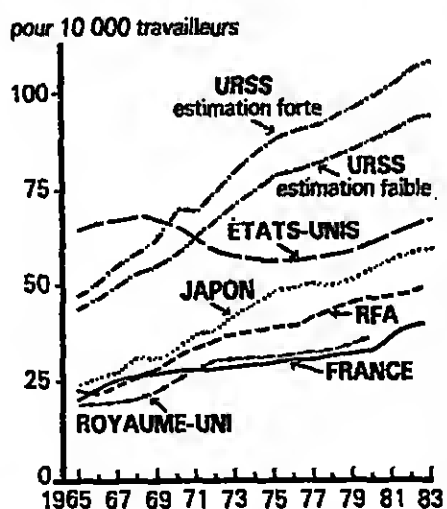
L'écart pourrait bien se creuser entre la CEE et les pays du Sud de ses dernières terres

méditerranéennes et l'ensemble des Etats de l'autre rive. « A la différence des pays méditerranéens de la CEE, qui ont au moins la chance de pouvoir s'appuyer sur Bruxelles, les PSEM abordent les dures réalités de l'existence économique dans des conditions très défavorables... » Pour payer leurs dettes, ces pays auraient besoin d'exporter davantage ; le renforcement du protectionnisme dans les pays développés et la mauvaise utilisation des capitaux investis et des aides reçues font que sont loin d'être réunies les chances d'une nouvelle croissance.

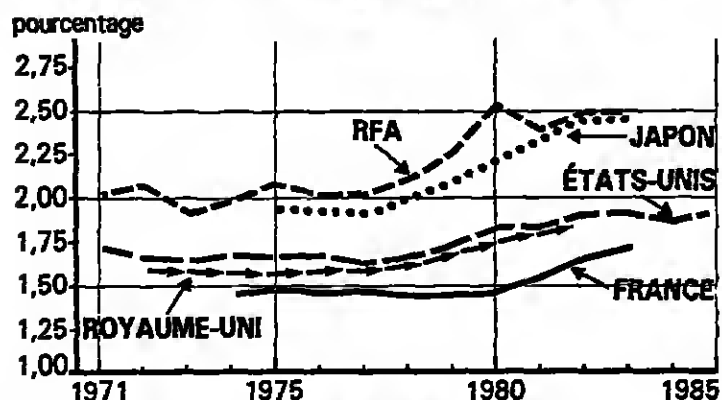
A ces insuffisances s'ajoutent la guerre saharienne et le basculement du prix des phosphates au Maroc, l'agitation islamique en Algérie et en Egypte, les refus du nationalisme libyen. L'« entassement » de la partie la plus utile de Chypre... En ce qui concerne les pays du Maghreb, dont l'Europe reste le plus agissant partenaire, il convient que la CEE leur évite le contrecoup de son récent élargissement, par exemple, en définissant une politique d'adhésion « n'est pas une boutade », un statut de « membre associé permanent ». Pour tous, en allant au-delà des aides habituelles, et sans doute même afin de renforcer efficacement une coopération salubre, en créant à cet effet « un instrument spécifique ». L'Europe n'a pas fini d'assumer, pour la paix du monde, tous ses héritages.

MAURICE LE LANNOU.
* Editions Karthala, 1986, 232 p., 100 F.

CHERCHEURS ET TECHNICIENS ENGAGÉS DANS LA RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT POUR 1 000 TRAVAILLEURS



RAPPORT DU PRODUIT NATIONAL BRUT DES DÉPENSES CIVILES DE RECHERCHE-DÉVELOPPEMENT



Source : article de E. Bloch dans « Notices », de l'American Mathematical Society (mars 1986).

Il faudrait aller plus loin...

Je suis plein d'admiration pour le sens des réalités qui a poussé le gouvernement à amnistier les Français, qui, en 1981, dans le souci sacré de préserver leur capital, ont fait passer clandestinement à l'étranger. Mais je trouve que la droite aurait dû, toujours au nom de l'efficacité, aller plus loin. Pourquoi laisser improductif l'argent provenant des hold-up ou du trafic de la drogue ? Cet argent pourrait utilement, comme l'autre, contribuer à la renaissance de notre économie.

De plus, cet argent exproprié n'a pas dû profiter de l'extraordinaire essor qu'a connu la Bourse de Paris pendant le gouvernement de la gauche. Il serait peut-être juste de penser à une indemnité du genre de l'impôt-échec pour ces hommes et ces femmes qui, au mépris de la loi et au risque de ses foudres, ont cru sauver leurs capitaux.

LOUISE ARDANT (Paris).

L'exode des Palestiniens

Le rôle des Arabes eux-mêmes dans l'exode de la population palestinienne en 1948 (cf. le Monde des 4, 19 et 22 avril) n'a été bien décrit que par M. Abou Iyad, chef des services de sécurité de l'OLP, dans son livre *Palestiniens sans patrie*, Fayolle 1978. Aux pages 31-32, on y lit :

« Abandonnés à leur sort, redoutant des massacres semblables à celui de Deir-Yassin, des centaines de milliers de Palestiniens décidèrent donc de quitter leur patrie pour se mettre à l'abri. D'autant plus que certains « comités nationaux » constitués de militants nationalistes, notamment à Jaffa, assuraient à ceux qui voulaient partir que leur exil serait de courte durée, quelques semaines ou quelques mois, le temps qu'il fallait à la coalition d'armées arabes pour vaincre les forces sionistes. La décision proclamée des pays arabes de résister par les armes à la création de l'Etat d'Israël avait suscité une grande espérance chez les Palestiniens.

Rétrospectivement, je pense que mes compatriotes ont eu tort de faire confiance aux régimes arabes et, en tout cas, d'avoir laissé le champ libre aux colporteurs juifs. Ils auraient dû tenir bon, coûte que coûte. Les sionistes n'auraient pu les exterminer jusqu'au dernier homme... »

LEON POLIAKOV, écrivain.

Savoir parler l'allemand

A l'été de François Simon sur « l'incompréhensible déficit commercial de la France avec l'Allemagne fédérale » (le Monde du 8 avril 1986), je voudrais ajouter un complément d'information. Ce déficit est monstrueux, puisqu'il dépasse notre déficit commercial avec l'ensemble du monde. Mais est-il totalement incompréhensible ? Indépendamment des défauts structurels de son économie, la France est handicapée par son enseignement des langues étrangères modernes, car leur ventilation ne tient pas compte

de l'importance relative de nos partenaires commerciaux. Pour l'ouverture d'un enseignement de l'allemand, l'éducation nationale exige un effectif minimal de quinze élèves, c'est-à-dire autant que pour l'anglais, qui est infiniment plus demandé. Or l'allemand est la langue d'un marché qui, sans la Suisse, représente notre plus important client et fournisseur. En revanche, il suffit d'un effectif de huit élèves pour que soit ouvert un enseignement d'espagnol, alors que tous les pays hispanophones de l'Ancien et du Nouveau Continent réunis figurent seulement pour 4,5 % de nos exportations et pour 5,1 % de nos importations.

Il n'est pas douteux qu'une ventilation plus réaliste de l'enseignement des langues vivantes permettrait à terme une balance commerciale moins désastreuse, faciliterait des créations d'emplois et ne mettrait pas notre monnaie aussi souvent en péril.

JACQUES MARTIN, inspecteur général honoraire de l'instruction publique (Marseille).

Le Monde

7, RUE DES ITALIENS, 75427 PARIS CEDEX 09
Tél : 46 35 51-52 ou 45 55 91-71
Tél : (1) 42-47-97-27
Tél : (1) 42-47-97-27

Edité par la S.A.R.L. Le Monde
Gérant : André Fontaine, directeur de la publication
Anciens directeurs : Hubert Beuve-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982), André Laurens (1982-1985)

Durée de la société : cent ans à compter du 10 décembre 1944.
Capital social : 570 000 F

Principaux associés de la société : Société civile « Les Rédacteurs du Monde », Société anonyme des lecteurs du Monde, MM. André Fontaine, gérant, et Hubert Beuve-Méry, fondateur.

Administrateur général : Bernard Wouts
Rédacteur en chef : Daniel Vernet
Correspondant en chef : Claude Selva

ABONNEMENTS

BP 507 09
75422 PARIS CEDEX 09

	3 mois	6 mois	9 mois	12 mois
FRANCE	354 F	672 F	954 F	1 200 F
TOUTS PAYS ÉTRANGERS PAR VOIE NORMALE	687 F	1 337 F	1 952 F	2 530 F
ÉTRANGER (par mandat)	399 F	762 F	1 089 F	1 380 F
IL - SUISSE, TUNISIE	504 F	972 F	1 404 F	1 808 F

Par voie aérienne : tarif sur demande.

Changements d'adresse définitifs ou provisoires (deux semaines ou plus) : nos abonnés sont invités à formuler leur demande une semaine au moins avant leur départ. Joindre la dernière bande d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance d'inscrire tous les noms propres ou capitales d'imprimerie.

Reproduction interdite de tous articles sans accord avec l'administration

Commission paritaire des journaux et publications, n° 57 437
ISSN : 0395 - 2037

PRIX DE VENTE À L'ÉTRANGER
Algérie, 3 DA ; Maroc, 4,20 dir. ; Tunisie, 400 m. ; Allemagne, 1,20 DM ; Autriche, 17 sch. ; Belgique, 30 fr. ; Canada, 1,75 \$; Côte d'Ivoire, 315 F CFA ; Danemark, 9 kr. ; Espagne, 130 pes. ; G.R., 56 p. ; Grèce, 120 dr. ; Irlande, 85 p. ; Italie, 1 700 L. ; Liban, 0,400 DL ; Luxembourg, 30 F. ; Norvège, 9 kr. ; Pays-Bas, 2 fl. ; Portugal, 110 esc. ; Sénégal, 328 F CFA ; Suisse, 9 fr. ; Suède, 1,80 L. ; USA, 1,25 \$; USA (West Coast), 1,80 \$; Yougoslavie, 110 din.

étranger

DIPLOMATIE

AU CAMEROUN

M. Aurillac a écouté la francophonie « différente » de Yaoundé

De notre envoyé spécial

Yaoundé. — Le Cameroun regarde avec méfiance l'arrivée d'une nouvelle majorité politique en France, qui ne cache pas son désir de revenir à une conception plus « traditionnelle » de la coopération. Paris a beau être le principal partenaire, il y a ici comme une suspicion instinctive à l'égard de l'ancien colonisateur, soupçonné de vouloir mettre à l'unisson de l'« ensemble » francophone la « petite musique » du nationalisme camerounais, souvent exacerbé. Le nouveau responsable de la politique française de coopération, M. Aurillac, qui a effectué, mardi 5 mai, une courte visite à Yaoundé, a pu, en parcourant les articles publiés depuis plusieurs semaines par la presse camerounaise, prendre la mesure du travail en profondeur que Paris, encore et toujours, doit accomplir pour instaurer un climat de confiance avec Yaoundé.

En économie comme en politique, les Camerounais vivent en perpétuelle contradiction : la présence française est ici souvent jugée « étouffante » et, insuffisante. Sous l'impulsion de son président, M. Paul Biya, que les dirigeants américains qualifient volontiers de chef d'Etat le plus « moderne » d'Afrique, le Cameroun tente de réussir une mutation interne, de l'économie à la modernité. Le « renouveau » qu'était censé annoncer l'arrivée de M. Biya au pouvoir, en novembre 1982, s'est bien vite bécoté aux pesanteurs tribales et aux monopoles économiques, en fait un conservatisme. La déception des nouvelles générations a été à la mesure de leurs espoirs.

M. Biya, qui fut un moment tenté de « passer en force », a dû faire marche arrière. La tentative de coup d'Etat d'avril 1984 fut, à cet égard, un sérieux coup de semonce. Le chef de l'Etat a, apparemment, compris que le « changement » devait être introduit dans la société camerounaise par des méthodes pacifiques, en favorisant, de façon concomitante, la « réconciliation nationale » entre — pour simplifier — « nordistes » et « sudistes ». En dépit des velléités revanchardes de certains groupes ethniques du Sud longtemps frustrés du pouvoir politique qu'accaparait, sous le régime de l'ancien chef de l'Etat, M. Ahmadou Ahidjo, l'establishment nordiste, M. Biya a tenu bon, en se débarrassant peu à peu des personnalités les plus conservatrices et en nommant à des postes de responsabilité (notamment à la tête des sociétés d'Etat) des « barons » de l'ancien régime.

Immobilisme

Sept remaniements du gouvernement sont ainsi intervenus depuis 1982, concrétisant cette volonté de « réconciliation ». Afin, sans doute, de provoquer une certaine « décongestion » des instances dirigeantes, mais plus encore d'écarter des bastions féodaux, le chef de l'Etat a nommé à tous les échelons de l'administration territoriale des provinces du Nord des fonctionnaires du Sud. Cette politique est, pour l'instant, un échec, les fonctionnaires envoyés sur place se comportant comme ex pats conquis, faisant preuve d'autoritarisme, voire de provocation, vis-à-vis d'une population fortement islamisée.

Sur le plan politique pourtant, le « renouveau » commence, peu à peu, à entrer dans les faits. Le renouvellement des organes de base du RDPC (Rassemblement du peuple camerounais), qui s'est échoué de janvier à mars dernier, s'est effectué au cours de scrutins relativement « démocratiques », ce qui était très nouveau.

Plus important encore, les nouvelles générations sont entrées en masse au sein du parti unique, changeant notablement la physionomie de l'ex-UNC (Union nationale camerounaise). Certes, le « changement » a surtout eu lieu dans les provinces du Sud et de l'Ouest (littoral, Sud, Sud-Ouest et Nord-Ouest) et s'est révélé faible ou inexistant dans l'extrême-Nord, le Nord, l'Adamaoua et l'Ouest, reflétant une dichotomie « historique ». Ce renouvellement du personnel politique de base, qui a été très important au niveau des organisations « satellites » du RDPC, l'OFRDPC (jeunes) et l'OFRDPC (femmes), représente pour M. Biya un atout important, dans la mesure où le parti reste le principal vecteur pour tenter de faire évoluer la société camerounaise.

Les structures étatiques, l'administration, sont en effet gangrenées à

la fois par une corruption envahissante et par la peur d'un « changement » qui signifierait d'abord la remise en cause de rentes de situation et de privilèges. Cet immobilisme, une certaine velléité devant les conséquences d'une vraie libéralisation du régime (la censure de la presse reste pesante), des réflexes conservateurs qu'il n'est pas facile d'extirper, expliquent qu'en face d'une crise, aussi peu dangereuse soit-elle pour la stabilité du pouvoir, la machine gouvernementale se met en marche et use sans mesure de la répression. Ce fut le cas, depuis octobre dernier, à l'encontre d'une timide réurgence de l'UPC (Union des populations du Cameroun), de la part de militants rentrés depuis peu au « pays », ainsi qu'à l'encontre de la minorité anglophone de l'Ouest, qui estime, à juste raison, être brimée par la majorité francophone. « Comme toujours », commente un intellectuel camerounais peu suspect d'être hostile au président Biya, on a utilisé un marteau-pilon pour écraser une fourmi. Une quarantaine de militants de l'UPC seraient toujours emprisonnés. Cette perpétuelle tentation de la répression réduit à néant, pour une partie des intellectuels « rénovateurs », les efforts du chef de l'Etat pour faire passer le « changement ».

La sécheresse de l'administration a aussi des conséquences sur le plan économique. Comme le Gabon, mais sans doute dans des proportions moindres (il y a ici un véritable tissu industriel et une agriculture pratiquement autosuffisante), la crise pétrolière va avoir des effets très préoccupants, à partir de 1987, sur la croissance de l'économie. Le fait que les ressources pétrolières soient inscrites sur un compte « hors budget » ne change rien à une baisse inévitable des investissements.

Les recettes pétrolières représentent près de 200 milliards de francs CFA sur un budget d'environ

740 milliards de francs CFA. Or la baisse du prix du baril de brut va vraisemblablement entraîner, dès l'année prochaine, une baisse de près de 40 % des recettes d'exportation. Cette crise pétrolière vient, au Cameroun, se greffer sur une paralysie administrative qui décourage de plus en plus les investisseurs étrangers. L'Etat camerounais est mauvais payeur. M. Biya a cependant perçu les dangers de cette conjonction d'éléments défavorables.

Au début du mois, le chef de l'Etat a effectué une « visite de travail » à Douala, la « capitale » économique, pour renouer les liens avec les hommes d'affaires. Affirmant que « tous les impayés durent être réglés », il a, en contrepartie, demandé à ses interlocuteurs, pour « maintenir un climat social absolument favorable au développement économique », que « les commissions de personnel plus ou moins intempestives soient purement et simplement rapportées ». Du côté français, on remarque aussi que, depuis plusieurs mois, voire, s'agissant d'importants projets de contrats militaires, depuis plusieurs années, le Cameroun semble prendre un malin plaisir à se tourner vers d'autres partenaires étrangers. Or 70 % des investissements au Cameroun sont français.

Sur le plan économique, comme sur le plan politique, le Cameroun entend manifestement diversifier sa coopération, tout en restant un allié sûr au moment opportun, comme ce fut le cas à l'occasion du redéploiement d'une force militaire française au Tchad. Un allié sûr mais susceptible, que le retour de la diplomatie française au « pays » a fait ressortir. Lors de son séjour à Yaoundé, M. Aurillac a sûrement entendu la « petite musique » camerounaise.

LAURENT ZECCHINI

RÉUNIS A KUALA-LUMPUR

Les pays du Sud dénoncent la dégradation des relations avec le Nord

De notre envoyé spécial

Kuala-Lumpur. — Le tiers-monde réagit à la situation économique internationale avec un mélange d'amertume et d'impuissance. Tel est, en tout cas, l'impression déçue par la deuxième conférence Sud-Sud, réunie pendant quatre jours dans la capitale de la Malaisie et dont la « déclaration », adoptée le jeudi 8 mai, brosse un sombre tableau des « effets paralysants, sur les économies du tiers-monde, des termes inégaux des échanges, des dettes, du protectionnisme croissant et du déficit structurel des balances de paiement ».

Alors que le sommet des pays industrialisés à Tokyo s'était terminé sur une note plutôt optimiste, la « déclaration de Kuala-Lumpur » évoque « la crise, la détresse économique et les incertitudes » qui pèsent sur les économies du tiers-monde. L'un des organisateurs, M. Noordin Sopiee, directeur de l'Institut d'études stratégiques et internationales de Malaisie, a parlé de la « myopie » des riches et affirmé que « les pauvres ont aujourd'hui payé pour la santé des économies des riches ». La condition des riches et celle des pauvres aujourd'hui sont aussi différentes que les préoccupations manifestées à Tokyo et à Kuala-Lumpur », a-t-il ajouté.

A l'occasion de cette deuxième conférence — la première s'était tenue à Pékin en 1983 — un éventail élargi des pays en développement était représenté. Les délégués n'ont pas eu de mal à s'entendre pour dénoncer « l'évidente retraite, sur plusieurs fronts, de la

coopération internationale », ni pour déplorer la « dégradation du dialogue Nord-Sud ». La déclaration finale estime même que les politiques économiques « sont imposées, de façon croissante, au Sud, à la fois sur les plans nationaux et internationaux ». M. Sri-dath Ramphal, secrétaire général du Commonwealth, a même jugé que le tiers-monde était entré dans une phase « de défi cruel ».

M. Mahathir, premier ministre de la Malaisie, dont l'économie subit les effets de la crise — notamment de la chute des cours des matières premières, — a carrément jugé « déplorable » la situation des pays en voie de développement. « Il semble que non seulement le nouvel ordre économique international est rejeté, mais que le Nord a répondu (à la crise) en servant les rangs et en créant son propre ordre économique mondial », a-t-il ajouté.

Désarroi de pays démunis

Traduisant une amertume identique, plusieurs délégués ont regretté, selon la formule de l'un d'eux, que « la voix du Sud ne se soit pas fait entendre à Tokyo », alors que les décisions qui y ont été prises affecteront tout autant que les pays industrialisés. Mais cette conférence, organisée conjointement par la fondation du tiers-monde, dont le siège est à Londres, et l'Institut malaisien de M. Sopiee, a également souligné l'impuissance, sinon le désarroi, du Sud face à l'ampleur de ses problèmes actuels.

La « déclaration de Kuala-Lumpur » énumère des mesures susceptibles de renforcer une coo-

pération Sud-Sud toujours balbutiante et recommande la création d'une « commission indépendante du Sud sur les problèmes de développement ».

Mais, dans son intervention, M. Alistair McIntyre, secrétaire général adjoint de la CNUCED (Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement), a estimé que le tiers-monde « n'avait jamais été aussi dénué, manquant de confiance et d'un sens de direction ». Parant de la coopération Sud-Sud, M. Sopiee a été tout aussi franc, jugeant que « trois décennies après la conférence de Bandung, et un quart de siècle après le premier sommet des pays non alignés, nous sommes toujours à la case départ ».

Pour M. Gananí Corea, représentant le Sri-Lanka, « la validité du concept de Sud lui-même est mise en cause ». « Si le problème des rapports Nord-Sud ou riches-pauvres est réellement admis, il est confiné à la concession d'une aide aux plus pauvres », devait-il ajouter, avant de conclure que, si la coopération Sud-Sud demeure, selon la formule de M. Mahathir, l'affaire « de longues dissertations et de peu d'action », « le Sud aura alors prouvé qu'il est l'agent, pour une large part, de sa propre stagnation ».

Plusieurs intervenants ont appelé à lutter contre le découragement, à refaire le rôle de « bouc-émissaire » réservé, selon certains, aux pays sous-développés. Mais l'atmosphère d'été gâté à l'optimisme. « Tout cela manque trop de nerfs », nous a déclaré l'un des participants, qui a préféré garder l'anonymat.

JEAN-CLAUDE PÉMONTE

M. JEAN-BERNARD RAIMOND EN VISITE À ALGER

M. Jean-Bernard Raimond est attendu à Alger ce vendredi 9 mai pour une visite de deux jours. Le ministre des affaires étrangères multiplie les prises de contact avec les pays du Maghreb pour leur présenter les grandes orientations diplomatiques du gouvernement de M. Chirac. Il s'est déjà rendu au Maroc le 25 avril et il a reçu le ministre tunisien des affaires étrangères, M. Echebel, le 4 avril à Paris.

On s'attend qu'Alger demande à M. Raimond des précisions sur la politique française en matière d'immigration et de circulation des personnes. Le problème du Sahara sera sans doute un des autres sujets délicats abordés. La France entend rester neutre dans ce conflit qui empoisonne depuis plus de dix ans les relations entre Alger et Rabat.

La deuxième série de conversations indirectes entre le Maroc et le Polisario à New-York, sous l'égide de l'ONU et de l'OUA, s'est achevée jeudi dans une grande discrétion. M. Perez de Cuellar, secrétaire général de l'ONU, a remis aux deux parties « un questionnaire très détaillé qui servira de document de travail ».

● Le retour de l'ambassadeur de France à Pretoria. — Le Parti socialiste a indiqué, jeudi 8 mai, qu'il ne saurait accepter que le retour de l'ambassadeur de France à Pretoria puisse entraîner une normalisation des relations économiques avec le pays de l'apartheid. Le PS, qui s'inquiète de la décision du gouvernement de M. Chirac de renvoyer M. Pierre Boyer dans la capitale sud-africaine (celui-ci devait y arriver vendredi 9 mai), souligne, dans un communiqué de son bureau exécutif, que son rappel à Paris, il y a neuf mois, s'inscrivait dans le cadre d'une politique de pression graduelle sur le régime sud-africain et « prenait valeur de symbole face à l'aggravation de la répression contre les populations noires ».

● Reprise des négociations de Genève. — Les pourparlers américano-soviétiques sur la limitation des armements ont repris, jeudi 8 mai, à Genève, après deux semaines d'interruption. Ni l'une ni l'autre des deux délégations — celle des Etats-Unis est conduite par M. Max Kampelman, celle de l'URSS par M. Victor Karpov — ne semblent s'attendre à un progrès sensible au cours de ce cinquième cycle de négociations, qui durera au maximum deux mois. — (AFP.)

A MANILLE

M. Shultz reçu par M^{re} Aquino

Le secrétaire d'Etat américain a rencontré ce vendredi 9 mai M^{re} Corason Aquino, la femme qui préside depuis la chute et le départ en exil aux Etats-Unis de l'ex-président Ferdinand Marcos et de son entourage. Il s'est borné à indiquer que les Etats-Unis ne se désolent pas de la façon satisfaisante, sans autres précisions.

Lors de son arrivée jeudi soir à Manille, venant de Séoul, M. Shultz avait rendu hommage à la volonté démocratique du nouveau gouvernement, réaffirmant l'engagement des Etats-Unis à venir en aide aux Philippines pour résoudre les graves problèmes auxquels ce pays doit faire face compte tenu notamment de l'héritage désastreux laissé par M. Marcos. Cela dit, les Etats-Unis ne semblent pas avoir l'intention d'accorder plus d'assistance économique et militaire que prévu (500 millions de dollars au total pour l'année budgétaire 1986) pour contribuer au redressement de la situation dans l'archipel.

L'annonce du montant de l'aide ainsi que celle du traitement accordé à M. Marcos par l'administration américaine avaient ajouté ces temps derniers aux malentendus, sinon à la tension, entre Manille et Washington. Lors de la réunion des

R.-P. P.

L'interdiction faite par Bucarest à un haut fonctionnaire roumain de l'ONU de regagner son poste suscite de vifs remous

New-York (AFP). — Le syndicat des fonctionnaires de l'ONU a condamné, le jeudi 8 mai, en termes très vifs, le gouvernement de Bucarest, qui empêche depuis la fin de 1985 le retour à son poste à Genève du plus haut fonctionnaire roumain des Nations unies, M. Liviu Bota. De son côté, le secrétaire général de l'Organisation, M. Javier Pérez de Cuellar, s'est à nouveau entretenu de la demande de cette affaire, mercredi, avec l'ambassadeur de Roumanie à l'ONU, M. Teodor Marinescu, et il avait l'intention de le reconvoquer ce vendredi.

L'affaire, qui a créé un sérieux différend entre Bucarest et les Nations unies, a éclaté en décembre dernier, lorsque le gouvernement roumain a rappelé « en consultation » M. Bota, directeur de l'Institut des Nations unies pour la recherche sur le désarmement (UNIDIR). Peu après, la Roumanie a renvoyé à l'ONU une lettre de démission de M. Bota, et l'on apprendait que celui-ci était retenu contre son gré dans son pays. M. Perez de Cuellar s'est refusé à accepter cette démission, au moins

tant que M. Bota ne recevrait pas l'autorisation de la remettre en personne, soit à Genève, soit à New-York, conformément à la tradition des organisations du système de l'ONU. M. Bota travaille aux Nations unies depuis une quinzaine d'années.

Dejà, l'an dernier, une autre affaire de ce genre avait opposé la Roumanie à l'ONU, lorsque les autorités de Bucarest avaient empêché un autre fonctionnaire roumain de l'organisation de regagner son poste au Burkina Faso, après une visite privée en Roumanie. Après plusieurs mois de tractations, il en avait finalement reçu l'autorisation.

A TRAVERS LE MONDE

COSTA-RICA

Investiture du président Oscar Arias

San-José-de-Costa-Rica. — M. Oscar Arias, quarante-quatre ans, a été officiellement investi comme chef d'Etat, le jeudi 8 mai, à San-José, en présence de neuf présidents latino-américains. Le vice-président des Etats-Unis, M. George Bush, a fait un vibrant éloge de la démocratie et a dénoncé au cours d'une conférence de presse « le régime marxiste du Nicaragua ». M. Bush s'est longuement entretenu avec le nouveau président du Costa-Rica, qui succède à M. Luis Alberto Monge, appartenant au même parti du Mouvement de libération nationale (MLN), de tendances social-démocrate, et qui a assuré que son pays poursuivait sa politique de « neutralité » en Amérique centrale. En revanche, les présidents de l'Argentine, du Pérou et de l'Uruguay membres du « groupe d'appui » au groupe de Contadora, ainsi que le président colombien Belisario Betancur n'ont pas assisté à une réunion de travail proposée par M. Bush. — (AFP.)

ÉTATS-UNIS

Une cour d'appel de New-York ordonne l'extradition vers l'URSS d'un ancien nazi

New-York. — Une cour d'appel de New-York a ordonné, le jeudi 8 mai, l'extradition vers l'URSS de Karl Linas, soixante-sept ans, accusé d'avoir dirigé en Estonie, pendant la seconde guerre mondiale, un camp de concentration nazi où quelque deux mille personnes ont été tuées. Linas, qui est incorporé au centre pénitentiaire de Manhattan, a vingt et un jours pour faire de nouveau appel, cette fois-ci devant la Cour suprême des Etats-Unis. Condamné par défaut à la peine de mort en 1962, en URSS, Karl Linas, qui est devenu citoyen américain en 1959, tente depuis 1979 d'échapper à une décision de dénaturalisation et d'extradition de la part de la justice américaine. Un juge de New-York avait ordonné son extradition en 1982, après que la déportation de la justice ait affirmé qu'il avait dirigé personnellement un camp nazi à Tartu entre 1941 et 1943, et avait caché son passé pour obtenir la nationalité américaine en 1959. — (AFP.)

PENDJAB

Scission au sein de l'Akali Dal

New-Delhi. — L'Akali Dal, le parti sikh modéré au pouvoir au Pendjab (nord-ouest de l'Inde), s'est scindé en deux, le jeudi 8 mai, une semaine après que la police ait occupé des temples sikh pour en écarter des militants séparatistes.

Sur les 73 députés de l'Akali Dal, 27, ayant à leur tête l'ancien premier ministre Prakash Singh Badal, ont décidé de former un nouveau parti qui siègera au sein de l'Assemblée d'Etat. L'Akali Dal est toujours majoritaire dans cette assemblée, qui compte 117 sièges, dont 32 sont détenus par la parti de M. Rajiv Gandhi, le Congrès (I). La scission s'est faite après que le premier ministre et dirigeant de l'Akali Dal Surjit Singh Barnala ait annoncé l'éviction de trois ministres qui avaient démissionné, la semaine dernière, pour protester contre les opérations de commando menées à l'intérieur de trois temples sikh, dont le Temple d'or d'Amritsar. Cette division au sein de l'Akali Dal constitue un réel coup de gouvernement modéré du Pendjab. — (AFP.)

ORIENT

Formé Entuelle opération ET DÉVELOPPEMENT Syrie

Le réflexe d'auto-défense dans les dépenses n'en fait, est-ce, de la France la dernière industrie industrielle.

La France

Mercredi, des responsables israéliens cités par la presse américaine, notamment par le *Wall Street Journal*, affirmaient que les risques de guerre entre Israël et la Syrie n'avaient jamais été aussi grands depuis dix ans. Le premier ministre israélien, M. Shimon Peres, a d'ailleurs mis en garde, jeudi, le président syrien, M. Hafez El Assad, contre « l'opération qu'il pourrait lancer en raison des problèmes intérieurs actuels de la Syrie ». Simultanément, le chef d'état-major adjoint de l'armée, le général Dan Shomron, dénonçait « le danger » que fait peser sur le pays « l'empire progressif et systématique de la Syrie sur le Liban ». Alors qu'un quotidien d'Abou Dhabi assure que Damas a mis ses forces en état d'alerte, l'ambassadeur de la Ligue arabe auprès de l'ONU, M. Clovis Maksoud, a, lui aussi, accusé Israël, jeudi, « d'envoyer une attaque militaire contre la Syrie ». A Tunis, le numéro deux du mouvement palestinien Fatah, M. Abou Iyad, a affirmé qu'il fallait prendre au sérieux les menaces américano-israéliennes contre la Syrie. Pour sa part, le gouvernement syrien s'emploie depuis deux jours à démentir toutes les informations syriennes dans l'affaire de Londres comme dans l'affaire de Damas. Le département d'Etat s'est refusé à commenter cette accusation, mais a rappelé, jeudi, que la Syrie figurait parmi les pays considérés par Washington comme « participant au terrorisme international ». Il y a quelques jours, M. Bush avait publiquement mis en cause les responsabilités de la Syrie dans le terrorisme international. Selon CBS, Israël serait aussi incité à attaquer par crainte de l'accroissement rapide du potentiel militaire syrien qui pourrait conduire Damas à lancer une opération-éclair sur le Golan.

SELON LE PENTAGONE

Cinq bombes ont « touché des zones civiles » lors du raid contre la Libye

Washington (AFP, AP). - Le Pentagone a reconnu, jeudi 8 mai, que cinq bombes, sur un total d'environ deux cent vingt, avaient « touché des zones civiles » lors de l'attaque contre les villes libyennes de Tripoli et de Benghazi, le 15 avril dernier. Les trois projectiles, tombés non loin de l'ambassade de France, endommageant l'arrière du bâtiment, ont « probablement » été largués par le F-111 porté manquant, a indiqué cette même source.

Quant aux deux autres bombes qui ont manqué leur cible, elles sont tombées à environ 700 mètres d'une caserne de Benghazi. « Tous les autres dommages aux Libyens prétendant avoir subi résultent très probablement, s'ils sont vrais, des retombées de leurs propres projectiles », a déclaré un porte-parole du ministère de la défense. Cette mise au point fait suite à des articles de presse, aux Etats-Unis, critiquant le manque de précision des bombardements américains.

Le porte-parole a également indiqué que les Etats-Unis s'efforcent, par l'intermédiaire de la Belgique (dont l'ambassade représente les intérêts américains à Tripoli), de vérifier que les Libyens « révoquent » le corps du pilote F-111 porté manquant. Il a précisé qu'aucune réponse n'avait encore été reçue, mais que Washington est prêt à demander le rapatriement du corps pour « raisons humanitaires ».

D'autre part, parmi les nouvelles sanctions qu'ils envisagent contre la Libye, les Etats-Unis pourraient décider un embargo sur les produits pétroliers d'origine libyenne raffinés en Europe ou ailleurs, ont indiqué, jeudi, des responsables du département d'Etat. Un tel embargo pourrait inciter les pays européens à limiter leurs achats de pétrole libyen, alors que Washington s'efforce d'obtenir de ses alliés qu'ils prennent des mesures spécifiques contre Tripoli.

Dans un interview à la chaîne de télévision NBC, l'ancien président Jimmy Carter, a critiqué, jeudi, le raid américain du 15 avril contre la Libye, estimant que des pressions discrètes sur Tripoli étaient plus efficaces. Il a indiqué que de telles pressions avaient été exercées en 1978, à son initiative, par les sept pays les plus industrialisés. « Je pense que le raid a probablement accru la menace terroriste dans le monde et considérablement renforcé

Liban

- ASSASSINAT D'UN OFFICIER ET D'UN RESPONSABLE SUNNITE
- M. GEMAYEL S'ENTRETIENT AVEC UN DIRIGEANT PALESTINIEN

Un responsable sunnite, l'avocat Nassib Khatib, secrétaire général du Mouvement des partisans-avant-garde de la lutte du peuple, a été assassiné, le jeudi 8 mai, avec trois de ses partisans - dont un Syrien - alors que leur voiture essayait une tentative de coup de feu sur la route de Beyrouth à Damas.

La journée a été marquée par un autre meurtre : un officier sunnite des services de renseignement de l'armée a été tué quelques heures après avoir été enlevé à Beyrouth-Ouest, le secteur musulman de la capitale.

D'autre part, aucun mouvement n'avait encore revendiqué, vendredi en fin de matinée, l'enlèvement, mercredi, d'un Français âgé de quatre-vingt-quatre ans, M. Camille Sontag. Son épouse, M^{me} Camille Sontag, a lancé dans la soirée un appel aux ravisseurs : « Je vous en supplie, rendez-moi mon mari, c'est un homme âgé », a-t-elle notamment déclaré à la télévision.

A Tunis, M. Salah Khalaf - Abou Iyad, l'un des principaux dirigeants du mouvement palestinien Fatah, a déclaré jeudi qu'il s'était entretenu avec le président libanais, M. Amin Gemayel, à l'occasion de la visite que ce dernier vient d'achever en Tunisie.

Il a demandé à M. Gemayel que l'Etat libanais « prenne davantage soin des Palestiniens ». Cet entretien, a-t-il dit, a été « positif, en dépit de désaccords sur certains points, et a revêtu un aspect personnel du fait des relations amicales qui me lient à M. Gemayel depuis 1972 ».

Enfin, l'agence Reuter, citant des « sources diplomatiques » du Caire, croit savoir que M. Gemayel aurait fait mardi dernier une étape au Caire, sur la route de Tunis, et se serait entretenu avec le président Hosni Moubarak. (AFP, AP, Reuter.)

Liban : l'UNWRA quitte Beyrouth-Ouest. - L'Agence de travaux et de secours pour les réfugiés arabes de Palestine (UNWRA) a annoncé mardi 6 mai qu'elle avait procédé à l'évacuation temporaire de ses collaborateurs occidentaux de Beyrouth-Ouest. Les employés occidentaux de l'UNWRA ont gagné Beyrouth-Est, la partie chrétienne de la capitale libanaise, lorsqu'il est devenu « évident que les Occidentaux étaient choisis pour cible », précise un communiqué de l'agence des Nations unies. (Reuter.)

ASIE

Bangladesh

Les résultats des législatives cessent d'être annoncés

Dacca. - Les autorités du Bangladesh ont brusquement arrêté, jeudi 8 mai, l'annonce des résultats des élections législatives de mercredi après qu'il fut apparu que le parti gouvernemental Jatiya commençait à perdre du terrain.

La télévision nationale, qui rendait compte du dépouillement, a cessé de le faire, sans explication. Après attribution de 184 des 300 sièges, le Jatiya en obtenait 81, contre 103 à divers

candidats de l'opposition ou indépendants. Les ligues Awami, principale formation d'opposition, obtenait 53 sièges.

Un peu plus tôt, le président Ershad avait rejeté des accusations de fraude et de manœuvres d'intimidation par la police et les militaires pro-gouvernementaux. Selon certains opposants, les violences auraient fait vingt-cinq morts et cinq cents blessés durant les élections (le Monde du 9 mai). (Reuter.)

Afghanistan

Campagne anticorruption et réapparition de M. Karmal. - Le nouveau secrétaire général du Parti communiste afghan, M. Najibullah, a lancé jeudi 8 mai une campagne anticorruption, a annoncé Radio-Kaboul. Elle a précisé que M. Najibullah suivait ainsi les traces de M. Mikhaïl Gorbatchev, qui a lancé une campagne semblable après son arrivée au pouvoir.

Radio-Kaboul a également mentionné la première apparition en public depuis un mois du prédécesseur de M. Najibullah à la tête du parti, le président Babrak Karmal. Ce dernier a assisté à la réunion du bureau politique et se trouvait aux côtés de M. Najibullah et du premier ministre Sultan Ali Kistmand aux céré-

monies commémorant la victoire soviétique sur l'Allemagne nazie en 1945.

Par ailleurs, au moins six ministres disparus lors de l'intervention soviétique, en 1979, se trouveraient à la prison Pul-Charkhi, a déclaré mercredi 7 mai Lala Malang, dirigeant de la guérilla musulmane qui a lui-même passé dix-sept mois dans cette prison. Il a précisé que ces ministres communistes arrêtés lors du putsch qui a porté Babrak Karmal au pouvoir ont vu leur condamnation à mort commuée en peine d'emprisonnement. Malang a été relâché en février en échange d'un soldat soviétique détenu par la résistance. (Reuter.)

AMÉRIQUES

Canada

AU QUÉBEC

La polémique linguistique rebondit à propos de l'affichage en anglais

De notre correspondant

Montréal. - La législation en matière linguistique et, plus particulièrement, les dispositions concernant l'affichage bilingue dans la Charte de la langue française (loi 101) alimentent de nouvelles polémiques au Québec. Ceux, notamment certains commerçants de la minorité anglophone (bâtiment mille personnes), qui n'avaient jamais accepté la loi, n'ont même pas attendu la défaite du Parti québécois, le 2 décembre dernier, pour ressortir leurs enseignes anglaises.

Au cours des derniers mois, le phénomène a pris de l'ampleur en raison du conflit opposant le nouveau gouvernement aux fonctionnaires chargés d'appliquer la loi 101, ces derniers étant restés fidèles à la philosophie du gouvernement précédent. Au cœur de la campagne électorale, les libéraux avaient promis d'assouplir les dispositions de la loi portant sur l'affichage. Les anglophones, massivement concentrés dans l'ouest de Montréal, souhaitent obtenir le droit d'annoncer leurs produits dans les deux langues. Il reste encore à définir les modalités de ce bilinguisme sectoriel que M. Bourassa semble prêt à accorder.

C'était compter sans le zèle de quelques extrémistes anglophones qui ont pris l'initiative de faire disparaître les enseignes françaises

qu'ils avaient été obligés d'installer au cours des dernières années. Dans certains quartiers de Montréal, l'unilinguisme anglais qui avait perdu beaucoup de terrain sous le gouvernement de M. René Lévesque, reprend le dessus.

Perte du terrain conquis

La situation s'est encore compliquée du fait que la loi 101 est contestée devant les tribunaux. En décembre 1984, un tribunal de première instance a invalidé l'article 38 qui interdisait l'affichage dans une autre langue que le français. Selon le tribunal, cet article est discriminatoire. Le gouvernement de l'époque avait aussitôt fait appel et on attend toujours le jugement. L'apathie du nouveau gouvernement devant les violations systématiques de la loi 101 et le jugement du tribunal de première instance ont convaincu les récalcitrants que la voie était libre. C'est pourquoi Montréal - « la deuxième ville française du monde », comme se plaisent souvent à le rappeler les autorités locales - est en train de perdre le terrain péniblement conquis au cours des dix dernières années.

Les francophones, pas tous toutefois, ne sont pas les seuls à s'offusquer. La plus importante organisation anglophone, Alliance-

Québec, estime que « ceux qui affichent en anglais uniquement mettent en danger le compromis auquel sont parvenus les deux communautés linguistiques ». Alliance-Québec craint que les extrémistes anglophones ne bloquent la possibilité d'un nouveau compromis sur le bilinguisme. C'est aussi l'avis des francophones qui, selon les sondages, sont majoritairement favorables à des aménagements de la loi en faveur de la communauté anglophone, à condition de ne pas remettre en question le caractère français de la société québécoise.

La plupart des Québécois sont conscients que les conquêtes des dernières années sont fragiles. Curieusement, ils reçoivent aujourd'hui l'appui de groupes ou d'institutions anglophones qui, dans le passé, ont dénoncé la loi 101 avec véhémence. C'est le cas du seul quotidien anglais de Montréal, *The Gazette*, et de certains journaux de quartier qui, après avoir mené de violentes campagnes contre le gouvernement précédent, estiment qu'il faut boycotter les commerçants favorables à l'affichage uniquement en anglais. Bientôt, retournement des choses, au moment où le cabinet du premier ministre, pour sa part, envoie depuis quelque temps à certains correspondants de presse des documents uniquement rédigés en anglais. BERTRAND DE LA GRANGE.

Paraguay

Les évêques proposent « un dialogue national »

De notre envoyé spécial

Asuncion. - Mgr Livieres Banks est vraiment un évêque circospect. La Conférence épiscopale paraguayenne, dont il est le secrétaire général, vient de lancer une proposition de « dialogue national » qui, en soi, n'a rien d'audacieux mais qui frôle la hardiesse dans un pays habitué aux soliloques du général Stroessner et de ses partisans. Pourquoi ne pas changer de régime ? Pour implanter la démocratie ? Mgr Livieres écoute ces questions d'un éminent mouvement des deux mains et dit :

« Nous ne voulons pas nous ériger en tribunal pour juger qui que ce soit. Nous n'allons pas renverser les accusations du passé. Nous ne demandons pas un changement de gouvernement. Ce qui nous intéresse, c'est que chaque secteur de la société exprime son opinion. »

Quand l'initiative a été prise au début de l'année, les Evêques d'Haïti et des Philippines donnaient les derniers coups de boutoir aux dictatures qui devaient s'effondrer peu après. On a cru ou voulu croire, à Asuncion, dans les deux camps, que l'épiscopat du Paraguay s'apprêtait, lui aussi, à mettre le feu aux poudres. Il n'y a eu, en fait, qu'une

simple coïncidence dans le temps », dit Mgr Livieres.

L'évêque pense, au contraire, que ses compatriotes devraient « oublier leurs rancunes » et apprendre à cohabiter. Il y a deux ans déjà, l'Eglise se demandait quel geste serait assez efficace pour « mettre fin à l'affrontement entre le gouvernement et l'opposition ». L'idée d'une médiation épiscopale a fait son chemin, mais elle ne sera pas limitée aux partis politiques, car « beaucoup de Paraguayens ne sont pas représentés par ces partis ».

Mgr Livieres juge le moment « délicat » en effet. Dans sa bouche, c'est un conseil. L'isolement international du pays, les conflits internes, les difficultés économiques, les scandales au tout genre : autant de motifs de préoccupation. Le scandale le plus retentissant a éclaté l'an dernier à la Banque centrale. L'institut d'émission avait délivré à de nombreux entrepreneurs et banquiers des dollars à un taux préférentiel (deux à trois fois inférieur au taux du marché) pour des importations qu'ils n'avaient pas réalisées. Les faux importateurs avaient revendu les devises au marché libre et empêché la différence en la partageant. Évidemment, avec leurs complices. Officiellement, l'escoquarie s'est élevée à 34 millions de dollars, mais les estimations officieuses varient de 100 millions à 1 milliard de dollars.

Voici des années que l'Eglise dénonce l'« amoralité » ambiante. Mais ses premiers différends avec le régime remontent à la fin des années 60, quand elle s'est inquiétée du sort des prisonniers politiques. L'organisation de ligues agraires à l'initiative des jésuites et de communautés ecclésiastiques de base a déclenché contre elle, au milieu des années 70, une violente répression : des centaines de paysans ont été arrêtés et torturés, une dizaine de prêtres ou de religieux d'origine étrangère ont été expulsés. La cible principale fut la communauté chrétienne de Jeju, dans le département de San-Pedro, assimilée par le régime à un kolchoze.

Comme tant d'autres en Amérique latine, l'Eglise du Paraguay revient de loin. Elle a longtemps vécu sous la tutelle de l'Etat : évêques « présentés » par le gouvernement, subventions au clergé et aux convents. C'est, petit à petit, qu'elle a pris ses distances jusqu'à parvenir à un modus vivendi avec les autorités. Formellement, il n'y a plus de répression contre nous, dit Mgr Livieres, mais une grande méfiance à l'égard de notre travail communautaire. Coopératives et comités d'agriculteurs se multiplient en effet dans les campagnes.

Un clergé minuscule (environ deux cents prêtres, dont une majorité d'étrangers), un épiscopat réduit de quinze évêques, dont seulement dix ont été élus, l'Eglise du Paraguay est une petite Eglise. Elle a longtemps vécu essentiellement comme le pays enclavé au milieu du continent. C'est ce qui explique, selon Mgr Livieres, la sorte de sévérité politique et métaphysique qui la caractérise jusqu'à présent. On ne parle guère, à Asuncion, de théologie de la libération. CHARLES VANHECKE.

CORRESPONDANCE

Le cas Astiz

A la suite des informations que nous avons publiées sur l'acquisition à Buenos Aires du capitaine Astiz par un tribunal militaire (le Monde des 29 et 30 avril) nous avons reçu la déclaration suivante de M. Jacques Miquel et M. Francis Szpiner, qui représentent les intérêts des familles de Français disparus en Argentine, et en particulier celles des deux religieuses, sœurs Domon et Duquet.

Nous accusons le capitaine Astiz d'être responsable de l'assassinat des sœurs Alice Domon et Léonie Duquet. Nous l'accusons non pas pour en faire un bon émissaire ou un symbole de la répression. Nous l'accusons parce que de nombreux témoignages accablants nous permettent de le faire.

Si Alfredo Astiz est acquitté après un procès public garantissant les droits de toutes les parties, accusé et victimes devant un tribunal impartial et après un véritable débat judiciaire contradictoire, nous nous inclinons. Mais ce qui vient de se passer en Argentine n'a rien à voir avec le cours normal de la justice. Le « tribunal » militaire qui vient d'acquitter Astiz, dans l'obscurité d'une caserne, pour l'assassinat d'une jeune Suédoise de seize ans, n'est livré à une parodie de justice.

Procédure écrite, secrète, pressions sur les témoins, droits de la partie civile bafoués, ce procès est une honte et une insulte pour la justice. A Paris, un juge d'instruction, M^{me} Claudine Le Chanu-Forêt, est saisi de l'affaire des religieuses françaises enlevées par Astiz. Au vu d'un épais dossier, elle a décerné un mandat d'arrêt international contre lui. A Buenos Aires, un juge civil est désigné, il se hâte lentement. Il refuse de convoquer Astiz.

A Paris, la justice instruit sérieusement, à Buenos Aires elle est sous influence.

Les défenseurs des victimes subissent un chantage : le régime de Raúl Alfonsín serait, paraît-il, à la merci du sort d'un capitaine. Si telle est la réalité, alors la démocratie en Argentine est condamnée. Une société qui n'est pas capable de faire rendre la justice est une démocratie sans âme. Les apprentis dictateurs trouveront toujours un prétexte, Astiz ou un autre.

Nous ne demandons rien d'autre que la justice pour sœur Alice Domon et sœur Léonie Duquet, et les treize autres Françaises disparues, pour qu'il n'y ait pas d'oubli.

Pérou

RECTIFICATIF. - C'est une somme de 30 millions de dollars qui a été versée par le gouvernement de Lima au Fonds monétaire international en avril ; et non pas 300 millions comme il a été indiqué à la suite d'une erreur matérielle (le Monde du 7 mai).

maine se mobil

premier des ministres

RECHERCHER
BAOUL DUFY
peinture de la collection
d'art moderne
par M. R. L. L.

LA CATASTROPHE DE TCHERNOBYL

L'Ukraine se mobilise

Les installations de réacteur n° 4 de Tchernobyl, construit à quelque 130 kilomètres au nord de Kiev (Ukraine), brillent-elles encore ? Pour le premier ministre de la République d'Ukraine, M. Alexandre Lischko qui, jeudi 8 mai, s'est voulu rassurant devant un groupe de journalistes étrangers accueillis en Union soviétique, « le réacteur accidenté ne brûle plus ». La température, a-t-il précisé, « a diminué » et « continue de baisser ».

Elle ne serait que de « 300°C et le taux de radioactivité serait stable avec une tendance à la baisse ». La radioactivité mesurée au sol dans la zone de sécurité de 30 kilomètres délimitée autour de Tchernobyl reste, selon lui, « élevée », mais M. Lischko ne doute pas que les autres réacteurs de la centrale ne soient bientôt remis en service.

Pour les *Investigations*, en revanche, l'incendie ne serait pas totalement éteint. Une affirmation qui partage le directeur général de l'Agence internationale de l'énergie atomique de Vienne (AIEA), M. Hans Birk, qui, après avoir survolé jeudi le lieu de la catastrophe, a déclaré qu'une « petite fumée » continuait de s'échapper du réacteur. « Mais il est évident que ces deux dernières semaines, a-t-il dit, des travaux ont été effectués avec succès. Nous espérons que la situation se stabilisera dans l'avenir ».

De fait, cinq mille tonnes de sable, d'argile et de bore (un corps chimique qui a la propriété d'absorber les neutrons des réactions nucléaires) ont été largués par hélicoptères pour éteindre l'incendie. Une entreprise ouest-allemande spécialisée dans la fabrication d'engins robotisés capables de pénétrer dans la centrale aurait été contactée par les autorités soviétiques pour leur mission commerciale à Cologne. De nombreux conseils ont été prodigués pour assurer la protection des populations et des mesures ont été prises pour éviter une trop grande contamination des rivières ukrainiennes. Au total, ce serait 84 000 personnes qui auraient été évacuées dans la région et non 49 000 comme on l'avait annoncé précédemment.

Mobilisation générale

« Il est encore prématuré de tirer de grands enseignements de l'accident (...), mais la leçon, a coûté cher », écrivent les *Investigations* qui soulignent qu'à l'occasion de « cette situation exceptionnelle », certains travailleurs ne se sont pas montrés suffisamment fermes et prêts à prendre des décisions. Mais note

le quotidien soviétique, « un strict contrôle » a été instauré dans les aéroports, les gares et les stations d'autobus de Kiev. Tous ceux qui quittent la ville sont soumis à un examen minutieux afin de « produire les premiers signes de ceux qui ont besoin », tandis que la qualité des aliments, en particulier des produits agricoles, est vérifiée « selon des normes très sévères ».

Aujourd'hui l'inquiétude dans la capitale ukrainienne est « moins grande », comme on peut le constater sur les visages des habitants qui ont pu se rendre sur place. En fait, les craintes des habitants ont atteint leur paroxysme lorsque les vents ont chargé l'atmosphère du nuage radioactif émis par Tchernobyl vers Kiev. Les rumeurs se sont alors amplifiées et, raconte un témoin, « tout le monde est devenu physicien ».

Puis de mille-trois cents médecins, laborantins, dosimétristes et infirmières travaillent « comme en temps de guerre » pour secourir la population de la région entourant la centrale, a indiqué l'agence Tass. Le chiffre élevé suggère que de nombreuses personnes ont été irradiées ou contaminées après l'accident. Un médecin soviétique, qui a soigné les victimes de l'accident, a d'ailleurs affirmé que certaines présentent des concentrations de radioactivité au foie, à la rate et au cerveau. Les chiffres officiels sont toujours de deux cents blessés et de deux morts, mais l'agence yougoslave Tanjoug, citant un communiqué publié à Moscou, indique qu'un troisième blessé a succombé.

À l'étranger, les niveaux de radiations continuent de baisser au fur et à mesure que le nuage formé lors de l'explosion se disperse. En Autriche, en Grèce, ils sont proches de la normale. En France, le retour aux valeurs habituelles est effectif depuis mardi. M. Denis Bédaride, porte-parole du premier ministre, a indiqué que « le service central de protection contre les rayonnements ionisants a suivi jour par jour la situation en effectuant des mesures sur plus de trois cents échantillons portant sur les poussières atmosphériques, les avions de ligne, les végétaux, les sols, les lacs, les poissons, les eaux de rivière, les eaux potables, les eaux de pluie ». Il en résulte que « la faible radioactivité retombée sur l'Europe à la suite de cet accident, encore plus faible en France, d'un facteur 2 ou 3, par suite des vents qui nous ont été favorables, ne représente pour notre pays que quelques centièmes de la limite annuelle réglementaire ».

SELON DES EXPERTS FRANÇAIS

Le syndrome chinois est impossible

Un groupe spécial de travail a été mis en place par les autorités ouest-allemandes pour étudier si la masse en fusion dans le réacteur peut actuellement s'enfoncer dans la terre, a déclaré à l'AFP un des responsables de ce groupe. « Nous sommes dans un état d'incertitude permanente et, dès que les informations nous permettent de confirmer notre hypothèse, nous décréterons les mesures qui s'imposent », a précisé ce responsable.

Les Allemands craignent un « syndrome chinois », une fusion de la dalle de béton qui supportait le réacteur, avec l'enceinte elle-même. Cette hypothèse, popularisée par un film américain, paraît peu vraisemblable aux spécialistes de l'Institut de protection et de sûreté nucléaire de la Commissariat à l'énergie atomique. Ceux-ci rapprochent cette information du

celle, fantaisiste, annoncée au début de la catastrophe, selon laquelle l'accident aurait fait deux mille morts.

D'après eux, « même en tenant compte des hypothèses les plus pessimistes (géométrie idéale du cœur), il ne paraît pas possible d'atteindre les 3000°C nécessaires à une fusion du béton ». Il faudrait pour cela « une masse pure et idéale de combustible qui ne cède pas de chaleur au milieu extérieur ». Ce n'est pas le cas dans un réacteur accidenté, où la fusion du cœur produit un magma d'oxyde d'uranium, d'acier, de graphite et de corium. Ce dernier est composé de particules radioactives. En revanche, il se comporte comme une chaudière et dégage encore plusieurs mégawatts de chaleur.

J.-F. A.

Les importations de viandes des pays de l'Est sont suspendues dans la CEE

La Commission européenne a annoncé la suspension immédiate dans tous la Communauté des importations de viandes fraîches, ainsi que des bovins et des porcs sur pied, en provenance de l'URSS et de six pays de l'Est : la Hongrie, la Pologne, la Tchécoslovaquie, la Bulgarie, la Roumanie et la Yougoslavie. Ce dernier pays, bien que ne se trouvant pas comme les autres dans un rayon de 1 000 km autour du site de la catastrophe, a été ajouté à la liste originale à la demande de la France, de l'Italie et des Pays-Bas.

En revanche, l'Allemagne fédérale a obtenu que la RDA ne soit pas affectée par cette décision, compte tenu de l'importance du commerce entre les deux Allemagnes. Cette mesure restera en vigueur jusqu'au 31 mai au moins. En ce qui concerne les autres denrées (monnaies et céréales sur pied, produits laitiers, légumes frais, poissons d'eau douce), la décision relève du conseil des ministres.

À la demande de la France, il a été admis que les mesures de protection contre la radioactivité prises par certains Etats membres comme l'Italie qui ont empêché la libre cir-

culation des marchandises à l'intérieur de la CEE seront levées.

La France importe assez peu de produits alimentaires en provenance de l'URSS et des autres pays de l'Est. Alors qu'en 1965 les exportations agro-alimentaires françaises vers l'Union soviétique dépassaient les 7 milliards de francs, les importations d'aujourd'hui ne sont que de 3 755 tonnes de poissons, crustacés et mollusques dont 1 141 tonnes de préparation et conserves de saumon, 1 051 tonnes de thons entiers, 786 tonnes de calamars, 455 tonnes de crabes, 206 tonnes de crevettes et 13 tonnes de caviar.

Parmi les six autres pays touchés par les interdictions, seules la Hongrie et la Pologne, avec respectivement 406 millions de francs et 341 millions de francs d'exportations alimentaires vers la France, sont très concernés.

On achète à la Hongrie des animaux vivants et des viandes pour 313 millions (dont 45 millions de volailles et 38 millions de porc), des oléagineux (41 millions), des fruits (27 millions), des légumes (16 millions) et du vin (9 millions). À la Pologne, la France achète des animaux vivants et des viandes pour 336 millions, dont 246 millions pour la viande de cheval, des crustacés et mollusques (69 millions) et des fruits (58 millions).

Pour l'ensemble des six pays, les importations de fruits s'élèvent à 150,6 millions de francs, dont 40 millions pour les agrumes yougoslaves ; les importations de légumes à 26 millions, celles d'oléagineux à 69 millions, celles de tabac à 25 millions, de céréales (uniquement roumaines) à 50 millions, et de lait et produits laitiers (uniquement bulgares) à 14 millions.

La France seule sereine

(Suite de la première page.)

Alors que les écologistes anglais dénoncent les défaillances de leur vieille usine de retraitement de Solihull (ex-Windscale) et que les Verts allemands se battent contre la construction de la future usine de Wackersdorf, en Bavière, la COGEMA française peut se vanter sans risque d'avoir vu passer à La Hague « 80 % du combustible retraité dans le monde depuis dix ans ».

Les Danois reprochent au nucléaire, les Autrichiens refusent toujours de mettre en route leur unique centrale toute neuve, les Hollandais et les Suédois gèrent leur parc existant... et les Français, en dépit des contraintes budgétaires et de la saturation du réseau, poursuivent leur programme, juste un peu ralenti.

Tout se passe comme si les Français étaient aujourd'hui vaccinés contre la crainte du nucléaire. La contestation, venue sur les pas de mai 1968, a connu des années de fièvre en 1976-1977, à une époque où les Verts allemands venaient même en France pour combattre le nucléaire. Quant aux armes nucléaires, le vote est plus ancien encore. La dissuasion est acceptée à un point tel que la France n'a jamais cru à la guerre de étoiles à l'américaine.

Mais attention ! La sérénité française peut être prise en défaut, comme dans l'affaire Greenpeace : le consensus pronucléaire conduit parfois à des erreurs. L'unité n'est pas résistante sous tous ses aspects. Un accident aussi grave qu'à Tchernobyl, en dépit des mesures de sécurité, aucun pays n'est à l'abri d'une défaillance technique.

ROGER CANS.

Grande-Bretagne

Graves revers pour M^{me} Thatcher aux élections locales et partielles

De notre correspondant

Londres. — « Oui, c'est une bien mauvaise nuit pour le Parti conservateur... », M. Kenneth Baker, ministre chargé des collectivités locales, en convenait ce vendredi 9 mai, lorsqu'il a été connu les résultats des différents scrutins auxquels étaient appelés la veille près des deux tiers des électeurs britanniques. Le parti de M^{me} Thatcher enregistre un très net recul dans les élections de conseillers dans les « districts » ou les « boroughs », de même que dans deux élections législatives partielles. Il perd l'un de ses deux sièges et conserve l'autre d'extrême justesse.

Ce repli de la majorité n'est pas tout à fait inattendu (*le Monde* du 8 mai), mais il est particulièrement net : les électeurs ont voulu voter contre le gouvernement plutôt que d'exprimer, selon les cas, une véritable préférence pour le Parti travailliste ou l'Alliance (coalition du Parti libéral et du Parti social-démocrate).

Les travaillistes renforcent leurs positions

Les deux partielles se disputaient dans deux zones rurales du nord de l'Angleterre. Dans l'une et l'autre, le Parti travailliste — qui à l'échelle nationale est en tête de tous les sondages sur les intentions de vote pour les prochaines élections générales — est mal implanté. De nombreux partisans du Labour ont donc fait un choix tactique en reportant leurs voix sur le candidat de l'Alliance beaucoup mieux placé, afin d'assurer la défaite des conservateurs. Dans la circonscription de Ryedale (Yorkshire), le renversement a été spectaculaire. En 1983, le député conservateur disposait d'une confortable majorité de 16 000 suffrages ; le candidat libéral de l'Alliance l'a cette fois emporté avec 5 000 voix d'avance. En dépit d'une campagne dynamique, les travaillistes n'ont obtenu que 8 %, sensiblement moins qu'il y a trois ans.

Dans la circonscription de West-Devonshire, les conservateurs sauvent leur siège par une centaine de voix seulement sur près de 50 000 suffrages exprimés. Là encore, l'Alliance vient au deuxième

rang ayant bénéficié du soutien de très nombreux partisans du Labour.

Les travaillistes ont trouvé dans le résultat des élections locales une très large compensation à leur relatif insuccès dans ces deux partielles. Certes, ils ont toujours bien figuré dans ce type de scrutin qui concerne principalement des régions urbaines. 209 sièges étaient à renouveler cette année (la totalité en Ecosse et à Londres, un tiers dans le reste de l'Angleterre). Le nombre des assemblées dominées par les travaillistes est maintenant près du double de celui des conseils à majorité conservatrice. Les conservateurs ont perdu une trentaine d'assemblées.

Les travaillistes ont renforcé leur position presque partout, dans le nord de l'Angleterre et dans les Midlands, cette partie du pays qui est de plus en plus le domaine du Labour, là où le chômage sévit plus qu'ailleurs et où, entre autres problèmes sociaux, celui du logement est considéré comme particulièrement grave. Les travaillistes ont conquis de nouvelles villes, York et Bradford notamment. A Liverpool, ils maintiennent leur majorité, malgré le discrédit dont sont frappés les dirigeants d'extrême gauche. Liverpool est en effet le centre adhésif de la tendance trotskyste Militant, dont les dirigeants sont menacés d'exclusion par l'état-major du parti et d'interdiction par le gouvernement pour avoir conduit délibérément la municipalité au bord de la faillite afin de protester contre les restrictions budgétaires imposées aux collectivités locales par le cabinet de M^{me} Thatcher. Mais l'Alliance progresse et pourrait bientôt prendre le contrôle de l'assemblée de Liverpool avec l'aide plus ou moins déclarée des conseillers travaillistes modérés, qui suivent la ligne qu'impose de plus en plus le leader du Labour, M. Neil Kinnock.

A Londres, où les conservateurs détenaient la majorité des trente-deux « boroughs » (15 contre 12 aux travaillistes et un à l'Alliance), le Labour gagne quatre nouveaux conseils, et l'Alliance deux. Si bien que la capitale dans son ensemble revient maintenant à l'opposition.

Ces revers pourraient inciter un nombre croissant de députés de la majorité à demander à M^{me} Thatcher des révisions ou un assouplissement de sa politique qu'elle a, jusqu'à présent, refusés.

FRANCIS CORNU.

UNESCO

Le licenciement de MM. Solomon et Najman suscite une vive émotion

L'annonce de dix-neuf nouveaux licenciements de fonctionnaires de l'UNESCO, officielle depuis le mercredi 7 mai, suscite actuellement une vive émotion place de Fontenoy. Non pas en soi — encore que, puisque 570 suppressions de postes ont été envisagées, mais que 200 personnes environ ont accepté de partir avec des indemnités, et que quelque 300 postes se trouvaient au moment où cette décision a été annoncée, certains estiment que l'Organisation pourrait finalement faire l'économie de ces licenciements, — mais en raison de la présence dans cette « charrette » de deux personnalités dont le renvoi peut difficilement passer pour innocent politiquement : MM. Erwin Solomon et Dragoljub Najman.

Le premier, directeur de la division des analyses socio-économiques, est le plus haut fonctionnaire américain de l'UNESCO. Ce n'est un mystère pour personne, place de Fontenoy, que depuis le retrait de Washington, puis de Londres, les ressortissants des deux pays se sentent particulièrement menacés par les mesures de « redéploiement » des fonctionnaires de l'UNESCO, en dépit de la tradition des organisations internationales.

Certaines circulaires du directeur du personnel, M. Serge Vieux (notamment celle du 8 avril, rangeant dans la même catégorie les « fonctionnaires temporaires » et les « fonctionnaires ressortissants d'Etats non membres »), n'ont pas peu fait pour alimenter ces craintes. La suppression du poste de M. Solomon vient aujourd'hui les conforter, bien que le bureau de liaison de l'UNESCO à l'ONU ait assuré que ce licenciement n'avait aucun caractère politique.

Le cas de M. Najman, directeur général adjoint, de nationalité yougoslave, semble au moins aussi significatif. Il s'agit, en effet, d'une figure très populaire dans le milieu des Nations unies, souvent citée parmi les personnalités qui seraient

susceptibles d'empêcher le lent naufrage de l'UNESCO, où il sert depuis une trentaine d'années. Mais M. Najman est aussi, notoirement, fort critique à l'égard de la gestion récente de l'Organisation, qui a conduit, parmi d'autres facteurs, à la situation actuelle, et aux méthodes de M. McBow. Ce dernier a déjà tenté de se séparer de lui ces dernières années.

M. Najman, qui bénéficiait d'un contrat à durée indéterminée, et qui se trouve actuellement en congé de maladie, a reçu une lettre datée du 30 avril et lui indiquant qu'il était mis un terme, « le jour même », à son engagement. Pour lui, il s'agit là d'une « décision totalement arbitraire, qui illustre la dérive de la direction vers les méthodes les plus détestables, et qui est prise à l'encontre de toutes les règles de droit ». Il va faire appel, avant la fin du mois, devant le tribunal administratif du Bureau international du travail, compétent pour ce genre de litiges. Ce licenciement est semblable par de nature à redorer le blason de l'UNESCO dans les milieux « onusiens ».

BERNARD BRIGOUDEX.

Le nouveau Livre de Jean-Maxime Lévêque



EN PREMIÈRE LIGNE

Albin Michel

RECHERCHE

RAOUL DUFY

1^{er} supplément au catalogue raisonné de l'œuvre peint par Maurice Laffaille
Les éditions Louis Carré et Cie recherchent tous renseignements concernant l'œuvre de Raoul Dufy en vue de la publication du 1^{er} supplément au catalogue raisonné de l'œuvre peint.
Editions Louis Carré et Cie
Service documentation
10, avenue de Messine
75008 PARIS - (1) 562.57.07.

MONDES EN DEVENIR

Droit constitutionnel et régimes politiques africains : J. Omasa
Droit international du développement : M. Remane
Droit international du sous-développement : M. Bouché
Editions BERGER-LEVRANT

50211

EUROPE

Norvège

M^{me} Gro Harlem Brundtland a formé un gouvernement travailliste minoritaire

De notre correspondant

Stockholm. — Une semaine après la démission de la coalition de centre-droit dirigée par M. Kaare Willoch, M^{me} Gro Harlem Brundtland a présenté, vendredi 9 mai, à Oslo, la composition de son cabinet travailliste minoritaire. Le nouveau gouvernement norvégien ne dispose que de 71 sièges sur 157 au Parlement. C'est la première fois que le soutien des six députés du Parti socialiste de gauche, mais cela ne lui suffira pas pour atteindre la majorité. Il devra donc chercher de l'aide du côté de l'opposition « bourgeoise », parmi les trois partis de l'ancienne coalition.

En fait, ce n'est pas une situation inhabituelle pour la gauche. Depuis 1945, les travaillistes ont exercé le pouvoir en Norvège pendant vingt-neuf ans. Jamais ils ne se sont alliés à une formation politique pour former un gouvernement majoritaire. Ils ont toujours préféré la recherche de compromis au sein des commissions parlementaires, de préférence avec les « partis du milieu », c'est-à-dire les chrétiens-populaires et les centristes. Ceci explique la modération et le pragmatisme qui caractérisent généralement la politique des travaillistes norvégiens, et la grogne intermittente de l'aile gauche du parti, qui réclame davantage de socialisme.

M^{me} Gro Harlem Brundtland, qui est âgée de quarante-sept ans, a déjà gouverné la Norvège pendant quelques mois. En février 1981, elle avait succédé à son collègue Odvar Nordli, incapable de régler les problèmes internes de son cabinet, mais ce changement n'avait pas empêché la défaite des travaillistes aux législatives de septembre de la même année. M^{me} Brundtland, médecin de formation et épouse d'un conseiller municipal conservateur d'Oslo, a clairement indiqué ces derniers jours qu'elle souhaitait mener « une politique susceptible d'être approuvée par une majorité de députés ». En d'autres termes, il n'est pas question d'appliquer à la lettre le programme travailliste.

« Gro », comme l'appellent tous les Norvégiens, devra nécessairement revenir sur les promesses de réformes sociales, éducatives et culturelles, faites pendant la campagne électorale de l'automne 1985, car la situation économique est radicalement ébranlée depuis, en raison de la chute des prix du pétrole et du dollar. A présent, l'heure est à l'austérité, et la loi de finances rectifiée pour 1986 qui sera présentée avant le mois de juin donnera une idée de la façon dont la gauche entend appréhender les problèmes. Une hausse des impôts directs et indirects est probable, et les travaillistes semblent compter, sur ce point comme sur la politique régionale, sur une certaine compréhension de la part des chrétiens-populaires et des centristes. Un éventuel compromis avec ces deux partis leur permettrait par la même occasion de diviser le camp « bourgeois » car les conservateurs sont hostiles à l'allourdissement de la fiscalité.

Rassurer l'OTAN

M^{me} Gro Harlem Brundtland a choisi pour ministres des personnalités qui ont une solide expérience politique. La plupart sont d'anciens membres de gouvernements travaillistes des années 70 ou des parlementaires de poids. M. Gunnar Berge, responsable des finances, est depuis plusieurs années le porte-parole économique de son parti à l'Assemblée. M. Knut Frydenlund, ministre des affaires étrangères, avait déjà dirigé la diplomatie norvégienne entre 1973 et 1981. Le ministre de la défense nationale, M. Johan Jorgen Holst, directeur de l'institut norvégien de politique étrangère, est un ancien secrétaire

d'Etat aux affaires extérieures et à la défense.

Le choix de ces deux hommes à des postes importants semble indiquer que les travaillistes n'envisagent pas de réorientation radicale de la politique norvégienne dans le domaine de la sécurité. Il vise sans doute à rassurer les milieux de l'OTAN et en particulier les Etats-Unis. Dans l'opposition, la gauche a ici pris position contre l'installation des missiles de croisière et des Pershing II en Europe et demande la suspension de leur déploiement. Elle est favorable à l'idée d'une zone dénucléarisée nordique et exige que les navires américains en visite dans les ports norvégiens garantissent, avant de faire escale, qu'ils n'ont pas d'armes nucléaires à bord. Elle reproche à Washington de poursuivre la course aux armements sans tenter sérieusement de relancer la détente.

Reste à savoir si le « pragmatisme » de M^{me} Brundtland sera bien reçu dans son parti, car ce sont justement les disputes acharnées sur la question de la défense et des relations avec l'OTAN qui avaient provoqué la chute du gouvernement travailliste en 1981. « Gro » a réussi tant bien que mal, depuis, à mettre une sourdine à ces dissensions, mais le consensus actuel entre les divers courants est, de l'avis général, bien fragile.

Suivant la tradition, le mouvement syndical est représenté, dans ce nouveau gouvernement travailliste, par le vice-président de la Confédération générale du travail (LO), M. Leif Haraldseth, qui devient ministre des affaires municipales et du travail. Il sera chargé notamment des difficiles négociations salariales dans le secteur public et de la politique de l'emploi, qui, en revanche, ne pose pas de problèmes aigus puisque le chômage est en régression et ne touchait que 2,3 % de la main d'œuvre active au mois de mars.

Enfin, le Parti travailliste respecte le « quota des 40 % » qu'il s'était fixé pour la participation des femmes au gouvernement. Huit des dix-huit membres du cabinet sont des femmes. La Norvège établit sans doute un nouveau record du monde !

ALAIN DEBOVE.

LE NOUVEAU GOUVERNEMENT

Premier ministre : M^{me} Gro Harlem Brundtland ; affaires étrangères : M. Knut Frydenlund ; défense nationale : M. Johan Jorgen Holst ; justice : M. Helen Boesterud ; finances : M. Gunnar Berge ; industrie : M. Finn Kvisthusen ; énergie et pétrole : M. Arne Olesen ; commerce : M. Knut Mosbakk ; communications : M. Kjell Borge ; pêche : M. Bjørn Mørk Eide ; agriculture : M. Gunnhild Oeyeggen ; affaires municipales et travail : M. Leif Haraldseth ; affaires sociales : M. Tove Surand Gerhardsen ; éducation et affaires ecclésiastiques : M. Kirsti Kolle Grendahl ; coopération : M. Vesa Vellesen ; consommation et administration : M^{me} Anne-Lise Bakken ; affaires culturelles et scientifiques : M. Halvard Bakke ; environnement : M^{me} Sissel Rønbeck.

Espagne

Le président de la Cour suprême échappe à un attentat

De notre correspondant

Madrid. — Deux semaines après la mort de cinq gardes civils dans un attentat à la voiture piégée à Madrid et six jours après l'assassinat d'un homme de soixante-deux ans à Saint-Sébastien, c'est le président du tribunal suprême, M. Antonio Hernandez Gil, qui a échappé de justesse à un attentat, le jeudi 8 mai, à Madrid.

Vers 14 h 30, sa voiture venait de ralentir à un signal lumineux lorsque trois projectiles ont été tirés avec un lance-grenade depuis un véhicule stationné en seconde position. Le réflexe du chauffeur, qui a brûlé le feu rouge, a évité le drame. Une des grenades s'est incrustée dans le coffre arrière de la voiture, mais sans blesser ses occupants.

M. Hernandez Gil est non seulement un juriste renommé, mais aussi un homme politique de premier plan. Nommé sénateur par le roi en 1977, il fut président du Parlement à l'époque où celui-ci élaborait la Constitution de décembre 1978. Il fut également, à partir de décembre 1982, président du Conseil d'Etat avant d'être nommé, au début de cette année, à ses fonctions actuelles. Il passe pour un homme d'idéologie libérale.

De notre envoyé spécial

La bombe à retardement du Kosovo

Pec. — Vous avez tourné autour de quelques minarets, fouiné dans les bazars, du Maghreb à l'Asie centrale et un peu au-delà. Cela fait partie d'un exotisme plus ou moins lointain, que l'on range dans sa mémoire au rayon des souvenirs d'autres latitudes.

Erreur. Tout est là, au cœur de cette vieille Europe familière, et les ruelles de Pec, le jour du marché, vous replongent dans ce monde de boutiques serrées les unes contre les autres, de petits marchands qui enlèvent une échappée déjà étroite, comprimant une foule où l'on se marche allègrement sur les pieds, en évitant seulement de renverser les étagères, en se garant tant bien que mal quand un âne tirant sa charrette essaie contre toute vraisemblance — mais il y arrive — de remonter le courant.

On vend de tout ici. Des bijoux anciens aux lapins et aux volailles, en passant par les robes richement brodées réservées aux mariages, les jeans ou les corsages fantaisies rapportés d'Istanbul, le café venu de Vienne dans les valises, de jolis bijoux en bois point, des montres, bien d'autres choses encore. Le tout dans un parfum de friture et de sucreries qui émane des gargotes.

La différence est que si les minarets sont là — ici effilés comme des crayons — se dressent aussi en bordure de la ville et à l'entrée de l'étroit défilé de Rugovo l'antique siège du patriarcat orthodoxe de Serbie, dont les murs et les fresques, le trésor, ont survécu depuis le treizième siècle à toutes les invasions.

La foule n'est pas non plus celle d'un monde islamique. Dieu sait qu'elle est bigarrée, avec ces Albanais en larges pantalons et enveloppés dans leurs voiles, leurs hommes coiffés du bonnet blanc musulman, ces Turcs emmêlés dans leurs robes multicolores et qui tirent comme des sapeurs sur leurs cigarettes. Mais évoluent aussi dans cette presse tout un mélange d'« occidentaux » — quel autre terme choisir ? — ou se côtoient, sans qu'on puisse les distinguer les uns des autres, Serbes, Croates, Monténégrins, Albanais aussi (mais chrétiens ou « modernisés » dans leur athéisme déclaré). Et sans que l'élégante blonde belgradoise qui s'abrite derrière ses lunettes noires attire plus l'attention que le couple du quartier venu acheter ses œufs et ses oignons.

Belle image d'une coexistence pacifique et que l'on retrouve un peu partout au Kosovo. A Pristina par exemple, capitale provinciale, où la rue principale — l'avenue du Maréchal-Tito, comme il se doit — est interdite aux voitures tous les soirs de 18 à 21 heures pour permettre à chacun d'y déambuler à loisir. Cela s'appelle le « corso ». L'exercice est devenu à ce point rituel qu'il

Les séductions de Tirana

Même paix à Prizren, où de vieux messieurs somnolent sous les maronniers qui entourent ce haut lieu du nationalisme balkanique qu'est le monument à la mémoire des fondateurs, en 1878, de la Ligue pour l'émancipation de la nation albanaise.

Derrière le calme, un malaise profond que les autorités tentent de traiter par des mesures économiques. Mais le nationalisme albanais demeure...

Et pourtant, le ver est dans le fruit. On n'en fait pas mystère à Pristina, où les tensions nationalistes sont, de toute évidence, au premier rang des préoccupations des dirigeants. La direction de la Ligue des communistes du Kosovo fait son autocritique. Les incidents d'avril 1981 — qui démarquèrent sur une bière de centaine d'étudiants mais firent, officiellement, une dizaine de morts — ont été comme un coup de tonnerre dans un ciel serein. « Nous avons vécu dans l'illusion que la question nationale était réglée », explique Azem Vllasi, le jeune (trente-huit ans) et nouveau président provincial du parti, très albanais lui-même, en évoquant l'euphorie des années 60 et 70 où tout semblait aller pour le mieux dans le meilleur des mondes socialistes et autogestionnaires.

A posteriori, et compte tenu des suites, on tente de se livrer à une analyse scientifique des événements. Leurs origines ? Des « antagonismes historiques » que l'on croyait digérés et qui ne l'étaient nullement — d'autant moins sans doute (mais oserait-on en parler aujourd'hui à Pristina ?) que la dernière guerre les aurait plutôt aggravés qu'effacés.

Les influences extérieures aussi. Et d'abord celle de Tirana, dont la radio et la télévision déversent la propagande sur le Kosovo. Sinaan Hasan, albanais aussi et qui doit prendre le 15 mai les fonctions de chef de l'Etat yougoslave, s'échauffe pour dénoncer « l'irréductibilité des dogmatiques stalinistes » de Tirana et leur collusion avec les éléments albanais les plus réactionnaires — des « fils d'espions » — réfugiés à l'étranger.

Les séductions du régime d'Enver Hodja et de ses successeurs peuvent attirer une jeunesse qui, en Yougoslavie, bénéficie de libertés dont on ne pourrait seulement rêver de l'autre côté de la frontière ? Attention ! La République d'Albanie se présente non seulement comme la championne de l'unité nationale albanaise mais comme une société qui sait où elle va, où chacun est logé, éduqué et nourri, où n'existent ni chômage ni inflation, pas plus que les différences entre riches et pauvres.

Propagande élémentaire sans doute mais qui n'est pas entièrement sans effet dans un milieu où le nationalisme se nourrit naturellement d'insatisfactions multiples. 95 % des Albanais du Kosovo, nous dit-on, étaient illettrés en 1945. Il a donc fallu quelque temps — une, deux générations ? — pour que des cadres d'origine albanaise puissent être formés afin de partager réellement les responsabilités dont les Serbes avaient jusqu'alors le privilège. En même temps, l'élévation du niveau culturel et la diffusion d'un enseignement en albanais ont contribué à la prise de conscience nationale. A la limite, des Albanais ayant achevé dans leur langue des études supérieures ont en tendance, ne serait-ce que pour des raisons pratiques, à se replier sur leur communauté.

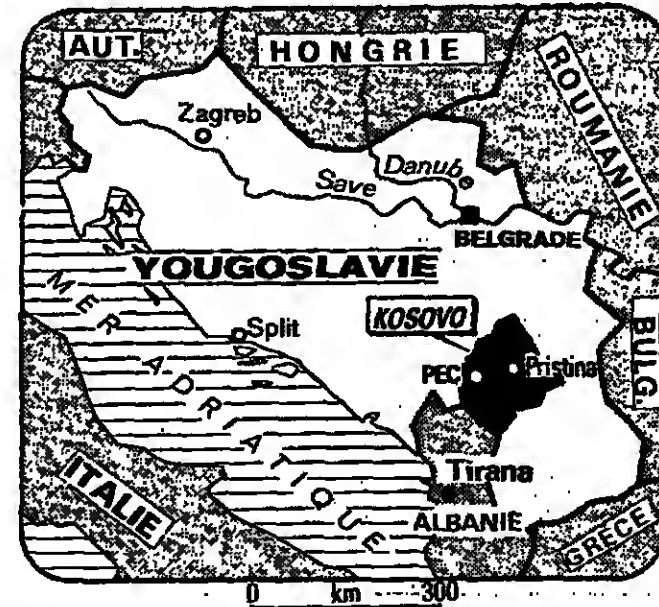
Ajoutons à cela que les mêmes Albanais, représentant déjà les quatre cinquièmes de la population, sont assurés de voir cette proportion s'accroître encore puisque leur taux de natalité (plus de 2,5 %) est très supérieur à celui des autres nationalités présentes dans la province. De là à vouloir un Kosovo ethniquement

pur, doté de tous les privilèges d'une république au moins autonome.

Le Kosovo, d'autre part, est la partie de la Yougoslavie la plus arriérée économiquement. Il a guetté l'occasion d'une rencontre. Mélange total, là aussi, fait-il bigarré, et où les frictions sont en apparence absentes.

C'est sur ce fond de tableaux que s'est réveillée le feu mal éteint d'un nationalisme albanais dont les Serbes — 13 % de la population — ont été les premiers à faire les frais. « Nous sommes confrontés au mécontentement d'une partie des Serbes », ne cache pas Azem Vllasi, pour qui « un nationalisme en engendrerait un autre ».

Ce qui est certain, c'est que derrière le calme apparent un profond malaise s'est installé entre les communautés. A Belgrade, on parle de vingt à vingt-cinq mille Serbes qui ont quitté le Kosovo au cours des cinq dernières années et des frotements, sinon des incidents, sont périodiquement signalés. Politika



citait récemment le cas d'un village dont les habitants, tous serbes, menaçaient de quitter la province si une famille albanaise était autorisée à s'installer parmi eux.

Psychose

Le vice-président du conseil exécutif de Serbie, Vukobje Bulatovic, s'inquiète de son côté de nouvelles formes de pressions. Jusqu'à une époque récente, dit-il, des Serbes du Kosovo — province de la République de Serbie — voyaient leurs cultures saccagées, d'autres leurs animaux empoisonnés, leurs bois incendiés, leurs enfants parfois malmenés sur le chemin de l'école. Il en résultait une psychose qui les incitait au départ, même s'ils devaient ainsi perdre une partie de leurs biens. Mais on leur propose maintenant des sommes considérables pour racheter leurs propriétés. D'où vient tout cet argent ? N'est-ce pas la manifestation d'une « politique coordonnée » ?

Il y a beaucoup d'amertume dans les propos de M. Bulatovic, qui observe que le problème du Kosovo concerne la Yougoslavie tout entière mais que « l'effort principal » doit venir de la province elle-même. Or, estime-t-il, « la différenciation n'est pas encore assez nette à l'intérieur même du parti entre ceux qui veulent maintenir le système actuel et ceux qui s'y opposent ». Manière de dire que le nationalisme albanais, officiellement dénoncé à Pristina comme à Belgrade, n'est pas sans compter quelques soutiens — occultes ? — parmi les dirigeants mêmes de la province.

Exorciser

Le Kosovo constitue en tout cas, de l'avis général, une bombe à retardement qui menace le système yougoslave tout entier et dont la manipulation n'autorise aucune maladresse. Pas de mesures particu-

lières de sécurité, assure Azem Vllasi, pour qui « un problème politique doit être résolu par des moyens politiques », c'est-à-dire non policiers, et qui pense sans doute que la répression aurait pour premier effet de renforcer le militantisme nationaliste.

Ceux qui, en nombre indéterminé, ont été arrêtés à la suite des incidents de 1981 ont, paraît-il, retrouvé la liberté et ni à Pristina, ni à Pec, ni à Prizren, ni sur les routes, où les charrettes à chevaux ou à ânes sont aussi nombreuses que les voitures, les forces de l'ordre ne semblent s'intéresser à autre chose qu'aux problèmes de circulation (1). Mais le nouveau président de la Ligue des communistes se garde lui-même de pronostics trop optimistes : « Nous ne nourrissons pas l'illusion que nous allons pouvoir éradiquer le nationalisme des consciences. L'objectif est d'obtenir qu'il ne se manifeste pas... en espérant qu'il disparaîtra graduellement ».

En attendant, Belgrade fait son possible pour réduire, sinon éliminer, les sources proprement matérielles de mécontentement. Près de la moitié des fonds fédéraux réservés aux régions les plus défavorisées de la Yougoslavie vont au Kosovo et représentent les deux tiers des investissements réalisés dans la province. A entendre Nazim Mustafa, président du gouvernement provincial et représentant lui aussi, à quarante-cinq ans, d'une nouvelle génération de dirigeants, à priori des priorités a été donnée à l'emploi.

ALAIN JACOB.

(1) Des Albanais du Kosovo continuent cependant à être traduits devant les tribunaux yougoslaves pour activités nationalistes, notamment l'appartenance à des « organisations illégales ». Au cours du mois d'avril, neuf d'entre eux ont ainsi été jugés à Pec et au moins dix autres à Prizren. Les peines connues qui leur sont infligées vont de trois à sept ans de prison. Le 8 mai encore six lycéens d'origine albanaise ont été condamnés à PEC, pour « activités hostiles » à la Yougoslavie et des peines de deux à quatre ans de prison.

OU TROUVER UN LIVRE ÉPUISÉ ?

Téléphones d'abord ou venez à la

LIBRAIRIE

LE TOUR DU MONDE

9, rue de la Pompe, 75116 PARIS

45-20-87-12

— Si le titre que vous cherchez figure dans notre stock (100 000 livres dans tous les domaines) : vous l'aurez en 24 heures.

— Si il n'y figure pas : nous diffuserons gratuitement votre demande auprès d'un réseau de correspondants ; vous recevrez une proposition écrite et gratuite dès que nous trouverons un livre.

AUCUNE OBLIGATION D'ACHAT

POLITIQUE

POINT DE VUE

Le marigot élyséen

par BERNARD RIDEAU (*)

La vie politique française est dominée par une seule échéance : l'élection présidentielle. Nous vivons donc dans cette seule perspective. Le retour aux affaires du RPR et de l'UDF n'y a rien changé. Discrètement, François Mitterrand fait savoir à ses partenaires obligés du gouvernement que des limites existent à ne pas dépasser. Le sommet de Tokyo, l'attention marquée par Jacques Chirac à certaines priorités élyséennes dans leur l'ordre et dans leurs formes (le premier ministre souhaitant, par exemple, un bon voyage au président au pied de la passerelle du Concorde en partance pour le Japon), indiquent que le chef de l'Etat est plutôt entendu. Il est vrai que, de son côté, François Mitterrand évite soigneusement les points de friction et donne ainsi beaucoup pour la réussite de la cohabitation.

Bonne intelligence

Ce qui frappe, aujourd'hui, c'est que les deux protagonistes gagnent grandement dans l'opinion grâce à cette coexistence qui s'écrit, sinon de l'harmonie, une bonne intelligence. A cette situation exceptionnelle correspondent pourtant des règles non écrites de nos institutions qui trouvent, ici, un éclairage qui confirme leur logique.

1) La répartition des rôles. - Un président en hauteur, arbitre dégagé de l'empêchement, avec à Mitterrand le grand chancelier de l'intendance chargé de l'exécution du quotidien ? Le général de Gaulle connaît les plus grands fastes de ses deux mandats en 1966, en faisant fonctionner un tel système, Georges Pompidou ayant été reconduit à Matignon après la présidentielle de décembre 1965. Idem pour Pompidou, président, en 1970 avec Jacques Chaban-Delmas à la tête du gouvernement. 1978 sera la meilleure année de Valéry Giscard d'Estaing, Raymond Barre régnant plus que jamais rue de Varenne.

« L'éloignement » actuel de Mitterrand et la dynamique chiraquien qui ne sont pas en définitive ressenties comme une fragilité, mais, au contraire, comme un plus.

2) La primauté des fonctions. - Lorsque la relation président-premier ministre se dégrade, tous deux s'en trouvent pénalisés. Année difficile, en 1969, pour de Gaulle, Pompidou renvoyé mais ouvrant la succession par quelques phrases bien pesées, prononcées à Rome ou à Genève. 1973 fut pénible pour le président Georges Pompidou : rappellons-nous le congrès de l'UDF à La Baule, occasionnant Chaban-Delmas. En 1976, Jacques Chirac tentant le tout pour la tout contre Valéry Giscard d'Estaing en démissionnant et en créant dans la foulée une machine de guerre, le RPR : les deux hommes en pâtirent pas en 1978 comme prévu, mais en 1981.

Qui serait le moins gêné de François Mitterrand et de Jacques Chirac si leurs rapports venaient à se dégrader ? Outre la remise en selle de certains présidentiables moins en vue ces jours-ci (comme Barre, Giscard d'Estaing, voire Mauroy ou Fabius), on assisterait à la disqualification de l'un d'entre eux, voire des deux, selon l'attribution de la responsabilité du clash qui s'ensuivrait.

3) Le besoin de sécurité. - Ce besoin, essentiel dans les motivations des électeurs, s'étend à l'emploi, aux personnes et aux biens, au pouvoir d'achat, mais aussi à la pratique constitutionnelle. Tout facteur de déstabilisation ou de désordre est réproché. Les élections de juin 1986, ou même celles d'avril 1978, le montrent contre la gauche. Entre les deux tours de la présidentielle de 1974, les partisans de Mitterrand agitaient des drapeaux rouges et chantaient l'international. En 1981, ils arboraient les couleurs tricolores et découvraient les strophes de la Marseillaise.

Qui sera l'élément le plus rassurant pour la prochaine présidentielle ? La cohabitation est perçue comme un moindre mal. Mais, aux premiers accords, parions que l'opini-

nion attachée à la stabilité, au nom de cette stabilité, réclamera une élection anticipée. Pas question pour elle de supporter encore des mois de campagne larvée. La maturité récente des Français les rend plus exigeants et peu enclins à supporter des compromis mal ficelés et des jeux politiques pousés.

En réalité, jamais une élection de cette importance n'a paru aussi ouverte et conditionnée par des péripéties que personne ne pourra maîtriser. Le hasard, l'anodine erreur de calcul, la balla mal liffée, sont susceptibles de faire basculer tout le cours du jeu. Gauche et droite sont hétérogènes. La gauche tient sa cohérence de la personne de François Mitterrand. Ce qui porte à prévoir que ce dernier sera le candidat du Parti socialiste parce qu'il est le seul à en forger l'unité.

A droite, les ambitions ne manquent pas. Chaque compétiteur court sa chance avec autant de pugnacité qu'il se sent le meilleur. Jacques Chirac progresse, renforce sensiblement une image où le dimension de l'homme d'Etat pèche à l'assurance. Mais comment pourra-t-il assurer l'union de la majorité parlementaire actuelle si toutes ses composantes ne marchent pas dans le même sens et au même pas ?

Sommeil trompeur

Pour l'instant, nous observons un marigot où un groupe de caimans sommeille. Sommeil trompeur. La future régence sait qu'il gagnera par l'élimination successive de ses rivaux. Mitterrand, impassible, attend que les prétendants s'entre-dévoient et veille à ce que, dans son camp, les dents des bêtes caimans ne poussent pas trop vite. Pour sa part, Jacques Chirac a compris que seul le mouvement en avant le mènera à l'abri des mauvais coups de mâchoire. Les consensus fleurissent partout dans le pays, le tournoi politique tourne à une course tactique de reptiles.

(*) Conseil en communication, ancien conseiller de M. Valéry Giscard d'Estaing à l'Elysée.

LES PROJETS DE DÉNATIONALISATION

Le triangle des Bermudes

par MAURICE DUVERGER

Il ne suffit pas de baptiser « privatisation » ce qu'on appelle hier « dénationalisation » pour résoudre un problème qui risque de mener le gouvernement Chirac vers un triangle des Bermudes. La fidélité à sa plate-forma commune pousse aujourd'hui la droite à se lancer dans une aventure symétrique de celle où la gauche s'est jetée en 1982 par fidélité à son programme commun. Dans les deux cas, l'idéologie domine.

Celle d'aujourd'hui est plus dangereuse que celle d'hier. Le tort de la gauche est d'avoir nationalisé à 100 % et d'avoir quelquefois donné priorité à l'objectif social sur l'objectif économique. Fautes vénielles, peu à peu corrigées. En général, les nationalisations sont une réussite. Dans l'ensemble, le bilan des entreprises concernées est meilleur en 1986 qu'au moment où l'Etat les a prises en charge. Qu'advient-il au contraire si la droite se laisse abuser par les mirages du marché ? Elle pourrait disloquer l'économie française, car le marché tend aujourd'hui à la domination des Etats-Unis et du Japon. Rénationaliser les secteurs de pointe, leur injecter des investissements publics plus massifs que les investissements privés, c'est une stratégie toujours valable, qu'on ne devrait pas abandonner sans réfléchir.

Pour le moment, la plupart des gens sont indifférents à la dénationalisation parce qu'ils n'en mesurent pas les conséquences. La révélation d'être brutal quand ils verront certaines d'entre elles. Quelques-uns commencent à s'inquiéter de l'usage des fonds récoltés par cette gigantesque mise en vente. Les divisions de la majorité soulignent l'importance du problème. Raymond Barre voudrait que cet argent serve à rembourser une partie de la dette publique, afin de diminuer les charges permanentes de l'Etat. Edouard Balladur semble au contraire décidé à utiliser cette manne pour couvrir des dépenses de gestion de 1986 et 1987. Que dirait-on d'un particulier qui vendrait ses meubles pour maintenir son train de vie au moindre effort ?

Les Français s'agitent sans doute beaucoup plus si la privatisation des entreprises nationales ne se fait pas au grand jour, dans des enchères ouvertes, sans favoriser les amis de la nouvelle majorité dont beaucoup sont aux aguets. Les propos du ministre d'Etat sur le rigueur morale laissent entrevoir le

risque d'un énorme scandale qui ne renforcerait pas les espérances présidentielles de Jacques Chirac. Toutefois, la plus grande menace qui pèse sur elles est d'une autre nature. Si la dénationalisation tourne à la « défrancisation », en transférant nos entreprises publiques sous contrôle étranger, le fond chauvin de nos concitoyens ressusciterait probablement, et le gouvernement affronterait une rude tempête.

La majorité n'est pas unanime

La décision de maintenir le firmament sous direction française montre qu'il a conscience du danger. Mais la majorité n'est pas unanime à ce propos. Ses éléments les plus durs affirment que la nationalité des propriétaires du capital importe peu. S'ils géraient les entreprises concernées mieux que ne le feraient nos compatriotes, nous en tirerions avantage par des gains de productivité permettant de créer des emplois et d'accroître nos exportations. On ne voit pas toutefois ce qui empêcherait les nouveaux maîtres de notre industrie de transférer peu à peu ses usines vers d'autres lieux où les charges sociales seraient moins lourdes et les syndicats moins contrariants.

Les contradictions de la majorité font craindre qu'elle n'applique guère les garanties envisagées pour maintenir sous contrôle français les entreprises privatisées. De toute façon, les traités européens et les mécanismes financiers ne permettent pas d'élever des barrières infranchissables dans ce domaine, dès que plus de la moitié des actions d'une firme appartiennent à des particuliers et à des institutions capitalistes. Est-ce pour cela

qu'Alain Peyrefitte a suggéré de dénationaliser jusqu'à 49 % seulement dans l'effort, monsieur le président... ? Il rejoignait ainsi les propositions de Michel Rocard en 1982, qui voulait limiter à 51 % les participations de l'Etat.

Le projet de loi d'habilitation renverse la proposition en imposant le transfert au secteur privé de la majorité des actions des firmes publiques. Mais l'écart pourrait être comblé si les ordonnances exigeaient par exemple que 2 % au moins du capital soit cédé au personnel des entreprises concernées, dans des formes particulières empêchant que cette proportion puisse descendre à un niveau inférieur. Ainsi, les salariés, et particulièrement les cadres, seraient en position d'arbitrer entre les participations publiques et les autres participations privées. Une telle solution ne serait pas contraire aux engagements de la plate-forme RPR-UDF.

Jacques Chirac aura-t-il la sagesse de se limiter à une privatisation de ce type, qui empêcherait d'installer le capital étranger au cœur de l'économie française ? Tout dépendra sans doute de la mobilisation des citoyens contre les perspectives d'abandon du patrimoine industriel. Elle obligerait le premier ministre à envisager le risque d'un cyclone qui pourrait le faire chavirer. Elle permettrait au président de la République d'utiliser son veto contre des ordonnances ne garantissant pas l'indépendance de la nation dans un domaine fondamental. Sur ce thème, le Parti socialiste pourrait sans doute déclencher la première grande bataille de la législature, susceptible de renouveler son image et de ramener à lui une fraction notable des électeurs qui ont fait sa victoire en 1981. Saisira-t-il l'occasion ?

AU SÉNAT

Quelques lois... rectifiées

Dans l'attente de la transmission du projet de loi habilitant le gouvernement à légiférer par ordonnances en matière économique et sociale, dont l'examen en séance publique pourrait commencer le 20 mai, le Sénat est en « chômage technique ». La seule séance de cette semaine, mardi après-midi 6 mai, eut permis l'adoption de quatre conventions internationales et d'une proposition de loi visant à abroger l'un des points de la loi du 9 janvier 1986 portant diverses dispositions relatives aux collectivités locales.

Souhaité au départ par M. Jean Lecanuet, reprise par MM. Charles Foccart et Paul Caron (sénateurs centristes de la Seine-Maritime) après l'élection du maire de Rouen à l'Assemblée nationale, l'abrogation proposée visait un article qui apportait un élément de souplesse dans le régime applicable au retrait des communes des syndicats intercommunaux et des districts dont elles sont membres, mais qui était accompagné d'une disposition rétroactive. Sur proposition de la commission sénatoriale des lois et avec l'accord de M. Bernard Bosson, secrétaire d'Etat aux collectivités locales, seule la suppression de la rétroactivité a été retenue. En fait, la majorité sénatoriale considérait que le texte initial n'avait pas d'autre but que de permettre à la commune du Grand-Quevilly (dont M. Laurent Fabius est le premier adjoint) de « sortir » du syndicat à vocation multiple de l'agglomération rouennaise (chef de M. Lecanuet), à la suite d'une extension statutaire des attributions du syndicat destinée à contourner l'opposition du Grand-Quevilly à verser une subvention pour le parking de la gare de Rouen.

A défaut de « faire la loi », la majorité sénatoriale la défait. Ainsi avait-elle abrogé la semaine dernière une disposition qui concernait les géomètres experts, ainsi la semaine prochaine, le 15 mai, elle supprimera, sur proposition de M. Pierre-Christian Fauriol (R1, Paris), la possibilité pour le gouvernement de nommer ministres plénipotentiaires des non-fonctionnaires en poste depuis plus de six mois.

D. B.

A. Ch.

A L'EXTRÊME GAUCHE

Epurations avant le 31^e congrès du PCI

La direction spirituelle et matérielle d'une chapelle d'extrême gauche - « trotskiste » en l'occurrence - n'est pas un métier de tout repos. M. Pierre Lambert, fondateur du « lambertisme », qui se consacre à la sienne depuis 1953, doit, une fois de plus, procéder à une vigoureuse épuration. Une nouvelle génération de jeunes dirigeants, promus par lui, s'était en effet, après d'autres, mis en tête de faire sortir le Parti communiste internationaliste (PCI) de la marginalité.

M. Jean-Christophe Cambadélis, alias « Kostas », ancien président de l'UNEF indépendante et démocratique (UD), et six autres responsables ont été amenés à quitter le PCI pour créer Convergences socialistes (le Monde du 18 avril), qui revendique, déjà, quelque cinq cents militants. Leur départ ne suffit pas à rassurer M. Lambert.

M. Cambadélis, qui fut son homme-lige, n'avait-il pas « constitué [sa] fraction secrète en camouflant toutes [ses] positions » et en « votant tous les rapports et résolutions politiques » ? C'est ce que soupçonne un texte adopté par le comité central du PCI, le 26 avril dernier. De là à craindre que le ver n'ait laissé des larves dans le fruit, il n'y a qu'un pas que la direction vient de franchir. Elle a fait voter, à l'unanimité de la douzaine de membres du comité central, un texte de défiance... envers eux-mêmes. La résolution stipule, en effet, que « si, lors de la tenue des congrès, le contrôle des militants sur la direction est assuré, il importe que soit

assuré également en permanence le contrôle général des militants sur le comité central ».

Le texte voté suggère, en outre, la création d'un « Courrier du PCI », qui s'ajoute à la « lettre hebdomadaire » dont sont couverts les militants et qui leur permettra de « communiquer par écrit » afin de signaler, sans doute, les « déviations » éventuelles.

Cette dégénérescence sectaire, qui pour certains perdure depuis l'origine, est confirmée par une contribution au trente et unième congrès de juin prochain, déposée le 21 avril par le « camarade » Roussel. « Afin que des machinations du type Kostas [Jean-Christophe Cambadélis] soient décelées et donc déjouées le plus vite et le plus tôt », ce militant propose, ni plus ni moins, la création d'une tchéka, chargée du contrôle idéologique des militants !

D. B.

LE SPORT A L'UNIVERSITÉ

Les pratiques des étudiants. Les associations sportives. La promotion du sport par les écoles de commerce. Le sport de compétition et la recherche.

ÉGALEMENT AU SOMMAIRE :

Tout savoir sur les bourses et comment en obtenir une • Maîtres et Magistères : la liste des nouveaux super-diplômes et des établissements qui les préparent • Comment les entreprises forment-elles leurs cadres en ressources humaines.

Le Monde
CAMPUS
PROFESSION : ÉTUDIANT

Supplément gratuit - Mercredi 14 daté 15 mai

STERN

• GRAVEUR • depuis 1840
Cartes de visite
Invitations
Papiers à lettres de prestige pour Sociétés
Ateliers et Bureaux :
47, Passage des Panoramas
75002 PARIS
Tél. : 42.36.94.48 - 45.08.86.45

Quelques nuages ont réussi à passer à l'Ouest.

On n'a pas fini d'en parler...

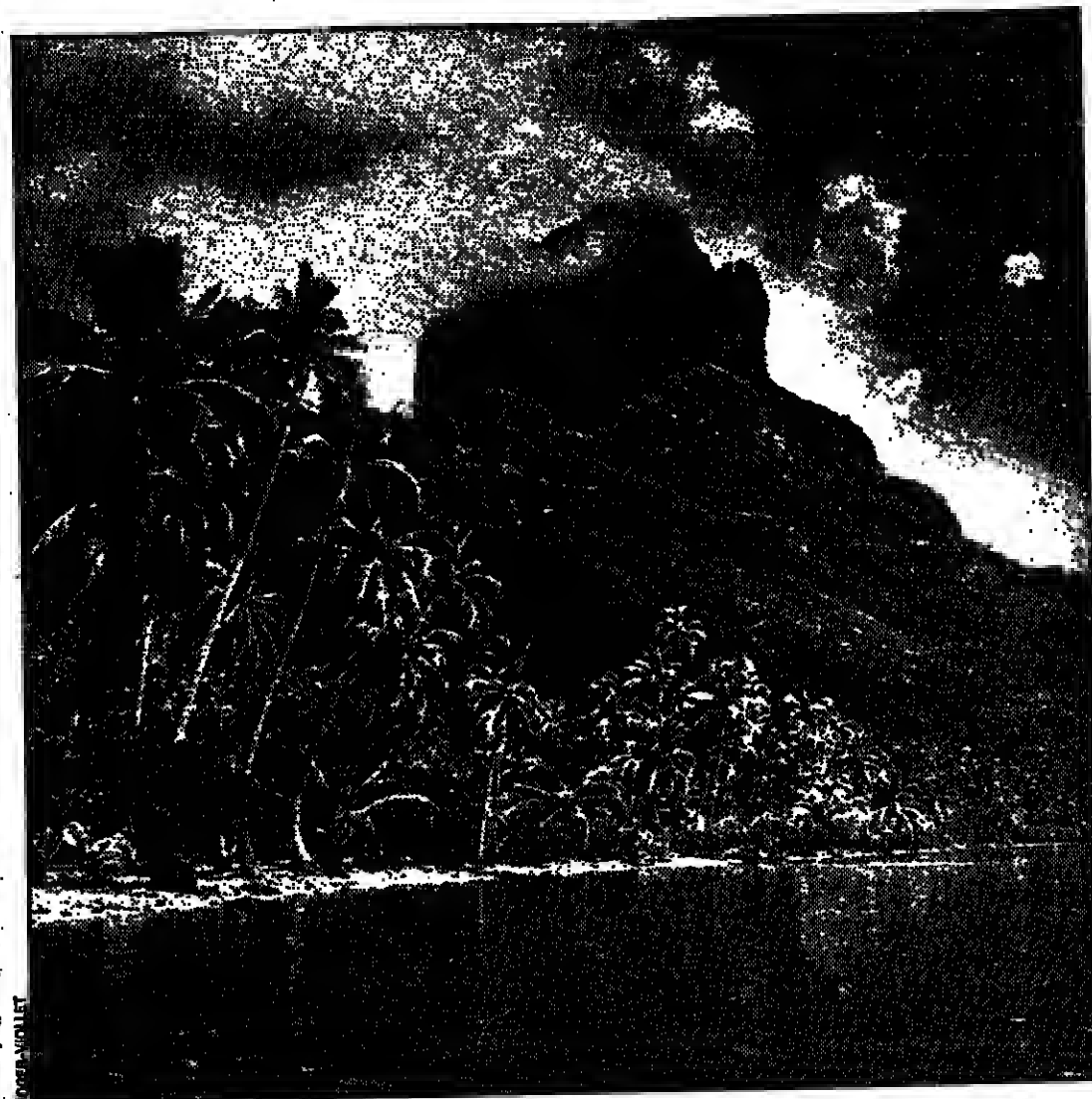
11 pages d'actualité à propos de la catastrophe de Tchernobyl.

Dans le n° 11 de

L'AUTRE JOURNAL

L'Eden à nu

Derrière lagons et cocotiers, une Polynésie troublante et romantique.



Bora-Bora

ADMETTONS, puisque presque tout le monde le dit ou l'écrit, admettons que Tahiti et la Polynésie soient un paradis. Imaginons que ce paradis ait une porte. Une porte devant laquelle, chacun devra d'abord balayer soigneusement. Tout s'y peaufine : la longueur du voyage (18 000 kilomètres avalés laborieusement en une vingtaine d'heures de Jet) et le fait, psychologiquement important, que pour atteindre la Terre promise on remonte le temps avec, en bout de course, un décalage horaire de onze ou douze heures.

Une fois vidé son sac et sa tête, que reste-t-il ? D'abord, bien sûr, les enthousiasmes d'un Bougainville (1) face à cette Nouvelle Cythère où « tout inspire la volupté », où, « jour et nuit, les maisons sont ouvertes », et où « chacun cueille les fruits sur le premier arbre rencontré ». Ou ceux d'un capitaine Cook, constatant qu'ici « une bienveillante nature a pourvu à profusion non seulement du nécessaire, mais du superflu », exemptant ainsi ceux qui y vivent de « l'obligation originelle faite à l'homme de gagner son pain à la sueur de son front ». Sans les empêcher, pour autant, de « faire main basse sur tout ce qu'ils trouvent... ». Un penchant qu'un bon rousséiste ne s'empresse, à l'époque, de justifier en expliquant qu'après tout ces « bons sauvages » ignoraient le droit de propriété.

Une sorte de pays d'Utopie qui devait ensuite nourrir et gaver d'images et de clichés ce mythe de Tahiti qui colle à nos rêves comme un chewing-gum à la senteur d'une chausserie. La plupart, il est vrai, éditent et capitulent sans conditions. Comme Abel Dupetit-Thouars, cet amiral-poète qui note que « les poitrines s'y dilatent sous l'enchantement ». Mais certains, tel Henri Matisse, reviennent des îles « les mains absolument vides », tandis que d'autres résistent à l'envoûtement. Pour découvrir l'envers du décor d'un endroit où tout se rouille, s'oxyde et s'amollit. D'un pays qui, comme l'écrit un voyageur en 1933 : « vous prend, vous réduit, vous use et fait de vous une loque poétique et sentimentale ». Vision que partagera plus tard un T'Serstevens (2) ; amoureux plus lucide que transi, qui reconnaît qu'il faut en effet beaucoup de volonté pour réagir contre « cette indolence qui a l'aspect de la beauté, cette mollesse insinuante, cette apathie qui, parfois, devient de la déchéance ». A se demander s'il ne faudrait pas mieux tourner le dos à ces paradis océaniques qui demandent d'ailleurs à ceux qui y débarquent de présenter leur billet de retour ! Un paradis aller-retour. Un paradis prêt, offert du bout des lèvres.

Dure, dure, en tout cas, l'arrivée du *popaa* (3) à l'aéroport de Papeete, aux premières lueurs de l'aube, avec « une dent-planète dans le dos ». Dans cette atmosphère saturée d'humidité et d'effluves végétaux qui amollit encore un cerveau déjà bien affaibli par un périple exténuant. Pas assez, toutefois, pour échapper au malaise né d'un accueil musical bedonnant et d'un timouré racolant leur qui entraîne dans la danse, en plein avoiron, un Américain bon enfant, première victime consentante d'un rite auquel le touriste sera régulièrement convié tout au long de son voyage. Certains esprits (chagrins ?) feront la grimace : d'autres tendront le cou aux colliers de bienvenue. Paradis guileu de bûis ou paradis-guimauve.

Heureux ceux qui feront alors, provisoirement, l'impasse sur Tahiti, pour gagner immédiatement Moorea, l'île sœur qui, à quelques encablures de là, lui lance le défi quotidien d'une ténacité rivalisant. Un saut de puce dans les airs. Mais pour tomber de haut. On imagine un paradis alangui, serein et béat, tout en sable fin et cocotiers penchés sur des lagons d'émeraude. Et voilà que se dresse devant vous une masse sombre, festonnée d'anses et de criques, ourlée d'une barre d'écume et dont les sommets déchiquetés griffent un couvercle quasi permanent de nuages mauves.

Masseifs maudits

« Des sites d'une grandeur terrible », écrit Pierre Loti. Une île étonnante, une île « hante », comme Tahiti et ses « montagnes qui surgissent comme des orages au-dessus des flots ». Cette fois c'est Bodard qui écrit. Vision d'un journaliste qui, en parlant de « massifs maudits liés à l'idée de mort, d'assurances de chairs pourrissantes, où nul ne se risquer », éclaire, à sa façon, le mystère de l'île, le secret de sa troublante séduction.

« Hormis une bande côtière habitée et riante, tout le reste, observait déjà T'Serstevens, est imprégné d'une mélancolie qui étire le cœur, et la montagne y est d'une tristesse grandiose ». Ancien doute, voilà « une île ciselée au burin du romantisme », ainsi que l'écrit joliment Maurice Bitter (4). Un pied de nez de paradis qui vous culbute tous ces rêves puritains et plateaux éternels qui n'ont finissent pas de tordre la réalité. Et à cause desquels vous débarquez, ici, méfiant et sceptique, flairant le piège et la tricherie. Et confirmé dans vos doutes par la mascarade de l'aéroport. Trop beau pour être honnête.

Mais, quand surgit Moorea, la romantique, on jubile, soudain

réconcilié avec ce paradis têt, redevenu inaccessible et qui se met à exister par lui-même en se fiant pas mal de vos fantasmes. Majestueuse et hautaine, l'île vous ignore et vous snobe, avec superbe, superbement. Et vous, qui peusiez peut-être qu'un paradis s'offre, se couche sur le dos, se laisse caresser et ronronner, vous voilà obligé de remballer votre mythe !

Pis (ou mieux), vous voilà esclavé, envoûté, habité par cette île dont vous n'aurez de cesse, comme pour les autres d'ailleurs, de vous éloigner afin de mieux en percevoir le charme et la beauté, la séduction et la magie. La beauté, elle vous sautera aux yeux, à Bora-Bora, par exemple, lorsque, après avoir escaladé une crête, vous découvrirez un panorama à vous couper le souffle. La magie, elle, sera au rendez-vous de toutes les balades en pirogue (à balancer bien sûr) dont vous ne vous lasserez pas : des « tours d'île » à vous en ébouriffant, des croisières de coucher de soleil - *sun-set cruises* - en compagnie de couples japonais, main dans la main, yeux dans les yeux... et appareils photo en bandoulière. Des couples que l'on retrouvera,

la nuit venue, pour la promenade au clair de lune, aux sons de sirènes mélodiques.

Bariolés et beuglants

Partout, dans cette Polynésie aussi vaste que l'Europe et où une île en cache toujours une autre, on constatera cette esthétique du recul. A Moorea, jamais plus belle que de Tahiti à l'heure du soleil couchant ; à Bora-Bora, dont l'approche aérienne restera gravée dans les mémoires ; à Huahine, si douce et si paisible de la terre ferme mais si « forte » et romanesque vue du large, avec ses allures d'île au trésor ; à Tahiti, enfin, où l'on tourne vite en rond à force de sacrifier au traditionnel tour de l'île, plutôt fastidieux, même à bord de *trucks* - autobus locaux - bariolés et beuglants.

Dans les atolls, là-bas du côté des Tuamotu, la logique est à l'image du relief : beaucoup plus plate. A l'enlèvement de s'écarter pour admirer s'écarter le désir de s'accrocher à ces filets de palmiers qui, soudain, barrent l'horizon. Obstacles dérisoires (mais accueillants) à cette dérive sans fin, à cette errance à travers un

océan immense, survolé sans jamais rencontrer les « bornes du monde ». Envie d'y faire escale, d'y reprendre son souffle. Même si, ici, tout est à l'envers : qu'est-ce qu'un lagon sinon une île d'eau bordée de coquillages ? Rien n'arrête l'œil. Seule issue : plonger dans l'univers sous-marin qui vous tend son velours et le spectacle féérique de ses nubes de poissons multicolores. Seul lo masque que vous portez vous empêchera alors de vous frotter les yeux pour vous assurer que vous ne rêvez pas. Comme, par exemple, dans la « passe » (5) de Manihi, où l'on écarquille les yeux comme un enfant devant les vitrines de Noël.

Retomber en enfance ; telle apparaît bien, en effet, l'une des meilleures façons d'approcher les îles. Histoire de faire table rase de ses préjugés, d'oublier son cartésianisme et de retrouver la fraîcheur et la candeur propices à la découverte de ces paysages à la Paul et Virginie. Qui s'entêtera à vouloir comprendre devrait d'ailleurs, rapidement, jeter l'éponge tant le comportement quotidien des Polynésiens s'inscrit dans une philosophie et une logique aux antipodes des nôtres. Trois expressions les résument :

atea peapea (c'est sans importance) : *fiu* (j'en ai ras le bol) et *mea haama* (cela me fait honte). Etant entendu que ce qui fait honte ici, par exemple, ce n'est pas de voler, de mentir, d'abandonner ses parents ou de battre sa femme, mais de se montrer en colère, de se montrer en, de battre un enfant, de dire merci ou de devenir vieux...

Le cœur et le sexe

Comment s'étonner, après tout, que cette « civilisation du lagon et du cocotier » repose sur quelques vérités simples, voire simplistes. Telles que : « Rien ne vaut le plaisir de ne rien faire », ou « seul compte le temps présent ». Parler d'épicurisme serait trop intellectuel pour ce peuple à l'intelligence purement concrète et pratique. Parler de « j'm'en-foutisme » serait tout aussi injuste à l'égard de ces enfants gâtés. Une population incarnée si gracieusement par la vahiné : « Un peu plus libre, un peu plus belle, un peu plus nue », résume Victor Segalen. « Vahiné, sirènes merveilleuses, exquises salopes », écrit plus crûment Lucien Bodard (6), contaminé, à son tour, par le virus de l'Eden exotique, de la « primitivité », de ces « journées molles vécues dans un entremêlement incertain d'amour et de sommeil ».

Chanceux Bodard, qui échappera cependant au triste sort de ces hommes « envoûtés par la mirage du bonheur, démantibulés, décomposés, prisonniers des illusions de leur dulcinée bronzée ». Est-ce pour venger ces épreuves qu'ont été écrits la plupart des portraits consacrés à ce « bel animal » ? On commence en effet par évoquer sa beauté physique, la liberté de ses mœurs, sa réputation d'amoureux pour ajuster aussitôt que cette dernière est fort exagérée, avant de la gratifier d'un certain nombre d'amabilités du style : « La vahiné n'est pas nue par son cœur mais par son sexe » ou « nul besoin d'une cour prolongée : plus ce sera rapide, mieux cela vaudra » (7).

(Lire la suite page 12.)

PATRICK FRANCÉS.

- (1) Tahiti fut découverte en 1767 par l'Anglais Wallis. Un an après, M. de Bougainville y jeta l'ancre, et l'année suivante y débarqua le capitaine James Cook, qui devait y revenir deux autres fois.
- (2) Tahiti et sa couronne, A. T'Serstevens, Albin Michel.
- (3) Mot qui désigne une personne à la peau claire étrangère à la Polynésie.
- (4) *Les merveilleuses du Pacifique*, Maurice Bitter, Nouvelles Éditions latines, 1, rue Palatine, 75006 Paris.
- (5) Trouée dans la barrière corallienne entre le lagon et l'océan. Les poissons y sont très nombreux.
- (6) *La Chasse à l'ours*, Lucien Bodard, Grasset.
- (7) Tahiti, Jean-Marie Loursin, « Petite Plaque », Seuil.

D'île en île

CE reportage a été effectué dans le cadre du circuit de l'Ora Polynésie proposé par le Club Méditerranée. Une formule idéale qui, en quinze jours, offre un bon aperçu de la Polynésie, dont on découvre à la fois l'archipel de la Société et celui des Tuamotu, c'est-à-dire les îles hautes, d'origine volcanique (Tahiti, Moorea, Bora-Bora, Huahine) entourées d'un lagon coiffé d'une barrière corallienne et les îles basses (Manihi et Rangiroa), atolls coralliens aux lagons intérieurs parfois très étendus.

Un circuit fort bien construit : une préface « romantique » de trois jours dans la superbe île de Moorea récemment rénovée. Puis un jour à Tahiti (qui n'en mérite pas davantage), un jour à Huahine (les bungalows côté jardin de l'hôtel Ball-Hai sont de petites merveilles), deux jours à Bora-Bora (l'autre village du Club), où il ne faut manquer ni la tour de l'île en pirogue, deux jours à Manihi au Kaina village

et ses deux attractions : le patron, Koko Chaze, et son « numéro » très au point de baroudeur-Casanova à la retraite ; et les terrasses des bungalows sur pilotis où, le nuit venue, vous tirez votre matelas histoire de vous offrir la plus somptueuse des ciels de lit.

Pour terminer, deux jours à Rangiroa pour reprendre son souffle au Kie Ora Village de Serge Amour, avant de regagner Papeete pour les dernières courses et un dîner d'adieu dans un restaurant que l'on souhaiterait un peu moins tristounet...

Quelques départs très matinaux mais dans l'ensemble un rythme plutôt relaxe qui permet de nombreux moments de détente. Hébergement impeccable et nourriture plus que convenable. Chaque étape apporte de l'eau au moulin de vos rêves. On ne s'ennuie donc jamais surtout si on a la chance d'être accompagné par Christine Lhopital, dite « Zouine », petite blonde au pays des parties noires.

Sans oublier les véritables vedettes du show polynésien : les

requins. On fait connaissance à Bora-Bora, où un Terzan local les pêche au lasso et les laisse à bord au grand émoi des touristes effarouchés. On les retrouve à Manihi, croisant sous vos fenêtres et vous flanquant la frousse de votre vie en pimentant soudain une paisible balade sous-marine.

Une peur que l'on aura l'occasion de maîtriser à Rangiroa en assistant, dans l'eau, à quelques mètres d'eux, au repas des fauves à qui un plongeur débarrassera dans un spectacle que l'on souhaiterait un peu moins tristounet... Un grand spectacle que l'on devra rater des yeux, le cœur battant et la frisson ténace, même si l'on subodore que ce superbe animal est souvent victime de bien injustes procès. Après tout, parmi les quelques trois cents espèces de requins, huit sont anthropophages et vingt considérées comme vraiment dangereuses. Et les squelettes ne tiennent pas à l'année qu'une douzaine de personnes dans le monde.

P. F.

● la Ora Polynésie. Prix du forfait de deux semaines Paris/Paris : 28 910 F. Renseignements aux bureaux d'accueil du Club à Paris (place de la Bourse, 90, Champs-Élysées et 108, rue de Rennes) et, en province, à Dijon, Marseille, Bordeaux et Nantes ainsi que dans les agences Havas Voyages et American Express. Tél. : (1) 42.96.10.00 et sur Minut en composant la 36.14.91.68. Club Méd.

● Adresses utiles
Air France : 119, av. des Champs-Élysées, 75008 Paris. Tél. : 43.23.81.81.

UTA, 3, bd Malesherbes, 75008 Paris. Tél. : 42.68.30.30.

Maison de Tahiti et ses îles, 43, av. de l'Opéra, 75002 Paris. Tél. : 42.97.42.48. On peut au moins s'y procurer les brochures des voyages ainsi que le programme également la Polynésie.

**PRINTemps
Été**

AIR HAVAS BAS LES PRIX!

Tunis	à partir de 1 275 F*
Athènes	à partir de 1 650 F*
Istanbul	à partir de 1 990 F*
New York	à partir de 2 200 F*
Montréal	à partir de 2 350 F*
San Francisco	à partir de 3 800 F*

* Tarif A.R. pour un séjour minimum de 7 jours. New York : Vols à dates fixes - Conditions générales dans le catalogue Air Havas. En vente chez Havas Voyages - 15, rue de Rome, 75008 PARIS - Tél. : 45.22.68.10 et dans les 260 agences Havas Voyages.

HAVAS VOYAGES Lc. A 596

سكزا من الاصل

هكذا من الازل

L'Eden à nu

(Suite de la page 11.)

Ce qui permet, il est vrai, aux érudits et aux bredouilles de se consoler en pensant que « seule compte ici la vigueur des muscles »...

Au-delà de ce qu'une telle analyse peut avoir de choquant, voire d'insultant pour celles à qui elle s'applique, reste cette insensibilité de l'âme polynésienne au sentiment, à la poésie, au romanesque.

Vouloir, dans ces conditions, « lire » ces îles, les déchiffrer avec de telles abstractions, c'est, bien évidemment, s'exposer à de belles déconvenues. Mieux vaut assurément, ainsi que l'écrit Segalen, que « la pensée trop intelligente cède le pas aux merveilleux organes faits pour saisir le monde extérieur à belles dents, à pleines lèvres, à pleines narines et de tous les yeux » (8). Autrement dit : ne pas chercher à voir la Polynésie comme le paradis imaginé, mais la vivre justement dans un état d'esprit semblable à celui de Gauguin lorsqu'il baptisera *Maison du jour* la case où il s'installa dans les îles Marquises : avec émotion, instinct, sensualité et volupté.

A défaut de pouvoir retomber en enfance, certains préféreront peut-être, ce qui revient un peu au même, essayer de se mettre dans la peau d'un de ces navigateurs qui, il y a environ deux siècles, firent entrer dans l'histoire la légende dorée de ces paradis

retrouvés. Avec des cartes encombrées, comme les esprits d'aujourd'hui, de terres mythiques aux positions incertaines. Pour retrouver le souffle et le parfum de cette quête un peu folle.

Comment imaginer, en effet, plus belle aventure que celle de ces conquérants voguant, « le bandeau sur les yeux », à travers les océans, à la recherche de ce continent hypothétique qui hantait l'imagination des géographes et des rois. Ainsi Cook fut-il requis, « en vertu du bon plaisir de Sa Majesté », de découvrir ce continent. Après avoir sillonné l'Atlantique et le Pacifique, il concluait : « Si je n'ai pas découvert de continent, ce n'est pas faute de l'avoir cherché mais c'est parce que, dans les mers navigables, il n'existe pas ».

Après tout, comme l'écrivait un auteur anonyme : « A chacun son Odyssée ». Et à chacun son île. Voyage toujours recommencé, de tropiques en équateur, d'île en île, d'île en atoll. Horizon ouvert sur l'inconnu et sans cesse repoussé plus loin. Vers l'île-paradis : île rêvée, espérée, peuplée de nos fantasmes, attendue, entre-aperçue, approchée mais seulement frôlée. Une île du bout du monde. Une île pour aider à vivre. Inabordable. Inabordable.

P. Fr.

(8) Préface de *Noo-Noo*, de Gauguin.

Paradis délaissé

Qui, en France, vend vraiment Tahiti ?



« Flots bleus-sable blanc-cocotiers ».

S'ILS passent en majorité leurs vacances dans l'Hexagone ou autour de la Méditerranée, les Français, lorsqu'on les interroge sur leurs destinations préférées, votent massivement pour les mers et les îles exotiques. Une récente enquête de l'*American Express Voyages* voyait ainsi Tahiti, plébiscitée par 60 % des personnes consultées, devancer l'île Maurice, les Caraïbes, les Bahamas, Bali, les Seychelles et Ceylan.

A en croire les statistiques officielles, 122 086 touristes ont visité la Polynésie en 1985 (1) dont 60 651 Américains et 13 270 Français. Reste que la plupart de ces derniers séjourneraient chez des particuliers, 38 % seulement descendant à l'hôtel, ce qui ramène les touristes français « purs » au niveau des Canadiens et des Néo-Zélandais et nettement en dessous des Australiens (9 400 en 1985). En résumé, 60 % des Français rêvent de Tahiti, environ 13 000 y séjournent et un peu plus de 5 000, seulement, s'y rendent en vrais touristes.

Joli fossé entre le rêve et la réalité ! Ce qui n'empêche pas un rapport officiel d'affirmer que la métropole constitue un marché potentiel, que le handicap de la distance est partiellement compensé par une tarification aérienne spéciale et que les Français entendent parler régulièrement de la Polynésie. Vision pour le moins optimiste. D'abord parce qu'il n'est ni simple ni vraiment bon marché de rallier Tahiti : pas de vol direct et une longue attente à Los Angeles dont on se passerait volontiers (2).

A quoi s'ajoutent les prix élevés des vols inter-îles assurés par Air Polynésie et l'impossibilité actuelle de réserver ses places à l'avance sur ces trajets, ce qui fait de cette destination un vrai casse-

tête chinois pour les voyageurs français. Ensuite parce que, comparée à la promotion dont bénéficie, en métropole, les Antilles, la Polynésie fait figure de parent très pauvre.

Le fait est que le marché français n'a pas vraiment profité de la volonté des responsables du territoire de sortir de la léthargie et de l'immobilisme de la décennie 1972-1982, en mettant en œuvre une véritable politique touristique. Une volonté quelque peu freinée, en 1983, par les effets des cyclones et la grève qui, en paralysant les grands hôtels de Tahiti, devait altérer quelque peu l'image de ce paradis pacifique ; puis, en 1984, par la fermeture (pour rénovation) du village du Club à Moorea. Mais une démarche qui commence à porter ses fruits ainsi qu'en témoigne une fréquentation en hausse (3).

Image forte et floue

Une volonté récemment illustrée, également, par la campagne « Demain, le tourisme » organisée par le ministère de l'économie afin de sensibiliser la population à l'apport fondamental de ce secteur à l'économie locale (4) et attirer les jeunes Polynésiens vers une activité qui offrira, d'ici 1989, la moitié des nouveaux emplois. Reste que les efforts de promotion de l'OPATTI (Office de promotion et d'animation touristique de Tahiti et ses îles) visent d'abord et avant tout les principaux réservoirs de clients actuels (Californie, Sydney et Melbourne en Australie, Nouvelle-Zélande) ou futurs, comme le Japon, marché prometteur mais limité par une médiane de consommation aérienne. Autant de pays qui se taillent la part du lion d'une enveloppe budgétaire dont 10 % seulement vont à l'Europe et 8 % à la France.

A noter toutefois qu'un office du tourisme de Tahiti vient d'ouvrir ses portes à Paris. Mais sa promotion visera également l'Europe, second marché après l'Amérique du Nord. Et sa démarche privilégiera davantage les professionnels du voyage que le grand public. Or une destination, c'est d'abord une image, un rêve identifié et accessible, entrepris régulièrement, réaffirmé, voire réactualisé. Dans le cas de Tahiti, l'image est tellement forte qu'elle en est floue : une destination lointaine et inaccessible. Au mieux, la folie d'une vie. De plus, le mythe s'est assé. Comme le relève un hôtelier, Serge Arnoux, « Rousseau, Bougainville et le bon sauvage, jadis notre meilleure promotion, ont été quelque peu oubliés ».

D'où la nécessité de corriger le tir, en donnant, par exemple, de ce paradis terrestre une image plus proche, plus humaine, plus chaleureuse. Au risque, cependant, de le réduire à un tiers « flots bleus-sable blanc-cocotiers », de le placer en position désavantageuse par rapport à d'autres paradis de ce type (Antilles, Seychelles, Maurice ou Maldives), souvent plus proches donc financièrement plus abordables. En oubliait, tout simplement, de « vendre » ce qui reste un endroit unique au monde, valant beaucoup mieux qu'un cadre propice à la baignade, au bronzage et au farniente.

Encore faudrait-il, préalablement, ne pas sembler avoir renoncé à une clientèle française considérée comme secondaire ou accessoire, ce qui paraît trop souvent le cas de professionnels fascinés par les marchés giboyeux et où règnent les dollars. Qui, en France, « pousse » vraiment la Polynésie ? Certainement pas la

maison du même nom qui se morfond avenue de l'Opéra, en plein Paris, et semble n'avoir qu'un seul but : se faire oublier !

Pas davantage, apparemment, la compagnie UTA, dont les yeux sont surtout fixés sur la Californie et le Japon, et qui estime que la distance, le coût de la vie sur place et l'absence d'animation dans les hôtels locaux contribuent à dissuader la clientèle métropolitaine. Quant au Club, traditionnelle locomotive et faiseur de modes, il paraît, lui aussi, obsédé par une clientèle américaine, à conforter, et un filon japonais, à exploiter.

Alors, Tahiti, paradis vraiment perdu ? Plus exactement oublié, ou abandonné à d'autres, plus proches de la Terre promise. Pour l'instant. Car à en croire Gilbert Trigano, patron du Club, l'heure de la reconquête a sonné. « On avait baissé les bras, reconnaît-il. Notre village de Moorea était usé jusqu'à la corde. Le voilà remis à neuf. Nous allons le relancer. D'abord aux Etats-Unis puis en Europe. Si tant est que les autorités du territoire nous facilitent les choses en nous faisant notamment bénéficier des conditions d'exploitation extrêmement avantageuses consenties au navire de croisière américain SS-Liberty, qui croise en Polynésie. » Cela dit, observe-t-il, 28 000 F pour un vrai paradis, cela les vaut. Reste qu'on peut faciliter l'accès au rêve, grâce au crédit par exemple, formule que nous allons désormais développer.

Le paradis à crédit ? Pourquoi pas ? Si cela permet qu'à ce banquet-là les Français cessent de n'occuper qu'un modeste tabouret, en bout de table.

P. FR.

(1) A comparer avec les 4,8 millions de touristes d'Hawaï, les 388 000 de Guam, les 200 000 de Fiji, les 150 000 des Mariannes. Le tourisme à Tahiti représente moins de 2 % du tourisme dans le Pacifique.

(2) Air France jusqu'à Los Angeles, puis UTA jusqu'à Papeete. UTA souhaiterait rallier Paris à Papeete via San Francisco, escale également convoitée par AF.

(3) Une situation que devrait conforter les croisières opérées depuis décembre 1985 par le navire américain SS-Liberty, dont l'activité est cependant critiquée par certains hôteliers locaux.

(4) Les recettes touristiques ont couvert en 1985 près de 20 % des importations et représentaient plus de quinze fois ce qu'ont rapporté le coprah ou les perles noires. Des revenus qui ont permis au territoire de financer 50 % de ses investissements.

EXCLUSIF

3 vols directs par semaine :

PARIS-MIAMI MEXICO

Nation du football le temps d'un "Mundial", le Mexique est avant tout le pays des grandes évasions. Des déserts du Nord et du Golfe de Californie aux plages caraïbes du Yucatan, mille découvertes vous attendent. Véritables musées "à ciel ouvert", ses sites archéologiques racontent l'histoire des grandes civilisations disparues. Cheleureux, le peuple mexicain vous séduira, par la qualité de son hospitalité. Nous vous présentons, à titre d'exemple, quelques programmes réalisés par les voyageurs sur les vols Aeroméxico. Les voyages "luxe" sont effectués en Silver Classe Aeroméxico : un nouvel art de vivre en avion. Service à bord de haut niveau. Compartiment réservé à l'avant de l'appareil; Bar gretuit, etc...

Aeroméxico assure chaque semaine 3 vols directs aller et retour Paris Mexico les mardi, jeudi et samedi.

■ VOLS "EVASIONS" pour des voyages de 13 à 60 jours

PARIS-MEXICO-PARIS 5610"
du 1^{er} avril au 14 mai 1986
du 15 mai au 30 septembre 5.995 f.

PARIS-MIAMI-PARIS 4570"
du 1^{er} avril au 14 mai 1986
du 15 mai au 30 septembre 5.275 f.

■ GRANDS CIRCUITS

DES AZTEQUES AUX MAYAS (13 jours)
Un circuit CARREFOUR DU MEXIQUE (en avion et bus) : Mexico - Tuxco - Oaxaca - San Cristobal - Palenque - Campeche - Uxmal - Mérida - Chichen Itza - Cancun - Mexico. à partir de

10580"

■ VOYAGES "LUXE"

MEXICO - CANCUN (11 jours)
EL CONDOR propose "Viva Cancun", un voyage en Silver Class et un séjour luxe Mexico (2 nuits) et Cancun (7 nuits). à partir de

24590"

* Prix indicatifs et révisables sans préavis. Consultez votre agent de voyages ou Aeroméxico. Tél. : 47.42.40.50

aeroméxico

Pour recevoir le magazine programme "Evasions Mexicaines", écrivez à Aeroméxico, 12, rue Aubert 75009 Paris.

CHEZ SELECTOUR RESERVEZ VITE

CHEZ SELECTOUR RESERVEZ MIEUX

Offert par
Un appareil FUJI
Autofocus S2
sur les croisières ÉGYPTES
«Karnak» et «Hatchepout»
Offre valable aux dates suivantes :
5. 12. 14. 19. 23/7 et 28/8/1986

Chez Selectour les plus grandes marques de voyages vous attendent : réservez vite. Et surtout réservez mieux grâce au *chèque annulation* : si vous devez abandonner vos projets de voyage plus de 30 jours avant la date de départ prévue, Selectour vous rembourse les frais d'annulation et de dossier. Alors, venez choisir vos vacances en toute sécurité.

Renseignements chez votre Agence Selectour Voyages
Liste des Agences
30, rue La Peletier, 75009 Paris
Tél. : 42-46-81-03

selectour
280 ADRESSES POUR MIEUX PARTIR

USA
ICELANDAIR

CHICAGO DETROIT
F 3490

les autres destinations ICELANDAIR :

NEW YORK F 2990
WASHINGTON (D.C.) F 3190
LOS ANGELES F 4730
SAN FRANCISCO F 3890
ORLANDO/FLORIDE

Achetez maintenant SWIFT *compagnie* versée Luxembourg.
Stop-ajour ICELANDAIR possible.

Documentation gratuite sur demande à
ICELANDAIR

9, Bd des Capucines
75002 Paris ☎ (1) 47 42 52 26
ou votre agent de voyages.

Le subterfuge de l'abbé Pauc

Grâce au trompe-l'œil, Gruissan a retrouvé sa mémoire.

UNE antique figure de proue à l'effigie de saint Pierre, rainée en 1790 par les pêcheurs dans leurs filets, est à l'origine d'une fête unique, à Gruissan, petit village de l'Aude, lové entre mer et lagune. Une fête qui se répète tous les 29 juin, fanfare et prud'hommes en tête, sur un étrange air de scottish, en marche vers Notre-Dame des Anzils, la chapelle aux ex-voto, devenue l'élément majeur de cette manifestation.

Le chemin de la « Bonne Mère » grimpe dur à travers le massif de la Clape, avant-poste des Corbières. C'est un calvaire marin. Tout au long, parmi les pierres qui roulent sous les pas, des stèles et des épitaphes aux inscriptions romantiques (les plus anciennes remontent à 1844) rappellent aux vivants le souvenir de tel jeune capitaine, de tel fils, tel père, tel époux bien-aimé disparu dans la tempête à la fleur de l'âge. Autour s'étend un paysage superbe et sauvage, tout baigné de soleil qui embaume la garrigue chauffée à blanc.

Tout au bout du chemin se dresse, solitaire, la chapelle votive. Elle aurait été à l'origine, au treizième siècle, un ermitage important, un refuge de passage. Aujourd'hui, bien restaurée et remise à l'honneur, elle offre sur ses murs recouverts de mortier la plus belle collection d'ex-voto jamais vue — une centaine au moins. Toute une histoire d'amour et de foi, naïve et touchante, entre les pêcheurs et leur Vierge protectrice.

En s'approchant, et en touchant, car personne ne peut empêcher, tel saint Thomas, d'y poser le doigt, on se rend à l'évidence : il s'agit d'un trompe-l'œil. Étonnamment exécuté. Une merveille ! L'abbé Jean Pauc, curé de Gruissan et archéologue distingué, raconte l'histoire de cette substitution dont il est l'artisan. Les originaux existaient bel et bien. Leur nombre et leur variété étonnaient le visiteur.

C'étaient, outre des navires en réduction (balancelles, bombards, bricks, goélettes, tartanes ou trois-mâts), des peintures et

des aquarelles presque toujours d'excellente facture, portant des signatures plus ou moins connues : Adan, Amigues, Bastida, Bombonel (d'Alger) P. Fabre (de Marseille), Le Roux, parmi d'autres.

Cet ensemble, assez rare, laissé à l'abandon, se dégradait peu à peu, au point que certains visiteurs trouvaient normal d'emporter chez eux quelques pièces, histoire de les sauver... L'abbé Pauc, comme on dit là-bas,

Le sanctuaire pillé

Un jour cependant on décida de faire classer la collection monument historique. L'abbé Pauc, alors aumônier de Narbonne, répertoria et photographia le tout. Bien lui en prit ! Quelques années plus tard, des voleurs pillèrent le sanctuaire isolé, dépillèrent l'autel et les murs d'une cinquantaine des plus beaux ex-voto. Ce fut la consternation générale. Gruissan allait-il perdre sa « mémoire » ?

Ce vieux village traditionnelle- ment voué à la marine au long

cours (les capitaines étaient formés à l'École d'hydrographie de Narbonne), à la marine d'État à l'occasion et, toujours, à la pêche, ne put que constater avec une colère impuissante la disparition des objets de sa dévotion.

C'est alors que l'abbé Jean Pauc eut l'idée, à partir des photos, de faire tout repindre exactement. Mais en trompe-l'œil. Un travail confié au peintre-restaurateur des monuments historiques Robert Cassin et à sa femme, qui devaient ainsi ressusciter les œuvres disparues en les rendant cette fois imprévisibles, en tous les cas invulnérables au vol. Une entreprise qui devait également donner lieu, dans le pays, à un grand élan de générosité, chacun apportant aquarelles, réductions de navire ou créations récentes, telle cette belle œuvre de Courdill illustrant, dans le style de l'époque, le naufrage du Solweig survenu en août 1980 au large de l'Espagne.

La chapelle ayant ainsi retrouvé tout son lustre, la fête de la Saint-Pierre pouvait de nou-

veau battre son plein. Une fois la messe dite, avec toute la pompe requise, commencent les festivités païennes : chants, danses et repas fastueux de poisson grillé arrosé d'un excellent vin de pays. La journée se termine au bord de la mer, dans laquelle on lance des bouquets de fleurs.

Quant à l'abbé Pauc, il poursuit inlassablement son œuvre de sauvetage en matière d'archéologie et de protection du patrimoine artistique de l'Aude. Conservateur des antiquités et objets d'art depuis 1972, il parcourt le pays afin de recenser tout ce qui en vaut la peine. Par exemple, les toiles des peintres narbonnais du dix-septième (il existait dans cette ville une école très remarquable) et notamment du peintre Gamelin, fort prisé à Rome au dix-huitième, et dont il a réhabilité quelques-unes des soixante-deux œuvres conservées dans les églises du département.

L'orfèvrerie du Languedoc retient également son attention, avec de merveilleux objets de culte ou de décoration. Mais ce dont il est sans doute le plus fier,

c'est la découverte dans la cathédrale Saint-Just de Narbonne, construction du quatorzième siècle plusieurs fois remaniée, d'admirables peintures murales représentant Philippe Le Bel et Saint Louis, ainsi qu'un ensemble de bas et de hauts-reliefs où figure notamment l'une des premières représentations du purgatoire.

De plus, les étangs de Gruissan recèlent, protégés par les sables, d'anciens bateaux romains. Lors des travaux d'aménagement du site, on a commencé à en dégager quelques-uns et à récupérer divers objets. Mais il reste beaucoup à faire, de quoi en tout cas alimenter pendant longtemps encore la passion archéologique de l'abbé Pauc et de ses paroissiens. Le visiteur, lui, y trouve son compte : invité qu'il est à partager cette passion, cette ferveur et cette amitié à l'occasion de la plus belle fête du pays.

CHANTAL DE ROSAMEL

● Fête de la Saint-Pierre à Gruissan, 27, 28 et 29 juin. Rencontres : Maison des Pyrénées, 15, rue Saint-Angustin, 75001 Paris, tél. 42-61-58-18.

Quand l'autoroute fait son cinéma

APPARUS à la même époque, à la fin du siècle dernier, le cinéma et l'automobile sont aujourd'hui indissociables. Pour s'en convaincre, il suffit de se souvenir de ces grandes « classiques » que sont, notamment, *American Graffiti*, *La Belle Américaine*, *Duel*, *Le Salaire de la peur*, ou encore, *Taxi Driver*. C'est donc sur ce thème — « Cinéma et automobile » — qu'une série d'expositions sont organisées, de juin à septembre prochain, le long de l'asphalte par la Société des autoroutes du sud de la France. Ce programme d'animation destiné aux usagers des autoroutes du réseau est une rétrospective de l'automobile dans le cinéma. Quatre sujets ont été retenus : la comédie, la course, le policier et l'aventure et, enfin, les séductrices.

Sur les grandes aires de service, en extérieur, des scènes ou des personnages célèbres seront présentés sur des toiles géantes. Dans des salles intérieures, des collections d'affiches et de photographies de films compléteront ces expositions. Si l'automobiliste le désire, il pourra donc passer quelques moments en compagnie de Bonnis et de Clyde, de Sabrina, de Laurel et Hardy ou du dernier Nabab.

Au Village caennais, près de Perpignan, sera ouverte une exposition d'affiches. On pourra voir, au volant, son acteur préféré du côté de Lapon-de-Provence, près d'Abbeville-Provence (autoroute du Soleil), de nombreuses photos de films à Port-Lauragais, sur le canal du Midi, près de Toulouse (autoroute des Deux-Mers).

Sur certaines aires de repos seront également présentées des reconstitutions de scènes, en volume, et des silhouettes géantes de vedettes et d'automobiles. Ce programme d'animation gigantesque, mais à la mesure de l'espace autoroutier, comblera les cinéphiles mais aussi les amateurs de quatre-roues, qui retrouveront les « stars » de la pellicule et les véhicules les plus prestigieux.

Outre le Village caennais, Port-Lauragais et Lapon-de-Provence, les principaux pôles d'animation seront situés à Saint-Rambert-d'Albon, près de Vienne (autoroute du Soleil), aux Rualies, près Niort (l'Aquitaine) et à Saint-Léger, près de Saintes (l'Aquitaine). La comédie ne sera pas jouée uniquement avec des expositions. Un programme de casse-tête vidéo est aussi prévu pour le voyageur qui sait prendre son temps. Douze minutes pour apprécier les meilleurs moments de *Borsalino*, *des Raisins de la colère*, *de la Cocoon* et *de la Vieille Dame indigne* notamment. Bref, un bel entracte sur la route des vacances.

Pour la troisième année consécutive, la Société des autoroutes du sud de la France organise ainsi une série d'animations sur les 1 300 kilomètres qu'elle contrôle pour permettre aux automobilistes de se détendre et de se reposer. Un peu plus de sécurité. Il est vrai que chaque année on enregistre une augmentation régulière du nombre de passages et du nombre de kilomètres parcourus par l'ensemble des véhicules. Plus de 82 millions d'usagers en 1984 ; plus de 85 millions en 1985. Or, selon une enquête menée par l'Association française des sociétés d'autoroutes, il apparaît que sur cent usagers vingt ne s'arrêtent pas (trajets courts), vingt-cinq ne s'arrêtent que pour acheter de l'essence, trente ne s'arrêtent que pour acheter de l'essence ou se reposer et vingt-cinq s'arrêtent pour acheter de l'essence, se reposer, boire et manger. Un automobiliste sur deux stoppe donc son moteur en cours de trajet pour utiliser un des services offerts à l'usager et pour se reposer. Cet automobiliste est un spectateur potentiel pour une animation organisée tout au long du bitume, bien évidemment. Retrouver Buster Keaton du côté de Vienne, c'est déjà le soleil.

JEAN PERRIN



Imaginez-vous en Inde, maintenant...

L'Inde. Il n'est pas d'autre pays au monde pour passer des vacances aussi intenses, aussi uniques, aussi enrichissantes.

Le calendrier indien est particulièrement riche en fêtes et en festivals. Ainsi, quelle que soit la date de vos vacances et où que vous alliez, vous aurez toujours la chance de vivre l'une de ces expériences exceptionnelles, que seule l'Inde peut vous offrir.

Les hôtels de première classe, facilement accessibles grâce à un réseau de transports modernes, vous

offrent le même confort et le même luxe que leurs équivalents européens. Ainsi qu'une cuisine aussi riche en plats exotiques qu'en mets occidentaux. Tout cela à des prix incroyablement bas. Pour en savoir plus, renvoyez le coupon ci-contre dès aujourd'hui.

India

J'aimerais recevoir de plus amples informations sur les possibilités de vacances en Inde.

Nom :

Adresse :

A renvoyer à : Office National Indien du Tourisme, 3, Bd de la Madeleine, Paris 9^{ème}
Tél. (1) 42 65 83 86

HUIT JOURS AU FIL DU DANUBE avec Tourisme SNCF

Départ chaque vendredi jusqu'au 1^{er} novembre 1986
Vendredi : départ de Paris pour Munich, en train.
Samedi : transfert à Passau et embarquement à bord du Danubeexpress.
Dimanche à vendredi : crociera à Durnstein, Budapest, Esztergom, Bratislava, Vienne.
Samedi retour à Passau et transfert à Munich — retour en train à Paris.

PRIX DE 6 805 F à 13 455 F
Possibilité de départ de toutes les gares SNCF
RENSEIGNEZ-VOUS :
— dans les gares SNCF de Paris et des principales villes de France ;
— dans les agences de tourisme SNCF ;
— dans les gares du RER ;
— par téléphone : 16 (1) 43-21-49-44.

سكن من الاجل

Le petit écran miroir du grand

La télévision aux premières loges du Festival de Cannes.

CASCADE de déstabilisations chez les stars américaines, qui, les unes après les autres, trouvent d'honorables raisons pour annuler leur venue au Festival de Cannes. Même Rambo... La télévision française, en revanche, y sera cette année en force. Sans quitter leur fauteuil, juste en pianotant leur télécommande, les téléspectateurs se retrouveront sur la Croisette. Ce sont les chaînes publiques qui seront sur le devant de la scène. Le secteur privé, à l'exception de Canal Plus, elle aussi très active (voir notre supplément TV du 3 mai), sera le grand absent.

Antenne 2 installe carrément ses quartiers sur la Côte d'Azur. Dès 6 h 45, dans « Télématin », Jean-Claude Darrigaud fera une chronique quotidienne. Au déjeuner (12 h 45), un jour sur deux, la fine équipe de cinéphilas de la chaîne interviendra en direct, apportant sa moisson de reportages. Dans l'intervalle, on recevra quelques « lettres de Cannes » signées Jean Marbère ou Hervé Claude. Pour le dîner, le journal de 20 heures enverra ses propres stars - Claude Sérillon, Bernard Rapp, France Roche - rendre compte des happenings à chaud. Même l'édition de nuit fera une large part au festival.

Ceux qui d'habitude bouderaient les informations n'échapperont pas pour autant aux assiduités (bienvenues) de la « 2 ». Du lundi 12 mai au vendredi 16 mai, « C'est encore mieux l'après-midi », leur offrira, chaque jour à 15 h 55, une heure quarante d'émission en direct d'une bulle installée sur la Croisette. Entre autres attractions, le strip-tease de comédiens connus. Enfin, pour ceux qui en voudront encore, « Le grand échiquier », installé dans la salle des jeux du Palm Beach, présentera (le 14 mai) un numéro spécial. Du très beau monde en perspective : Plácido Domingo, Claude Lelouch, Anouk Aimée, Sydney Pollack, Julia Migenes-Johnson, Jean-Jacques Beineix... Mais l'apothéose, ce sera la diffusion, le 19 mai, en Eurovision, par Antenne 2 (qui en a acquis l'exclusivité), de la remise des palmes.

FR3 n'est pas en reste. Loin s'en faut. Concurrence déloyale ? A l'heure où les deux autres chaînes se débattent dans les affres des actualités, la « 3 » n'hésite pas à ranger ses jeux au placard pour les remplacer par un magazine du cinéma, une chronique quotidienne (du 9 au 19 mai, à 20 h, en dehors des week-ends) intitulée « La baie des stars ». En direct

Cannes 1985 : Clint Eastwood vient présenter son *Pale Rider*.
Cannes 1986 : Sylvester Stallone-Rambo boude la Croisette...



du festival, Michèle Halberstadt - venue pour l'occasion de la revue *Première* - proposera, pendant une demi-heure, un pot-pourri de rubriques allant du billet d'humeur au « Gros plan » sur un jeune talent, en passant par de « Brèves rencontres » avec Roman Polanski, Miou Miou, Claude Lelouch, Christophe Lambert, Charlotte Rampling, Luc Besson, et peut-être Catherine Deneuve.

Pour les fins de semaine, FR3 nous réserve un autre genre de magazine, « Grand angle », coproduit avec l'hebdomadaire *Télérama* (les 10 et 11 mai ainsi que les 17 et 18 en fin de soirée). Une émission qui mèlera volontiers les styles : des portraits de vedettes d'aujourd'hui et de demain, des « rencontres choc » - c'est la chaîne qui l'affirme - entre cinéastes, des critiques contradictoires sur le « grand » film, etc.

Même « Liberté 3 », l'émission associative de Jean-Claude Courdy, ira faire un tour à Cannes pour permettre à cinq associations liées au cinéma - et qui n'ont pas souvent accès aux médias - de défendre leurs intérêts (parmi elles, Chrétiens-Médias, la Fédération française des ciné-clubs, des représentants des cinéastes d'art et d'essai). Et, bien sûr, l'incontournable Henri Chapier interviendra au cours de « Soir 3 ». Enfin, jetant ses derniers feux, « La baie des stars » recevra, juste après la proclamation du palmarès, les tout nouveaux lauréats.

TF1, un peu à la traîne cette fois-ci, proposera, selon une tradition déjà ancienne, son édition de 13 heures en direct de Cannes. Avec Yves Mourousi, comme de bien entendu. Chaque jour aussi, en fin de soirée, la lecture cédéra

exceptionnellement la place à l'image : « C'est à lire » devient « C'est à Cannes ». Alain Bévérini et Pierre Gérard proposeront de découvrir en dix minutes l'envers du décor du septième art.

Le magazine de Frédéric Mitterrand, « Etilles et toiles », s'installera le 12 mai à Cannes. L'émission portera son regard sur la sélection britannique. Une bonne manière de nous faire sortir de la routine... et de nos frontières.

Mais pour la « Une » le jour faste sera le vendredi 16 mai. Patrick Sabatier nous conviendra, en direct de la Croisette, à un « Jeu de la vérité-cinéma » : des mords du cinéma se lanceront leurs « vérités » à la figure tandis que, de leurs chants de sirènes, viendront les bercer Sylvie Vartan, Jeanne Mas, Marlène Jobert... Pour les amateurs, la fête continuera, ce même vendredi à 22 heures, avec « La nuit des starlettes », menée tambour battant par Frédéric Mitterrand, flanqué - curieuse idée - d'une revenante, Danièle Gilbert.

La main dans la main avec France-Sol et la société de production Système TV, la première chaîne part, comme l'an dernier, à la pêche aux nouveaux talents. Dix candidates starlettes tenteront de séduire les téléspectateurs (par le truchement du Minitel) et un jury de personnalités du show biz. Elles seront jugées sur un vidéo-clip où chacune interprète une scène célèbre du cinéma français face à un acteur confirmé (par exemple *Hôtel du Nord*, *Quai des brumes*...). Bref, une semaine d'évasion, riche de promesses. On jugera sur pièces.

ANITA RIND
et ALAIN WOODROW.

Les films de la semaine. Le palmarès de Jacques Siclier.

SAMEDI 10 MAI

Une histoire immortelle ■ ■ ■
Film français d'Orson Welles (1957), avec O. Welles, J. Mooreau.
FR 3, 0 h 05 (90 mn).

A Mexico, dans les années 1880, un vieux et riche marchand américain décide de transformer en réalité une légende de marins circulant dans tous les ports. D'après une nouvelle de Karen Blixen, une superbe méditation sur le thème du désert et la force de l'imaginaire.

DIMANCHE 11 MAI

Espion, jove-toi ! ■ ■ ■
Film français d'Yves Boisset (1981), avec L. Ventura, M. Piccoli, S. Cremer.
TF 1, 20 h 30 (100 mn).

On ne peut jamais échapper aux services de renseignement quand on a été un de leurs agents. Et c'est pourquoi Lino Ventura se trouve pris, à Zurich, dans un terrible engrenage. La mise en scène de Boisset ne relâche jamais sa tension.

Les Amants de la nuit

Film américain de Nicholas Ray (1947), avec F. Granger (v.o. sous-titré N.).
FR 3, 22 h 30 (90 mn).

Un jeune homme, qui s'est évadé de prison avec l'aide de deux gangsters, est compromis dans les actes de ceux-ci et fuit sans relâche avec la femme qu'il aime. Ce premier film de Nicholas Ray est d'un lyrisme et d'un romantisme bouleversants.

LUNDI 12 MAI

Les Veinards

Film français de Philippe de Broca, Jean Grault et Jack Pinotau (1982), avec F. Périer, M. Darc, L. de Funès (N.).
TF 1, 15 h 25 (100 mn).

Cinq sketches, dont trois réalisés par Jean Grault, sur les mésaventures de quelques personnages qui ont gagné des

lots à divers concours. Cela ne cesse vraiment rien.

Romances et confidences

Film italien de Mario Monicelli (1974), avec U. Tognazzi, O. Muri.
TF 1, 20 h 30 (105 mn).

Le contremaître d'une usine de Milan qui a épousé sa filleule est obsédé par la jalousie lorsqu'un jeune agent de police se montre trop intéressé envers sa femme. Satire des romans-photos et du comportement machiste.

Copie conforme

Film français de Jean Dréville (1946), avec L. Jouvet, J. Carret (N.).
FR 3, 16 h 05 (100 mn).

Un escroc mondain utilise son sosie, représentant en boutons, pour se procurer des alibis. Une idée amusante, des dialogues pétillants, un style de comédie, un double rôle pour Jouvet.

Le Vieux Fusil

Film français de Robert Enrico (1975), avec R. Schneider, P. Noiret.
FR 3, 20 h 35 (100 mn).

En 1944, un chirurgien de Montauban dont la femme et la fille ont été massacrées par les Allemands avec les habitants d'un hameau se transforme en justicier sans merci. Un grand cri de douleur pour les victimes de la barbarie nazie, pour un amour brisé. Et des acteurs superbes.

MARDI 13 MAI

Un homme et une femme

Film français de Claude Lelouch (1966), avec A. Aimée, J.-L. Trintignant.
A 2, 20 h 35 (100 mn).

Les rendez-vous, à Deauville, d'une femme et d'un homme meurtris par la vie et qui hésitent à tenter un nouvel amour. Le premier grand succès de Lelouch. Palme d'or du Festival de Cannes 1966. Une œuvre romanesque et sentimentale.

A VOIR

Le Futur aux trousses

Film français de Dolores Grassian (1974), avec A. Ferréol, S. Fresson, C. Rich.
FR 3, 23 h 10 (85 mn).

La PDG d'une entreprise touchée par la crise se met, sur les conseils d'un futurologue, à vendre de l'imaginaire à tous ceux qui veulent se faire une double identité. Fable satirique d'une cinéaste à l'humour ravageur.

MERCREDI 14 MAI

Le Futur aux trousses

Film français de Dolores Grassian (1974), avec A. Ferréol, S. Fresson, C. Rich.
FR 3, 23 h 10 (85 mn).

La PDG d'une entreprise touchée par la crise se met, sur les conseils d'un futurologue, à vendre de l'imaginaire à tous ceux qui veulent se faire une double identité. Fable satirique d'une cinéaste à l'humour ravageur.

JEUDI 15 MAI

Don Camillo Monseigneur

Film italien de Carmine Gallone (1951), avec Fernandel, G. Corvi (N.).
A 2, 20 h 30 (120 mn).

Don Camillo occupe un poste au Vatican. Peppone est sénateur à Rome. Tous deux reviennent à Bracciano pour régler un différend entre la municipalité et la paroisse.

VENDREDI 16 MAI

La Nuit de Nouvel An

Film soviétique d'Eldar Rzazanov (1956), avec I. Mikski (v.o. sous-titré N.).
A 2, 23 h (80 mn).

Fin décembre 1955, pour la préparation de la fête du réveil dans une maison de la culture, le directeur s'oppose aux innovations de ses subordonnés. Film de jeunesse - inédit - du réalisateur de *Une gare pour deux* et de *Romance cruelle*. Comédie s'attaquant, avec verve, à la bureaucratie encore stalinienne.

Samedi

10 mai

TELEVISION
FRANÇAISE

1

7.45 RFE : Le temps de vivre ; 8.00 Bonjour la France ; 9.00 A votre service (et à 9 h 45) ; 9.30 Cinq jours en Bourse ; 10.30 Reprise : Performances (diff. le 7 mai) ; 11.00 Hauts de gammes, magazine de la musique, co-simulé avec France-Musique ; la musique et les médias ; 12.00 Tournez manèges.

13.00 Journal ; 13.50 Le séquenceur du spectateur ; 14.25 Série : La Croisette s'amuse ; 15.15 Dessin animé : Astro le petit robot ; 15.45 Tiercé à Saint-Cloud ; 16.00 Temps X, magazine de la science-fiction ; 16.50 Série : Les dames de cœur (redif.) ; 17.50 Trempe millions d'avis ; 18.25 Auto-motiv ; 18.55 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.00 Les trois premières minutes ; 19.40 Cocoricocoboy.

20.00 Journal ; 20.30 Tirage du Loto ; 20.35 Série : Julien Fontanes, magistrat : Week-end au paradis. De G.A. Lefranc. Avec J. Morel, O. Laure, V. Pradal... (redif.). En attendant l'ouverture du procès, le célèbre magistrat devra, durant le week-end, protéger quelques prostituées témoins du meurtre de leur amie.

22.15 Droit de réponse : Revue de presse.

Emission de Michel Polac.
Avec N. Copin (le Croix), D. Jemat (le Quotidien de Paris), M. Chabot (le Parisien libéré), C. Cabanes (l'Humanité), P. Bénichou (le Nouvel Observateur), M. Dejour (Sud Ouest), A. Krause (International Herald Tribune) et O. Vernet (le Monde).

0.00 Journal ; 0.15 Ouvert la nuit. Série : les Incompréhensibles. (Redif.)

ANTENNE
2

2

10.40 Journal des sourds et des malentendants ; 11.00 Le journal d'un siècle, de L. Bériot. Edition 1951 (le macarthyisme ; la guerre de Corée ; Gérard Philipe) ; 12.00 A nous deux.

12.45 Journal ; 13.25 Série : Buck Rogers ; 14.15 Récit A2 (l'empire des sables, Téléstar) ; 14.50 Les jeux du stade (rugby : championnat de France, demi-finale ; boxe : championnat du monde des « super-plume » WBC et des super-mouches WBC) ; 17.00 Les carnets de l'aventure (Mont-Blanc) ; 18.00 Série : Amicalement vôtre ; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres ; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC) ; 19.15 Emissions régionales ; 19.40 Le petit Boulevard illustré.

20.00 Journal ; 20.35 Variétés : Champs-Élysées.

De M. Drucker.
Auteur de Guy Bedos et d'Alain Souchon : Catherine Deneuve, Francis Lalanne, le Grand Orchestre du Splendid...

21.50 Histoires de l'autre monde.
La sonnerie, de R. Friedman. Un téléphone qui sonne sans fil dans un appartement désert...

22.20 Magazine : Les enfants du rock (et à 23.40).
Rock'n'roll graffiti : les Chaussettes noires, Rufus Thomas, Claude François, Dave Clark Five ; Rockline à Londres, avec des interviews de Joe Jackson et de John Lydon, l'ex Johnny Rotten des « Sex Pistols » ; A 23 h 40, concert David Bowie (avril 1984).

23.25 Journal.

FRANCE
RÉGIONS

3

Espace 3 : à 13.15 : Connexions ; 14.30 Objectif santé ; 14.45 Temps du féminin ; 16.15 : Liberté 3, magazine des associations.

17.30 Emissions régionales.
Programmes autonomes des dazw régions, sauf à 17.30, où l'on verra sur tout le réseau *Fraggle Rock* ; à 18.55, *Croquis soliel* ; à 19.55, Les recettes de Gil et Julie.

19.00 Le « 18-20 » de l'information.

20.05 Disney Channel.
Cocktail de dessins animés et divers programmes de Walt Disney Channel, la grande soirée familiale et... les nouvelles aventures de Kit Carson.

21.55 Journal ; 22.20 Feuilleton : Dynastie.

Pour ce dernier épisode, il fallait un mariage royal... Fin provisoire, sans doute !

Grand angle.

Spécial Festival de Cannes.
(Lire notre article.)

0.05 Cinéma : Une histoire immortelle.

Film d'Orson Welles.
1.00 Musiclub.
Œuvres de Tchaïkovski, Chostakovitch, Dargomyjski, Maussargski, Kelemen et Chrennikov, par Nicolas Guzelev et Nicolas Evrov au piano.

LA
5

5

7.30 à 18.30 redif. des émissions de la veille : (7.30 Série : *Tonnerre mécanique* (et à 14.50) ; 8.15 *Pentathlon*, jeu et variétés (et à 12.00 et 15.45) ; 10.10 *Grand prix*, magazine auto-moto (et à 13.55 et 17.35) ; 11.10 *Jeu : C'est beau la vie*).

18.30 Série : *Super Jalma* ; 19.30 Cinq sur cinq, programme musical (et à 0.05).

20.30 Les grands films du petit écran : *Evita Peron* (1^{re} partie), de M. Chomsky. Avec F. Dunaway, R. Moreno... (et à 1.05).

22.10 Record, le grand show du sport : tennis (demi-finale du tournoi de Forest Hills).

PÉRIPHÉRIE

PÉRIPHÉRIE

RTL, 20 h, Un espion modèle ; 21 h, A vous de choisir ; *Deux rouquines dans la bagarre*, film de A. Dwan, ou : *Trois heures pour tuer*, film de A. Werker ; 22 h 45, Startest.

TVMC, 19 h 55, Spécial Grand Prix de Monaco ; 20 h 15, Série : *Knigh Rider* ; 21 h, *Le Trésor de l'Idol*, film d'A. Landsburg ; 22 h 15, Monte-Carlo zoom ; 22 h 50, Sky Trax.



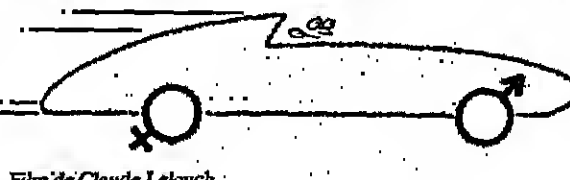
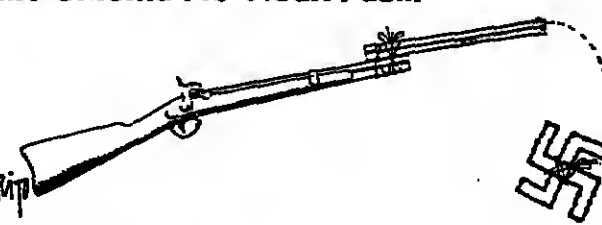
RTB, 20 h, Le jardin extraordinaire ; 20 h 30, *l'île sur le toit du monde*, film de W. Disney ; 23 h, Festival du rire de Rochefort.

RTS - TÈLÉ 2, 20 h, Festival du rire de Rochefort.

TSR, 20 h 15, feuilleton : *Maguy* ; 21 h, en direct de la Rose d'Or de Montreux : prix international du vidéo-clip 1985-86 ; 23 h 50, sport ; 0 h 5, nuit du film rock (Pulvis : Bagarre au King Creole ; Tommy).

صكذ من الاصل

هكذا من الراحل

	Dimanche 11 mai	Lundi 12 mai	Mardi 13 mai
TÉLÉVISION FRANÇAISE 1	<p>8.00 Bonjour la France. 9.00 Emission islamique. 9.15 A Sible ouverte. 9.30 La source de vie. 10.00 Présence protestante. 10.30 Le jour du Seigneur. 11.00 Mésée célébrée à l'église Saint-Paul de Nîmes (Gard), prédicateur : le Père Taloc. 12.00 Auto : les essais du grand prix en direct de Monaco; 12.30 Téléfoot.</p> <p>13.00 Journal. 13.25 Série : Starsky et Hutch (redif.). 14.20 Les habits du dimanche. 15.05 Sports dimanche : cyclisme, tour d'Espagne : à 15 h 20, formule 1, championnat du monde des pilotes, Grand Prix de Monaco (en direct); hier à Longchamp. 17.30 Les animaux du monde : Les fumambules de la montagne. 18.00 Série : Pour l'amour du risque.</p> <p>18.55 Sept sur sept. Magazine de la semaine de Jean Lanzi et Anne Sinclair, présenté cette semaine par Anne Sinclair. Invité : M. Alain Madelin, ministre de l'Industrie, des P et T et du tourisme.</p> <p>19.50 Loto sportif. 20.00 Journal.</p> <p>20.35 Cinéma : Espion, lève-toi.  Film d'Yves Boisset.</p> <p>22.15 Sports dimanche soir. L'actualité sportive du week-end.</p> <p>23.15 Journal.</p> <p>23.15 C'est à Cannes.</p>	<p>11.15 Antiope 1 : 11.45 La Une chez vous : 12.00 Tournez... menège.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (redif.). 14.35 La maison de TF 1 : comment utiliser les caméras vidéo VHS et 8 mm, abrogation de la loi Quilliam, tailler une robe d'hôtesse pour l'été et bien d'autres petits conseils pour chacun... 15.25 Cinéma : Les Veinards, film de Philippe de Broca, Jean Girault et Jack Pinoteau; 17.00 La chance aux chansons; 17.25 Série : Jo Gaillard (redif.); 18.25 Mini-journal, pour les jeunes; 18.35 La vie des Botes (et à 19.10); 18.40 Feuilleton : Santa Barbara; 19.40 Cocoricooboy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.30 Cinéma : Romances et confidences. Film de Mario Monicelli.</p> <p>22.10 Etolles et toiles. Magazine de Frédéric Mitterrand et Martine Joubando. En direct de Cannes un sommaire lié à l'actualité du 39^e Festival international du film : extrait du film de Roman Polanski Pirates; rencontre avec Martin Scorsese, dont le film After Hours est en compétition; interview de Marco Ferreri pour son film I love you, sexy singes (montages d'extraits de films où les singes ont un rôle au cinéma).</p> <p>23.25 Journal.</p>	<p>10.55 Le chemin des écoliers : le plus blosque; 11.15 Antiope 1 : 11.45 La Une chez vous : 12.00 Tournez... menège.</p> <p>13.00 Journal. 13.50 Série : Dallas (redif.); 14.36 Transcontinental, magazine des voyages : les Pygmées, leur vie et leurs mœurs en République centrafricaine; 15.40 Reprise : l'Enjeu (diff. le 8 mai); 17.00 La chance aux chansons; 17.25 Série : Jo Gaillard (redif.); 18.25 Mini-journal pour les jeunes; 18.40 La vie des Botes (et à 19.10); 18.45 Feuilleton : Santa Barbara; 19.35 Expression directe : l'Assemblée nationale.</p> <p>20.00 Journal. 20.25 D'accord, pas d'accord (INC). Les grands débats de TF 1 : Pablo est mort, de P. Lefebvre, scénario et dialogues de B. Stora, avec J. Perrin, J.-F. Stévenin, R. Bohringer, J. Bouise... (Redif.).</p> <p>Un policier à suspense avec, comme toile de fond, le terrorisme international, l'activisme d'un groupuscule d'extrême droite, et les retrouvailles imprévues de deux anciens militants trotskistes... Bien ficelé, avec d'excellents comédiens.</p> <p>22.15 Les enfants de la République. Série de quatre émissions d'Hobert Knapp. Années d'enfance et d'apprentissage. Poursuite de la série passionnante, en quatre parties, qui s'efforce de capter pour la postérité la mémoire de quelques contemporains et contemporaines. Des vies qui laissent transparaître les règles d'une société, la morale d'une époque, des vies qui font mal, drôles pourtant, uniques, étonnantes. Une série inégalement construite mais indispensable. Knapp sait faire parler les gens !</p> <p>23.05 Journal.</p> <p>23.20 C'est à Cannes.</p>
ANTENNE 2	<p>8.15 RFE. 9.00 Informations et météo. 9.10 Gym tonie. 9.45 Les chevaux du tiercé. 10.00 Récit A2 (Clémentine, Mafalda, Révolte irlandaise, Les mondes engloutis); 11.30 Dimanche Martin : Entrez les artistes.</p> <p>12.45 Journal. 13.20 Tout le monde le sait; 14.30 Série : Les deux fant la paire; 15.20 L'école des fans; 16.15 Kluge à la musique; 17.00 Série : L'espace d'une vie, réal. Don Sharp, avec Deborah Kerr et Jenny Seagrove. Réalisme britannique, du travail soigné (dernier épisode). 18.40 Stade 2; 19.30 Feuilleton : Maguy.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les enquêtes du commissaire Maigret : Liberty Bar. D'après G. Simenon, réal. J.-P. Sassy, Avec J. Richard, G. Leclerc. Sur la piste d'un mystérieux Australien assassiné à Cannes - bien sûr, - le commissaire se rend dans un bar.</p> <p>22.05 Magazine : projection privée. </p> <p>Marcel Jullian reçoit Louis Leprince-Ringuet, physicien, membre de l'Académie française et de l'Académie des sciences, sur le thème : « la science, l'homme et la foi ». Il commentera l'actualité culturelle et parlera de la béatification du Père Daniel Brottier, des Orphelins d'Auteuil.</p> <p>23.05 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin; 9.30 RFE; 10.00 Les rendez-vous d'Antenne 2; 10.05 Reprise : Apostrophes (diffusé le 9 mai); 11.25 Histoires courtes; 11.35 Itinéraires, de S. Richard : La caravane du sel (traverse du Niger avec les derniers grands seigneurs du désert); 12.00 Journal et météo; 12.05 Jeu : l'Académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Catherine; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir, avec Eve Ruggieri); 15.00 Série : La mer est grande; 15.55 C'est encore mieux l'après-midi (un direct de Cannes); 17.35 Récit A2 (Téléchat, Laulu et Lihli, Les maîtres de l'univers); 18.05 Série : Capitot; 18.30 C'est la vie; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres; 19.10 D'accord, pas d'accord (INC); 19.15 Emissions régionales; 19.40 Le petit Bouvard illustré.</p> <p>20.00 Journal.</p> <p>20.35 Les cinq dernières minutes : Régis, de C. Loursals, réal. G. Lessertisseur. Avec J. Debary, M. Eyraud, V. Silver, P. Crauchet.</p> <p>Un vagabond assassiné, une femme désemparée, une agence matrimoniale, une fille trop prévenante...</p> <p>22.20 Série documentaire : Le défi mondial. D'après le livre de J.-J. Servan-Schreiber, réal. D. Bertolino et D. Creusot.</p> <p>Dans la deuxième des six émissions, « Les rendez-vous manqués », Patat Ustinov nous raconte les échecs de la décolonisation, exemples à l'appui (Suez, le Congo, Cuba). Une magistrale leçon d'histoire, malgré d'inévitables raccourcis, servie par les dernières trouvailles de l'électronique. A ne pas manquer.</p> <p>23.05 Journal.</p>	<p>6.45 Télématin; 9.00 Antiope; 10.00 Les rendez-vous d'Antenne 2; 10.05 Série documentaire : Nos ancêtres les Français (la mode); 11.00 Histoires courtes (L'ombre de Marie; Dorothée, cinq ans et demi); 11.35 Les carnets de l'aventure (Les baleines du dieu Gongu); 12.00 Journal et météo; 12.55 Jeu : l'Académie des neufs.</p> <p>12.45 Journal. 13.30 Feuilleton : Catherine; 14.00 Aujourd'hui la vie (A voir : Jean-Marcel Rougeron, rédacteur en chef de Libération); 15.00 Série : La poupée sanglante, d'après Gaston Leroux; 16.00 C'est encore mieux l'après-midi; 17.35 Récit A2 (Téléchat : Image imagine; C'est chouette; Super doc...); 18.05 Série : Capitot; 18.30 C'est la vie; 18.50 Jeu : Des chiffres et des lettres; 19.15 Emissions régionales; 19.40 Le petit Bouvard illustré.</p> <p>20.00 Journal et Loto sportif.</p> <p>20.35 Cinéma : Un homme et une femme. </p> <p>Film de Claude Lelouch.</p> <p>22.00 Mardi cinéma. Pour ses jeux et pour commenter l'actualité cinématographique, Pierre Tchernia a invité Agnès Soral, Evelynne Bouix, Jean-Pierre Mocky.</p>
FRANCE RÉGIONS 3	<p>9.00 Debout les enfants; 10.00 Mosaïque : Paris, arts plastiques.</p> <p>13.00 Emissions régionales; 15.00 Jumping d'Épinal; 16.00 Premier championnat d'Europe de tennis court; 16.35 Jeux de rôles, drôles de jeux; 16.50 Emissions pour les jeunes : les Entrecatchs, l'Oiseau bleu, Génies en herbe; 18.00 Décibels, avec Bernie Bonvoisin, Faudique seconde, Blue Valentine, Sifuz, Taxi girl; 18.30 RFO hebdo.</p> <p>Petit à petit passionnément : les robes de mariées; 19.05 Signes particuliers, avec Karen Cheryl; 20.05 Muppet show, avec Charles Aznavour.</p> <p>20.35 La puce et les géants. Série de trois films d'après le livre d'Eric Laurent, réal. J. Tchalenko.</p> <p>Troisième épisode : La volée du III^e millénaire, Silicona Valley ! La fortune de la Californie, c'est la silicon dont sont faites les « puces », ces microprocesseurs qui ont révolutionné l'informatique en remplaçant les transistors dans les jeux vidéo comme les fusées intercontinentales. En quelques années, plus de mille entreprises se sont installées dans ce nouveau El dorado...</p> <p>21.20 Grand angle. Spécial Festival de Cannes. (Lire notre article.)</p> <p>21.55 Journal. En direct de Cannes.</p> <p>22.30 Cinéma de minuit : les Amants de la nuit. Film de Patrick Brion.</p> <p>Tannhäuser (Romance à l'italienne), de Wagner par l'Orchestre philharmonique de Monte-Carlo, avec T. Mohr, baryton, sous la direction de C. Schnitzler.</p>	<p>16.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 16.05 où l'on verra sur tout le réseau le film de Jean Dréville : Copie conforme; 17.45 Loups, bars et C^o, ou la cuisine des marins; 18.55 Croq'soleil.</p> <p>19.00 Le « 19-20 » de l'information.</p> <p>19.55 Dessin animé : les Entrecatchs; 20.05 La baie des stars, spécial Cannes.</p> <p>20.35 Cinéma : le Vieux Fusil. </p> <p>Film de Robert Enrico.</p> <p>22.20 Journal.</p> <p>22.45 Urbia. Magazine de la ville de J. Cazenave.</p> <p>La ville n'est qu'un décor, avec un des grands de la décoration, Alexandre Trauner. De nombreux reportages, en portu-culier sur les quartiers rénovés de Lyon.</p> <p>23.30 La clef des nombres et des tarots. Histoire des nombres : au temps des alchimistes.</p> <p>23.25 Prélude à la nuit. Danse russe, de Stravinski, par D. Erlich, violons et P. Cas-sard, piano.</p>	<p>17.00 Télévision régionale. Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h, où l'on verra sur tout le réseau : La mer buissonnière; et à 18 h 55, Croq'soleil.</p> <p>19.00 Le « 19-20 » de l'information.</p> <p>19.55 Dessin animé : Les Entrecatchs; 20.05 La baie des stars, spécial Cannes; 20.30 D'accord, pas d'accord (INC).</p> <p>20.35 Cinéma : l'Aventure du Poséidon. Film de Ronald Neame.</p> <p>22.30 Journal.</p> <p>23.00 Emissions régionales. Strasbourg : l'environnement; Nancy-Reims : Grand Est infos; Lille-Amiens : La vie des entreprises et magazine des arts et spectacles; Rennes-Nantes-Le Mans : variétés; Liège-Paris : Côte d'Ivoire-La Rochelle; Bordeaux : variétés; Toulouse-Montpellier : transats en double et les jardins d'Est; Marseille-Nice-Corse : rencontre avec la presse régionale; Lyon-Grenoble-Cherbourg-Ferrand : au fil de l'aventure et la Portée, film de la maison du cinéma à Grenoble; Dijon : Grand Est; Beaupom : Trésors très tard; Rouen-Caen : documentaires de la télévision mise romande; Paris-Orléans : spécial Elvis Presley (redif.) et Alain Fournier... le coup de foudre.</p> <p>23.15 La clef des nombres et les tarots. Histoire des nombres : les lapins de Fibonacci.</p> <p>23.15 Prélude à la nuit. Romance et andantino variata de Paganini, par Alexandre Lagoya, guitare.</p>
LA 5	<p>7.15 à 18.40, rediff. des émissions : (7.15 Cinq sur cinq, programme musical (et à 11.25 et 15.35); 8.15 Variétés : Cherchez la femme (et à 12.25 et 16.35); 10.20 Record : le grand show du sport (et à 14.30).</p> <p>18.30 Série : Super-Jaimie (et à 2.30); 19.30 Les Schtroumpfs, dessins animés.</p> <p>20.30 Les grands films du petit écran : Evita Peron (2^e partie), série de M. Chomsky (et à 0.05).</p> <p>22.10 Sport : tennis (finale du tournoi de Forest Hill) (et à 1.30).</p> <p>23.00 Série : L'homme de l'Atlantide.</p>	<p>7.00 à 18.40, rediffusion des émissions : (7.00, Série : Jaimie (et à 10.20 et 14.30); 8.40, Les grands films du petit écran : Evita Peron (1^{re} partie) (et à 12.00 et 16.10); 13.40, Série : L'homme de l'Atlantide (et à 17.50).</p> <p>18.40 Jeu : C'est beau la vie; 19.30 A fond la caisse (Supercop-ter) (et à 23.55).</p> <p>20.30 Les grands films du petit écran : les Poupées de l'espoir, téléfilm de D. Patrie. Avec Jane Fonda (et à 0.50).</p> <p>23.00 Série : La cinquième dimension.</p>	<p>7.30 à 19.30, rediff. des émissions de la veille : (7.30, série : L'homme de l'Atlantide; 8.20, Supercop-ter (et à 15.05); 9.10, Les grands films du petit écran : Evita Peron (deuxième partie) (et à 12.30 et 16.05); 10.55, Série : La cinquième dimension (et à 14.10 et 17.45); 11.40 Jeu : C'est beau la vie (et à 18.40).</p> <p>18.30 A fond la caisse (série : Knight rider) (et à 23.00).</p> <p>20.30 Feuilleton : Flamingo Road (et à 23.55).</p> <p>21.25 Arabesque, série de suspense (et à 0.45).</p> <p>22.15 Jonathan, magazine de l'aventure (et à 1.35).</p>
PÉRIPHÉRIE	<ul style="list-style-type: none">RTL, 20 h, téléfilm : Témoin à charge; 21 h 55, Grand écran, l'actualité du cinéma.TMC, 20 h, série : « V »; 21 h, téléfilm : Qui casse... paie; 22 h 35, Forum.RTB, 20 h 5, L'esprit de famille; 21 h 30, téléfilm : Double face.TSR, 20 h, série : Le tiroir secret; 20 h 55, Tickets de première; 21 h 50, Le Défi mondial.	<ul style="list-style-type: none">RTL, 20 h, série : Dynastie; 21 h, le Gitan, film de J. Giovanni.TMC, 20 h, série : Dynastie; 21 h, Ballade pour des diamants, film de D. Curtis; 22 h 15, Cannes, comme si vous y étiez.RTB, 20 h, Ecran-témoignage : Halloween III, film de T. Lee Wallace, suivi d'un débat sur le thème : le plaisir d'avoir peur.RTB - TÉLÉ 2, 20 h 5, Le Temps retrouvé : Un homme et des caquettes; 20 h 25, Théâtre wallon : Faust et Marguerite.TSR, 20 h 15, spécial cinéma : Nos plus belles années, film de S. Pollack; 22 h 15, l'actualité cinématographique.	<ul style="list-style-type: none">RTL, 20 h, Cinéma : les Charlots connection, film de J. Couturier; 22 h, le Fils du Corsaire rouge, film de P. Zaglio.TMC, 20 h, Série : Les deux font la paire; 21 h, téléfilm : Une chambre pour deux; 22 h 35, Cannes, comme si vous y étiez.RTB, 20 h 5, Billet de faveur : Ce diable d'homme, pièce de R. Lamoureux; 21 h 55, Dites-moi... Lola Bobesco.RTB - TÉLÉ 2, 20 h, Rox box; 21 h, Ciné-club : l'Éclat du serpent, film d'I. Bergman.TSR, 20 h 10, série : Vice à Miami; 21 h 5, La guerre d'Espagne (n° 3 champs de bataille pour idéalistes); 22 h, Cadeaux : pas de deux; 22 h 40, football.

Mercredi

14 mai

10.15 **ANTIOPE 1**; 10.45 **Salut les petits loups**: Sport Billy, Entre Loups, dessins animés... 11.45 **La Une chez vous**; 12.00 **Tournez... manège**.

13.00 **Journal**; 13.50 **Vitaminé**: les petits creux de Louis, Pourquoi, comment, Punky Brewster; Vitaboum; deuxième Festival de la chanson pour enfants...; 16.00 **Série**: Aux frontières du possible (redif.); 17.00 **La chance aux chansons**; 17.25 **Série**: Jo Galliard (redif.); 18.25 **Mini-journal** pour les jeunes; 18.40 **Série**: la vie des Botes (et à 19 h 10); 18.45 **Feuilleton**: Santa Barbara; 19.25 **Loto sportif**; 19.40 **Cocoricocoboy**; 19.50 **Tirage du TAO-Tao**.

20.00 **Journal**; 20.30 **Tirage du Loto**.

20.35 **Série: L'ami Maupassant**.
De Cl. Santelli, réal. A. Dhéaut. Avec G. Géro, S. Volteraux, T. Chetou.

La très belle série sur Maupassant se poursuit avec « L'Héritage », réalisé par Alain Dhéaut. Cette histoire d'une fille à marier, d'un million de francs à hériter et d'un fonctionnaire ambroisien est d'une cruauté extrême. Elle est interprétée, ici, à la perfection.

21.30 **Centre-études**.
Emission d'Anne Hérog.

La correspondance (elle purge une peine de prison, il est aveugle); Nos neiges (à la fois tous les deux, ils s'adoraient et ne voulaient que rien ne les sépare...); Autopsie d'une enquête (reconstitution par la gendarmerie de l'arrestation du « couple Faguel »); Roger Van Rogger... ou la vie d'artiste (l'œuvre d'un artiste peut-elle disparaître à cause d'une autoroute?); La peau de l'ours (Ajar... et après. Nom: Paul Pavlovitch, pseudonyme: Émile Ajar).

22.30 **Performances**.
Magazine culturel de Michel Cardon.

Invité: Roland Bertin, secrétaire de la Comédie-Française, qui sera M. Jourdain dans le « Bourgeois gentilhomme » à partir du 14 mai.

Au sommaire: les répétitions du « Bourgeois gentilhomme » dirigées par Jean-Luc Boutté; les évolutions du « Four solitaire » compagnie de danse contemporaine; rencontre avec le peintre Tapéti; reportage sur un collectionneur de maudis « pop ».

23.00 **Journal**.

23.15 **C'est à Cannes**.

Jeudi

15 mai

11.15 **Antiope 1**; 11.45 **La Une chez vous**; 12.00 **Tournez... manège**.

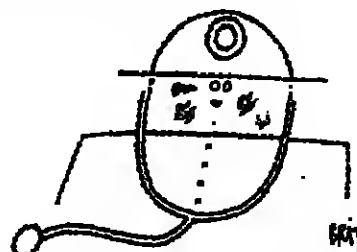
13.00 **Journal**; 13.50 **Série**: Dallas (redif.); 14.35 **Les animaux du monde**: Le zoo de Jersey; 15.05 **A votre service**; 15.25 **Quarté**, en direct de Longchamp; 15.35 **A cœur ou à raison**: Euro-jazz; 17.00 **La chance aux chansons**; 17.25 **Série**: Jo Galliard (redif.); 18.25 **Mini-journal** pour les jeunes; 18.35 **La vie des Botes** (et à 19 h 10); 18.40 **Série**: Santa-Barbara; 19.40 **Cocoricocoboy**.

20.00 **Journal**.

20.30 **Infovision**.
Magazine d'A. Denvers, R. Pic, M. Albert, J. Decroix et B. Laine.

Au sommaire: *Toreros en bét* (la Feria de Nîmes, et les vacances qu'elle suscite chaque année); la fin du mariage (les conséquences du non-mariage des Français, pour certaines entreprises).

21.50 **Feuilleton**: la Châtelaine.



D'après le roman de A.-J. Cronin, adapt. Don Shaw, réal. J. Peflès et M. Vardy.

Dans un décor très britannique, la saga d'un jeune médecin intégré dans une petite ville de mineurs aux Pays de Galles. Troisième épisode: la routine des milieux médicaux urbains.

23.00 **Journal**.

23.15 **C'est à Cannes**.

Vendredi

16 mai

10.55 **La chemin des écoliers**, émission du CNDF; 11.15 **Antiope**; 11.45 **La Une chez vous**; 12.00 **Tournez... manège**.

13.00 **Journal**; 13.50 **Série**: Dallas (redif.); 14.35 **Temps libre**, à la statue de la Liberté; 15.00 **Série**: Alfred Hitchcock présente... Le manteau (redif.); 17. **La chance aux chansons** (hommage à Édith Piaf); 17.30 **Série**: Jo Galliard (redif.); 18.25 **Mini-journal** pour les jeunes; 18.35 **La vie des Botes** (et à 19 h 10); 18.40 **Feuilleton**: Santa Barbara; 19.40 **Cocoricocoboy**.

20.00 **Journal**.

20.30 **Variétés**: Le jeu de la vérité.
Emission de P. Sabatier et R. Grumbach en direct de Cannes. (Lire notre article.)

22.00 **La nuit des starlettes**.



En direct de l'hôtel Martinez à Cannes. Présentation Danièle Gilbert et Frédéric Mitterrand. (Lire notre article.)

23.00 **Journal**.

23.45 **C'est à Cannes**.

23.55 **Télévision sans frontières**.
Mai musical du Ramadan.

TÉLÉVISION
FRANÇAISE
1

6.45 **Télématin**: 9.00 **Récré A2** (Heidi; Latulu et Lirel; Mafala; Jane de la jungle; les Schtroumpfs; Méthume...); 12.00 **Journal** et météo; 12.05 **Jeu**: L'académie des neuf.

12.45 **Journal**; 13.30 **Feuilleton**: Catherine.

14.00 **Téléfilm**: Pas de frontières pour l'inspecteur.

15.40 **Récré A2** (les Schtroumpfs; les Poupées; Tom Sawyer; 17.05 **Magazine**: Terre des bêtes (les abelles neuses); 17.35 **Superpétite**: Lizzy Mercier Descloux, Philippe Lavi, Hipsway, Elisabeth Anais, Chaz Jankel, Jeanne Mas; 18.05 **Série**: Capitot; 18.30 **C'est la vie**; 18.50 **Jeu**: Des chiffres et des lettres; 19.10 **D'accord, pas d'accord** (INC); 19.15 **Emissions régionales**.

19.40 **Le petit Boulevard illustré**.

20.00 **Journal**.

20.35 **Le Grand Echiquier**:
spécial Festival de Cannes.
De Jacques Chancel, en direct de Cannes. (Lire notre article.)

23.15 **Journal**.

6.45 **Télématin**: 9.00 **Antiope**; 10.00 **Les rendez-vous d'Antenne 2**; 10.55 **Documentaire**: Exploration d'un quartier menacé dans le XIV^e arrondissement de Paris; 10.55 **Histoires courtes**; 11.35 **La télé des téléspéculateurs**; 12.00 **Journal** et météo; 12.05 **Jeu**: L'Académie des neuf.

12.45 **Journal**; 13.30 **Feuilleton**: Catherine; 14.00 **Aujourd'hui la vie** (à lire); 15.00 **Série**: la Poupée sanglante; 15.55 **C'est encore mieux l'après-midi**; 17.35 **Récré A2** (Téléchat; Image imagine; Mes mains ont la parole); 18.05 **Série**: Capitot; 18.30 **C'est la vie**; 18.50 **Jeu**: Des chiffres et des lettres; 19.35 **Expression directe**: le Sénat.

20.00 **Journal**.

20.30 **D'accord pas d'accord** (INC).

20.35 **Cinéma**: **Don Camillo monseigneur**.
Film de Carmine Gallone.
Boxe: championnats du monde.
En direct du stade Pierre-de-Coubertin. Une première...

0.25 **Journal**.

6.45 **Télématin**: 9.00 **Antiope**; 10.00 **Les rendez-vous d'Antenne 2**; 10.55 **Reprises**: Championnats du monde de boxe; 11.05 **Histoires courtes**: Ulysse (film d'Agnès Varda); 11.35 **Reprise**: Terre des bêtes; 12.00 **Journal** et météo; 12.05 **Jeu**: L'académie des neuf.

12.45 **Journal**; 13.30 **Feuilleton**: Catherine; 14.00 **Aujourd'hui la vie** (En forme, avec Denis Roussos); 15.00 **Série**: La poupée sanglante; 15.55 **C'est encore mieux l'après-midi**; 17.35 **Récré A2** (Téléchat, Latulu et Lirel, Shera); 18.05 **Série**: Capitot; 18.30 **C'est la vie**; 18.50 **Jeu**: Des chiffres et des lettres; 19.15 **Emission régionale**; 19.40 **Le petit Boulevard illustré**.

20.00 **Journal** et Loto sportif.

20.35 **Feuilleton**: Médécins de nuit.
D'après B. Grégoire, réal. J.-P. Prevost. Avec C. Allegret, G. Bellet, R. Kirschel.

Happy birthday: c'est l'anniversaire de Léone, mais son mari l'a oubliée, alors que son ancien amant, lui...

21.35 **Apostrophes**.
Magazine littéraire de B. Pivot.

Sur le thème: Zoom arrière, sont invités: Jean-Claude Pascal (le Beau Masque), Claude-Jean Philippe (le Roman du cinéma), Catherine Rihout (Baron), Vladimir (d'Une étoile d'autre), Sylvie Genovès (pour Danser sous la lumière), de Shirley Mac Laine), Jean-Pierre Carasso (traducteur de la biographie d'Orson Welles, par Barbara Leaming) et Jean-Claude Brialy.

22.50 **Journal**.

23.00 **Ciné-club**: la Nuit du Nouvel An.
Film de Eldar Piznavor (cycle cinéma soviétique).

ANTENNE
2

14.55 **En direct de l'Assemblée nationale**.
Questions des députés au gouvernement.

17.00 **Télévision régionale**.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.05, où l'on verra sur tout le réseau: Zorro; 17.30 **Edgar** le détective cambrioleur; 18.55 **Croquisoleil**.

19.00 **Le « 19-20 » de l'information**.

19.55 **Dessin animé**: les Entrecrochets; 20.05, **La baie des stars**, spécial Cannes.

20.35 **Au nom de l'amour** (et à 22 h 50).
Emission de P. Bellemare, J.-P. Rouland et R.-J. Bouyer.
« Première mondiale pour la recherche médicale ».

C'est à la sclérose en plaques que se consacre cette émission. Une maladie dont on ne connaît pas les origines et qui atteint le système nerveux. D'évolution très lente, elle affecte peu à peu, mais très gravement certaines fonctions motrices. Il n'existe pas de traitement. Pierre Bellemare se propose de réaliser, « en un temps record », une étude épidémiologique de cette affection. L'intention est bonne mais on peut s'interroger sur la validité scientifique d'une telle enquête.

21.35 **Thalassa**.
Magazine de la mer, de Georges Pernoud.

Suwan Macha, la jongle française de Thaïlande.

22.10 **Journal**.

23.10 **Cinéma**: **Le futur aux troussees**.
Film de Dolores Grassian.

0.35 **La clé des nombres et des tarots**.
Histoire des nombres: les descendants de Pythagore.

0.40 **Prélude à la nuit**.
Passacaille, de Haendel, par le Duo Patterson.

17.00 **Télévision régionale**.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17 h 5, où l'on verra sur tout le réseau: Thalassa (redif.); 17.30, Edgar, le détective cambrioleur; 18.55, Croquisoleil.

19.00 **Le « 19-20 » de l'information**.

19.55 **Dessin animé**: Les entrecrochets; 20.05 **La baie des stars**, spécial Cannes; 20.25 **D'accord pas d'accord** (INC).

20.35 **Hommage à Simone Signoret**:
Music-hall.
Téléfilm en deux parties de J.-C. Grumberg et M. Stival. Avec S. Signoret, D. Oidobrychski, L. Morante...

Le dernier rôle de Signoret. Magistrate, « Le monde entier est une scène de théâtre », disait Shakespeare. Ou, plus cyniquement, un music-hall. (Voir notre supplément du 4 janvier 1986.)

22.30 **Journal**.

23.00 **Le bloc-notes de François Maurias**.
Juin 1968-septembre 1970. Le monde qui se défait (dernière émission).

23.05 **Avron Big Bang**.
De et avec Philippe Avron en différé de la Maison des loisirs d'Avignon: un voyage extatique à travers le monde des esprits. L'envoie magistral d'un professeur de « philo » qui n'exclut ni le rire ni la poésie.

0.15 **La clé des nombres et des tarots**:
Nombres, rythmes, formes et contours.

0.20 **Prélude à la nuit**.
« Concerto pour violon, hautbois et orchestre à cordes », de Bach, par l'Orchestre de chambre de Stuttgart, dir. K. Münchinger, avec H. Zack, violon et L. Lencses, hautbois.

17.00 **Télévision régionale**.
Programmes autonomes des douze régions, sauf à 17.05 où l'on verra sur tout le réseau: Le parc régional du Queyras; 17 h 30, Edgar, le détective cambrioleur; 18 h 55, Croquisoleil.

19.00 **Le « 19-20 » de l'information**; 19.55 **Dessin animé**: Les entrecrochets; 20.05 **La baie des stars**, spécial Cannes.

20.35 **Histoires singulières**: Le tatouage.
De B. Clemenens. Réal. V. Quest. Avec D. Benedict, J. Seagrove, G. Sewell.

Au moment où Frank Rowlett, petit truand, assassine un tatoueur asiatique, ce dernier lui plante une aiguille et peu à peu la scène du meurtre se dessine sur son corps.

21.40 **Vendredi**: Sois célèbre mon enfant.
Enquête d'Yves Dalain et Cl. Schuall, pour le magazine « Temps présent » de la TV suisse romande.

Quelle a été l'enfance de ce jeune premier de l'Opéra de Paris? Exemple ou mise en garde. Une enquête bien illustrée.

22.40 **Journal**.

23.00 **Mach 3**.
Magazine de l'air et de l'espace.

Invité: B. Capillon, chef d'état-major de l'armée de l'air.

Au sommaire: le général Capillon et la patrouille de France; Coupe d'Europe de para-ski; gros parteur du Cameroun; Enfants non accompagnés; Le Mirage 2000; Le concours.

FRANCE
RÉGIONS
3

7.05 à 19.30, redif. des émissions: (7.05 **Série**: Knight Rider (et à 14.35); 7.55 **Les grands films du petit écran**: Les papes de l'espion (et à 12.00 et 15.25); 10.25 **Jonathan**, magazine de l'aventure (et à 17.55); 11.10 **Jeu**: c'est beau la vie (et à 18.40).

19.30 **A fond la caisse** (série: Riptide) (et à 23.20).

20.30 **Feuilleton**: Flamingo Road (et à 0 h 10).

21.20 **Série policière**: Inspecteur Derrick (et à 1.05).

22.25 **Big Bang**, magazine de la science (et à 2 h 10).

8.00 à 19.30, redif. des émissions: (8.00 **Série**: Riptide (et à 15.15); 8.50 **Feuilleton**: Flamingo Road (et à 12.30 et 16.10); 9.45 **Arabeque**, série de suspense (et à 13.20 et 17.00); 10.40, **Big Bang**, magazine de la science (et à 14.15 et 17.50); 11.40, **Jeu**: C'est beau la vie (et à 18.45).

19.30 **A fond la caisse**: Chips (et à 23.25).

20.30 **Pertathlon**, jeu et variétés (et à 0.15).

22.30 **Mode**, etc.: magazine sur la mode (et à 2.15).

7.25 à 19.30, redif. des émissions: (7.25 **Série**: Chips (et à 15.05); 8.10 **Feuilleton**: Flamingo Road (et à 12.10 et 16.00); 9.05 **Série**: L'inspecteur Derrick (et à 13.00 et 16.50); 10.15, **Mode**, etc.: magazine sur la mode (et à 14.05 et 17.55); 11.15, **Jeu**: C'est beau la vie (et à 18.45).

19.30 **A fond la caisse** (l'annonce mécanique) (et à 23.30).

20.30 **Cherchez la femme** (et à 0 h 25).

22.30 **Grand Prix**, magazine auto-moto (et à 2.25).

LA
5

● RTL, 20 h, série: Les routes du paradis; 21 h, Zazie dans le métro, film de L. Malle.

● TMC, 20 h, série: Falcon Crest; 21 h, Mieux vaut tard que jamais, film de R. Cramo; 22 h 35, Cannes, comme si vous y étiez.

● RTB, 20 h, Business, business, magazine économique; 21 h, série: Mission casse-con; 21 h 55, Cargo de nuit.

● RTB - TÉLÉ 2, 20 h, Caméra sport.

● TSR, 20 h 10, Vera Cruz, film de R. Aldrich; 21 h 45, Catherine Lara; 22 h 50, Rock film festival 86.

● RTL, 20 h, série: Dallas; 21 h, Enfants de salauds, film d'A. de Toth.

● TMC, 20 h, Cinéma; 20 h 25, série: Max la Menace; 21 h, la Tour infernale, film de J. Guillemin; 0 h 15, Cannes, comme si vous y étiez.

● RTB, 20 h 5, Autant savoir: les bancs scolaires; 20 h 30, Mourir d'aimer, film d'A. Cayatte; 22 h 20, Le monde du cinéma.

● RTB - TÉLÉ 2, 20 h, Concert: trio Raphaël Rays; 20 h 50, Année du ballet.

● TSR, 20 h 10, Temps présent: notre enfant a disparu; 21 h 15, série: Dynastie; 22 h 15, Série noire: Chantons en cœur, de J.-L. Godard; 0 h 20, Rock film festival 86.

● RTL, 20 h, Série: Falcon Crest; 21 h, Hill Street Blues; 22 h 5, Blow up, film de M. Antonioni.

● TMC, 20 h, série: Le renard; 21 h, Gala du Zénith à Paris.

● RTB, 20 h 5, feuilleton: Les Colby; 20 h 55, Grand écran (musique et film): Honeyuckle Rose, film de J. Seitzberg.

● RTB - TÉLÉ 2, 20 h, Paroles: enretien avec Paul Franchimont; 21 h, Ecritures; 21 h 30, Lumière bleue.

● TSR, 20 h 10, Tell Quel; 20 h 45, la Passante du Sans-Souci, film de J. Rauffio; 22 h 35, Les visiteurs du soir: Hugues Gall; 23 h 15, football.

PÉRIPHÉRIE

سكرا من الالحان

De « la Terrasse » à « l'Horloge »

Les bonnes recettes d'un Béarnais converti à la Provence.

A U moins, ici, on sait où l'heure loge ! La plaisanterie ne vole pas haut mais est en situation : l'heure loge au plafond de l'Horloge, la brasserie en vogue à Monte-Carlo (11, avenue Princesse-Grace. Tél. : 93-25-39-56). En effet, le bar, à l'entrée, est enrichi de pendules indiquant l'heure dans les cinq continents et les principales capitales du monde.

De là, et passé le cap apéritif, on pénètre dans une salle aux recoins amusants, moderne sans trop, pour goûter aux plats préparés par le chef Bruno Calroni. Très chargée, la carte ! Il est vrai qu'entre les déjeuners, les dîners et les soupers cela fait du monde. Du joli monde, même, appréciant également le foie gras de canard de Châlons et les escargots de Bourgogne, le trognon de lotte rôt aux gousses d'ail sauce bouillabaisse et la pièce de bœuf au fenouil, la salade de rougets poêlés et

le sauté de lapereau fermier pâtes fraîches, le risotto aux fruits de mer et la choucroute royale.

Les fromages viennent de chez Céneri (le grand affineur cannois), les desserts sont recherchés et la cave, encore un peu mièvre, s'effondre. Il y a un menu (amuse-bouches, choix de deux plats, fromage, desserts et mignardises à 220 francs nets), et tout cela est bon, bien cuisiné, bon enfant aussi. Au point que l'on n'est pas surpris de lire sur la carte : « Carte réalisée par Alain Ducasse ».

Car ce jeune Ducasse, qui n'avait été il y a trois ans recommandé par Jacques Maximin, se révèle de plus en plus comme un maître. Ce Béarnais de trente ans s'est converti à la Provence (sans oublier son foie gras sud-ouestissime) et donne toute sa mesure à la Terrasse (restaurant de l'hôtel Juana à Juan-les-Pins,

avenue Georges-Gallie ; tél. : 93-61-08-70).

Juan-les-Pins n'est pas « ma tasse de thé », comme diraient les fans des nuits de Saint-Trop, mais Ducasse sait m'y retenir par une cuisine utilisant les produits du pays (poissons cuits à la vapeur de fenouil, courgette-fleur, dorade royale au basilic et olives noires, râble de lapereau à l'ail), etc.

Après ce détour par la Terrasse (pour un déjeuner de soleil), vous reviendrez par la basse corniche faire un souper-dinatoire à l'Horloge. Et si vous trouvez, ce jour-là, à la carte de Ducasse et Bruno Calroni, les supions en cocotte à l'étouffée avec tomates, olives niçoises et basilic avant un gratin d'orange, par exemple, vous n'aurez point perdu votre journée de gourmet.

LA REYNIÈRE.

Apprendre le cognac

Intéressante et amusante initiative que celle-ci. Les 24 et 25 mai et 14 et 15 juin (7, rue Liancourt, dans la 14^e) des cours de dégustation les initiés à celle-ci de l'au-delà de la mer, le cognac ! Histoire de celui-ci, distillation, vieillissement, les crues, les pratiques du commerce, etc., par la

meilleure enseignante qui soit : Gérard Allamandou (du restaurant La Cigouille, 89 rue Daguerre - Tél. : 43-22-09-01). Ces cours (entre 6 et 12 élèves) comportant les eaux-de-vie dégustées et un repas. Prix 1 070 F.T.T.C.

• Renseignements - Aux apprentis gourmets - Tél. : 43-22-79-83).

MAISON

Meubles au jardin

Esthétique et confort au service du plein air.

ENFIN du nouveau en mobilier de plein air ! Après plusieurs années où - sans tentations esthétiques - on se contentait d'acheter du pratique pour s'asseoir sur la pelouse, de nouvelles collections donnent envie de meubler son jardin.

Solide, s'intégrant bien au décor végétal, le bois est le matériau des confortables salons d'été. Cette année, le traditionnel banc à dossier y retrouve sa place, interprété en divers styles.

Deux créateurs de meubles se sont intéressés au jardin. Pierre Paulin a choisi le teck de Guyane pour des fauteuils et une banquette dont les accoudoirs biseautés rejoignent le fronton du dossier (3 000 francs le fauteuil). Cette collection Vendôme de Bial est vendue au Cèdre rouge à Paris. Dans ce magasin, consacré au jardin et à son décor, est aussi présentée la ligne Keywest de Dejou, imaginée par Marc Berthier, en bois laqué d'un ton vert amande. Les pieds arrière des sièges et ceux de la table basse sont disposés en oblique.

En bois laqué d'un coloris également inhabituel pour le jardin - le gris perle - la collection Canasta diffusée dans les magasins Habitat est de lignes très droites. Le fauteuil à haut dossier (1 350 francs) a de larges accoudoirs - tablettes, l'un d'eux percé d'un trou pour y placer un petit

parasol. Quatre chaises à dossier angulaire s'emboîtent sous le plateau carré d'une table de repas.

A la Boutique danoise, le salon de jardin Drackmann est en pin laqué blanc. Le banc et les fauteuils, à dossier à lattes et croissillons et accoudoirs en légère

maisonnette en pin laqué blanc n'élègent d'une « glorieuse » du siècle dernier. Ce pavillon octogonal, coiffé d'un toit pointu à huit pans, vaut 46 189 francs sans vitrages. Tout autre style avec le kiosque du Monde sauvage, en bambou ton



Laza ligne « Canasta » en hêtre laqué gris (Habitat).

courbe, entourent une table haute, rectangulaire (3 300 francs le banc de 120 cm, vendu en kit). Pour déjeuner dehors, abrité du soleil ou d'une soudaine ondée,

naturel ou teinté blanc, noir, vert ou coq de roche.

Démontable, ce kiosque s'inscrit dans un carré de 2,60 m de côté. Encadrant une table, quatre banquettes ont un dossier dont les montants supportent un toit en forme de chapeau chinois. 12 000 francs.

Rétro

Les nouveaux sièges en rotin gardent le charme des formes rétro mais leur garnissage se modernise, mêlant rotin et Rilsan. Tel ce damier, en noir et blanc,

Aux quatre coins de France

Vins et alcools

CHAMPAGNE Claude DUBOIS A la propriété LES ALMANACHS VENTEUR 51200 EPERNAY. Tél. 26-58-49-37. Vin vieilli en toute. Tarif sur demande.

MERCUREY A.O.C. Ventes directes propriétés 12 boulevards 1982 : 440 F TTC francs dom. TARIF SUR DEMANDE - Tél. (03) 47-19-04. Louis Mercur, viticulteur, 71500 Mercuray.

Les Tables de la Semaine

La Pommerai
Jouffroy

Le patron, Jean-Luc Osouf, est normand ; son chef, Jean-Louis Corre, est breton ; le restaurant, petit et pimpant, est tout neuf. Il y a comme un petit air marin parfumé au cidre et au calva autour d'eux, autour de la carte avec les œufs en cidrette (une sorte de meurette au jus de pommes, 28 F), les poireaux « normands » (25 F), le mignon de porc Cotentin (170 F), le tendron de veau à l'ancienne relevé de vieux calva (55 F), le gratin de melons au pommelo ou le sorbet au cidre. A ceux qui n'auraient pas goûté ce cidre « méditerranéen » (Vimoutiers) (40 F), la carte des vins est prometteuse en vins de Loire, et une collection de très beaux calvados « arrose » le café. Naturellement, vous aurez pu prélever la terrine de foies de canard et le suprême de barbotte grillé au beurre d'agrumes, qui sont aussi gentiment présentés pour des additions de 200 F environ. Bonne adresse pour le quartier.

• La Pommerai Jouffroy, 36, rue Jouffroy, 75017 Paris, tél. : 42-27-39-41, parking au 40 de la rue. Fermé dimanche.

un aux noix, le turbot grillé sauce poivron (112 F), le carré d'agneau farci aux champignons (78 F), le cassoulet (74 F) et la faillite chaude aux fraises des bois (52 F). Jolie cave de Bordeaux.

• La Truffière, 4, rue Blainville, 75005 Paris, tél. : 46-33-29-82. Fermé lundi.

Chez Julien

Une ancienne boulangère dont on a gardé l'obsolète décor. Le chef Odier Leroy surmonte une carte courte (les portions sont-elles aussi, un peu), d'entrées entre 55 F et 100 F, de poissons et viandes entre 80 F et 95 F ; salade de tourteaux frais, thon au fenouil, pigeon franc en faillite sauce citron vert. Pour des soirées à la fois distinguées et décontractées, avec un parking tout voisin, un service aimable, c'est un Julien qui vaut largement son compère plus célèbre.

• Julien, 62, rue de l'Hôtel-de-Ville, 75004 Paris, tél. : 42-78-31-64. Fermé samedi midi, dimanche et lundi midi.

Le Relais d'Auteuil

Patrick Pignol est jeune, talentueux, à son compte ici depuis quelques années, bien assisté d'une jeune femme toute de charme timide. Sa carte est intéressante : salade de ris de veau aux poireaux frits (70 F), poissade de langoustines (75 F), filets de rougets barbes sautes vierge (90 F), escalope de saumon aux huîtres (94 F), râble de lapereau (180 F), etc. On aimerait seulement que, dans le cas du râble par exemple, il soit servi en un seul morceau au lieu de deux morceaux garnis de légumes et non de petits légumes. Très beau plateau de fromages. Le sabayon à l'eau de rose accompagnant le gratin de fruits mériterait d'être couronné aux Floralies.

On sert jusqu'à après les matches du Parc des Princes en face.

• Le Relais d'Auteuil, 31, bd Murat, 75016 Paris, tél. : 46-51-09-54. Fermé samedi midi et dimanche.

L.R.

La Truffière

Il y a quelque trois lustres s'ouvrait, jouxtant la Contrescarpe, dans une vieille maison de la rue Blainville (Ouvroir de Blainville, 1777-1850, naturaliste, élève de Cuvier), une cave voûtée, vouée par M. Oelbos à la truffe et au foie gras. Après des avatars qui l'avaient fait disparaître de l'horizon gourmand, deux frères, Alain Sainard en cuisine et Christian en salle, semblent s'y sentir bien à l'aise. Ils ont même ouvert une petite salle pour les déjeuners, au rez-de-chaussée. Un petit menu : deux plats, fromage, dessert, vin et service compris, 140 F, pourra vous donner un (bon) aperçu de cette cuisine où les choses ont le goût de ce qu'elles sont. Un menu dégustation accompagné de quatre vins conseillés par Christian (310 F) vous comblera, mais, si vous préférez la carte (mol aussi), je vous signale l'escargotière (44 F), les foies gras (dont

Rive gauche

L'Abace à Paris!

9, place Saint-André-des-Arts, 6e
43-26-89-36 - Ouvert T.L.J.
DÉJEUNERS, DINERS, SOUPERS
Grillades - Choucroutes
Poissons - Coquillages
Séjours pour groupes de 15.
20, 30, 50 personnes

Rive droite

AUX ROSES DE BLIDA
Sur commande spécialités pied-noir
SOUBREASSE, COUSCOUS,
PAELLA, PASTILLA, TAGINE
29, rue de Chazelles, 75017 PARIS
46-22-43-36

les gourmets
font la différence
GLACES - SANDWICHES
Dégustation - A emporter
RAIMO
GLACIER
de père en fils
59/61, bd de Reuilly, 75012 PARIS
Tél. 43-43-70-17
M. DAUMESNIL (Félix-Eugène)

(Publicité)

INDEX DES RESTAURANTS PAR QUARTIER

ALABONNE TABLE

45-39-74-91
F. sam., dim.
42, r. Fianc. PARKING Spéc. POISSONS.

BATHIGNOLLES PÔME

EL PICADOR, 80, bd des Batignolles,
43-87-28-87. Espagnoles et françaises.
Paella, Zarzuela, Basilio. F. lundi, mardi.

CHAMPS-ÉLYSÉES

RELAIS BELLMAN, 37, r. Franc-1^{er},
47-23-54-42. Juss. 22 h 30. Cèdre 64g.
F. samedi, dimanche.

DIEP

22, r. de Fontaine, 43-56-23-86
55, r. P.-Champan, 45-63-53-76
Nouvelles spécialités basiliennes dans le
quartier. Gastronomie classique, restaurant.

COPENHAGUE, 1^{er} étage

FLORA DANCA, et son jardin r.d.c.
SAUMON, RENNE, CANARD SALÉ

L'AUBERGE DU CHAMP-DE-MARS

18, r. Exposition, 7, 45-51-78-08. F. dim.
sant. midi. Cais. classique légère. Choix
130 vins. PMR 200 F c.

GORELINS

ENTOTO, 143, r. L.-M.-Nervaux, 17^e
Spécialités éthiopiennes.

LES HALLES

CAVEAU F.-VILLON, 64, r. Arbre-Sec,
42-36-10-92. Ses caves du XV^e. F. dim.
P.M.R. 150/170 F.

SAUDADE, 34, rue des Bonfroidais

1^{er} (Châtelet), 42-36-30-71. Serv. J. 23 h.
F. dim. Spécialités portugaises.
PRX MARCO POLO CASANOVA 84.

MAIRIE DU XVIII^e

LE PICHET, 174, rue Ordener,
46-27-85-28. Prod. Sud-Ouest. Grill.
poisson. F. dim.

MONTAIGNE STE-GENEVIEVE

LE VILLARS PALACE, M. Tailleux
proposent des spécialités : POISSONS,
COQUILLAGES, haché d'huîtres,
3 salées. Plaisir t. l. av. Égérie,
8, r. Descartes. Ouv. T.L.J. 43-26-39-08
et 75-50. Ouvert le dimanche.

MONT-PARNASSE

LA GUÉRITE DU SAINT-AMOUR,
209, bd Raspail, 43-20-64-51. T.L.J.
Spéc. de poissons et crustacés.

NOTRE-DAME

L'AUBERGE DES DEUX SIGNES
46, rue Galande, 5^e. F. dimanche.
43-25-46-56, 00-46. Parking rue Lagrange.
Menu 180 F (vin, café, S.C. à déjeuner).

REPUBLIQUE - EASILLIE

LE REPAIR DE CARTOUCHE
47-80-25-86 - 8, bd Filles-du-Calvaire,
11^e. F. sam. midi et dim.

REUILLY-DIDEROT

ATHANOR POISSONS DE RIVIERE
43-44-45-15-4, r. Crozatier, 13^e.
Sur réservation, CLAVECIN : cuisine avec, baroque.
19 h à 24 h sauf dim. et lundi.

SAINT-AUGUSTIN

LE SARLADAIS, 2, rue de Vienne,
45-23-23-62. Cassoulet 78 F. Cofit 78 F.

SAINT-GERMAIN-DES-PRÈS

LA FOUX, 3, rue Clément (61). F.
dim. 43-25-77-66. Alex aux fourneaux.

PETITE CHAISE, 36, rue de Grenelle

42-22-13-35. Menu 80 F. Ouv. L.J.

GUY

BRESILIEN
6, rue Mabilloy, 6^e
Tél. : 43-54-87-61.

صكزا من الاصل

Le Monde SPORTS

Le temps des marins suisses

Un peu moins de huit mois après être parti de Portsmouth, le maxi-monocoque UBS-Switzerland, du Suisse Pierre Fehlmann, était attendu vendredi 9 mai dans le port du Solent, où il devait boucler en premier les 27 000 milles (50 000 kilomètres) de la quatrième Course autour du monde en équipage. Déjà vainqueur de deux des trois premières étapes au Cap et à Punta-del-Este (Uruguay), le bateau suisse battra le record établi quatre ans plus tôt par le voilier néerlandais Flyer (120 jours, 6 heures, 34 minutes) mais devra pour autant laisser la victoire finale dans cette épreuve disputée en temps compensé au seul voilier français engagé : l'Esprit d'équipe, barré par Lionel Pénan.

SOUVENT ralliée, la marine suisse est cette fois à l'honneur. A quarante-trois ans, Pierre Fehlmann, un ancien ingénieur d'IBM qui participait à sa trinité à la Coupe de la Transat atlantique en solitaire en 1976, puis la première Route du rhum en 1978 et quelques autres courses transatlantiques, n'est certes pas un marin d'eau douce. Les amateurs d'histoires suisses auraient toutefois pu relever que pour baptiser son bateau, construit près de Genève sur les plans du Néozélandais Bruce Farr, Fehlmann avait dû louer un énorme avion-cargo pour transporter son maxi-monocoque jusqu'à Monaco. Ils auraient pu noter aussi que, pour cette course à travers les trois océans par les caps les plus redoutés, douze de ses quinze équipiers étaient, curieusement, issus des régates de dérivés et n'avaient, pour la plupart, jamais navigué en mer.

C'est pourtant sa minutie dans la préparation et l'habileté de régatier de son équipage qui ont permis à Pierre Fehlmann de boucler un tour de monde sans histoires à raconter aux arrivées. Ainsi, après avoir mené la course à travers les quarantièmes rugissants, puis doublé le légendaire cap Horn, il avait à l'arrivée en Uruguay n'aurait décliné ni son nom ni son nom de famille, mais il avait su se faire connaître par l'un des deux gé-

rateurs du bord qui consommait trop d'huile. D'ailleurs, il a attendu le mercredi 7 mai, deux jours avant de rallier Portsmouth, pour rompre sa première drisse de spi.

A l'heure où d'autres concurrents cherchaient encore un commanditaire, Pierre Fehlmann avait, il est vrai, déjà trouvé son budget (12 millions de francs pour la construction du bateau et 6 millions pour la course) auprès de l'Union des banques suisses et disposait de son nouveau voilier en matériaux composites (kevlar, nomex et aluminium) pour sept mois de préparation avec deux traversées de l'Atlantique. Le seul regret du navigateur suisse sera de ne pas avoir renouvelé l'exploit du Néerlandais Cornelius Van Ritschoten, vainqueur en 1981 de la dernière Course autour du monde en temps réel et en temps compensé avec son maxi Flyer.

Comme ceux de quatorze des quinze bateaux qui avaient pris le départ le 28 septembre dernier, les équipiers du voilier français rallieront Portsmouth après avoir effectué un tour du monde et, peut-être plus encore, le tour d'eux-mêmes. Les mauvais souvenirs deviendront les plus délectables. Leur cagnotte se sera enrichie des primes promises par leur commanditaire : 160 000 F (20 000 F par équipier) par victoire d'étape et 100 000 F par victoire finale. Mais il leur restera probablement un regret : celui de s'être un peu fait voler leur victoire - la première d'un bateau français - et la vedette par les maxis de la course. D'ailleurs, Lionel Pénan a déjà une ambition et un nouveau projet : repartir dans quatre ans avec un maxi en aluminium et un pont composite dessiné par Philippe Briand pour braver cette fois le double en temps réel et en temps compensé.

GÉRARD ALBOUY.

Bagne flottant

Pierre Fehlmann et UBS-Switzerland devront en effet laisser la victoire finale, comme dans les quatre étapes en temps compensé, à un bateau plus petit (17,60 mètres à la flottaison au lieu de 24,50 mètres) mais à l'équipage tout aussi motivé et préparé : l'Esprit d'équipe de Lionel Pénan, attendu autour du mardi 13 mai à Portsmouth, alors qu'il disposait pour la dernière étape d'une marge de 8 jours, 19 heures, 30 minutes et 48 secondes pour franchir la ligne derrière Pierre Fehlmann.

Doté d'un budget de 8 millions de francs de la société Bull, désireuse de développer auprès de son personnel le concept d'Esprit d'équipe, Lionel Pénan avait choisi une option très différente de celle du navigateur suisse. Il avait préféré racheter et modifier, pour 3 millions de francs, l'ex-33 Export, un voilier en aluminium conçu par Philippe Briand - l'architecte à la mode de French-Kiss - pour la dernière Course autour du monde.

« Ce n'est pas le bateau le plus rapide qui va gagner mais celui qui sera le mieux mené, avait pronostiqué le skipper français. Le résultat dépend pour 70 % de l'équipage. » Celui de l'Esprit

LES HEURES DU STADE

Automobile

Championnat du monde de formule un, Grand Prix de Monaco. (Dimanche 11 mai 1986, 15 h, direct).

Avion

Challenge du PUC. Les 9, 10 et 11 mai à Nogent-sur-Marne. 24 courses, une vingtaine d'équipes dont le huit d'Oxford.

Basket-ball

Championnat de France phase finale (troisième journée). Samedi 10 mai à 20 h 30.

Orléans-Monaco, Villeurbanne-Limoges, Challans-Saint-Etienne, Tours-Antibes. En cas de victoire, Orthez est champion.

Boxe

Championnat du monde supercoq WBC. Jeudi 15 mai au stade Pierre-de-Coubertin à Paris.

Le Mexicain Daniel Saragosa contre le « diou » thaïlandais Samath Payakarnon (A2, 22 h 25, direct).

Cyclisme

Quatre Jours de Dunkerque. Jusqu'au dimanche 11 mai. Tour d'Italie. Départ lundi 12 mai.

Tour de Romandie. Jusqu'au dimanche 11 mai. Tour d'Espagne. Arrivée mardi 13 mai.

Escrime

Challenge Martel à l'espée. Samedi 10 et dimanche 11 mai à Poitiers.

Football

Coupe de la Ligue. Samedi 10 mai à 20 h 30.

Guingamp-Quimper, Angers-Lorient, Thionville-Gueugnon, Bastia-Nîmes, Mulhouse-Nîmes, Orléans (19 h), Limoges-Tours, Le Puy-Lyon, Grenoble-Saint-Etienne (18 h 30), Caen-Rouen, Martigues-Montpellier, Béziers-Alès (18 h 30), Reims-Montceau, Sedan-Chaumont, Cannes-Istres (17 h), Sète-Nîmes (16 h 30), Abbeville-Dunkerque, Racing-Rod Star (Canal Plus, 20 h 15, direct) et Valenciennes-Beauvais (8 mai, 20 h 30).

Tournoi du PUC. Samedi 10 et dimanche 11 mai au stade Charléty à l'occasion du 80^e anniversaire du PUC.

Gymnastique

Coupe olympique (messieurs). Samedi 10 et dimanche 11 mai à Forbach.

Haltérophilie

Championnats d'Europe. Jusqu'au lundi 12 mai, à Karl-Marx-Stadt (Allemagne de l'Est).

Judo

Championnats d'Europe (messieurs). Jusqu'au dimanche 10 mai à Belgrade (Yougoslavie).

Karaté

Championnats d'Europe. Jusqu'au dimanche 10 mai à Madrid (Espagne).

Motocyclisme

Championnat du monde de moto cross (250 cm³). Grand Prix d'Italie. Dimanche 11 mai à Gallarate (Italie).

Tennis

Tournoi de Forest Hill (États-Unis). Jusqu'au dimanche 11 mai (à 5 h), samedi 10, 22 h 15, demi-finales, et dimanche 11, 22 h 10, finale.

Internationaux d'Italie à Rome. Du 12 au 18 mai. Derniers règlements sur terre battue avant Roland-Garros.

Triathlon

Triathlon des Mureaux. Dimanche 11 mai à 11 h (départ du triathlon promotion) et à 14 h 30 (triathlon A1. Première sortie de la saison).

Rugby

Championnat de France (demi-finales). Toulouse-Gravelines, samedi 10 mai à Tarbes (A2, 15 h, direct), Toulon-Agen, dimanche 10 mai à Toulouse (Canal Plus, 18 h 15, direct, codé).

CIBLES

BASKET-BALL

Une ligne pour les pros

Pour la dixième fois depuis sa création en 1948, le championnat de première division de basket-ball va changer de formule. Les entraîneurs de cette ligue ont réclamé à cor et à cri l'an dernier, les dirigeants de clubs en ont réclamé une nouvelle pour l'an prochain. Conçu pour multiplier les rencontres entre équipes de haut niveau, le championnat 1985-1986 s'est avéré compliqué et ennuyeux. Le prochain sera tout aussi compliqué, avec trois poules de huit du 13 septembre au 12 novembre, fondées en deux groupes de douze du 19 novembre au 28 mars. Mais on l'espère plus passionnant avec une troisième phase qui se jouera, du 4 avril au 1^{er} mai, sous la forme de « play-off », c'est-à-dire par élimination directe, entre les seize meilleures équipes.

Révolution plus définitive, la Fédération française de basket-ball a décidé de s'engager dès la prochaine saison sur la voie du professionnalisme en copiant ce qui se fait dans le football. La création d'une ligue, émanation de l'actuelle commission du haut niveau, permettra de distinguer les problèmes de l'élite de ceux de la masse. L'adoption d'un statut du joueur professionnel gommant les effets pervers de l'antidopage sportif. Les joueurs signeront désormais des contrats à temps, et Jean-Claude Démon s'occupera de la promotion pour remplir les parkings parcs.

J.-J.B.

DOPAGE

Muscles sans engrais

Sur 482 athlètes britanniques de haut niveau interrogés, 460 (93 %), parmi lesquels les champions olympiques Daley Thompson, Sebastian Coe et Steve Ovett, ont accepté le principe des contrôles antidopage continus que la Fédération britannique (BAAB) va imposer dès cette saison.

Il s'agit de dissuader les sportifs d'utiliser, pendant les phases d'entraînement des stéroïdes anabolisants. Ces véritables « engrais du muscle » ne sont pas décelés lors des analyses faites à l'occasion des compétitions si les « cures » sont conduites sous certaines conditions.

« Nous n'avons pas décidé cela pour piéger les athlètes, mais plutôt pour que la compétition soit juste entre des compétiteurs honnêtes », a déclaré Sir Arthur Gold, président de la commission du BAAB chargée du dopage. Il a précisé que, mensuellement, quarante des cinq cents meilleurs juniors et seniors britanniques seront tirés au sort et devront sous quarante-huit heures fournir aux laboratoires des échantillons destinés aux tests. Ceux qui refuseront de se soumettre à ces contrôles seront automatiquement exclus des équipes britanniques. « L'espérance est que d'autres nations nous suivront dans cette voie », a ajouté Sir Arthur.

L'intention pour l'instant est bonne. Mais le dopage moderne n'a plus rien à voir avec les antiquités potions magiques. Si, au lieu de tester, désespérément, d'analyser les progrès de la médecine et de la pharmacopée par des contrôles dont les résultats ne correspondent guère à la réalité (1), ne serait-il pas temps d'organiser scientifiquement et ouvertement la recherche médicale sportive à l'échelle mondiale ?

A.G.

(1) Le bulletin n° 3 de l'Association générale des fédérations internationales sportives (AGFIS) indique que la proportion des contrôles « positifs » s'élève à 0,5 % en Espagne, 0,8 % en France, 1,2 % en Suisse et 1,5 % en Allemagne fédérale.

Roulé-Boulé



7 400 roulés-boulés en six heures et dix minutes : c'est le record récemment établi par le New-Yorkais Astoria Farnham.

Les dames du cycle

LES femmes n'ont pas seulement leur Tour de France qui elles disputent cette année pour la troisième fois : les épreuves cyclistes de même inspiration se multiplient à l'intérieur de l'Hexagone comme à l'étranger.

Le Tour de l'Aude connaît un succès significatif. Sa deuxième édition, qui vient de s'achever, rassemblait les routières d'une quinzaine de pays, au nombre desquelles des Américaines, des Soviétiques et des Chinoises. On ne peut espérer une participation aussi étendue en faisant appel aux professionnelles. Cette course pittoresque constituait chronologiquement la troisième épreuve par étapes de la saison réservée aux dames, après le Tour du Texas

remporté par Rebecca Twigg et les Six Jours de Saint-Ambroix, gagnés par une autre Américaine, Phyllis Hines, devant la Française Jeannie Longo. Laquelle avait réalisé la meilleure ascension du mont Saint-clair, sur les hauteurs de Sète.

Les prochaines rencontres se produiront à l'occasion du Grand Prix de Saint-Calais, de la Semaine fédérale à Châteaulin et de la Ronde d'Aquitaine, dans la perspective d'un Tour de France particulièrement difficile, qui lancera les concurrentes à l'assaut des hautes cimes : les Pyrénées, les Alpes et le Puy-de-Dôme sont au programme.

An total, trente-quatre épreuves féminines de large

audience auront lieu en France en 1986, le comité de Bretagne établissant un record avec treize organisations.

Plus de mille cinq cents Françaises, licenciées à la Fédération de cyclisme, pratiquent la compétition de haut niveau, contre mille deux cents l'an passé. Elles n'étaient que trente-trois en 1959. Le seul des cent licenciées avait été franchi en 1967, et celui des mille licenciées en 1978. C'est dire l'extraordinaire progression de cette activité qui n'a pas forcément un bon précédent dans le M.F.F. Les performances ont, elles aussi, réalisé un bond spectaculaire. L'an dernier, le Tour du Colorado dominé par Jeannie Longo, la moyenne des étapes a fréquemment dépassé 45 kilom-

L'Himalaya, scientifiquement

« L'ALPINISME au chronomètre, ce n'est pas de l'alpinisme. » Alors que les Patrick Profit, Eric Escoffier et Marc Boivin monopolisent l'attention des médias en sprintant vers les sommets, Benoît Chamoux lance tranquillement cette affirmation comme une bombe dans un jeu de quilles.

Aspirant guide âgé de vingt-cinq ans, originaire de La Roche-sur-Foron (Haute-Savoie), il a un palmarès qui soutient la comparaison avec celui des vedettes : descente à ski extrême au Pérou, tentative d'ascension hivernale de l'Everest et enchaînement « ultra rapide », l'été dernier, du Gasherbrum II et du Hidden Peak, deux 8 000 m pékistanaï.

Il repart le 14 mai dans la région de Karakorum pour s'attaquer au K. II (8 611 m) puis au Broad Peak (8 047 m). Cela n'a certes rien d'extraordinaire. Ce

qui l'est plus en revanche ce sont les conditions dans lesquelles Benoît Chamoux compte atteindre ses objectifs. Bien sûr, il fera appel à la rapidité et à la sûreté pour vaincre notamment la très difficile arête sud-ouest du K. II où avait échoué en 1979 l'expédition nationale de Yannick Seigneur. Mais la performance ne sera qu'un élément d'un ensemble plus large englobant recherche médicale, géographique, géologique et ethnologique. « Il ne faut pas ignorer ou abandonner des valeurs qui créent la particularité de l'alpinisme. La montagne et spécialement l'Himalaya sont entre chose que de vulgaires stades », explique Benoît Chamoux.

Dans cette perspective, il a adhéré à une association « Challenge 8 000 » qui vient de se créer en Italie autour de grimpeurs de pointe comme Agostino da Polenza et Gianni Calogno. Ce groupe comprend autant de scientifiques que de sportifs. Les premiers doivent étudier les matériels, les besoins et les réactions des seconds confrontés à un environnement spécifique des sommets de 8 000 m. « Cela devrait permettre, dit Benoît Chamoux, de réduire les mésaventures physiologiques et psychologiques fréquentes chez les alpinistes les mieux préparés. » Au cours des cinq prochaines années, lui et ses compagnons envisagent ainsi de gravir les quatorze montagnes les plus hautes du monde. Un retour aux sources de l'alpinisme en quelque sorte. Cette démarche tranche avec les défis de l'Italien Reinhold Messner, père de l'himalayisme de compétition, et du Français Christophe Profit qui rêve d'enchaîner les quatorze 8 000 m en un seul été.

JACQUES AUGENDRE.

A.G.

هكذا من الاجل

Cannes 86

La villa de Cannes est hémisée de chicanes, ponctuée de sens interdits incongrus. On ne passe pas, on ne circule pas. Sauf lorsqu'un chauffeur de taxi connaît le représentant de l'ordre par son prénom : « Et alors, Émilien, j'y vais comment, moi, au Gray d'Albion ? » Alors Émilien, bon prince, entrouvre la barrière... Parvenir au Palais des festivals relève du parcours du combattant : la grande peur américaine, la peur de l'attentat a été prise au sérieux. Au moins, et à juste titre, par les responsables de l'ordre. Parce que la gent festivalière, malgré toute sa bonne volonté, n'arrive pas à avoir peur. Elle accepte la fouille des sacs à main avec bonne humeur (« C'est épouvantable, dit un réalisateur. Je me crois chez moi. ») et sourit aux nombreux promeneurs, attentifs et musclés, qui déambulent, l'air de rien, en crachant dans leur talkie-walkie.

DANS la port, le galion Polanski ramène les yachts qui l'entourent à la dimension de fourmis blanches. Des cohortes de badauds l'entourent avec un respect mêlé de mélancoie. Il est trop beau pour être vrai.

SUR LA MER CALMÉE

Dans la grande salle, en attendant l'ouverture, M. François Léotard, accompagné par Philippe de Villiers, secrétaire d'Etat à la culture et à la communication, et par M. Michel Noir, ministre du commerce, font nettement moins succès que Coluche. Celui-ci s'est trompé de jour, apparemment, à moins qu'il ne s'offre une répétition générale pour la projection de Tenu de soirée. Il est en miniroba moulante, avec une queue de « bunny » de Play Boy, couvert de bijoux, maquillé comme une enseignante au lycée. Il éclipse toutes les jolies dames, c'est le couac bienfaisant du saltimbanque.

PAS de couac en revanche dans la présentation de Jean-Claude Brialy. On l'accuse parfois gentiment d'être de toutes les cérémonies, mariages, enterrements, remises de décorations. C'est vrai qu'il est devenu l'ami de la famille, la grande famille du spectacle. Là, dans la ton de l'intimité chaleureuse et de l'affectueuse complicité, il s'est surpassé. Attaque vive : « Je suis plus fort que Rembo puisque je suis devant vous et que je suis heureux. » Mais pirouette immédiate : « Cannes n'est pas Beyrouth et aujourd'hui, 8 mai, je salue les amis américains qui nous ont aidés à libérer la France. »

Présentation du jury, compétent, cosmopolite, présidé par Sydney Pollack, la triomphale maitre en scène de Out of Africa. Une minute rare, précieuse, lorsque le rideau rouge s'ouvre sur le vieil homme et l'enfant, le vétérinaire et le benjamin, la pérennité d'un art et l'éternelle jeunesse du talent. Charles Vanel, quatre-vingt-quatorze ans de Charlotte Gainsbourg, quatorze. Tout le monde se lève et applaudit. La petite fille, qui a tourné deux films, a les larmes aux yeux. Le vieux monsieur, qui en a tourné deux cents, s'an va à petits pas, appuyé à son bras. La trentième festival est ouvert. Non, Cannes n'est pas Beyrouth.

DANIEL HEYMANN.

SÉLECTION « PIRATES », de Roman Polanski

Que d'or, que d'or...

Un somptueux pastiche des comédies hollywoodiennes de voiles et d'abordage. Mais que reste-t-il de l'aura sulfureuse de Polanski ?

RIEN n'est plus déplacé, perturbant pour un artiste que le souci de plaire, et cela à l'encontre même de sa pente intime. Dans le cas de Roman Polanski, reconnu par tous comme un véritable créateur doué d'un génie élégant et malin, on sait que les drames personnels et un assez absurde procès aux Etats-Unis l'ont déjà écarté, depuis Tess, de sa voie singulière, du ton si particulier qui donnait sa saveur à Cul-de-sac ou au Bal des vampires. Comme s'il désirait avant tout être admis dans le milieu, le juste milieu des cinéastes grand public, et faire oublier son aura sulfureuse. Pirates se présente ainsi comme une longue broderie (deux heures quarante minutes) luxueuse, sur un sujet de pure fantaisie, un somptueux pastiche des comédies hollywoodiennes de voiles et d'abordage, entre l'île au trésor et le Corsaire rouge, avec un zeste de Peter Pan. Mais la grâce donnée à Peter Pan de voler jusque dans nos rêves ne se monnaie pas, et

Walter Matthau, le capitaine Red.

dans Pirates l'argent se montre trop, parfois jusqu'à la gaucherie. A bord du galion des hidalgos pleins de morgue, une ravissante aristocrate (Charlotte Lewis) et le trône d'or massif d'un souverain aztèque. La cupidité de Red, la candeur du Français et la jeune Espagnole alimenteront plein de batailles au sabre, de

très catholique flotte espagnole à la fin du dix-septième siècle. A bord du galion des hidalgos pleins de morgue, une ravissante aristocrate (Charlotte Lewis) et le trône d'or massif d'un souverain aztèque. La cupidité de Red, la candeur du Français et la jeune Espagnole alimenteront plein de batailles au sabre, de

beuveries en des îles lointaines, d'évasions impossibles.

Il y a dans Pirates tous les ingrédients indispensables au genre maritime et d'aventures : les requins rôdeurs, les matelots brimés, les soleils couchants, les pièces d'or perdues dans la mer, et tout cela devrait assurer au

film une audience sans limite, pour les petits et les grands, les Américains, les Français, les Japonais, les Soviétiques, bref, un public mondial. Mais de Polanski que reste-t-il ? De rares traces d'une méchanceté vivifiante : Red envisageant de dévorer son petit moussillon, Red se faisant tailler un nouveau pilon, un déjeuner de rat bouilli sur assiettes en vermeil, la belle agonie d'un capitaine qui se pose les grandes questions de la vie tandis que son confesseur somnole, un valet emperuqué qui dort pendant qu'on égorge son maître, un joli baiser sous un lit où Red met doucement au supplice l'orteil gouteux d'un potentat de Maracibo... Brefs éclats d'une cruauté qu'un aimant florissant. Aussi, comme un songe, la poupe d'un galion dans la nuit, panachée de lamernes magiques (encore Peter Pan), emblématique d'une idée adolescente de l'épopée.

Mais la prudence ne sied pas en talent si allègre de Roman Polanski. Son navire ne donne pas un instant l'impression de naviguer vraiment ni le plaisir ironique d'un trucage accepté comme tel. Et on ne peut pas lui pardonner complètement ce cadeau qu'il nous fait de laisser en rade de Cannes le galion de 8 millions de dollars qui lui a servi de décor. Comment mieux tuer en plein jour le fantôme de l'écran ?

MICHEL BRAUDEAU.

SECTIONS PARALLÈLES

« SALOMÉ », de Claude D'Anna

Sur une planète stérile

ORSON WELLES a tourné Macbeth dans un petit studio de République Pictures. De simplicité décorative, il a fait surgir ce qu'André Bazin a appelé « l'univers d'une pré-histoire de la conscience à la naissance du temps et du péché ». Sur une pellicule couleurs, avec un luxe de moyens, dans un espace dont Welles n'aurait pu disposer, Claude d'Anna a suivi le même chemin pour Salomé. Dans son film (projeté à Cannes dans la section « Un certain regard »), la pièce d'Oscar Wilde vire à la tragédie shakespearienne. Le palais d'Hérode Antipas devient un labyrinthe de grottes et de salles lumineuses creusées dans la roche, un entassement de caves dont la plus profonde est un puits : Yokanaan, enchaîné, y rugit ses imprécations.

Hérode, le tyran, reçoit les ondes de ce terrorisme : elles agissent sur ses nerfs et sur ses sens à la façon d'un philtre. Ce prisonnier, vers lequel on descend par un escalier, il ne peut le tuer. Peut-être l'aime-t-il ? Salomé va venir déran-

ger cela comme le reste. On est loin de Gustave Moreau dans ce film aux décors fébriles. Les paysages extérieurs sont ceux d'une planète stérile. Si le premier des sept voiles est rouge (Claude d'Anna s'en explique dans l'entretien ci-dessous) les flammes sont bleues, et une lune livide apparaît pour baigner d'érotisme morbide cet univers barbare de science-fiction primitive, antérieur au Nouveau Testament et à la religion judéo-chrétienne.

UN ENTRETIEN AVEC LE RÉALISATEUR

« Je suis un musicien manqué »

LA Pente douce, Trampe-tail, l'Ordre et le Sécurité du monde, Le Cercle des passions, Partisans : Claude d'Anna a signé cinq films d'outre depuis 1972. Portraits de femmes fascinantes, secrets des pouvoirs occultes ou des familles perverses, troubles et déchirements de l'amour, pour chaque sujet, son univers esthétique s'est renouvelé. Et voici Salomé ?

« J'ai évidemment pensé à Richard Strauss, dit Claude d'Anna. Mais je préfère, dans ses opéras, Elektra et Salomé. Mon film ne rejoint l'opéra qu'à travers la pièce d'Oscar Wilde qui a inspiré le livret. »

« En fait, tout est venu de mon producteur, Henry Lange. Après Partisans, il m'a dit : « Pourquoi pas Salomé ? » Le titre s'est immédiatement associé dans mon tête à la couleur rouge. Mélonom Galam, de

Cannon Productions, a tout de suite accepté le projet. »

« Le texte de Wilde est moné et manque de ressort dramatique. La relation entre Salomé et son père est presque inexistante. Il fallait faire intervenir quelque chose de l'extérieur : ce furent les rapports de l'empire romain et du royaume de Judée. Dans la pièce de Wilde, Salomé est montrée comme un bruto de violence sexuelle, une condensation d'énergie qui détériore un ordre. Je suis parti de l'idée que la jeune fille, rommée à la cour d'Hérode, serait l'innocente qui provoquerait un coup d'Etat. »

« J'ai demandé à Egisto Mocchi d'écrire la musique. Il travaillait d'arrache-pied, il ne trouvait pas ce qu'il fallait. Puis, sur le tournage, il a emporté des bouillottes et les a entrecouchés : ça a été le départ de la bande-son qui est à la fois musique de film et musique de scène. »

« Je suis un musicien manqué. Les références à la musique m'aident à tout organiser : décors, éclairages, costumes, jeu des acteurs - selon l'imagination et le rêve. Avec le décorateur, j'ai inventé une nouvelle civilisation dont les représentants de l'Empire romain diffèrent par les vêtements et la technique. Quand les gens de Cannon ont vu les premiers rushes, ils ont cru s'être trompés de projection ! Le film terminé, ils ont voulu réunir ces deux cotés. Ils m'ont proposé de tourner... un opéra. J'ai donné mon accord pour un Macbeth, de Verdi, avec Shirley Verrett. Le temps qu'on prenne contact avec la chanteuse et qu'elle accepte, les décors étaient démontés. Néanmoins, le projet subsiste. »

Propos recueillis par JACQUES SICLIER.

Un galion bien assuré

30 millions de dollars : tel est le montant de l'assurance souscrite auprès de la Lloyd's pour le Neptune, galion vedette du film de Polanski, pour lequel deux mille ouvriers tunisiens ont travaillé pendant un an.

Jumelage

Mme Anne-Marie Dupuy et Charlotte Sparedo, respectivement maitres de Cannes et de Beverly Hills, vont procéder, dimanche 11 mai, sur le Croisette, au jumelage de leurs villes. Cela afin de « permettre d'améliorer l'image de la France outre-Atlantique ». A Cannes, la clientèle touristique est en effet constituée pour le tiers environ d'Américains... Sauf cette année.

« LE DÉCLIN DE L'EMPIRE AMÉRICAIN », de Denys Arcand

Quand le Québec se libère

QUATRE hommes et quatre femmes, entre vingt et quarante ans, se retrouvent pour un long week-end au bord de l'eau, dans l'atmosphère paradisiaque de l'été indien. Leur point commun : l'enseignement de l'histoire, qu'ils donnent ou reçoivent dans une université de Montréal. De leurs ancêtres, des anciens colons, ils ont gardé cette même séparation des sexes, cette réserve entre hommes et femmes qu'on retrouve à Londres comme à Toronto, à Sydney comme à Montréal.

Auteur du scénario et metteur en scène du film présenté à la Quinzaine des réalisateurs, Denys Arcand raconte en fait l'histoire de sa propre vie : lui aussi est historien, ce qui peut d'ailleurs expliquer le côté sociologique de sa démarche. On l'a vu dans son monumental documentaire sur les ouvriers du textile, On est au coton, comme dans ses films de fiction : la Golette maudite, Réjeanne Padovani. Tous gardent un ton détaché, impérial, très pince-sans-rire, reconnaissable immédiatement.

Les huit personnages du Déclin de l'empire américain, bavards impénitents à la recherche de leur équilibre sexuel et sentimental, forment une sorte de phalanx à la Pierre Kast (la Mort Soisson des amours). A ceci près que leur jeu de chaises musicales (un change régulièrement de couche et de partenaire) dépasse la simple spéculation intellectuelle. On apprend sans équivoque qui est qui et qui fait quoi.

Arcand se refuse à tout moralisme, à toute philosophie, surtout celle du bouddhisme. Il s'en tient à montrer avec vérité un milieu : celui d'intellectuels « effranchis » mais déboussolés par leur liberté de mœurs fraîchement conquise, restés en fin de compte fœticement petits-bourgeois. Quand les Américains renient leurs vieilles valeurs - la famille et le mariage, - d'où le déclin, les individus n'ont pas forcément la force de supporter leur liberté.

Le résultat est un film assez pervers, où le bonheur reste à conquérir, où l'amour fait toujours très mal.

LOUIS MARCORELLES.

L'Amérique au Carlton

LES Français tiennent leurs quartiers dans les sous-sols du palais, les Italiens s'affichent sur le fronton de la gare maritime. Les Américains, eux, reçoivent au Carlton. Warner, Columbia, Metro Goldwyn Meyer, se partagent les grands salons. Dans les étages, Cannon, Embassy, la Fox et quelques dizaines d'autres compagnies hollywoodiennes transforment les chambres en stands. Sur la façade du Palais, Silvester Stallone veille, l'arme au poing, pour présenter Cobra. Meis Stallone n'est pas à Cannes, pas plus que Steven Spielberg, Martin Scorsese, Robert De Niro, Gene Hackman, Burt Reynolds ou Sam Shepard. L'affaire libyenne a vidé la Croisette de ses stars américaines.

Qu'importe : pendant la crise, les ventes continuent. Ni la peur ni l'honneur blessé de l'Amérique ne peuvent faire renoncer à ce fantastique outil de promotion qu'est le Festival. « Business is business » commente ce producteur de la côte ouest qui explique que, avec la baisse du dollar, l'appétit des

télévisions européennes et la montée de la vidéo, le marché de Cannes s'annonce plus fructueux que jamais. Il ajoute pourtant, comme pour s'excuser : « Si j'avais pu faire autrement, je ne serais pas venu. La France a au tort de ne pas laisser passer nos avions. » Un de ses confrères se montre plus cynique : « Les Français sont devenus les affidés objectifs de Kadafi. Alors, là, on ne risque rien. »

Ni l'absence des stars ni de spectaculaires déploiements de police ne découragent le foule des badauds et des chasseurs d'autographes massés toute la journée devant le Carlton. A défaut d'un Stallone improbable et toujours espéré, on se rue sur un présentateur de télévision ou sur un vague sosie de Lambert Wilson. Quand le cinéma est roi, le rêve l'emporte. Il paraît qu'il a aussi venus tout de même à Cannes un système à ses copines. « Qui ? » « Starsky et Hutch. »

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

GALERIE ROQUE

9, rue du Cirque, Paris-8 - Tél. : 42-25-84-80

BERTHOLLE

jusqu'au 10 mai 1986

G H E T T O

de Joshua Sobol

Mise en scène de Daniel Boincin

Coproduction Comédie de Saint-Etienne/Centre Dramatique National de Reims

CRETEL

du 9 au 30 mai 1986 (48.99.94.50)

CHAI ELECTRE

Sophocle - ANTOINE VITEZ

Grand Théâtre

Du 24 avril au 7 juin à 20h30

Dimanche à 15h - Relâche dimanche soir et lundi

47 27 81 15

culture

MUSIQUE

Les frères Kuijken sont belges; Gilbert Amy, français; Murray Perahia, américain. Les premiers participent au renouveau de la musique baroque, auprès de Frans Brüggen et de Gustav Leonhardt. Le deuxième a été le disci-

ple de Pierre Boulez, son successeur au Domaine musical. Au dernier, il faut souhaiter la carrière de son père spirituel, Rudolf Serkin. Glorieuses dynasties.

BEETHOVEN PAR HAITINK ET PERAHIA

Mesuré...

MURRAY Perahia est le pianiste des bonnes surprises. Son intégrité des concertos de Mozart (1) débuta petit, progressa de disque en disque pour faire finalement plus que bonne figure face à celle, à peine ultérieure, d'un Alfred Brendel. Plongé dans Mozart, Perahia déclarait volontiers qu'il ne comprenait rien à Beethoven. Cette incompréhension devait être relative puisque, après une *Appassionata* passionnément (2), il s'attaque à l'insonnabile des concertos.

Là, encore, même scénario. Un premier disque (3) laisse croire à une erreur de distribution rééquilibrée entre un orchestre tout en muscles (le Concertgebouw) et un pianiste tout en finesse. Perahia le feu follet, le maître-chanteur du clavier, le fils spirituel de Rudolf Serkin, semblait quelque peu dépassé par le Beethoven du troisième et, surtout, du quatrième concerto. Aurait-il les épaules assez solides pour affronter le dernier, l'*Empereur*? Au début du concert qu'il a donné à Amsterdam, quelques heures avant de l'enregistrer, les paris étaient ouverts.

Ce pianiste américain de trentenaire, plutôt secret, plutôt flegme, a bien été obligé cette fois de brasser le ton pour répondre à l'un des trois meilleurs orchestres d'Europe, alliance de solidité berlinoise et de fluidité viennoise; dans cette salle du Concertgebouw à l'acoustique flamboyante, face à un public dominical

de vieilles dames qui ne s'en laissent pas conter. Il a planté des gammes millées, des arpèges impeccables, dans une masse orchestrale déférente. Bombant le torse, amplifiant systématiquement les attaques et la sonorité, il a fait front. Match égal: d'une certaine façon, il a gagné.

Mais la partie, curieusement, ne fut ni épique ni survoltée. Haitink, dont on connaît le peu de goût pour l'exotisme, dirigé sur son quant-à-soi, faisant écrire au critique d'un grand hebdomadaire hollandais, qu'il n'était pas en forme. «Voilà: une formidable *Troisième Symphonie*, de Beethoven, allait prouver sa bonne santé. Mais bon, il ne fallait pas compter sur lui pour un *Empereur* cohérent. Au concert passe encore (et des concertos comme celui-là, franchement, on en voudrait). Mais peut-on enregistrer, sans y mettre un peu de mesure, les concertos pour piano de Beethoven? L'*Empereur* en particulier?»

A. R.

* Murray Perahia donne, le mercredi 21 mai au théâtre des Champs-Élysées, un récital Beethoven, Chopin, Schubert, Tippett.

- (1) Un coffret de trois microsillons (M13 42055) ou de trois disques compacts CBS (M 13K 42055).
- (2) Un disque compact CBS (M13 39 344).
- (3) Un microcassette CBS IM 39 814 (les concertos 1, 2 et 3, l'*Empereur* de- vrait paraître avant la fin de l'année).

LA «PETITE BANDE», salle Gaveau

Le style Kuijken

C'est beaucoup de questions que suscite le concert donné salle Gaveau par la *Petite Bande*, sous la direction de son chef, Sigiswald Kuijken et retransmis en direct par France-Musique. Ces artistes, célèbres pour avoir fait souffler un vent bienfaisant et souvent rafraîchissant sur la musique antérieure à 1750 se produisent dans des œuvres de Haydn et Mozart (beaucoup plus récentes, donc) et l'on peut se demander s'ils en tirent un parti aussi intéressant que certains de leurs confrères ou de leurs adversaires.

A leur actif, il y a bien sûr la qualité des timbres, la douceur des cordes en boyau moins tendues, la fusion harmonieuse des vents. Mais n'est-ce pas aussi l'esthétique de la Philharmonie de Berlin? Au moins, la fillette de Barthold Kuijken, difficilement conciliable avec un orchestre moderne, apporte-t-elle dans le concerto de Mozart une touche irrésistible même si l'on sait que cette œuvre était à l'origine destinée au harpiste.

En revanche, on reste assez surpris par le caractère légitime de l'interprétation de la *Symphonie n° 52* de Haydn, le phrasé se résolvant au respect des seuls changements de nuances indiqués dans la partition. On s'étonne aussi du peu d'importance accordée à la pulsation qui constitue pourtant le nerf de la musique à cette époque. Enfin, dans cette œuvre comme dans les suivantes, la lenteur des andantes en correspond guère avec ce qu'on peut connaître des habitudes du temps.

Mais à quoi bon bouleverser des traditions efficaces, fussent-elles contestables en partie, si c'est seulement pour faire la preuve que nos oreilles, notre sensibilité, ne sont plus celles de nos aïeux? On sait cela, comme on devrait admettre que les chefs-d'œuvre du passé ne nous parlent que dans la mesure où nous parvenons à leur faire balbutier quelques mots de notre langue. La question est donc seulement de décider si on les interroge bien ou si l'on n'amenuise pas les réponses par l'étrécesse des questions.

Le problème posé par ce concert, dont on retiendra surtout la symphonie «*Impériale*», de Haydn, domine pour finir, dépasse donc la querelle des anciens et des modernes. Ne faut-il pas s'inquiéter de ce qu'on confonde encore trop souvent les partis pris d'interprétation assez discutables en l'occurrence, ou les qualités instrumentales très réelles avec des préoccupations historiques? D'ici peu, on assimilera le style baroque (ou classique) au style Kuijken et tout sera à recommencer. Mais c'est assez naturel et la génération suivante, sans doute, n'attend que cela.

GÉRARD CONDÉ.

CALENDRIER DES ADMINISTRATEURS DE CONCERTS

Philippe BRIDE	violin
RAHMAN EL BACHA	alto
BEETHOVEN	concertos
Principaux n° 7 - Kravtch	

PEINTURE Le musée des Beaux-arts de Nantes

Renaissance

Le palais, construit au vingt-et-unième siècle, pour abriter les acquisitions de la ville de Nantes, vient de rouvrir après dix ans de travaux. Un exemple de muséographie parfaitement réussi.

COMMENT rendre à sa destination première, après l'avoir vidée de ses occupants, un noble palais-musée construit à la fin du dix-neuvième siècle? Comment organiser l'espace reconquis, vaste, trop vaste même? La solution choisie à Nantes, après une décennie entière de travaux, est celle de la simplicité. Les longues

(Madame de Senneval), un Corot classique et un Delacroix orientaliste, le morceau de bravoure reste la galerie des «pompiers»: ils sont mieux accrochés qu'aux Augustins de Toulouse, les Elie Delaunay, les Sigalon, les Baudry, les Picou, tous nantis ou presque, tous tragiques et extravagants, qui font mourir Marat devant une Charlotte Corday révoltée ou Athalie au centre d'un carnage de six mètres!

A l'évidence, Delaunay mériterait une rétrospective: son *Ixion précipité dans les Enfers* figure parmi les chefs-d'œuvre du siècle.

Après une telle débâcle de songes macabres, les réalistes font terre. Les Cribleuses de Courbet et



Encre d'Atlan (1945)

galeries, les salons aux quatre angles, ont été conservés intacts. Le patio central à double étage d'arcades a été rendu à son immensité. Le hall destiné aux statues, le double escalier orné de frises à l'antique ont été restaurés, nettoyés, si bien que ce musée de peinture devient aussi, comme à Lille et Amiens, musée de muséographie ou d'architecture moderne.

Ces salles hautes, éclairées d'une lumière de serre, appellent grands formats et peinture puissante. Les Stella et les La Tour y sont plus à l'aise que les primitifs de la collection Cacaoul (que l'on revêt enfin aujourd'hui dans toute sa richesse, un peu pâle par ce jour tombé du ciel).

L'essentiel demeure l'enfilade dix-neuvième. Il fallait mettre adroitement en scène la collection achetée tout au long du siècle à l'initiative de la ville: l'édifice entier semble avoir été imaginé pour elle. Malgré un Ingres illustrissime

les bœufs de Bracassat ennuyés, anémiques par le voisinage bruyant des témoins des Salons.

Pour la réouverture, le patio a été livré à Atlan. Bénéficiaire de l'«abstract revival» français, celui-ci a tenté après 1945 de renouveler primitivisme et expression en traçant au pastel et à l'huile des pictogrammes «nègres» sur le carton ou la toile. Il se répète souvent et engueule sa violence dans trop de courbes bouclées et de contours maigres. Mais il reste l'exemple d'une inspiration abstraite qui reprend fidèlement, quoique avec d'autres moyens, la tradition du symbolisme archaïsant à la Gauguin.

D'autres expositions suivront, une fois le musée définitivement aménagé (il lui manque encore une galerie et ses mezzanines sur patio). «Je crois que Nantes est une ville assez bête», disait Flaubert. Il ne pourrait plus en dire autant.

PHILIPPE DAGEN.

UNE CRÉATION DE GILBERT AMY

Entre Webern et Varèse

DANS le cycle «Images de la musique française», grande exposition de trois mois au programme un peu hétéroclite qui réunit les principales institutions parisiennes, le concert donné par Gilbert Amy à la tête du Nouvel Orchestre philharmonique de Radio-France (qu'il avait fondé en 1976) marque sans doute un sommet.

Le directeur du Conservatoire supérieur de Lyon, qui aura cinquante ans en août prochain, nous a rappelé qu'il est toujours un des meilleurs chefs français, avec une interprétation éblouissante d'*Amériques* de Varèse, partition pasteurisée pour quelque cent quarante instruments, d'un lyrisme en apparence désordonné, mais aimanté sans cesse par une personnalité farouche, truculente, pétillante la

terre avec une passion libérant l'œuvre est de 1926) un nouveau monde musical.

Mais le compositeur Gilbert Amy, assez silencieux ces dernières années, a fait lui aussi une belle entrée en scène son *Préludium*, premier volet d'une partition de grande envergure pour un orchestre presque aussi important que celui de Varèse. «L'origine thématique de l'œuvre, écrit-il, tient en une inflexion mélodique microscopique et un élément rythmique très bref dont l'origine se trouve dans un ouvrage de Webern. C'est la nécessité d'une fructueuse contradiction entre l'aspect atomique du matériau et la richesse de la facture, qui n'a constamment tenu en haleine dans la composition de cet ouvrage.»

Entre Webern et Varèse, donc, toute l'œuvre est emportée par une

pulsation vigoureuse et une énergie intérieure très active, allées à des visions orchestrales d'une vie frémissante, de superbes déflagrations de cuivres, des fonds immobiles et lumineux, des jeux de lignes subtils, des percussions pétillantes ou terribles, une succession d'événements qui s'épanouissent dans l'instant, sans ralentir la progression du discours unifié par une écriture polyphonique très dense. Une page magistrale.

Strophe (dans sa seconde version créée en 1978) était ensuite interprétée par Mary Shearer, soprano américaine à la voix de diamant. C'est aussi une partition maîtresse d'Amy où alternent pages extatiques et épisodes violents, d'une puissante concentration lyrique.

JACQUES LONCHAMPT.

LE SACRIFICE UN FILM D'ANDREI TARKOVSKI



lundi à CANNES mercredi à PARIS

DERNIÈRE REPRÉSENTATION LE 31 MAI

THÉÂTRE DU SOLEIL
L'HISTOIRE TERRIBLE
MAIS INACHEVÉE
DE NORODOM SIHANOUK
ROI DU CAMBODGE
DE HÉLÈNE CIXOUS
Les portes seront fermées dès le début du spectacle
CARTOUCHERIE 43.74.24.08
En alternance 1^{re} et 2^{me} partie

THÉÂTRE L'ŒUVRE

PIERRE DUX ANNE CORDY
CLAUDE BROSSET
"LA MIENNE S'APPELLE REGINE"
DE PIERRE REY
Mise en scène ARMAND DELCAMPE
ALICIA DOMINI
Location: Tel: 48 74 12 52 / 48 74 47 36

AUJOURD'HUI EN COMPÉTITION A CANNES ET DÉJÀ 1700000 SPECTATEURS

PUTAIN DE FILM!
"TENUE DE SOIRÉE"
UN FILM DE BERTRAND BLIER
AVEC DEPARDIEU BLANC MIOU-MIOU
MUSIQUE DE GAINSBORG
AVERTISSEMENT Les dialogues, ainsi que plusieurs scènes de ce film, peuvent heurter certaines sensibilités, notamment celle des jeunes adolescents.

حکومت الراج

SPECTACLES

théâtre

LES SPECTACLES NOUVEAUX

AMÉRIQUE, Escalier d'or (45-23-15-01), 20 h 30.
DAUPHIN, FILS DE HENRI IV, Petit Rond-Point (45-26-70-80), 18 h 30.
VE ET MORT DE PASOLINI, Tour-tour (48-87-82-81), 22 h 30.
LES ILES, Centre Georges Pompidou (42-71-13-31), 20 h 30.
LA PANTHÈRE REPENTINE, Potinière (42-66-44-16), 21 h.
DISSIDENT IL VA SANS DIRE, Théâtre Noir (43-46-91-93), 20 h 30.
ADVENTURES DU BARON DE FENEST, Châteauneuf-Malbury, Campagnon (46-61-33-31), 20 h 30.
GHEITTO, Créteil, maison des Arts (48-99-00-01), 20 h 30.

Les salles subventionnées

SALLE FAVART (42-96-06-11), 19 h 30 : La Fille du régiment.
CHAILLOT (47-27-81-15), Grand Théâtre : 20 h 30 : Electre ; Théâtre Gémier : 20 h 30 : Arlequin poli par l'amour, la Tête noire.
ODEON (43-25-70-32), 20 h 30 : Question de géographie.
PETIT ODEON (43-25-70-32), 18 h 30 : Les Baigneuses de Caligula ; 21 h 30 : Perséphone, de Y. Rissot.
TEP (43-64-80-80), 20 h 30 : Portrait de famille.
BEAUBOURG (42-77-12-31), Cinéma-Vidéo, Vidéo-Informations : 16 h, Corakayak, de L. Choulet ; L'année du ballon, de H. De Turenne ; à 19 h, Cinéma et réalité, de G. Dufaux ; Vidéo-Musique : à 18 h, Madame Butterfly, de Puccini ; à 19 h, The Catherine Wheel, de D. Byrne ; Concerts-spectacles au café viennois : à 18 h 30, l'Orchestre de Schöenberg, Mahler, Brahms, Zemlinovsky.
THEATRE MUSICAL DE PARIS (42-61-19-81), 20 h 30 : Musique populaire d'URSS/Grandes voix du Bolchoï.
THEATRE DE LA VILLE (42-74-22-77), Danse, 20 h 45 : Carolyn Carlson.

Les autres salles

ANTOINETTE-SIMONE BERRIAU (42-08-77-11), 20 h 30 : Lily et Lily.
ARCAINE (43-38-19-70), 20 h 30 : Miss Tootie-Pootie.
ARTISTE-ATTEYVANS (43-79-06-18), 20 h 30 : La Duple.
ARTS HERBERTOT (43-87-23-23), 21 h : Le Sexe faible.
ATELIER (46-06-49-24), 21 h : Hot House.
ATHÉNÉE LOUIS-NOUVEAU (47-42-67-21), salle Ch.-Béraud, 20 h 30 : Fragments lunaires.
BOURVILL (43-77-47-44), 20 h : Pas deux comme elle ; 21 h 30 : Y'en a mar...ez vous.
CAPÉ DE LA GARE (42-78-52-51), 20 h : Riffiod dans les labours ; 22 h : La Mort, le Moi, le Nœud.
CARRÉFOUR DE LA DIFFÉRENCE (43-72-00-15), 20 h 45 : Entre le rêve et l'illusion.
CARTOUCHE, Théâtre du Soleil (43-74-24-08), 18 h 30 : Histoire terrible mais véritable de N. Silvanus, roi du Camboïge ; 1^{re} partie : Épée de Bois (48-08-39-74), 20 h 45 : Paradoxe sur le comédien.
CINQUANTE THEATRE (43-35-38-88), 21 h : Le Genre qui frappe.
CITÉ INTERNATIONALE UNIVERSITAIRE (43-89-18-09), 20 h 30 : Galerie : Amos et Cleopâtre ; Remerciements : 20 h 30 : Scènes d'opéra d'une journée ordinaire ; Grand Théâtre, 20 h 30 : Arlequin serviteur de deux maîtres.
COMÉDIE CAUMARTIN (47-42-43-41), 21 h : Reviens dormir à l'église.
COMÉDIE DES CHAMPS-ÉLYSÉES (47-20-06-24), 21 h : L'Age de monsieur et madame.
COMÉDIE DE PARIS (43-81-00-11), 21 h : Pol de Caronte.
COMÉDIE ITALIENNE (43-21-22-22), 20 h 30 : Chrysis.
CAYPTE SAINT-AGNÈS (47-00-19-31), 20 h 30 : Phébé.
DANOUN (42-61-69-14), 21 h : Au secours, elle me veut !
DÉCHARGEURS (42-36-00-02), 22 h 15 : Les Voies.
DIX HEURES (42-60-07-48), 20 h 30 : La Femme assise ; 18 h : Sentiments cruels ; 22 h : l'Homme de paille.
DIX-HUIT-THÉATRE (42-26-47-47), 21 h : l'Avion dans la tête.
EDEN-THÉATRE (43-56-64-37), 21 h : Du sang sur le cou du chat.
EDOUARD-VII (47-42-57-49), 20 h 30 : La Répétition.
ESCALIER D'OR (45-23-15-01), 21 h : Amérique.
ESPACE GAITÉ (43-27-95-94), 20 h 30 : la Stratégie des papillons.
ESPACE KIRON (43-70-50-25), 21 h : les Fantaisies.
ESPACE MARAIS (42-71-10-19), 20 h 30 : Europe ou la tentation d'Antoine.
ESSAON (42-78-46-42), 19 h : Histoire québécoise ; 21 h : Il était une fois... un cheval magique.
FONTAINE (48-74-74-40), 21 h : Femme.
GALERIE 55 (42-66-63-51), 20 h 30 : The Fantasticks.
GUTHRIE-MONTFARNASSE (43-27-88-61), 19 h : Tant que vivrai ; 21 h : Gaston H.
HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : la Cantatrice chauve ; 20 h 30 : la Lapon.
LA BRUYÈRE (48-74-76-99), 20 h 30 : Vieilles canailles.
LUCERNAIRE (45-44-57-34), 19 h : Pour Thomas ; 20 h : Rires de crasse ; 19 h : Pardon M. Prévert ; 21 h : Témoignage sur Billyberg ; 21 h 30 : Si on veut aller par là.
MADELINE (42-65-07-09), 21 h : Comme de mal entendu.
MARIS (42-78-03-53), 20 h 30 : l'Éternel.
MARIE-STUART (45-08-17-80), 22 h : Haute surveillance ; 20 h 15 : Savage Love.
MARIGNY (42-36-04-41), 20 h 30 : Napoléon.

Les cafés-théâtres

AU BEC FIN (42-96-29-33), 20 h 15 : Tête-Bêta 2 ; 21 h 45 : En manches de 1911-1938 ; L.J. à 17 h 30 et 20 h 30 : le cinéma yougoslave.
BLANCS-MANTEAUX (48-87-15-84), 1. 20 h 15 : Arahé = MC2 ; 21 h 30 : les Démones Loulou II ; 22 h 30 : l'Étoffe du Malheur ; 20 h 15 : les Sacra Menteaux ; 21 h 30 : Sauvez les bêtes femmes ; 22 h 30 : les Pieds nickelés.
CAPÉ D'EDGAR (43-20-85-11), 1. 20 h 15 : Tiers valet deux bouillies ; 21 h 30 : Mangesons d'hommes ; 22 h 30 : Ours et secours ; 21 h 30 : le Caramosse chateaufort ; 22 h 30 : Elles nous veulent toutes... III 20 h 15 : Pierre Salvador.
LECLINCE (45-42-71-16), 22 h : Nashrodin et histoire de l'été.
GRENIER (43-80-68-01), 22 h : Christian Dougan.

PETIT CASINO

(42-78-36-50), 21 h : Les yeux sont vaches ; 22 h 15 : Nous, on aime.
POINT-VIRGULE (42-78-67-03), 18 h 30 : D. and J. Memories ; 20 h 15 : Moi je crève, mes parents raquent ; 21 h 30 : Nous désirons tout désordre ; 22 h 30 : Pire de décadence.

TINTAMARRE

(48-87-33-82), 20 h 15 : Ça swingue dans les cavernes ; 21 h 30 : Y'a-t-il un fil dans la salle ? ; 18 h 30 : Buffo.

Le music-hall

BATACLAN (47-00-30-12), 20 h 30 : Bill.
BOUFFES PARISIENS (42-96-06-24), 20 h 30 : le Grand Orchestre du Splendid.
CAYEAU DES OUBLIETTES (43-54-96-97), 19 h : les Chansons françaises ; 19 h : le Rai dans la contrebasse.
DEJAZET TLP (48-87-37-34), 20 h 30 : Henri Tachan.
OLYMPIA (47-42-52-86), 20 h 30 : Brenda Wootton.
PIGEON DE LA BUTTE (42-62-57-95), 22 h : J. Dulac et le mine Daniel.
THÉATRE DU JARDIN (47-47-77-86), 20 h 30 : W. Fukuda.

La danse

AMERICAN CENTER (43-35-21-50), 21 h : le Roi Barok et d'improvisation.
CAPÉ DE LA DANSE (43-57-05-35), 20 h 30 : Rencontres internationales de danse.
CENTRE MANDAPA (43-89-01-60), 20 h 45 : Solos sans frontières.
THÉATRE MONTROUGE (42-36-12-61), 20 h 30 : Compagnie X.Sud.
Salle Cortot, 20 h 30 : F. Kilián (Schumann, Tchaikovsky, Prokofiev).
Temple de Pontemont, 20 h 30 : M. Ingalé (Sor, de Vède, Dognon).
Table Verte, 22 h : G. Gnamasia (Liszt, Albeniz, Chopin).

Jazz, pop, rock, folk

BAISSE SALÉ (42-33-37-71), 23 h : K. Chahine, F. Lockwood, J.M. Jafet ; 20 h : Dardé et l'Intransigeant.
CAYEAU DE LA HUCHETTE (43-26-38-99), 19 h 30 : L.P. Susan Quintin.
CHAPPELLE DES LOMBARDS (43-57-24-24), 22 h 30 : Les Vavars.
CITHEA (43-57-99-26), 19 h 30 : Verigo ex-Opten.

Le Monde Informations Spectacles 42-81-26-20

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles. Ide 11 h à 21 h tous dimanches et jours fériés. Réservation et prix préférentiels avec la Carte Club.

Vendredi 9 mai

En région parisienne

BOIGNY, MC (48-31-11-45), 20 h 30 : Oubli.
BOULOGNE-BILLANCOURT, TRB (46-03-60-44), 20 h 30 : Lady Day.
CHATELAIN-MALABRY, Théâtre de Campagne (46-61-33-33), 20 h 30 : les Aventures de Barbe Noire.
CRÉTEIL, Maisons des arts (48-99-00-01), 20 h : Ghetto ; MJC (48-99-75-40), le Langage de la boîte et du bar ; MJC-Bar musique : les Responsables.
GENNEVILLIERS, salle H.-Cotté (47-93-26-30), 20 h 30 : Aïda-Arabi.
IVRY, Théâtre (46-72-37-43), 20 h : Hamlet.
MANDRES-LES-ROSES (45-98-85-55), 21 h : Trio Henry (Martin, Schuber, Ravel).
MONTREUIL-SOUS-BOIS, Grand Hall (48-59-46-52), 21 h : Solistes ; Main bleue (48-57-37-44), 22 h : la Manigance.
NANTERRE, Les Amateurs (47-21-18-51), 20 h 30 : Quel Ouest.
ROSNY, Théâtre de l'Estuaire (48-96-86-02), 20 h 30 : Comme il vous plaira.
SAINT-MAUR, salle d'Anvers (48-89-20-49), 21 h : Coup de griffe.
SCAUX, les Gémeaux (46-60-55-64), 22 h 30 : A Little Westbrook Music.
VINCENNES, Théâtre D.-Serron (43-74-81-16), 20 h 30 : Anne Booleyn ; Châteaux (45-63-43-53), 20 h 30 : Au bout du couloir.

cinéma

Les films marqués (*) sont interdits aux moins de treize ans, (**) aux moins de dix-huit ans.

La Cinémathèque

CHAILLOT (47-04-24-24) 25 ans de la Semaine de la critique : 16 h : Histoire d'Adrien, de J.P. Druillet (v.o. s.t. ang.) ; 21 h : Hommage à Alexandre Truquet : Hôtel du Nord, de M. Carré.

BEAUBOURG (42-78-35-57) 17 h : Cinéma expérimental et avant-garde : Contrepoint collage ; 19 h : Retrospective du cinéma visuel, de J. Druillet ; Quand qu'on liera son loto, de M. Walenstein.

SALLE GARANCE

(Programmation détaillée au 42-78-37-29) : L.J. à 14 h 30 : Vienne et le cinéma 1911-1938 ; L.J. à 17 h 30 et 20 h 30 : le cinéma yougoslave.

Les exclusivités

ABSOLUTE BEGINNERS (Brit., v.o.), 1. Forum, 1^{er} (42-97-53-74) ; Gaumont Opéra, 2^e (47-42-60-33) ; Gaumont Huchette, 3^e (46-33-63-20) ; Huchette, 4^e (46-33-63-20) ; Marignan, 5^e (45-92-83) ; V.I. : Rex, 6^e (42-36-83-93) ; Français, 7^e (47-70-33-88) ; Mistral, 8^e (43-59-52-43) ; Montparnasse, 9^e (43-20-12-06) ; Gaumont Parnasse, 10^e (43-35-30-40) ; Mail, 11^e (43-27-84-50) ; Pabst Chichy, 12^e (43-22-46-01) ; Pabst Chichy, 13^e (43-22-46-01).

A DOUBLE TRANCHANT (A. v.o.), 1. Marignan, 8^e (43-59-52-43) ; V.I. : Opéra, 9^e (42-96-62-56).

AMADEUS (A. v.o.), Grand-Pavés, 15^e (45-74-46-85) ; Calypso, 17^e (43-80-30-11).

L'AMÉRIQUE (Sua.), Luxembourg, 6^e (46-33-97-77).

L'ANNÉE DU DRAGON (A. v.o.), UGC Marbeuf, 14^e (45-61-94-95) ; UGC Marbeuf, 15^e (45-61-94-95).

L'ATELIER (Fr.), Olympia-Entrée, 14^e (45-43-99-41).

ATOMIC CYBORG (It., v.o.), Gaîté Boulevard, 2^e (45-08-96-43).

L'AVANTURE D'EMILIE (Ail. v.o.), Olympia-Entrée, 14^e (45-43-99-41).

LES AVENTURIERS DE LA 4^e DIMENSION (A. v.o.), Forum Orient-Express, 1^{er} (42-33-42-26) ; George V, 8^e (45-62-41-46) ; Marignan, 9^e (43-59-52-43) ; UGC Gare de Lyon, 12^e (43-43-01-59) ; Gaumont, 13^e (43-31-43-81).

LES FILMS NOUVEAUX

L'AUBERGE DU PRINTEMPS, film chinois de King Hu (v.o.), Olympia-Entrée, 14^e (45-43-99-41).

LA MACHINE À DÉCOUPEUR, film français de Jean-Pierre Mocky : Forum, 1^{er} (42-97-53-74) ; 14 Juillet Odéon, 6^e (43-25-10-30) ; Mercury, 9^e (45-62-75-90) ; Mafreux, 9^e (47-70-72-86) ; Paramount Opéra, 9^e (47-42-56-31) ; 14 Juillet Bastille, 10^e (43-57-99-41) ; Galaxie, 11^e (45-80-18-03) ; UGC Gobelin, 12^e (43-36-21-44) ; Olympia-Entrée, 14^e (45-43-99-41) ; Orléans, 14^e (45-40-45-91) ; Paris, 15^e (45-40-45-91) ; Paris, 16^e (45-40-45-91) ; Paris, 17^e (45-40-45-91) ; Paris, 18^e (45-40-45-91) ; Paris, 19^e (45-40-45-91) ; Paris, 20^e (45-40-45-91) ; Paris, 21^e (45-40-45-91) ; Paris, 22^e (45-40-45-91) ; Paris, 23^e (45-40-45-91) ; Paris, 24^e (45-40-45-91) ; Paris, 25^e (45-40-45-91) ; Paris, 26^e (45-40-45-91) ; Paris, 27^e (45-40-45-91) ; Paris, 28^e (45-40-45-91) ; Paris, 29^e (45-40-45-91) ; Paris, 30^e (45-40-45-91) ; Paris, 31^e (45-40-45-91) ; Paris, 32^e (45-40-45-91) ; Paris, 33^e (45-40-45-91) ; Paris, 34^e (45-40-45-91) ; Paris, 35^e (45-40-45-91) ; Paris, 36^e (45-40-45-91) ; Paris, 37^e (45-40-45-91) ; Paris, 38^e (45-40-45-91) ; Paris, 39^e (45-40-45-91) ; Paris, 40^e (45-40-45-91) ; Paris, 41^e (45-40-45-91) ; Paris, 42^e (45-40-45-91) ; Paris, 43^e (45-40-45-91) ; Paris, 44^e (45-40-45-91) ; Paris, 45^e (45-40-45-91) ; Paris, 46^e (45-40-45-91) ; Paris, 47^e (45-40-45-91) ; Paris, 48^e (45-40-45-91) ; Paris, 49^e (45-40-45-91) ; Paris, 50^e (45-40-45-91) ; Paris, 51^e (45-40-45-91) ; Paris, 52^e (45-40-45-91) ; Paris, 53^e (45-40-45-91) ; Paris, 54^e (45-40-45-91) ; Paris, 55^e (45-40-45-91) ; Paris, 56^e (45-40-45-91) ; Paris, 57^e (45-40-45-91) ; Paris, 58^e (45-40-45-91) ; Paris, 59^e (45-40-45-91) ; Paris, 60^e (45-40-45-91) ; Paris, 61^e (45-40-45-91) ; Paris, 62^e (45-40-45-91) ; Paris, 63^e (45-40-45-91) ; Paris, 64^e (45-40-45-91) ; Paris, 65^e (45-40-45-91) ; Paris, 66^e (45-40-45-91) ; Paris, 67^e (45-40-45-91) ; Paris, 68^e (45-40-45-91) ; Paris, 69^e (45-40-45-91) ; Paris, 70^e (45-40-45-91) ; Paris, 71^e (45-40-45-91) ; Paris, 72^e (45-40-45-91) ; Paris, 73^e (45-40-45-91) ; Paris, 74^e (45-40-45-91) ; Paris, 75^e (45-40-45-91) ; Paris, 76^e (45-40-45-91) ; Paris, 77^e (45-40-45-91) ; Paris, 78^e (45-40-45-91) ; Paris, 79^e (45-40-45-91) ; Paris, 80^e (45-40-45-91) ; Paris, 81^e (45-40-45-91) ; Paris, 82^e (45-40-45-91) ; Paris, 83^e (45-40-45-91) ; Paris, 84^e (45-40-45-91) ; Paris, 85^e (45-40-45-91) ; Paris, 86^e (45-40-45-91) ; Paris, 87^e (45-40-45-91) ; Paris, 88^e (45-40-45-91) ; Paris, 89^e (45-40-45-91) ; Paris, 90^e (45-40-45-91) ; Paris, 91^e (45-40-45-91) ; Paris, 92^e (45-40-45-91) ; Paris, 93^e (45-40-45-91) ; Paris, 94^e (45-40-45-91) ; Paris, 95^e (45-40-45-91) ; Paris, 96^e (45-40-45-91) ; Paris, 97^e (45-40-45-91) ; Paris, 98^e (45-40-45-91) ; Paris, 99^e (45-40-45-91) ; Paris, 100^e (45-40-45-91) ; Paris, 101^e (45-40-45-91) ; Paris, 102^e (45-40-45-91) ; Paris, 103^e (45-40-45-91) ; Paris, 104^e (45-40-45-91) ; Paris, 105^e (45-40-45-91) ; Paris, 106^e (45-40-45-91) ; Paris, 107^e (45-40-45-91) ; Paris, 108^e (45-40-45-91) ; Paris, 109^e (45-40-45-91) ; Paris, 110^e (45-40-45-91) ; Paris, 111^e (45-40-45-91) ; Paris, 112^e (45-40-45-91) ; Paris, 113^e (45-40-45-91) ; Paris, 114^e (45-40-45-91) ; Paris, 115^e (45-40-45-91) ; Paris, 116^e (45-40-45-91) ; Paris, 117^e (45-40-45-91) ; Paris, 118^e (45-40-45-91) ; Paris, 119^e (45-40-45-91) ; Paris, 120^e (45-40-45-91) ; Paris, 121^e (45-40-45-91) ; Paris, 122^e (45-40-45-91) ; Paris, 123^e (45-40-45-91) ; Paris, 124^e (45-40-45-91) ; Paris, 125^e (45-40-45-91) ; Paris, 126^e (45-40-45-91) ; Paris, 127^e (45-40-45-91) ; Paris, 128^e (45-40-45-91) ; Paris, 129^e (45-40-45-91) ; Paris, 130^e (45-40-45-91) ; Paris, 131^e (45-40-45-91) ; Paris, 132^e (45-40-45-91) ; Paris, 133^e (45-40-45-91) ; Paris, 134^e (45-40-45-91) ; Paris, 135^e (45-40-45-91) ; Paris, 136^e (45-40-45-91) ; Paris, 137^e (45-40-45-91) ; Paris, 138^e (45-40-45-91) ; Paris, 139^e (45-40-45-91) ; Paris, 140^e (45-40-45-91) ; Paris, 141^e (45-40-45-91) ; Paris, 142^e (45-40-45-91) ; Paris, 143^e (45-40-45-91) ; Paris, 144^e (45-40-45-91) ; Paris, 145^e (45-40-45-91) ; Paris, 146^e (45-40-45-91) ; Paris, 147^e (45-40-45-91) ; Paris, 148^e (45-40-45-91) ; Paris, 149^e (45-40-45-91) ; Paris, 150^e (45-40-45-91) ; Paris, 151^e (45-40-45-91) ; Paris, 152^e (45-40-45-91) ; Paris, 153^e (45-40-45-91) ; Paris, 154^e (45-40-45-91) ; Paris, 155^e (45-40-45-91) ; Paris, 156^e (45-40-45-91) ; Paris, 157^e (45-40-45-91) ; Paris, 158^e (45-40-45-91) ; Paris, 159^e (45-40-45-91) ; Paris, 160^e (45-40-45-91) ; Paris, 161^e (45-40-45-91) ; Paris, 162^e (45-40-45-91) ; Paris, 163^e (45-40-45-91) ; Paris, 164^e (45-40-45-91) ; Paris, 165^e (45-40-45-91) ; Paris, 166^e (45-40-45-91) ; Paris, 167^e (45-40-45-91) ; Paris, 168^e (45-40-45-91) ; Paris, 169^e (45-40-45-91) ; Paris, 170^e (45-40-45-91) ; Paris, 171^e (45-40-45-91) ; Paris, 172^e (45-40-45-91) ; Paris, 173^e (45-40-45-91) ; Paris, 174^e (45-40-45-91) ; Paris, 175^e (45-40-45-91) ; Paris, 176^e (45-40-45-91) ; Paris, 177^e (45-40-45-91) ; Paris, 178^e (45-40-45-91) ; Paris, 179^e (45-40-45-91) ; Paris, 180^e (45-40-45-91) ; Paris, 181^e (45-40-45-91) ; Paris, 182^e (45-40-45-91) ; Paris, 183^e (45-40-45-91) ; Paris, 184^e (45-40-45-91) ; Paris, 185^e (45-40-45-91) ; Paris, 186^e (45-40-45-91) ; Paris, 187^e (45-40-45-91) ; Paris, 188^e (45-40-45-91) ; Paris, 189^e (45-40-45-91) ; Paris,

RADIO-TÉLÉVISION

INFORMATIONS « SERVICES »

VU

Le père du « Beauf »

Entre deux giboulées, en ce printemps poudré, enfin une belle éclaircie : cinquante-deux minutes avec le dessinateur Cabu, sur FR 3, jeudi 8 mai. Souvenirs drôles du père du « Grand Duduche », de « Cathérine » et du « Beauf ».

Gérard Roudot et Jean-Noël Despert, auteurs de l'émission, ont construit par petites touches une image - mélange de férocité et de tendresse - de l'humoriste qui se définit lui-même comme « un dessinateur itinérant aimant parfois l'humour noir ». Bel euphémisme de la part de quelqu'un qui n'a jamais eu peur, depuis près de quarante ans (ses premiers dessins de presse datent de 1950), de partir en guerre contre les modes, l'air du temps, les racistes, les phalocrates, « la bêtise tout court ».

Jean Cabu, dit Cabu, est né le 13 janvier 1938 à Châlons-sur-Marne. Dès qu'il a su tenir un crayon, il s'est mis à dessiner, raconte son père. Il caricaturait les profs du lycée, les copains, et n'avait pas son pareil pour croquer propos et situations sur le vif. De vrais petits reportages à l'emporte-pièce. « Tous mes personnages viennent du lycée », dit Cabu. Aujourd'hui, trisant la cinquantaine, spécialisé dans la caricature politique, l'homme a conservé son air de potache, de gars qui vient de faire un bon canular.

Châlons, on y est sans cesse revenu après quelques haltes : au Canard enchaîné où Cabu « se planque », chaque lundi, seul dans une salle, avant d'aller livrer ses dessins, comme il le faisait au lycée quand il grimait

tout en haut des escaliers de l'infirmerie pour se concentrer ; sur le plateau de « Récré A 2 », mimant Charles Trénet et Cab Calloway, son chanteur de jazz préféré. Le rock, il n'aime guère.

Châlons, où il nous a promené sur les lieux de son enfance. A l'emplacement de sa maison natale, aujourd'hui disparue et remplacée - « C'est une pitié » - par une demeure de « style canado-hispano-belge ». Cette ville de garnison, aussi, qui fait ressortir sa vieille rage contre les militaires. Et la « bande » de Charlie-Hobbs ? Il la revoyait un peu moins souvent qu'aujourd'hui, mais « c'est toujours la famille ». Les réunions sont un peu tristes depuis que Reiser n'est plus là. Mais, c'en est fini quand même à parler de lui en rigolant. A tout est dit.

ANITA RIND.

Vendredi 9 mai

PREMIÈRE CHAÎNE : TF 1

- 20 h 35 Variétés : Des vacances de A à Z. Émission de P. Sébaste et R. Grumbach. Cette émission de variétés est réalisée à Ouarzazate, au Maroc, pour donner un petit air d'avant-ventures. Avec Marc Lavoine, Vivien Savage, Diane Tell, Pierre Billon.
- 22 h 45 Série : Arsène Lupin : Sherlock Holmes lance un défi. D'après l'œuvre de M. Leblanc, réal. J.-P. Desqut, adapt. C. Brule. Avec G. Desrèux, R. Card, H. Viergeux... (rediff.).
- Le gentleman-cambrioleur, grâce à son habileté et à ses dons de pilote, parvient à dérober un somptueux collier.
- 23 h Journal.
- 23 h 15 C'est à Cannes.
- 23 h 15 Télévision sans frontières. Mai musical du Ramadan.

DEUXIÈME CHAÎNE : A2

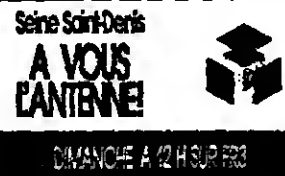
- 20 h 35 Faut-il le dire : Médicins de nuit. D'après R. Grégoire, réal. J.-P. Prévost. Avec P. Rouleau, C. Allegret, G. Beller... Mario-Charlotte, jeune diabétique, est soignée par l'équipe de Médecins de nuit : elle a dix-sept ans et s'est enfuie de chez elle.
- 21 h 35 Apostrophes. Magazine littéraire de B. Pivot. Sur le thème « Les livres du mois », sont invités : Claude Millosev (Visions de la baie de San Francisco), Eve Cornu et Aleksandra Fiu (Milosev par Milosev), entretiens sur la littérature polonaise ; Jean d'Ormesson (Tous les hommes ont des secrets) ; André François (André François) et un invité surprise.
- 22 h 45 Journal.
- 22 h 55 Ciné-club : Alexandre Nevski. Film soviétique de Sergueï Mikhaïlovitch Eisenstein (1938), avec N. Tchertakov, N. Okhloprov, A.L. Abrikosov, D. Orlov (v.a. sous-titré N.). Au dix-huitième siècle, le prince Alexandre Nevski devient le chef populaire de la lutte contre les Chevaliers teutoniques, envahisseurs de la Russie. Réalisé sur commande du gouvernement soviétique à un moment où les relations étaient tendues entre l'URSS et l'Allemagne nazie, ce film-épique est porteur de propagande idéologique. On l'admire davantage pour sa mise en scène, sa perfection plastique et sonore, bref ses qualités formelles.

TROISIÈME CHAÎNE : FR 3

- 20 h 35 Histoire singulière : Et le mur s'écroula. Réal. P. Annet, scénario D. Spooner et J. Pesquet. Avec B. Bontin, G. Huet, B. Descoms... A Londres, une église démolie, en cours de démolition, est le théâtre d'événements étranges. Prêtre, mystère des forces obscures, aucun des ingrédients habituels aux films d'épouvante ne manque à l'intrigue.
- 21 h 35 Vendredi : Le monastère de la rue. Magazine d'André Campens, reportage d'A. Darteville et M.-H. Rabier. Trois frères franciscains vivent avec les sans-abri une vie d'errance, guidés par la foi en Dieu. Un reportage tout à

fait inhabituel. Cette émission, prévue le 18 avril, avait été remplacée en dernière minute par l'hommage rendu à Marcel Dassault.

- 22 h 35 Journal.
- 22 h 55 Espace francophone : Enfant de Brel et de personne. De D. Gallet, réal. P. Hermant. La nouvelle génération de chanteurs en Belgique avec P. Rapsat, M. Lacroix, P. Charpentier, D. Odier, Gangsters d'Amour.
- 23 h 25 La clef des nombres et des tarots.
- 23 h 30 Prélude à la nuit. Concerto en sol mineur pour orgue, orchestre 1 cordes et timbales, de Poulenc, par l'Orchestre philharmonique de Montpellier-Languedoc-Roussillon, dir. Maïche Armon.



FR 3 PARIS-ÎLE-DE-FRANCE

- 17 h, Le parc régional du Luberon ; 17 h 30, Edgar, désobéissant cambrioleur ; 18 h, Action 3 ; 18 h, Croq'neil ; 19 h, Journal.

CANAL PLUS

- 20 h 35, Superstars ; 21 h, Mimosas, film de Y. Allégret ; 22 h, 35, Babel, film de J. J. Z. ; 23 h, 55, De Saint pour Drouot, film de P. Maris ; 1 h 55, Blanche et Marie, film de J. Renard ; 3 h 25, Boz ; 4 h 25, Dodo, film de F. Leroi ; 5 h 40, Série : Winchester à louer.

LA « 5 »

- 20 h 30, Cherchez la femme (et à 0 h 25) ; 22 h 30, Grand Prix, magazine auto-moto (et à 2 h 25).

TV 6

- 14 h, 6 Tonic (et à 20 h) ; 17 h, Synthèse 6 ; 19 h, NRJ 6 (et à 23 h).

FRANCE-CULTURE

- 20 h 30 Commentaires de la République 1944-1946, les maîtres du pouvoir. Avec Charles-Louis Foulon et René Castin.
- 21 h 30 Black and blue : chez le libraire (le guide du jazz, par Jean Wagner).
- 22 h 30 Nuits magiques : la nuit et le moment ; la résistance des femmes.
- 0 h 10 Du jour au lendemain.

FRANCE-MUSIQUE

- 20 h 30 Concert (donné salle Pleyel le 28 juin 1985) : Concerto pour violon et orchestre en sol mineur n° 1, de Vivaldi ; Symphonie espagnole pour violon et orchestre, de Lalo ; Concerto pour violon et orchestre en ré majeur, de Tchaïkovski, par l'Orchestre national de France, dir. Ch. Dutoit, sol. J. Perle, violon.
- 22 h 30 Les soirées de France-Musique : Les pêcheurs de perles : Irina Kolassi ; à 0 h, Musique traditionnelle : Amos de l'Inde, Kihori Amos.

Les programmes du samedi 10 et du dimanche 11 mai se trouvent dans « le Monde Loisirs »

WEEK-END D'UN CHINEUR

Samedi 10 mai

ILE-DE-FRANCE
Complègne, 14 heures : affiches de cinéma.

Dimanche 11 mai

Bonnais, 14 heures : mobilier, objets d'art ; L'Isle-Adam, 14 h 30 : vins, alcools ; Provins, 14 heures : timbres ; Versailles, Cheval-Légers, 14 h 15 : mobilier, objets d'art, tableaux.

PLUS LOIN

Samedi 10 mai
Arlès, 14 heures : livres, cartes postales, tapis ; Carcassonne, 14 h 30 : livres ; Orléans, 14 heures : tableaux, mobilier, objets d'art.

Dimanche 11 mai

Aleson, 14 heures : Extrême-Orient, art primitif ; Amilly, 14 heures : meubles, objets d'art, tableaux ; Houdouin, 14 heures : limousins ; Limoges, 14 heures : argenterie, bijoux, tableaux, objets d'art.

mobilier ; Manosque, 14 h 15 : céramique, argenterie, mobilier, art 1900 et 1940.

FOIRES ET SALONS

Bellegarde, Bordeaux-Quinquages, Chartres, Clermont-Ferrand, Dijon, Evreux-Argentan, Fiers, Marais, Milly-la-Foret, Paris, square des Batignolles, Paris PLM Saint-Jacques (« Toymania », dimanche seulement). Sablé-sur-Sarthe, Troville, Yvetot.

EN BREF

CONCOURS

TROIS OSCARS POUR LA VILLETTE. — Pour la quatrième année consécutive, la Cité des sciences et de l'industrie organise « l'Oscar de La Villette du jeu et du jouet à caractère scientifique et technique ». Ce concours est ouvert à tous les concepteurs, groupes de concepteurs indépendants et fabricants français. Trois produits ou projets sont récompensés chaque année. La date limite d'inscription est fixée au 30 juin. Le dossier complet avec description du produit et maquette ou prototype doit être retourné avant le 15 septembre.

HISTOIRE

LE FRONT POPULAIRE. — La Fédération unie des auberges de jeunesse, dans le cadre de la célébration du cinquantième des « camps payés 1936 », recherche, pour la création d'un fonds de documentation, toute personne susceptible d'apporter des témoignages sur cette période. FUAF/Anabaggersmen, 6, rue Menard, 75116 Paris. Tél. : 45-05-13-14.

INFORMATIQUE

PERSPECTIVES 88. — International Data Corporation (IDC) organise le 21 mai à Paris une journée de conférences pour ceux qui mènent l'évolution des marchés de l'informatique et des nouvelles technologies de la communication. Parmi les sujets abordés : « Vue générale du marché européen de l'industrie informatique et prévisions » ; « Les micro-ordinateurs : émergence de nouveaux constructeurs » ; « IBM » ; « Panorama général de l'industrie informatique » ; « Mise à jour de l'industrie informatique et des nouvelles technologies » ; « L'entreprise française est-elle prête à exploiter les nouvelles facilités de l'informatique ? » ; « Prévisions 88 » ; « La stratégie IBM » ; « L'industrie de la communication » et « Les services de l'informatique électronique : réseaux à valeur ajoutée, réseaux optiques, banques de données ».

SOLIDARITÉ

LA PRUNELLE DE SES YEUX. — Un chien guide d'aveugle - indispensable aux non-voyants pour se diriger - coûte plus de 50 000 F. Le Club des chiens guides d'aveugles d'Ile-de-France en donne chaque année à des non-voyants. Il lui en coûte plus de 50 000 F par chien. Vous pouvez aider son action en permettant des chiens déjà attribués (aveugles d'origine) de leur travail efficace dans ce rôle difficile. Cet organisme édite également une gazette, la Parle dans la main, tenant au courant les adhérents de la vie du club.

Club de chiens guides d'aveugles d'Ile-de-France, Centre Corneville, 3, rue Eugène-Doriel, 77170 Combercy. Tél. : 64-06-75-82, CCP 3 452 58 C Paris.

TOUS LES ÉLÉMENTS EN VRAI BOIS

CONSTRUCTEURS COMBINAISONS POSSIBLES
GAIN DE PLACE RÉEL

CAPELOU

11, avenue de la République, 92010 SAINT-DENIS
Tél. : 45 45 45 45 - 45 45 45 45

MÉTÉOROLOGIE

Evolution probable du temps en France entre le vendredi 9 mai à 0 heure et le samedi 10 mai à minuit.

Situation générale :

Des conditions anticycloniques s'établissent sur la majeure partie du pays, et seules les régions de la Bretagne au Nord et au Nord-Est se trouvent au marge du courant perturbé qui circulera sur les îles Britanniques.

Samedi : Le matin, le ciel sera encore assez nuageux à très nuageux sur les régions situées au nord de la Loire et du Nord-Est. Sur les régions côtières de la Manche, du Cotentin au Nord, le ciel couvert pourra être accompagné de quelques bruines. Le long des frontières du Nord, le ciel sera aussi couvert. Ailleurs, le ciel sera dégagé mais des bruyards fréquents se feront sentir du Sud-Ouest au Centre-Est. Le vent de secteur nord à nord-ouest sera encore modéré sur le golfe du Lion.

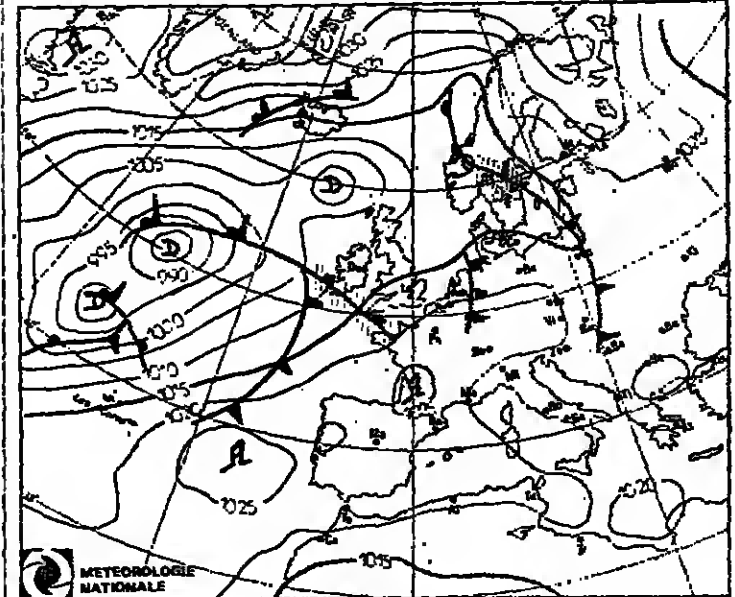
An cours de la journée, les nuages resteront fréquents du nord de la Bretagne au Cotentin et le long des frontières du Nord. De belles éclaircies se développeront au nord de la Loire, et de la Bourgogne à la Marne jusqu'au Nord-Est.

Les températures, de l'ordre de 7 à 10 degrés le matin (jusqu'à 13 degrés sur les côtes méditerranéennes) monteront jusqu'à 15 à 16 degrés sur les régions les plus ensoleillées, jusqu'à 18 à 20 degrés ailleurs sur la moitié nord, et atteindront 20 à 24 degrés sur la moitié sud, et localement sur l'extrême sud 27 degrés.

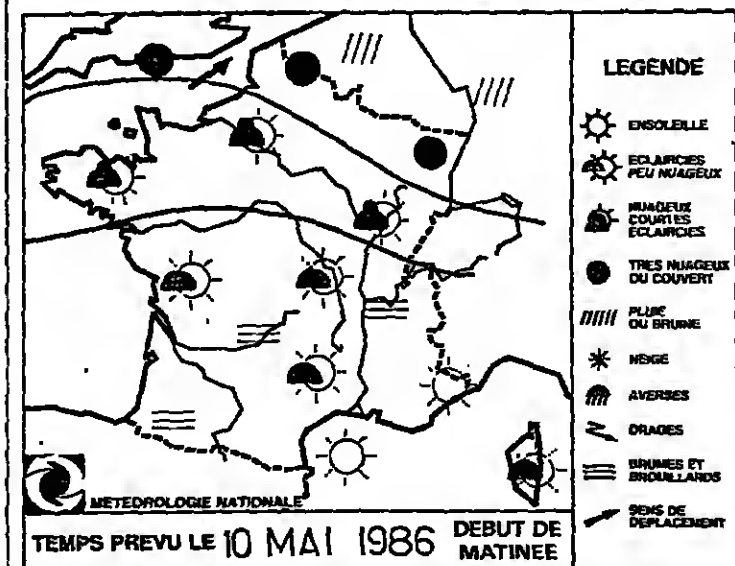
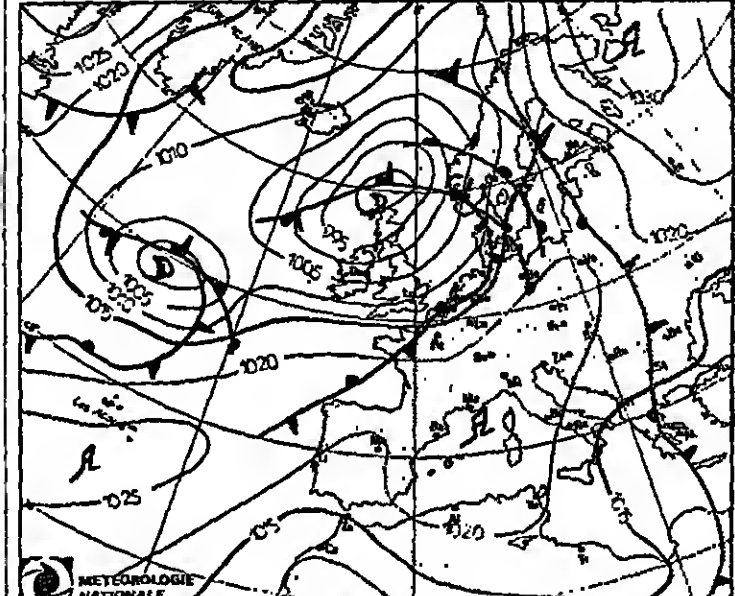
Dimanche : L'aspect du temps en France sera proche de la veille. Toujours une couverture nuageuse assez dense sur les régions côtières de la Manche et le long des frontières du Nord, avec par endroits quelques bruines. Sur les régions au nord de la Loire jusqu'au Nord-Est, les nuages fréquents le matin feront place à de belles éclaircies dans la journée. Sur la moitié sud, après la dissipation des bruyards sur le Sud-Ouest jusqu'au Centre-Est, il fera beau et assez chaud.

Les températures maximales seront stationnaires, quant aux maximales, l'après-midi, elles monteront encore un peu dans le Sud et seront sans changement ailleurs.

SITUATION LE 9 MAI 1986 A 0 HEURE UTC



PRÉVISIONS POUR LE 11 MAI A 0 HEURE UTC



TEMPÉRATURES		maxime	minime	- temps observé
FRANCE				
ALGER	20	10	N	20 10 N
BARCELONE	20	12	S	20 12 S
BELGRADE	18	9	C	18 9 C
BOMBAY	16	6	C	16 6 C
BREST	12	10	C	12 10 C
CAEN	15	10	C	15 10 C
CHERBOURG	13	10	P	13 10 P
CLERMONT-FERRAND	17	9	C	17 9 C
DJENNA	9	7	C	9 7 C
GRENOBLE	21	6	S	21 6 S
LILLE	14	8	C	14 8 C
LIMES	14	7	C	14 7 C
LYON	17	8	C	17 8 C
MAURITANIE	22	13	S	22 13 S
NANCY	16	8	P	16 8 P
NANTES	15	10	C	15 10 C
NICE	19	13	N	19 13 N
PARIS-MONTY	16	10	C	16 10 C
PAU	20	11	S	20 11 S
PERPIGNAN	21	14	S	21 14 S
RENNES	13	10	P	13 10 P
ST-DENIS	17	6	C	17 6 C
STRASBOURG	18	10	A	18 10 A
ÉTRANGER				
ALGER	23	13	S	23 13 S
AMSTERDAM	15	10	N	15 10 N
ATHÈNES	20	14	S	20 14 S
BANGKOK	27	24	O	27 24 O
BARCELONE	21	9	S	21 9 S
BEIJING	23	12	P	23 12 P
BELIN	15	6	N	15 6 N
BOMBAY	15	7	S	15 7 S
BUENOS AIRES	26	16	S	26 16 S
COPENHAGUE	12	5	S	12 5 S
DELHI	27	28	O	27 28 O
DJENNA	17	11	N	17 11 N
GENÈVE	19	9	C	19 9 C
HONGKONG	30	26	N	30 26 N
ISTANBUL	14	6	S	14 6 S
JERUSALEM	19	12	N	19 12 N
LIORING	21	13	S	21 13 S
LOS ANGELES	14	7	A	14 7 A
LOS ANGELES	20	11	S	20 11 S
LUXEMBOURG	13	6	C	13 6 C
MAURITIUS	22	6	S	22 6 S
MADAGASCAR	28	15	S	28 15 S
MEXICO	27	13	O	27 13 O
MILAN	23	10	S	23 10 S
MONTREAL	14	8	N	14 8 N
MOSCOW	21	5	S	21 5 S
NEW-YORK	24	9	A	24 9 A
OSLO	13	9	C	13 9 C
PALMA DE MAJORQUE	24	9	S	24 9 S
PEKIN	28	11	C	28 11 C
RIO DE JANEIRO	25	23	P	25 23 P
ROME	21	10	B	21 10 B
SINGAPOUR	28	26	A	28 26 A
STOCKHOLM	21	10	N	21 10 N
SYDNEY	24	14	S	24 14 S
TOKYO	26	18	S	26 18 S
TUNIS	26	16	S	26 16 S
VIENNE	25	11	P	25 11 P
YENNE	21	10	N	21 10 N
YENNE	19	9	N	19 9 N

(Document établi avec le support technique spécial de la Météorologie nationale.)

سكندرية من الاحل

COMMUNICATION

La préparation de la loi sur l'audiovisuel

Après la mise au point de M. Denis Baudouin, porte-parole du premier ministre, à propos de la réforme de l'audiovisuel (le Monde du 9 mai), M. François Léotard, ministre de la culture et de la communication, a confirmé le 8 mai le caractère précaire du texte actuellement en discussion. « Certains articles [du projet] ont déjà été modifiés », a précisé le ministre.

Arbitrages vers le 15 mai, présentation du projet de loi au conseil des ministres le 21 ou le 28 mai, puis discussion au Parlement : pour tenir ces délais, la concertation interministérielle bat son plein. On répète, Rue de Valois comme à Matignon, que l'on travaille encore sur de nombreuses hypothèses et qu'aucun problème brûlant — notamment la privatisation des chaînes publiques — n'est tranché.

Libéralisme à quatre vitesses

Malgré les divergences qui subsistent au sein de la majorité, le texte préparé par M. Xavier Gouyou-Beauchamps, qui circule actuellement dans les ministères concernés, paraît dans son esprit très représentatif de la volonté du gouvernement. M. François Léotard a indiqué, le 8 mai, qu'il permettrait d'apprécier l'« architecture générale » du projet. Au-delà de l'audiovisuel, il définit les grands principes de la communication mais renvoie pour sa réglementation à toute une batterie de décrets d'application.

rythme des autorisations accordées aux télévisions et aux radios privées, de la réattribution de la « 5 » et de TV 6, dont les concessions sont « résiliées », de la vente des chaînes privatisées. Elle définit en outre les règles du jeu entre les différents acteurs par le biais des cahiers des charges et arbitre la concurrence entre les chaînes.

Transparence et pluralisme

Comme la loi de juillet 1982 (qui serait abrogée à l'exception des dispositions sur le cinéma et les journaux), le texte du ministère de la culture et de la communication commence par affirmer que la communication est libre, puis s'emploie à distinguer différents régimes de liberté, plus ou moins contrôlés par l'Etat.

Dès que l'on quitte les ondes pour utiliser les câbles, le manque de fréquences ne limite plus l'initiative, et la réglementation est confiée aux lois du marché. L'opérateur d'un réseau câblé se retrouve face au pouvoir des communes, seules habilitées à autoriser la construction et l'exploitation du réseau. Comme aux Etats-Unis, la négociation entre intérêts politiques et économiques détermine le nombre et la nature des chaînes distribuées par le câble.

Pour tous les services utilisant les ondes hertziennes (radio, télévision, mais aussi satellites et faisceaux de télécommunication), la pénurie des fréquences justifie une régulation stricte exercée par la Commission nationale de la communication. Celle-ci a tout pouvoir pour faire et défaire le paysage hertzien au

quelques restrictions toutefois à cette liberté : c'est la Commission nationale de la communication qui définit les normes techniques du réseau. Elle donne aussi un avis sur un cahier des charges. Avis auquel l'Etat est contraint de se conformer. Enfin, cette réglementation ne

concerne que les services audiovisuels ; bien qu'empruntant des câbles, les réseaux de télécommunications ne relèvent pas de ce texte.

Pour tous les autres services (télématique, circuit fermé, etc.), la liberté est plus grande puisqu'ils ne sont soumis qu'à une déclaration préalable et, éventuellement, aux seules obligations vis-à-vis du cinéma. Le texte de M. Gouyou-Beauchamps fait un sort particulier à la radiodiffusion publique, qui bénéficie du contrôle le plus sévère. Elle dépend, en effet, de la Commission nationale de la communication pour ses fréquences et le respect de son cahier des charges. Mais elle est aussi directement sous le tutelle de l'Etat en ce qui concerne le montant de ses ressources et indirectement pour la nomination de ses dirigeants.

On a donc affaire à quatre régimes réglementaires différents, ce qui montre bien que le « libéralisme » est un exercice difficile dans le secteur de la communication. Le texte du ministère de la culture et de la communication y ajoute un dispositif général sur la transparence et la concentration. Pour la transparence, on retrouve curieusement des dispositions très proches de la loi sur la presse de 1984, que l'actuelle majorité se prépare à abroger : interdiction de prise-nom, autres nominations, information de la Commission nationale sur les cessions de parts de capital, intérêts étrangers limités à 20 %, le tout assorti d'un dispositif pénal rigoureux.

En matière de concentration, le texte est plus souple. Certes, il interdit de posséder deux autorisations d'émission si l'audience des stations concernées dépasse quinze millions d'habitants ; mais on note l'absence de toute réglementation multimédia, ce qui était déjà le talon d'Achille de la loi de 1982. Un entrepreneur pourrait très bien posséder dans la même région un journal, une radio, une télévision, voir un réseau câblé. Mieux encore : le texte prévoit que les entreprises de presse qui investissent dans l'audiovisuel pourront bénéficier d'une exonération fiscale, l'article 39 bis du code général des impôts étant étendu aux investissements dans l'audiovisuel pour une durée de cinq ans.

Voilà qui risque de renforcer certaines positions dominantes, ou moins au niveau régional, surtout si le gouvernement décide de vendre FR 3 région par région.

Mais on sait que le texte de M. Gouyou-Beauchamps n'est considéré que comme un brouillon pour la concertation interministérielle, comme s'est empressé de le souligner le porte-parole de M. Jacques Chirac. Il est donc fort possible que le cobecence du projet de loi soit profondément revue et corrigée dans les jours qui viennent.

JEAN-FRANÇOIS LACAN.

Comme au bon vieux temps

Le « premier jet » de la « réforme Léotard » (le Monde du 9 mai) est inquiétant pour le service public de l'audiovisuel. Pour, au moins, deux raisons. La première, c'est la réduction à terme de la télévision publique à une seule chaîne. Ce serait confiner celle-ci dans un ghetto politico-culturel qui ne lui laisserait aucune chance face au privé. La vente de FR 3 risquerait de retirer aux régions des stations qui, peu à peu, prennent leur identité et qui, l'indépendance acquise par la loi de 1982 aidant, ne sont plus seulement les relais du pouvoir central voulus par le général de Gaulle. Le secteur privé prendrait-il effacement la suite ? Ce serait aussi un risque pour la qualité d'ensemble des chaînes. Les exemples des programmes de la « 5 » n'incitent pas à l'optimisme — et pour les capacités de production, fragile équilibre en regard de la faiblesse du marché intérieur. Cet équilibre peut être conservé avec la privatisation d'une seule chaîne, il n'en serait plus de même avec deux.

La seconde raison concerne le tulle. Dans le schéma mis au point par M. Xavier Gouyou-Beauchamps, collaborateur fidèle de M. Valéry Giscard d'Estaing, il n'y a plus de Haute Autorité chargée de veiller à la neutralité et à l'équilibre des programmes de l'information. Ces notions ont disparu du projet, renvoyées — au mieux — à un décret fixant les cahiers des charges des sociétés publiques, un texte gouverne-

mental. Les présidents des chaînes de radio et de télévision seraient nommés au sein des conseils d'administration, dont cinq membres sur onze seraient désignés par l'Etat, quatre par la future Commission nationale de la communication, deux représentant le personnel. Autant dire que la majorité sera assurée, dans chaque société, pour que le pouvoir désigne ses mandataires et impose ses vues.

Enterrée la loi de 1982, qui avait — enfin — essayé de couper le cordon ombilical entre l'information télévisée et le pouvoir ? On avait salué à l'époque le progrès que représentait la création d'une Haute Autorité nommant les présidents. On se rapprochait du système britannique. Et M. Jacques Chirac lui-même, dans son premier discours de premier ministre à l'Assemblée nationale, a rendu hommage à l'institution. Il est permis d'espérer qu'il saura, au moment des arbitrages, imposer ce point de vue.

On croyait pourtant le passé révolu. Les vieilles lunes resurgissent, et les prétendus champions du libéralisme s'emparent de tenter de s'approprier les médias de masse. Comme au bon vieux temps. Au mépris d'une évidence qui s'est imposée depuis cinq ans : que chaque sondage vérifie : le télévison public appartient aux citoyens-télépectateurs, pas au pouvoir politique.

YVES AGNÈS.

Une lettre de M. Olivier Guichard

M. Olivier Guichard, ancien ministre, député de la Loire-Atlantique, nous écrit après l'article d'Yves Agnès sur « La classe aux journalistes » à la télévision (le Monde du 15 avril). Nous y avons cité une lettre de M. Guichard à M. Jean-Noël Jeanneney, s'annonçant que la station décentralisée de Radio-France vient touter la Vendée « sur un secteur couvert depuis longtemps par une radio privée qui reflétait assez bien l'état d'esprit de la majorité d'une population peu favorable à l'actuel gouvernement ». Nous écrivions : « Pour M. Guichard, les moyens d'information semblent donc devoir être politisés et « refléter la majorité ». Ainsi, à travers la privatisation, on en finirait avec la neutralité du service public de radiotélévision et l'on se dirigerait vers une information si possible monocolor ».

M. Guichard estime qu'il s'agit là d'un commentaire « unilatéral des procédés qui relèvent de l'analyse et de la simplification ». Il nous écrit :

« La neutralité — du service public de radio est une expression qui pourrait prêter à sourire, mais tel n'est pas mon propos. Puisque M. Agnès tire des conclusions d'une partie seulement de l'« anecdote » racontée à sa manière par M. Jean-

nency dans son livre récent, je rappellerai que, dans un éditorial du 13 septembre 1985, j'ai en effet protesté contre les émissions d'un rémetteur de Loire-Atlantique, installé à La Roche-sur-Yon, et qui brouillait les émissions de Radio-Atlantique ».

C'est ce que M. Jeanneney, dans son livre, appelle « une petite » maladroite technique de TDF. Il y fut mis fin à la suite de ma protestation. Loin de m'élever contre le pluralisme, et dans le même article, je me réjouisais de voir arriver Radio-Loire-Atlantique à Nantes. Tout permettait de penser que c'était une radio départementale, puisque la direction de Radio-France était venue en demander le financement au département de Loire-Atlantique ».

Au reste, dans mon rapport « Vivre ensemble », en 1976, (page 275, comme me le rappelle M. Jeanneney), je proposais déjà la création de radios départementales. Au nom de quoi M. Agnès me reproche-t-il d'être contre le pluralisme ? Est-ce vouloir politiser les moyens d'information que de demander — comme je le fais depuis longtemps sans succès — que les collectivités locales aient leur mot à dire dans l'utilisation de ces moyens ? »

هكذا من الراحل

Dans une interview au « Nouvel Observateur »

« JE NE VEUX PAS DE BATAILLE JURIDIQUE, JE VEUX NEGOCIER »

déclare M. Jérôme Seydoux

« Je suis très serein, vous savez. Mon objectif n'est pas de me lancer dans une bataille juridique contre le gouvernement. C'est de négocier. » M. Jérôme Seydoux, PDG de la cinquième chaîne de télévision, qu'il a créée avec M. Silvio Berlusconi, joue la modération dans l'interview qu'il a accordée au *Nouvel Observateur* (9-15 mai). Sur la qualité, souvent décriée, de la « 5 », M. Seydoux admet que la chaîne privée est « un piètre exemple de la télévision que l'on va faire. (...) Nos programmes correspondent à ce qu'on pouvait faire. Pas forcément toujours à ce qu'on aurait aimé faire. »

Après avoir confirmé que la « 5 » a « fait des offres pour le mois de septembre » à Patrick Sabatier, Stéphane Collopy et Bernard Tapie, à la question de savoir ce qu'il fera si la future loi sur l'audiovisuel remet la concession en question, le PDG répond : « Si le gouvernement décidait de tout casser et procédait à un appel d'offres, nous serions candidats à notre propre succession, ainsi qu'aux autres chaînes, et notamment Antenne 2 ».

Quant au prix qu'il serait prêt à payer, il a répété que le chiffre de 4 milliards de francs est « un prix parfaitement réfléchi. La « 5 » représente un investissement de 1,5 milliard de francs. La Compagnie luxembourgeoise de radiodiffusion (CLT) vaut trois milliards, si on la rapporte aux 230 millions de francs que paie Météo-Hennessy pour racheter les 8,2 % d'actions Hachette dans la CLT. Or Antenne 2 est une bien plus belle affaire que la CLT. » M. Seydoux n'a pas encore rencontré le ministre de la culture et de la communication, M. François Léotard.

« M. François Léotard, ministre de la culture, a remis, mardi 6 mai, les prix du concours des chantiers de bénévoles de la Caisse nationale des monuments historiques. Le premier prix national récompense la restauration du château de Montfort (Basse-Normandie), le premier prix régional a été remis à la Société d'histoire et d'archéologie de Saverne pour la restauration du château fort de Daubeschlagfelsen (Bas-Rhin). »

« Une nouvelle donation Lartigue. — Le photographe Jacques-Henri Lartigue a remis à M. François Léotard, mercredi 7 mai au Grand Palais, les négatifs et les albums qu'il a réalisés entre avril 1983 et mars 1986. Agé de quatre-vingt-deux ans, Lartigue avait déjà fait donation à l'Etat, en juin 1979, de deux cent cinquante mille documents (soit l'ensemble de son œuvre à l'époque), dont plus de cent mille clichés cliqués qui sont régulièrement exposés au Grand Palais (où s'ouvre, le 15 mai, une nouvelle exposition, « Le troisième œil », présentant pour la première fois les photos en relief prises entre 1902 et 1928). »

« L'historien d'art danois Hvard Rostrop vient de disparaître à l'âge de soixante-dix-huit ans. Conservateur de la Glyptothèque de Copenhague jusqu'en 1978, il avait consacré de nombreux ouvrages, articles et expositions aux peintres français des XIX^e et XX^e siècles.

CARNET

Fiançailles

— Nous annonçons avec le plus grand plaisir les fiançailles de

Lennart RUDSTROEM
et
Véronique FRANCHI

Celles-ci se dérouleront dans la plus stricte intimité à Stockholm.

Décès

— M^{me} Claude Arnal, Valérie, Jean-Philippe Arnal, M. et M^{me} Jean-Louis Arnal, Vincent Arnal. Et toute sa famille et ses amis,

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude ARNAL,

survenu le 5 mai 1986, dans sa cinquante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, le lundi 12 mai, à 11 heures.

7 bis, rue Alexandre-Parodi, 75010 Paris. 6, rue du Mont-d'Hor, 91200 Saint-Thierry.

— Le conseil d'administration et les membres du personnel des sociétés Artim et Tecmar

ont la douleur de faire part du décès de

M. Claude ARNAL,

survenu le 5 mai 1986, dans sa cinquante-quatrième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Saint-Pierre de Neuilly, le lundi 12 mai, à 11 heures.

147, avenue Charles-de-Gaulle, 92200 Neuilly.

— On nous prie d'annoncer le décès de

M. Pierre-Antoine BALLAND,

survenu le 30 avril 1986, en son domicile, dans sa cinquante et unième année.

De la part des familles Balland, Chazalviel, Dazelle, Duham, Fassin, Groulez.

M^{me} Paul-Engèle Benoist, née de Froment, et Marie-Agnès. Les familles Vitteant, Naret, de Froment, Latour,

invitent ceux qui ont connu

M. Paul-Engèle BENOIST, directeur de la Banque de France de Rouanne,

décédé le 7 mai 1986, à partager leur peine et leur espérance.

Cet avis tient lieu de faire-part.

— « J'ai l'assurance que ni la mort, ni la vie... ni les choses présentes, ni les choses à venir... rien ne pourra nous séparer de l'amour de Dieu manifesté en Jésus-Christ notre Seigneur. » (Rom. 8, 38-39.)

Le Seigneur a rappelé auprès de Lui sa servante

sœur Antoinette BUTTE, fondatrice de la communauté de Pomeyrol, chevalier de la Légion d'honneur,

le 30 avril 1986, dans sa quatre-vingt-huitième année.

Hélène Butte, sa sœur, La famille de Maleprade, Ses neveux et petits-neveux, Les sœurs de la communauté de Pomeyrol, à Saint-Etienne-du-Grès, 13150 Tarascon.

— Le conseil d'administration et l'ensemble du personnel de l'Institut international de robotique et d'intelligence artificielle de Marseille

ont la douleur de faire part du décès de

M. Gaston DEFFERRE,

président fondateur de l'IIRIAM,

survenu le 7 mai 1986.

— M. Michel DINNEQUIN

nous a quittés à l'âge de soixante et onze ans, le 4 mai 1986.

Durant sa longue maladie, il a demandé que Dieu accepte l'offrande de ses souffrances pour tous ceux qu'il aime.

De la part de M^{me} Michel Dinnequin, Ses enfants, Françoise, Bernard, Yves, Geneviève, Paul-Luc, Et leurs familles et amis.

— Saint-Rémy-l'Honoré. Saint-Cloud.

M^{me} Michel Heitzmann, son épouse, Elisabeth, Annick, Caroline, Jean-Baptiste, Christian, ses enfants, Ainsi que toute sa famille, ont la douleur de faire part du décès de

M. Michel HEITZMANN,

ingénieur ECAM-ESE,

survenu le 2 mai 1986.

L'inhumation a eu lieu dans l'intimité familiale, en l'église de Saint-Rémy-l'Honoré.

Cet avis tient lieu de faire-part.

M^{me} Michel HEITZMANN, 43 bis, rue des Ténarolles, 92210 Saint-Cloud.

— Le docteur et M^{me} Marc Leroy, leurs enfants et petits-enfants, prient de faire part du décès de

M^{me} Paul LEROY,

née Madeleine Mabire,

leur mère, grand-mère et arrière-grand-mère,

survenu le 28 avril 1986 à Bayeux, dans sa quatre-vingt-dix-septième année.

La cérémonie religieuse a eu lieu dans l'intimité, en l'église de Saint-Vaast-sur-Seules (Calvados), suivie de l'inhumation dans le caveau de famille, le 30 avril.

15, rue Franche, 14400 Bayeux. 6, rue Stanislas, 75006 Paris.

— Les familles Munier, Kodoma, Bernard, Jouando,

ont la douleur de faire part du décès de

Paula MUNIER-DOUMAIN,

le 28 avril 1986.

Les obsèques ont eu lieu le 2 mai, au cimetière de Brissarthe (49).

— M^{me} veuve Jeandel, née Lucienne Pelisson, M. et M^{me} Paul Pelisson, M. Daniel Pelisson et leurs enfants,

ont le chagrin de faire part du décès de

M. Maurice PELISSON,

leur père, grand-père et frère,

survenu dans sa quatre-vingt-neuvième année à Royan.

— M^{me} Léon Roucoules, Le docteur Pierre-Etienne Roucoules, Le docteur Véronique Chassang, M. Philippe Chassang, M^{me} Gaubert Roucoules, Romain Roucoules,

ont la douleur de faire part du décès du

docteur LÉON ROUCOULES,

professeur honoraire de l'université Paris-V,

président honoraire de l'Académie de chirurgie dentaire, chevalier de la Légion d'honneur.

leur épouse, père, grand-père, survenu le 7 mai 1986, dans sa quatre-vingt-neuvième année.

La cérémonie religieuse sera célébrée en l'église Sainte-Odile, le samedi 10 mai, à 10 h 30, 2, avenue Stéphane Mallarmé, à Paris-17^e.

Priez pour lui.

Prière de n'apporter ni fleurs ni couronnes.

13, rue Brémontiers, 75017 Paris.

Anniversaires

— A l'occasion du premier anniversaire du décès de

Gérard DEMARGERIE,

une messe sera célébrée le mercredi 14 mai 1986, à 14 heures, en l'église Saint-Pierre de Chaillot.

— Depuis dix ans

Alain MOPPERT

repose dans sa forêt de Vieux-Moulin.

Tabati.

Soutenances de thèses

— Université Paris-III, vendredi 16 mai, à 14 heures, salle Octave-Gréard (Sorbonne), M. Guy Rosa :

« Victor Hugo, le droit à la parole. »

Pompes Funèbres

Marbrerie

CAHEN & C^{ie}

43-20-74-52

BERTEIL

PARIS - DEAUVILLE

L'ÉTÉ...

CHEZ BERTEIL

3, PLACE SAINT-AUGUSTIN 75008 PARIS

7, RUE DE SOLFERINO 75007 PARIS

LOTTO N° 19

TIRAGE DU MERCREDI

7 MAI 1986

2 3 6 27 35 44 9

NUMERO COMPLEMENTAIRE

PROCHAIN TIRAGE : SAMEDI 10 MAI 1986

VALIDATION : POUR LE MERCREDI 14 MAI 1986
ET LE SAMEDI 17 MAI 1986
JUSQU'AU MARDI APRES-MIDI

NOMBRE DE GRILLES GAGNANTES	RAPPORT PAR GRILLE GAGNANTE (POUR 1F)
8 BONS N°	2 4 590 445,00 F
5 BONS N° + complémentaire	44 97 370,00 F
5 BONS N°	1 231 10 935,00 F
4 BONS N°	86 263 155,00 F
3 BONS N°	1 886 270 10,00 F

N'oubliez pas : LA SEMAINE PROCHAINE
UNE SUPER CAGNOTTE LE MERCREDI
UNE SUPER CAGNOTTE LE SAMEDI
LES 2 SUPER-CAGNOTTES DES BEAUX JOURS

LOTTERIE N° 19 - LOTTERIE NATIONALE ET DU LOTO NATIONAL

RELIGION

Être musulman en France

(Suite de la première page.)

« Nous sommes des enfants perdus. La France est un désert spirituel. Il n'y a pas de relations humaines autres que des relations d'intérêt... » Le premier choc pour un croyant comme Cherif, vingt-six ans, arrivant d'Algérie en France, est la découverte d'une société sans âme et sans Dieu.

Avant de manger, d'écrire, de travailler, autant d'actes qui sont pour lui sacrés, le bon croyant dit : « Bismillah... » (« Au nom de Dieu »). Si la modernité est confondue avec la sécularisation et la perte du sens du sacré, les musulmans la refusent : « Une société qui n'intègre pas le sacré est considérée comme perverse. »

L'un des concepts les moins compris est celui de la séparation des confessions et de l'Etat. Le musulman se demande pourquoi

la puissance publique en France ne fait pas tout pour encourager la vie religieuse, car celle-ci est pour lui la condition de l'équilibre de l'individu et de la société. La vie du fidèle est rythmée par les cinq prières quotidiennes, mais les conditions de travail n'y sont pas adaptées.

La mosquée ou la prison

Des demandes sont régulièrement adressées aux autorités françaises par la Mosquée de Paris pour que le travail du vendredi dans les entreprises soit réduit d'une heure (certaines le font déjà) ou pour que les deux fêtes de l'Aïd et celle du premier jour de l'an de l'hégire soient déclarées jours fériés. « Ce serait, dit

Comment jeûner pendant un mois dans un environnement indifférent ou hostile ?

Cheikh Guessoun, adjoint du recteur de la Mosquée de Paris, un acte symbolique profond.

Vivre l'islam dans une société laïque est une épreuve d'autant plus difficile que la communauté ne peut compter que sur elle-même pour pourvoir à ses besoins religieux. Trois à quatre mille personnes - beaucoup de jeunes étudiants et de femmes - se rendent chaque vendredi après-midi à la grande Mosquée de Paris, place du Puits-de-l'Ermite. Elle débordait, faute de place à l'intérieur de la salle de prières, beaucoup vont chercher un asile, pour leur modeste tapis, dans les allées

contiguës. Haut lieu symbolique de l'islam en France, la Mosquée de Paris est accueillie en grand frais. Ses deux nouvelles salles d'ablution - femmes d'un côté et hommes de l'autre - en riche mosaïque verte et blanche ont coûté 3 300 000 francs. Les demandes d'aide adressées à l'Etat et à la mairie pour le moment restent lettre morte.

« Un islam de catacombes », dit le recteur. On estime à environ 700 le nombre de lieux de prière pour une communauté de 3 millions d'âmes qui connaît un réveil religieux sans précédent. Dans ces chiffres, on classe quelques grandes mosquées (deux à Paris, en région parisienne : à Bobigny, Drancy, Mantes-la-Jolie ; en province : à Marseille, Lille, Nancy, Strasbourg), mais aussi dans des appartements d'HLM, dans des caves d'immeubles et des foyers de travailleurs. Une situation notoirement insuffisante au regard de la communauté qui fait répandre le slogan suivant : « Français, construisez des mosquées et vous fermerez des prisons ».

La revendication porte maintenant sur les cimetières : les tombes doivent être orientées vers La Mecque et faute de trouver des emplacements adaptés, les bons musulmans rapatrient leurs défunts, à grands frais. Le cimetière musulman de Bobigny, unique en France, ne suffit plus : « Dans chaque cimetière, dit un responsable religieux, il faudrait un carré réservé aux musulmans ».

Mais devant les batailles politiques et administratives liées à la construction des lieux de culte - après cinq ans, le projet de la mosquée à Lyon est toujours dans les cartons -, les musulmans de France prennent peu à peu leur parti d'une religion qui ne soit pas trop « visible ». « L'islam n'est pas dogmatique. On peut tout aussi bien prier dans sa chambre ou dans un hangar. Il vaut mieux former des hommes que construire des pierres. »

La grande question est devenue celle, en effet, de l'encadrement et de la formation de cette communauté. Une religion qui ne se transmet pas par le père et le fils est d'autant plus grande que la communauté est plus éloignée géographiquement de ses sources.

Même si la tradition orale est toute puissante dans l'islam, les musulmans installés en France manquent d'ouvrages, non seulement de copies du Coran, de textes d'interprétation, mais aussi de manuels pratiques pour le ramadan ou le pèlerinage du

hadj : « Les livres qu'on nous envoie des pays arabes, dit un responsable, sont totalement inadaptes à la mentalité, aux manières de vivre et aux réalités vécues en France. »

C'est le même casse-tête pour les imams. Dans n'importe quelle mosquée, quiconque connaît quelques sourates du Coran peut prescrire la prière. Mais devenues plus exigeantes en matière d'étude, les associations vont chercher dans les pays du Maghreb des imams dont elles prennent en charge les conditions de séjour en France.

Hummes pieux, connaissant par cœur le Coran, portant barbe et turban, ils ne savent cependant rien de la réalité occidentale et imposent à des jeunes pratiquants nés en France des habitudes venues tout droit de Kabylie ou du Rif marocain. La Mosquée de Paris refuse même les certificats d'aptitude et, devant le malaise grandissant, des pays musulmans ont envoyé en France l'an dernier pour le ramadan des imams qualifiés, dont une dizaine d'Algériens, cinq Tunisiens, quatre Égyptiens et même deux Libyens.

Du vendredi au dimanche

Cela laisse entière la question de l'enseignement coranique à la charge de parents incompétents, impuissants, ou limité à quelques cours dans les mosquées. Parmi tous les griefs qui opposent parents et enfants immigrés, la question de l'éducation morale et religieuse est l'une des plus irritantes. « Vous n'imaginez pas à quel point les familles sont déchirées, explique Adlen Bentounès, Les jeunes filles veulent porter des minijupes, sortir en boîtes et, comme leurs copines françaises, prendre la pilule. Vous devinez la réaction des parents musulmans. Des drames éclatent qui se traduisent par des fugues et des suicides. »

S'agissant d'enfants déchirés entre deux cultures, cette question de l'éducation est d'autant plus ressentie dans la communauté musulmane que son réveil culturel et religieux se traduit surtout par une soif de comprendre, d'apprendre et d'approfondir l'islam et l'étude de la civilisation arabe.

Quelques cours d'arabe sont donnés dans certaines écoles élémentaires de la région parisienne, mais des refus polis sont opposés à la Mosquée de Paris quand celle-ci demande aux académies et aux mairies de libérer des salles de classe à des fins d'enseignement du Coran. De même l'enseignement de la langue arabe et de la civilisation islamique est-il limité à quelques départements universi-

taires. Il est à noter enfin qu'au département d'histoire des religions à Paris-IV, celle de l'islam n'est pas enseignée.

Marginalisation, isolement, ignorance. Ces mots reviennent comme des leitmotivs. Des groupes se prennent en charge comme la société des Amis de l'islam : faute de pouvoir se retrouver et prier ensemble le vendredi, près d'une centaine d'hommes et de femmes - médecins, techniciens, ouvriers, commerçants, chômeurs - se réunissent tous les dimanches dans leurs locaux de Drancy, rue Barbusse. Chants, prières, litanies, méditation du Coran et moments de fête alternent pendant tout l'après-midi.

Leur conception d'un islam moderniste, ouvert, généreux commence à être connue. La société des Amis de l'islam est sollicitée pour donner des cours dans la région parisienne ou animer des « journées islamiques » dans tel lycée ou collège. Ils refusent toute subvention des pays arabes ou des municipalités.

Un cas isolé. La grande faiblesse de la communauté musulmane est sa pauvreté et son sous-développement culturel. « Nous ne parvenons pas, dit Mohamed Arkoun, universitaire, à porter nos problèmes à un niveau de responsabilité tel qu'ils puissent être pris en série. Les juifs ont des représentants aux points-clés de la société, mais les musulmans forment encore un immense marais. Leurs problèmes pour le moment ne peuvent être résolus que par des initiatives de charité. »

Sans compter les influences politiques des pays d'émigration qui contrôlent en France - et avec quel soin ! - leurs ressortissants. La France a une carte à jouer, assure Mohamed Arkoun, « car, dès que vous parlez aux jeunes d'un islam moderne, humaniste et universaliste, le seul islam authentique, vous les intéressez. Mieux, vous les libérez. »

HENRI TINCQ.

Le pape dans la Romagne « rouge ». - Jean-Paul II a commencé, le jeudi 8 mai, un voyage de trois jours dans la région d'Emilie-Romagne, considérée comme l'une des plus anticléricales d'Italie. En Romagne, ancien Etat pontifical, où la plupart des élus sont communistes, l'accueil a été courtois. Salué par le maire communiste de Forlì, parlant de cette visite comme d'un « signe des temps nouveaux », le pape a répondu que l'Eglise acceptait « les profonds changements » intervenus depuis la dernière visite du pape, Pie IX.

Le bicentenaire de la naissance du curé d'Arz. - Cinq mille fidèles et une douzaine d'évêques ont célébré, le jeudi de l'Ascension à Dardilly (Rhône), le deuxième centenaire de la naissance, le 8 mai 1786, de Jean-Marie Vianney, futur curé d'Arz. La cérémonie était présidée par le cardinal Decourtray, archevêque de Lyon, et le cardinal Marty, ancien archevêque de Paris.

ANNONCES CLASSEES

REPRODUCTION INTERDITE

OFFRES D'EMPLOIS

OFFRES D'EMPLOIS

Le groupe EGOR rappelle aux lecteurs du Monde les postes qu'il leur a proposés récemment :

DYNAMISER LE SYSTEME D'INFORMATIONS COMPTABLES VM11/811C

INSEEC BORDEAUX-PARIS 1000 étudiants à l'horizon 1987

RESPONSABLE DES RELATIONS EXTERIEURES VM34/1790 A

FULMEN

Développer les batteries de demain...

RESPONSABLE DES ETUDES DE DEVELOPPEMENT PRODUITS VM19/431 AE

Electronique

JEUNE INGENIEUR DE RECHERCHE VM19/431 AF

Recherche et développement

JEUNE INGENIEUR ELECTRONICIEN VM19/431 AG

INGENIEURS ELECTRONICIENS, LE MARKETING VOUS TENTE ? VM23/1386 N

Si vous êtes intéressé par l'un de ces postes, nous vous proposons de nous adresser un dossier de candidature en précisant la référence choisie.

GROUPE EGOR
8, rue de Bern - 75008 PARIS

PARIS BORDEAUX LYON NANTES STRASBOURG TOULOUSE
MILANO PERUGIA ROMA VENEZIA DUISSELDORF LONDON MADRID MONTREAL TOKYO

egor

représentation offres

BONNETERIE
(livret, enfants, femme)
ch. REPRES. MC PH SECTEUR
77, 78, 91, 92, 93, 94, 95
Ecrire : 233 M.P.A., 9.P. 124,
42300 ROANNE

DEMANDES D'EMPLOIS

Etudiant 18 ans, bac 9, dipl.
tyd, cherche emploi 15 juin-
16 juillet. Répondre s.v.p.
Ecrire sous n° 7 263
LE MONDE PUBLICITE,
5, rue de Montesson, Paris 77.

propositions diverses

L'Etat offre des emplois
stables, bien rémunérés, à
tous les Français avec ou
sans diplôme. Demandez une
documentation à l'adresse
ci-dessous : FRANCE CARRIERES (C
181 BP 402-09 PARIS CEDEX 09).

automobiles

ventes

plus de 16 C.V.

ROLLS-ROYCE

Silver Spirit 1981, 71 000 km.
Tél. 1-41-34-99-21.

deux-roues

APPEL EXCEPTIONNELLE
HONDA 250 cc, 400 F 2
modèle 1984, 4 500 km.
Argus 18 100 F à débiter.
Tél. : 60-07-38-11 suite 20 h.

L'immobilier

appartements ventes

5^e arrdt
CENNER-GORELINS
3 P., cuis., 60 m², 1^{er} ét., asc.,
soit 425 000 F. 43-58-17-38.

7^e arrdt
ECOLE MILITAIRE 47-03-32-44
7 p., gd. balc., asc., p. de t.,
SUD PLEIN CIEL.

11^e arrdt
RICHARD-LENOIR
belle, récent, très beau studio
32 m² + balcon, PARKING,
GARBI 45-67-22-88.

appartements achats

AGENCE LITRE
Rech. pour clientèle française
et étrangère spots et hôtels
dans quartiers réels. Paiement
constant chez nous.
Tél. : 45-64-44-45.

Rech. URGENT 110 à 140 m²
Paris, préfère 5^e, 6^e, 7^e, 14^e,
15^e, 16^e, 4^e, 12^e s. P. P. P.
COMPTANT. T. 46-73-87-80.

locations non meublées demandes

Paris
Pour l'ensemble personnel car-
dinal et employé grande sc-
rité française électronique re-
cherche appts, studios 2 à 5 p.,
ou villas autour de Paris.
45-03-30-33, 9 h 30/19 h.

(Région parisienne)
Etude cherche pour cadres
villas très bien. Loyer garanti
(1) 46-89-88-86, 42-83-87-82.

l'agenda du monde

Particuliers (offres)

A VENDRE
ETAT NEUF : une guitare classi-
que « C. G. » + un duo bois
formant à 1 700 F. (voir 2200 F.)

ETAT NEUF : un gr. / four à
chauffage tournant, marque
APL 3 niveaux de cuisson, à
chauffage sur mur ou pose sur me-
uble transparent, minuterie,
sommets, 1 plat, 750 F.

TELEPHONE : 47-74-90-34
jusqu'à 5 h 30 du matin
à partir de 21 heures le soir.

Ameublement
Pour meubler propriété
sommets acheteurs de com-
modités, sièges, tabourets, tapis
et horloges, même meubles
état. Ecrire M. Lescureux,
87, r. de Rouen, 90 000 Amiens.

Cours
Convaincre en anglais d'ar-
rêtés. Cours très indiv. M. J.
3 participants. Méthode pra-
tique entraînant. Confiance, goût,
renouveau. Tertiaire, golf, HILL-
FIELDS, GLEBOUR MORT-
MOR, New Kidderminster, 8.
DY14 2 AL. T. 0289-270665.

Moquettes
A SAISIR
MOQUETTE 100 %
PURE LAINE
WOOLMARK
PRIX POSÉE : 88 F/m².
Tél. : 46-58-81-12.

Troisième âge
Prof. COLLOMBIER (77) RE-
TRAITE valables, semi-valables,
invalides, 84-04-18-76.

SPORTS

JUDO

Le colosse à la cheville d'argile

Des deux frères Vachon, qui défendaient les couleurs de la France, le 8 mai, pour la première journée des championnats d'Europe de judo à Belgrade, un seul est monté sur le podium : Roger. En finale des mi-lourds, il s'est incliné, comme l'an passé, face au Belge Robert Van de Walle. Christian a été éliminé par le Soviétique Vertchev, champion 1985 au premier tour en lourds, catégorie qui a été reportée par le Néerlandais Wilhelm.

De notre envoyé spécial

Belgrade. - En prenant du muscle, les judokas modernes auraient perdu la spiritualité de leur art. Une vision superficielle de ce sport de combat fondé sur la souplesse permettrait d'aboutir à cette conclusion. Elle ne résiste pas à une analyse plus sérieuse. Pour ce qui est de la musculature, Robert Van de Walle est en effet un phénomène. Or, le Belge, qui a été champion olympique en 1980, compte vingt-sept médailles à son palmarès, qu'il a commencées à élaborer en 1974. On pourrait donc en déduire que de gros biceps font le champion.

Il est certain qu'il n'est plus possible de s'imposer au plus haut niveau sans une condition physique et des qualités athlétiques hors du commun. Le petit maignchon qui fait

basculer le fort des Halles grâce à une prise japonaise secrète, c'est désormais un mythe. Mais les muscles à eux seuls ne résolvent rien. Un adversaire ne se laisse pas renverser comme un sac de farine. Bref, il n'est pas de champion qui, en plus de la force, ne sache détourner à son profit celle de son rival pour triompher. Et Van de Walle en a magistralement fait la démonstration jeudi contre Roger Vachon.

Sur la bonne voie

Le Français est lui aussi une force de la nature. Champion d'Europe des mi-lourds en 1981, il avait, depuis lors, gagné deux médailles d'argent et autant de bronze dans cette catégorie. Remis en question par la Fédération française après des contre-performances aux Jeux olympiques, puis au championnat du monde, il avait particulièrement bien préparé le rendez-vous yougoslave, pour montrer aux sélectionneurs que, à vingt-huit ans, il tenait toujours sa place dans l'équipe nationale.

En dominant largement en demi-finale le Soviétique Koba Kuridze, qui l'avait battu en février dernier au tournoi de Tbilissi (Géorgie), Roger Vachon a montré qu'il s'est remis sur la bonne voie. Pourtant, il n'a pas pu aller plus loin dans sa démonstration. En finale, il retrouvait le Belge qui l'avait battu

l'année dernière en Norvège. Le judo de Van de Walle est-il plus subtil que celui de Vachon ? Comme leur affrontement a surtout ressemblé à une bataille de chiffonniers, rien n'a permis de l'affirmer. Parfois, on avait le même sentiment que le Français allait étouffer le Belge comme un poulet. Mais à Belgrade, comme à Hamar (Norvège) l'an passé, tout ce désordre ne tendait que vers un but : faire avancer le pied gauche de Vachon.

Dans cette position - et seulement dans celle-là - pendant une fraction de seconde, le combattant de Villiers-le-Bel est vulnérable. Il s'agissait donc pour lui d'éviter ce faux pas sans hypothéquer ses opportunités d'attaque. En revanche, Van de Walle ne devait pas laisser passer la moindre occasion de donner son coup de patte.

Et il ne le laissa pas passer, parce que cet Hercule des tapis à la gémie du combat : sur une reprise de garde, il a cueilli la cheville gauche de Vachon, qui marchait vers lui en mettant tout naturellement un pied devant l'autre. La précision du geste, une simple pichenette, effectuée avec le plus grand naturel, était un saisisant raccourci de l'art du judo. Un dixième de seconde avant, ou après, un coup de pied de main d'aurait pas ébranlé Vachon. Fils à l'instant du déséquilibre, celui-ci s'écroulait, vaincu. Mais le judo était finalement vainqueur.

ALAIN GIROUD.

économie

ÉTRANGER

DEVANT LES DIFFICULTÉS DES BANQUES DE L'ÉNERGIE ET DE L'AGRICULTURE AUX ÉTATS-UNIS

Les autorités fédérales s'apprêtent à « reréglementer » l'activité bancaire

Le FARM Credit System (FCS) américain a perdu 206 millions de dollars au premier trimestre de fait de prêts irrécouvrables à l'agriculture, et les prêts à risques « atteignent désormais 68 % du total des crédits accordés. Avec en outre à gérer les caisses des banques de l'énergie, les autorités fédérales s'apprêtent à reréglementer les activités bancaires.

Correspondance

Washington. — Des événements se préparent dans le secteur bancaire aux États-Unis. Ce n'est pas un secret pour personne : avant le début de la prochaine décennie, le cinquième des 18 000 banques et caisses d'épargne du pays disparaîtront. Elles n'auront pas disparu pour autant : elles auront été absorbées. A la faveur des crises bancaires en cours et de celles à venir, c'est en réalité une restructuration complète des agents financiers des États-Unis qui est en cours. Les autorités fédérales cherchent, par tous les moyens, à amorcer la législation bancaire. Ainsi, après avoir dérogé, elles

s'apprêtent dans certains cas à « reréguler » ou à changer leur fusil d'épée. Les bénéfices brillants annoncés par de grandes banques comme la Chemical New-York Corporation, la Marine Midland Bank, la Bankers Trust New-York Corp., la Manufacturers Hanover Corp., la Citicorp et quelques autres ne font pas illusion. Ils sont le résultat de la récente période de hauts taux d'intérêt. Alors que ceux-ci sont maintenant à la baisse. Les affaires sont de plus en plus difficiles pour les banques commerciales, qui disposent de dépôts croissants face à un nombre d'emprunteurs de plus en plus restreint et de moins en moins bonne qualité. Les sociétés de premier ordre ont tendance à lever leurs fonds sous forme de papier commercial et d'émissions d'obligations, au lieu qu'il ne reste plus guère aux banques commerciales qu'une proportion croissante de débiteurs de second ordre.

Misère profonde

Surtout, ces brillants résultats masquent la misère profonde du secteur bancaire américain, affecté non seulement par le problème de la dette du tiers-monde, mais aussi, à l'intérieur, par la grave crise de l'agriculture et par la chute des prix du pétrole. La First City Bancorporation of Texas a annoncé en avril une perte de 232 millions de dollars alors qu'elle présentait 8 millions de dollars de bénéfices il y a un an. Plus d'une centaine, sur les 563 banques que l'administration fédérale qualifie de « banques de l'énergie », parce qu'elles font plus du quart de leurs prêts à des compagnies pétrolières ou gazières, sont sur la liste des institutions financières « à problèmes ».

La crainte des autorités est que la faillite d'une grande banque, au Texas par exemple, mais aussi en Louisiane ou en Oklahoma, n'entraîne une crise comparable à celle due à la banqueroute de la Continental de Chicago, ou qu'une série de faillites plus petites entraîne une vague de méfiance et un désajustement de l'ensemble du système bancaire.

L'administration attentive

Le secrétaire d'État au Trésor, M. James Baker, a demandé au Congrès de « faciliter les procédures et les conditions de reprise des banques et caisses d'épargne en difficulté par d'autres ». Pour encourager les banques en bonne santé à reprendre les autres, le contrôleur de la monnaie, M. Robert

Clark, a proposé le 28 avril que les banques étrangères à l'État dont elles achètent un établissement se voient donner le droit d'étendre les activités de cet établissement dans le même État, là où la législation nationale l'interdit encore. Il y a trois ans, le Congrès avait permis aux autorités financières de rechercher, même au-delà des limites de l'État d'un établissement en difficulté, des banques disposant d'un minimum de 500 millions de dollars d'actifs pour reprendre leurs petites sœurs en difficulté.

Il est question maintenant d'abaisser la limite à 250 000 dollars pour multiplier le nombre des acquéreurs éventuels. Contrairement à toute la tradition bancaire américaine, même les caisses d'épargne sont maintenant autorisées à acheter des banques par-dessus les frontières des cinquante États américains.

Ces opérations tournent parfois au mal concurrentiel, comme la reprise de la National Permanent Bank of Washington DC, pour laquelle le milliardaire pétrolier californien Gordon P. Getty vient de faire une offre en concurrence avec d'autres groupes. C'est que l'assommoir de la législation ouvre maintenant aux établissements du district de Columbia la possibilité de se développer dans la Virginie et le Maryland voisins. Les grands intérêts veulent bien le parti qu'ils jouent de ces petites banques, mais ils ne veulent pas que celles-ci soient autorisées à entreprendre ce qui leur a été interdit jusqu'ici.

C'est pourquoi, indépendamment même des difficultés des petites établissements, on s'attend pour les mois à venir à une vague de fusions et de concentrations entre banques, même grandes, et y compris dans les grands centres financiers comme New-York et Los Angeles où les agents de la profession, aux prises avec des créances moins rentables à l'étranger que celles qui ont cours dans le pays, envisagent de se diversifier géographiquement... chez eux. Dans de telles conditions, on s'explique le début qui a cours sur la « dérégulation » et la « rerégulation ».

En principe, la période de dérégulation de la profession a pris fin le 31 mars, date à laquelle l'exécution du programme quinquennal de suppression des contrôles sur les taux d'intérêt est arrivée à son terme. Les autorités se rendent compte que la concurrence dans laquelle se sont lancées certaines banques en augmentant démesurément leurs taux pour augmenter rapidement leurs dépôts disponibles, a été la cause de bien des faillites. La crois-

sance rapide, y compris dans les caisses d'épargne qui se livrent à des opérations immobilières hautement spéculatives, explique bien des difficultés.

« La nécessité et non l'idéologie »

D'un côté, les grandes banques estiment que la dérégulation n'a pas encore été assez loin. De l'autre, les trois agences fédérales qui sont chargées de contrôler les banques commerciales ont entrepris de rédiger un Congrès des pouvoirs accrus pour pouvoir faire évoluer « en douceur » la profession. La tendance, reflétant, comme le faisait remarquer récemment le *New York Times* « la nécessité et non l'idéologie », est donc à la « rerégulation ». La Banque de Réserve fédérale, le contrôleur de la monnaie et le FDIC ont tous indiqué, le mois dernier, leur intention de remonter de 6 % à 9 % le ratio minimum de capital des banques. La Banque de Réserve a annoncé qu'elle limiterait l'utilisation de certificats « à hauts rendements » (et à hauts risques) dans les offres publiques d'achat non amicales.

La FED et le FDIC étudient ensemble le moyen d'injecter des fonds publics dans les banques en difficulté, au besoin en prenant momentanément une part de leur capital, comme dans la Continental Illinois. La FED a renforcé ses équipes de contrôle en engageant trois cents contrôleurs supplémentaires et mille deux cents employés nouveaux au cours des derniers mois. La réglementation des caisses d'épargne vient d'être resserrée.

La « dérégulation » ne vise pas à revenir au système de réglementation étroite en vigueur dans les années 70, mais à éviter les excès, y compris ceux de la dérégulation. Les banques non bancaires « fleurissent » : grands magasins ou vendeurs d'automobiles qui s'improvisent gestionnaires de fonds, inversement, les banques commerciales se lancent maintenant dans toutes sortes d'activités non bancaires, y compris la gestion des entreprises clientes, qui explique en partie la vague de fusions et d'acquisitions qui se déchaîne dans tous les secteurs.

La semaine dernière, une petite banque de Virginie, entreprenant une campagne de publicité pour se faire connaître dans le district de Columbia, se présentait à travers un film tourné dans un restaurant de « hamburgers » et qualifiait pour le grand public ses produits financiers à la portée de tout le monde de « bankburgers ». Il ne faut rien exagérer.

JACQUELINE GRAPIN.

REPÈRES

Dollar : repli à 6,96 F

Sur des marchés des changes plus calmes après l'agitation des jours précédents, le dollar a fléchi vendredi 9 mai, revenant de 7,01 F, cours officiellement coté le 7 mai, à 6,96 F et de 2,20 DM à 2,1850 DM. Son repli a été beaucoup plus vif à Tokyo, où le billet vert a, une fois de plus, battu tous ses records de baisse à 183 yens, après 182,80 yens, sur de très gros ordres de ventes émanant des firmes japonaises elles-mêmes, qui redoutent une baisse ultérieure à 160 ou même 150 yens.

Construction : la situation s'améliore

Les entrepreneurs du bâtiment attendent une légère amélioration de leur activité au cours des prochains mois, particulièrement pour le gros œuvre, écrit l'INSEE, au vu de son enquête trimestrielle dans ce secteur. L'emploi devrait continuer d'évoluer plus favorablement. Les carnets de commandes, bien que jugés encore insuffisants par la moitié des entrepreneurs, sont globalement considérés comme mieux garnis. Cette amélioration est due à une nette remontée dans le gros œuvre, alors que le second œuvre est en recul.

Production industrielle : + 1,5 % en un an

La production industrielle a peu progressé en 1985. L'indice trimestriel calculé par l'INSEE sur la base 100 en 1970 s'est inscrit à 138 au quatrième trimestre 1985, contre 137 au troisième trimestre (- 0,8 %), après correction des variations saisonnières. Sur un an (quatrième trimestre 1985 comparé au quatrième trimestre 1984), la progression de l'indice - bâtiment et travaux publics exclus - n'est que de 1,5 %. La production de biens intermédiaires régresse de 1,7 % en un an, celle de biens de consommation (+ 1,3 %) et de biens d'investissement (+ 2,7 %) progressent. Malgré sa publication tardive, l'indice trimestriel apporte des données intéressantes sur l'évolution de la production dans la mesure où il couvre un champ nettement plus large de l'industrie que l'indice mensuel.

SOCIAL

Quand les choix du gouvernement préoccupent le patronat de l'intérim

Pour être particulière et embrouillée, la situation du travail temporaire (l'intérim) a peut-être fourni à M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, l'occasion de montrer comment il pouvait aborder les dossiers les plus délicats. Ses déclarations, le 28 avril devant l'Assemblée nationale, en donnent un indice (le *Monde* du 30 avril). Elles pourraient même être considérées comme un nouvel exemple - après celui de l'autorisation administrative de licenciement - de la méthode qu'il entend suivre pour contourner une difficulté.

La plate-forme commune RPR-UDF promettait des assouplissements réglementaires pour le travail temporaire et pour le contrat de travail à durée déterminée, dont la limite aurait pu être portée à trois ans. Mais, plutôt que de pratiquer la dérégulation libérale, M. Séguin s'est montré prudent : si l'intérim et le CDD (contrat à durée déterminée) feront l'objet d'une ordonnance, celle-ci sera pour l'essentiel privée de contenu.

Le parallélisme entre les deux formules de travail différencié sera maintenu, de même que les délais de carence ou le montant respectif des indemnités de précarité. Quant aux changements, ils seront limités. Les conditions dans lesquelles on peut faire appel à l'intérim ou au CDD (les cas de recours) seront simplifiés et regroupés en quelques catégories. L'autorisation préalable de l'administration sera supprimée dans les deux ou trois cas où elle existe, sans que l'obligation d'informer soit remise en cause, l'idée étant, comme pour tous les contrôles existants, d'en limiter le caractère tracassier. Même l'allongement des durées devrait être purement théorique, les missions d'intérim n'excédant pas deux semaines en moyenne et les CDD ne dépassant pas les douze semaines, toujours en moyenne.

Trop grande habileté

Ainsi, tout en ayant formellement respecté l'engagement initial, M. Séguin a en fait débarrassé de ses aspérités un sujet qui menaçait d'être explosif et fonctionnait à la manière d'un piège. Mais, il n'est pas pour autant assuré de convaincre, peut-être en raison de sa trop grande habileté...

Le nouveau ministre des affaires sociales était en effet attendu, dans cette affaire, tant par les organisations syndicales que par les syndicats professionnels qui, une fois n'est pas coutume, faisaient pratiquement cause commune. Les uns, comme les autres, estiment avoir beaucoup à redouter de la flexibilité, jugée dangereuse pour la protection des salariés ou trop favorable à la concurrence. Les deux parties

intéressées pouvaient croire qu'elles avaient non seulement abouti à une solution acceptable, mais également construit un édifice conventionnel intangible. Les dispositions arrêtées par accord par les partenaires, le 13 mai 1985, n'avaient-elles pas été reprises intégralement dans la loi de juillet 1985 dont la dernière circulaire d'application date du 14 mars...

Peu ou mal informé de ce contexte, M. Séguin avait d'abord semblé vouloir franchir l'obstacle sans plus de précautions. Au vu des difficultés techniques, il a trouvé cette formule de compromis qui a le mérite de ne pas sacrifier politiquement les acquis contractuels aux exigences de l'Etat libéral.

« Timide nettoyage »

Contrairement aux libéraux, qui ne trouveront sûrement pas leur compte dans ce « timide nettoyage », les organisations syndicales se montrent soulagées après quelques semaines d'inquiétude. Mais ce sont finalement les syndicats professionnels de l'intérim, le PROMATT (syndicat des professionnels du travail temporaire) et surtout l'UNETT (Union nationale des entreprises de travail temporaire) qui s'avouent les plus désabusés, si ce n'est les plus sarcastiques dans leurs commentaires. « On a utilisé un marteau-pilon pour écraser une mouche », dit-on à l'UNETT. « A quoi sert une ordonnance, si c'est une coquille vide ? Qu'y a-t-il à négocier, quand il n'y a plus rien à faire ? », se demande-t-on en observant l'actuelle absence de concertation. « Le patronat en tant que tel n'a pas été consulté par le ministre », contrairement à ce qui s'était produit avec la gauche au pouvoir, fait-on encore remarquer en répétant « qu'il s'agit là d'une méthode difficilement admissible ».

S'il est vrai que ce mouvement de mauvaise humeur s'explique par le souhait d'éviter d'être l'occasion pour obtenir quand même quelques modifications à son avantage (1), cela souligne aussi l'étroitesse des voies que M. Séguin doit emprunter pour appliquer sa politique et ne brusquer personne. Sur d'autres dossiers épineux, et le ministre des affaires sociales doit en défendre plusieurs devant l'opinion, il devra rééditer son numéro d'équilibriste. A chaque fois, il lui faudra tout à la fois impressionner et ne rien compromettre sans pourtant prendre le risque de mécontenter. Un exercice difficile.

ALAIN LEBEAUCHE.

(1) L'alignement de l'indemnité de précarité sur le contrat à durée déterminée, le délai de carence et la fin des précautions pénales.

POUR LE NOUVEAU GOUVERNEMENT DES PHILIPPINES

La croissance a la priorité sur le remboursement de la dette

Correspondance

Manille. — Le gouvernement de M^{re} Aquino suivra-t-il l'exemple péruvien ? La question a été longuement débattue lors de deux conseils des ministres extraordinaires cette semaine à Manille. Confrontée à une dette extérieure évaluée à 25,2 milliards de dollars, l'économie philippine devrait normalement consacrer plus de 2 milliards de dollars cette année, l'équivalent de 50 % des recettes à l'exportation, aux seuls remboursements de ses échéances. Si le cabinet de M^{re} Aquino est divisé sur des points de procédure, voire de principe, ministres et conseillers économiques sont néanmoins unanimes à dire que, dans les circonstances actuelles, cette pression financière est beaucoup trop forte.

Mesures de représailles

Sans qu'un nouveau programme ait été présenté, le gouvernement philippin a laissé entendre qu'en aucun cas le service de la dette annuelle ne devra dépasser 10 % des revenus à l'exportation. Un des principaux conseillers de M^{re} Aquino, M^{re} Solita Monsod, ministre de la planification économique, a établi les grandes lignes de la nouvelle approche gouvernementale sur le thème : « Le développement (économique) est plus important que le service de la dette ».

Ainsi, le cabinet a d'ores et déjà rejeté plusieurs propositions mises en avant par le Fonds monétaire international, notamment un rajustement à la hausse des prix de certains produits de consommation courante et principalement celui du pétrole. M^{re} Aquino, depuis son accession à la présidence, a eu

effet réitéré à plusieurs reprises sa promesse de réduire le prix de l'essence.

En attendant, le gouvernement philippin est apparemment divisé sur le problème délicat de la réduction de certains emprunts contractés sous le régime de l'ancien président Marcos. Certains ministres, comme celui des finances, M. Jaime Ongpin, ont laissé entendre qu'ils démissionneraient si le gouvernement de M^{re} Aquino refusait d'honorer ses engagements, risquant de provoquer des mesures de représailles de la part du FMI et des nombreuses banques internationales créditrices des Philippines.

Pourtant, M^{re} Monsod a insisté sur le fait que « le gouvernement philippin se devait d'analyser attentivement les nombreuses composantes de la dette extérieure » en vue de renégocier avec ses différents bailleurs de fonds.

Le test Westinghouse

D'autres n'hésitent pas à adopter un ton plus radical. Ainsi, M. René Saguissag, conseiller spécial de M^{re} Aquino, a fait de la centrale nucléaire de Bataan son cheval de bataille. Cette centrale, qui n'est pas encore entrée en fonctionnement et dont la réalisation fut confiée à la firme américaine Westinghouse, est en effet une des « œuvres » les plus controversées du « régime Marcos ».

D'un coût total de plus de 2 milliards de dollars, le projet a obligé le gouvernement à emprunter près de 1,3 milliard de dollars auprès de diverses banques internationales - dont l'Exim Bank américaine, l'Union de banques suisses, la Citibank. Or, après que le gouverne-

ment de M^{re} Aquino eut, la semaine dernière, au lendemain de la catastrophe de Tchernobyl, décidé de mettre cette centrale « en sommeil » pour des raisons de sécurité, M. Saguissag a fait savoir que « certaines irrégularités » avaient été relevées dans le contrat liant Westinghouse à la National Power Corporation, agence d'Etat.

Corruption et pots-de-vin

Si cela se révélait exact, M. Saguissag a annoncé que le gouvernement philippin n'hésiterait pas à dénoncer les termes du contrat. Par ailleurs, M. Saguissag vient d'accuser le département américain de la justice de vouloir « cacher » des documents importants relatifs à l'affaire. La justice américaine est en effet en train de poursuivre une enquête indépendante à la suite des accusations de corruption et de pots-de-vin qui ont été portées contre Westinghouse. Le durcissement du gouvernement philippin sur ce dossier - vu ici comme un indicateur possible de la politique future de M^{re} Aquino - a naturellement été très mal accueilli dans les milieux bancaires. Une rupture éventuelle du contrat Westinghouse-NPC signifierait le refus du gouvernement philippin de respecter ses obligations envers des banques qui comptent parmi les plus importants bailleurs de fonds de l'archipel. Ainsi, lors d'un entretien avec le journal d'affaires *Business Day*, un représentant d'une de ces banques, tout en conservant l'anonymat le plus absolu, a mis le gouvernement de M^{re} Aquino « en garde » contre tout acte qui « violerait un des principes cardinaux de la communauté financière internationale », à savoir la reconnaissance de dette.

KIM GORDON BATES.

55.10.10.10

صك من الاجل

AFFAIRES

LES A-COTÉS DE LA RESTRUCTURATION DE BOUSSAC

Les mécomptes de la formation

Prolongement de l'affaire Boussac ou escroquerie annexée ? Que signifie exactement l'affaire Gérard Le Gal, du nom du directeur de Boussac Formation, l'association créée par Jean-Claude Boussac, en 1976, pour gérer le budget de formation et de reconversion du groupe textile (1) ? M. Gérard Le Gal a été écroué le mois dernier, inculpé d'abus de confiance, d'escroquerie et de complicité d'infraction à la législation sur les sociétés (le Monde du 15 avril). Parallèlement à l'instruction, une seconde enquête est menée par l'administration à l'initiative du ministre des affaires sociales, M. Séguin, sur la destination des fonds publics alloués à Boussac.

M. Le Gal était le directeur de Boussac Formation, même s'il ne figurait théoriquement pas au nombre de la quarantaine de salariés que compte l'association. Son salaire lui était versé par l'intermédiaire de la Sogeral, sa société qui emploie aussi sa femme, Mme Christine Chardon, chargée de la gestion de Boussac Formation. La Sogeral

avait comme client essentiel Boussac Formation, mais également traité ponctuellement avec d'autres entreprises, telle Biderman.

Si au début M. Le Gal gérât surtout la formation du groupe, il s'est peu à peu chargé de trouver des repreneurs aux unités cédées, une fonction qui arrangeait les différentes directions de Boussac, même si elle ne figurait pas explicitement dans son contrat. Cette activité a même pris ces dernières années une importance considérable à mesure que le groupe élargissait les actifs défectueux. Rares étaient alors les cessions dont les repreneurs n'avaient pas été trouvés par M. Le Gal.

« Un calcul byzantin »

C'est ainsi qu'il s'est trouvé impliqué dans l'affaire Internationale Cotonière, la société qui a racheté plusieurs divisions de Boussac (dont Warner-David et les Imperméables Blizzard et Cyclone) et dont les

dirigeants ont été récemment inculpés (le Monde du 24 novembre 1985). M. Le Gal leur a notamment prêté 4,75 millions de francs, et il a garanti six traites de l'Internationale Cotonière émises pour racheter Warner-David pour un montant total de 3,4 millions de francs.

La Sogeral aurait d'autre part reçu des honoraires d'une école privée de gestion, l'EBS (Européenne Business School), qu'il avait désigné comme destinataire principal de la taxe d'apprentissage de CBSF (Compagnie Boussac-Saint Frères), la partie industrielle du groupe. Ces honoraires pouvaient atteindre 40 % du montant des taxes d'apprentissage ainsi collectées par l'école.

Reste à savoir ce qui motivait M. Le Gal. Aurait-il poursuivi son propre intérêt ou était-il entraîné dans des combines sans leur opposer le discernement nécessaire ? En tout cas, on remarque que jamais la Sogeral n'a touché de Boussac Formation les sommes théoriquement prévues par le contrat signé avec l'association en 1979, qui étaient de 5 % du montant total des recettes annuelles perçues par Boussac Formation.

« C'est été un calcul byzantin », explique M. Maupin, président de Boussac Formation de 1976 à 1985. Seul salaire effectivement versé, un « fixe », annuel, qui a progressivement atteint jusqu'à 1,2 million de francs en 1985. L'année précédente, un avenant au contrat initial avait finalement régularisé cette situation. Les honoraires reçus de l'EBS auraient pu être interprétés comme « une compensation » (bien qu'insuffisante) de la différence.

Hâte et négligence

M. Le Gal semble aujourd'hui porter le chapeau des responsabilités. Le groupe Boussac se déclare totalement étranger à cette affaire. Son principal tort aurait été d'avoir « donné à Boussac Formation une trop grande autonomie de gestion », suggère M. Lanciaux, l'actuelle présidente de l'association. Car, si M. Le Gal en était le directeur de fait, les présidents successifs en titre de Boussac Formation étaient, eux, également salariés de Boussac, et même y exerçaient des responsabilités : M. Hervé Maupin est secrétaire général du groupe depuis l'époque Willot, et M. Lanciaux, nommée par M. Arnault, le nouveau PDG depuis l'an passé, en est la directrice des ressources humaines. Mais « nous ne faisons que signer

les chèques une fois par mois », explique M. Lanciaux. Les comptes, d'ailleurs vérifiés depuis par un cabinet d'audit, semblent irréprochables, au moins du point de vue de la législation comptable : à chaque dépenses correspond une facture.

La question en fait posée est celle de la destination réelle des fonds de Boussac Formation et des subventions d'aide à l'emploi des pouvoirs publics. La réponse se trouve peut-être dans le contrat qui lie la Sogeral à Boussac Formation. Pourquoi M. Le Gal a-t-il bénéficié d'une telle largesse financière et de telles responsabilités dans la cession des actifs de Boussac ? Pourquoi les dispositions financières de ce contrat n'ont-elles ensuite jamais été respectées ?

C'est au juge Michaud (qui a déjà conduit le procès Willot et est aujourd'hui également chargé du procès des repreneurs de l'Internationale Cotonière) qu'il appartient d'établir les véritables responsabilités. En l'état actuel de l'enquête, cette affaire apporte au moins un enseignement. Elle témoigne de la hâte et de la négligence avec lesquelles, depuis des années, un grand groupe industriel a procédé aux réductions dramatiques de ses personnels (de 20 000 salariés en 1981 à moins de 10 000 à la fin de 1985). Derrière le mot assepsisé de « restructuration » se cache une réalité plutôt trouble.

DOMINIK BAROUC.

(1) Boussac Formation gère les 0,8 % de la masse salariale allouée à la formation, les 0,6 % de la masse salariale allouée à la taxe d'apprentissage, ainsi que les sommes versées par le FNE (Fonds national de l'emploi) et le FSE (Fonds social européen). Au total, Boussac Formation a versé 60 millions de francs en 1985.

● Rencontre à l'université Paris-X-Nanterre. L'Association internationale des étudiants en sciences économiques et commerciales (AIESEC) et le Monde organisent, le mardi 13 mai à 12 h 30, à l'université Paris-X-Nanterre (bâtiment G, amphithéâtre), un débat sur le thème « Exportateurs, ceux qui réussissent ». Participeront à cette rencontre, MM. Antonio Basile, consultant international, Hideyasu Nasu, président de Sumitomo-France, Yves Parisot, directeur général de SPIE-Batignolles-International, et Emile Veron, président de Majorette. Le débat sera animé par François Simon, chef adjoint du service économique du Monde.

★ AIESEC Paris-X, 200, avenue de la République, 92001 Nanterre. Tél. : 47-24-79-92.

ÉNERGIE

Gaz de France baissera ses prix d'au moins 15 % à l'automne

Année-test pour Gaz de France. Talonné par la concurrence arrivée des produits pétroliers, l'établissement public devra, en octobre au plus tard, avant la prochaine saison de chauffe, ajuster ses tarifs industriels sur ceux du fioul. Après les baisses de 8 % et de 22 % déjà annoncées depuis le début de l'année, une nouvelle diminution d'environ 15 % est inévitable si GDF veut récupérer les clients incertains qui préfèrent depuis peu revenir au pétrole.

Pour se battre sans accumuler de nouveaux déficits, l'établissement, tout juste sorti du rouge l'an passé, doit, dans le même temps, réussir à arracher à tous ses fournisseurs des conditions aussi favorables que celles obtenues des Néerlandais et des Soviétiques en 1985. Pen à peu, une sorte de « contrat type » s'impose au marché gazier international. Indexé sur les produits concurrents du gaz, très souple quant aux quantités, il permet aux acheteurs comme Gaz de France de se caler durablement sur les tarifs pétroliers.

Un hic : les baisses ne se répètent qu'avec retard, ce qui oblige l'établissement à anticiper auprès de ses clients, au risque de se tromper. La diminution des prix, pour les contrats hollandais et soviétiques, se répète ainsi sur neuf mois. Il faudra donc attendre l'hiver prochain pour que l'établissement bénéficie pleinement de la chute des cours du fioul enregistré au cours du premier trimestre par les pétroliers et aussitôt répercutée par eux.

Mais GDF, aidé par le retournement du marché gazier, dominé par les acheteurs, peut aussi jouer sur la souplesse permise par ses contrats,

pour moduler ses enlèvements au mieux de ses intérêts. L'objectif est de limiter au minimum les achats tant que la baisse des prix n'est pas totalement répercutée. Gens par cette tactique, les Soviétiques viennent ainsi d'accepter d'anticiper, dans leurs tarifs, la baisse prévue à l'automne, la condition que GDF augmente les quantités enlevées. C'est ce qui explique que l'URSS soit devenue depuis peu le premier fournisseur de gaz de la France.

Aligner les contrats

L'enjeu principal des négociations en cours est d'aligner les contrats algériens et norvégiens sur ceux acceptés par les Hollandais et par les Soviétiques. Pour la Norvège, les choses paraissent bien engagées. Les opérateurs du gigantesque gisement de Troll (1 200 milliards de mètres cubes récupérables) négocient depuis l'an passé avec le consortium européen dont fait partie la France. Il est prévu la vente, après l'an 2000, de quelque 15 à 20 milliards de mètres cubes par an. L'exploitation devra démarrer en 1993-1994 et atteindre le plein développement en 2010. Ce contrat, particulièrement ardu à boucler, compte tenu du coût très élevé des investissements - de 6 à 10 milliards de dollars, intérêts compris, soit l'équivalent du tunnel sous la Manche - devait être conclu d'ici à la fin de l'année.

Les Norvégiens auraient, semble-t-il, d'ores et déjà accepté le principe du netback, c'est-à-dire un calcul de prix, qui, partant des cours des produits concurrents au niveau des consommateurs - fioul lourd dans l'industrie, fioul domestique dans l'habitat existant, électricité pour les

ENTREPRISES

Photocomposition : Agfa-Gevaert France passe à la fabrication en continu

Devant l'accroissement de la demande, Agfa-Gevaert France a décidé d'augmenter de 34 % la capacité de son usine de Pont-à-Marc (Nord), spécialisée dans la production de papiers et de films pour la photocomposition. La fabrication passe immédiatement en continu avec la mise en place d'une quatrième équipe. La société deviendra ainsi un des plus grands fournisseurs de la presse française.

La groupe germano-belge Agfa-Gevaert, premier photochimiste européen et deuxième mondial, a égalisé avec Fuji (japonais) derrière Kodak, a récolté, en 1985, les fruits de l'effort de restructuration mené depuis le début de la décennie sous la houlette de Bayer, devenu, en 1980, son actionnaire à 100 %. Il a dégagé, avant impôts, un bénéfice record équivalant à 2,3 milliards de francs (+ 17,2 %) sur un chiffre d'affaires de 23,2 milliards de francs (+ 7,5 %) doublé en quatre ans. Son profit net est de l'ordre de 1 360 millions de francs (contre 1 157 millions). Pour la première fois depuis huit ans, la filiale allemande a dégagé des profits.

Etats-Unis : Marriott (hôtellerie) offre de racheter Saga

Le groupe américain Marriott Corp. (hôtels, restauration) a annoncé, le jeudi 8 mai, qu'il venait d'offrir de racheter pour 435 millions de dollars une autre société américaine de restauration Saga Corp. Marriott, précise un communiqué, a offert 34 dollars par action ordinaire de Saga, dont le capital est divisé en quelque 12,8 millions de titres ordinaires. Saga a été créée, en 1985, un chiffre d'affaires de 1,3 milliard de dollars, et Marriott de 4,2 milliards. Ce dernier groupe, qui a acquis en 1985 la chaîne de restaurants Howard Johnson, possède également des intérêts dans les chaînes de restauration rapide Big Boy et Roy Rogers. (AFP.)

Canada : Wardair International achète trois Airbus A-300

La compagnie aérienne canadienne Wardair International a annoncé, le jeudi 8 mai, à Toronto, qu'elle avait acheté trois Airbus A-300 pour un montant total de 120 millions de dollars canadiens (1 dollar can. = 5 F). Wardair International, spécialisée dans les vols charters, mettra en service, en août prochain, le premier de ces avions, des bi-réacteurs qui pourront accueillir chacun deux cent cinquante passagers. La compagnie aérienne a, par ailleurs, annoncé qu'elle mettrait en vente, en octobre prochain et en avril 1987, deux de ses Boeing-747. Wardair International est la troisième compagnie aérienne du Canada, après Air Canada et la compagnie CP Air. (AFP.)

Nominations

● Aux Trois Quartiers-Madellios, M. GEORGES DE LEUSE, quarante-sept ans, devient PDG. M. de Leuse est PDG de Primatère, administrateur de Paris-France et de Radar SA. Diplômé de l'Institut d'études politiques, M. de Lausse a été, notamment, directeur-conseiller du président à Chateaufort-Entrées (1972-1977), directeur délégué de Framatome (1974-1977), puis directeur général et membre du conseil de la Société des parfums Hermès (1977-1985).

● A Rexeco (Centre de recherches pour l'expansion de l'économie), M. PHILIPPE BOULIN, soixante ans, devient président en remplacement de M. Jean-Yves Eichenberger. M. Boulin, ancien PDG de Creusot-Loire, est président de Montigny SA.

● Chez SMH (Société suisse de microélectronique et d'horlogerie), deuxième fabricant mondial de montres derrière le Japonais Seiko, avec un chiffre

d'affaires de 1,8 milliard de francs suisses (0,9 milliard de francs), M. NICOLAS HAYEK, est nommé président. Il remplace à ce poste M. François Millet. M. Hayek est le « consultant » appelé à la rescousse pour redresser le groupe, il est devenu avec M. Stephan Schmidheiny, homme d'affaires suisse fortuné, et plusieurs investisseurs privés, un des principaux actionnaires de SMH. La SMH résulte du rassemblement des anciennes ASVAG (Longines, Rado, ETA...) et SSII (Tissot, Omega...). Pour 1985, son bénéfice s'est élevé à 60,4 millions de francs suisses (+ 128 %) soit 230 millions de francs.

● Chez AEG, M. WERNER BREITSCHWEDT, cinquante-huit ans, a été élu président du conseil de surveillance en remplacement de M. Klaus Kuhn, qui reste membre du conseil. Second groupe de la construction électrique de RFA, derrière Siemens, AEG a été racheté en février par Daimler-Benz.



AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS



SOCIÉTÉ ANONYME DES BAINS DE MER ET DU CERCLE DES ÉTRANGERS À MONACO

Avis de convocation

d'une assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement

Les actionnaires sont convoqués en assemblée générale ordinaire réunie extraordinairement à Monte-Carlo, au siège social (salle Blanche du Casino), le vendredi 20 juin 1986, à dix heures trente, avec l'ordre du jour suivant :
- Cession du terrain d'une parcelle de 3 850 m² à l'Etat en vue de la construction d'un parc de stationnement et de ses dépendances sous les jardins des Boulingrins.
Seuls les propriétaires d'actions dont le transfert et l'inscription au registre des actionnaires de la société auront été effectués à leur profit au moins dix jours avant le jour de l'assemblée pourront assister à celle-ci ou se faire représenter dans les conditions prévues aux statuts.
Le conseil d'administration.



UNION POUR L'HABITATION

Le montant des loyers émis par la société au cours du premier trimestre de l'année 1986 est le suivant comparé à celui de 1985 :
1985 : F 62 712 176 1986 : F 67 181 776
Ces montants ne tiennent pas compte des indemnités compensatrices dues par l'Etat.

GRUPE TOTAL



Compagnie Française des Pétroles

Comptes consolidés au 31 décembre 1985

Au cours de sa séance du 6 mai 1986, le conseil a examiné les états consolidés du groupe Total au 31 décembre 1985 (en millions de francs : MF).

	1984	1985
Chiffre d'affaires	158 778	173 120
Marge brute d'autofinancement	8 718	9 723
Résultat	1 307	1 426
● Part du groupe	1 706	1 473
● Part des minoritaires	- 401	- 47
Effet de stock estimé	- 1 400	- 2 000
MBA hors effet de stock	7 318	9 923

1. - La MBA provient pour l'essentiel, comme les années précédentes, des activités de production pétrolière et gazière, notamment en mer du Nord. Le secteur du raffinage et de la distribution a vu ses résultats très perturbés par un effet de stock négatif de 2 000 MF, dû surtout à la baisse du dollar. Hors effet de stock, la MBA de ce secteur s'est cependant améliorée, notamment chez la filiale américaine TOP (NA).

La MBA du groupe, calculée hors effet de stock, a ainsi nettement progressé de 7 318 à 9 923 MF.

2. - La valeur des stocks dans les comptes au 31 décembre 1985 des filiales du secteur raffinage/distribution a été arrêtée en tenant compte de leur valeur marchande à cette date.

La baisse des prix du pétrole survenue depuis le début de l'année 1986 n'a donc pas eu d'incidence dans les comptes de l'exercice 1985. En raison de cette baisse, l'écoulement des stocks existant au 31 décembre 1985 a généré une moins-value de 2 500 MF par rapport à leur valeur au bilan de fin 1985 ; ce montant confirme les prévisions faites lors de la publication des résultats de la société mère le 5 mars dernier. Il sera inclus dans les comptes consolidés du groupe en 1986.

3. - Les investissements bruts ont été de 10 888, contre 9 808 en 1984. Les investissements nets ont été de 8 037, contre 7 093. La plus grande partie de ces investissements a été faite dans le secteur de l'exploitation et de la production pétrolière.

Le Monde

LA PRÉPARATION DU BUDGET DE 1987

M. Chirac demande 40 milliards de francs d'économies et une baisse de 1,5 % des effectifs de la fonction publique

Les directives que vient de faire parvenir M. Jacques Chirac à chacun de ses ministres pour la préparation du budget de 1987 sont extrêmement sévères. Dans la lettre dite « de cadrage » qu'il a adressée à chacun des membres du gouvernement, M. Chirac s'appuyant sur les données fournies par MM. Balladur et Juppé, écrit :

« La réduction du déficit budgétaire et la baisse des prélèvements fiscaux sont au cœur du dispositif de libération de l'économie que le gouvernement met en œuvre pour favoriser une croissance économique plus forte, plus saine et créatrice d'emplois.

« La préparation du projet de loi de finances pour 1987 revêt à cet égard un caractère stratégique. Elle sera nécessairement placée sous le signe du désengagement de l'Etat.

Après avoir rappelé les 10 milliards de francs d'économies exigées dans le collectif 1986, que le gouvernement a rendu public le 16 avril, M. Chirac poursuit :

« La préparation du projet de loi de finances pour 1987 doit, quant à elle, permettre une première étape de réduction du déficit budgétaire, que le gouvernement a pris l'engagement de résorber, hors charge de la dette, dans un délai de trois ans.

« Compte tenu, par ailleurs, de notre volonté de réduire les charges fiscales, c'est un effort sans précédent d'économies, de l'ordre de 40 milliards de francs, qu'il faut réaliser pour parvenir à l'objectif.

« Il est clair qu'un tel effort suppose une mobilisation générale des services, sous votre impulsion personnelle, pour remettre en cause les missions, les structures et les crédits. Il va de soi également que cette impérieuse contrainte interdit d'envoyer la satisfaction des multiples intérêts catégoriels, aussi légitimes soient-ils, qui ne manquent

pas de se manifester auprès de vous.

« Je tiens à souligner que notre détermination en ce domaine n'est pas seulement destinée aux acteurs de l'économie nationale. Elle traduit, à l'égard de nos partenaires étrangers, une volonté de redressement qui s'inscrit dans le cadre du récent ajustement des parités monétaires : elle conditionne la conjoncture que doit inspirer, à l'intérieur comme à l'extérieur, la nouvelle politique économique de la France.

« L'administration de l'Etat doit être exemplaire »

Le premier ministre précise alors que « 5 milliards de francs hors plan d'emploi des jeunes » seront uniquement consacrés aux mesures nouvelles. Les économies devront être faites de la façon suivante : « S'agissant, tout d'abord, du fonctionnement de l'Etat, il convient de conduire une politique de modernisation et de progrès combinant la diminution des effectifs de fonctionnaires, l'amélioration des techniques et des conditions de travail ainsi que la simplification des procédures et des méthodes.

« L'objectif de réduction des effectifs de chaque administration est fixé à 1,5 % au moins des emplois aux seules exceptions des personnels enseignants du technique, du supérieur et du second cycle de la formation initiale.

Le premier ministre demande que soient étudiées, pour application en 1987, la suppression ou le regroupement de services et d'organismes, la

réunion des administrations. Une mission poursuivra l'étude d'un « allègement des structures administratives et des interventions publiques ».

« La pause catégorielle sera maintenue », confirme M. Chirac, signifiant par là qu'il n'y aura pas d'augmentation du pouvoir d'achat. « Je vous rappelle à cette occasion qu'il vous appartient, dans la limite des dotations existantes, de veiller à l'application effective des dispositifs permettant de moduler certains éléments de rémunérations en fonction de la qualité du service rendu. Par ailleurs, j'ai décidé que toute mesure tendant à la réduction des horaires effectifs de travail serait reportée.

« Les moyens matériels des administrations de l'Etat en fonctionnement et l'équipement immobilier seront globalement maintenus en francs constants. Seules les dépenses d'énergie devront être réduites de 10 % pour tenir compte de l'environnement international en ce domaine. (...) Il va de soi que vous devez privilégier (...) les moyens propres à accroître l'efficacité et la productivité du service public. Une procédure particulière sera d'ailleurs, comme l'année dernière, mise en place pour examiner vos demandes de crédits d'information, de bureau et de télématique. (...) L'administration de l'Etat doit être exemplaire » (dans le domaine de la productivité).

Les subventions de fonctionnement allouées aux établissements publics « seront reconduites en francs constants, y compris les dépenses de personnel ». Pour les grandes entreprises nationales également, les concours de l'Etat seront plafonnés « au plus en francs constants ». Les collectivités locales, via le ministre de l'Intérieur sont elles aussi appelées à la sagesse.

« Les interventions correspondant directement à des rémunérations, à des prestations sociales obligatoires et à des revenus de remplacement feront l'objet de propositions d'aménagement visant à une meilleure gestion et une plus grande efficacité sociale et économique de manière que leur coût budgétaire soit en 1987 réduit par rapport au montant inscrit dans la loi de finances initiale pour 1986.

Remise en cause des aides aux entreprises

Les autres interventions (économiques) devront être totalement justifiées. « Les contrats de Plan Etat-régions seront respectés.

« J'appelle votre attention personnelle sur le fait que la politique de liberté et de responsabilité arrêtée par le gouvernement conduit nécessairement à la remise en cause de la plupart des aides de l'Etat, en particulier des aides aux entreprises.

« Vos demandes de crédits de recherche seront examinées en collaboration avec le ministre de la recherche. Les crédits de formation professionnelle seront eux aussi soigneusement étudiés.

« Vos demandes budgétaires pour 1987 devront parvenir au ministre délégué chargé du budget pour le 14 mai. J'insiste sur le fait que l'effort exceptionnel de rigueur auquel s'attache le gouvernement doit être soutenu par chacun d'entre vous. Je me réserve la possibilité, au cas où le résultat des conférences budgétaires ne permettrait pas d'assurer les objectifs généraux de financement des allègements fiscaux et de réduction du déficit, de limiter l'enveloppe de mesures nouvelles et d'imposer des réductions supplémentaires de crédits.

Sur le vif

Un manque

J'ai du chagrin. Je ne me roule pas par terre, c'est pas ça, mais, quand même, il va démentement nous manquer, Gastonnet, à nous les sans parti, sinon le parti d'en rire, à nous les amoureux qui l'amusons en nous en amusant. Il était le premier à rigoler d'une bonne mise en boîte. Et il doit bien se marrer de cette mise en boîte sous des brassées de fleurs de rhododendron et de couronnes sans épine tressées, la lame à l'œil par ses ennemis les plus chers.

C'était pas un petit saint, Deferré. C'était un gros malin, un costaud et un retors, un peu brigand sur les bords. De la gouaille plein les yeux, de la bouillie plein la bouche, un sacré coup de griffe et un sacré caractère. Du nœud pour les humoristes.

Qu'est-ce qui nous reste maintenant ? Moi, sorti de mon Jacques, de mon Mimi et de ce pauvre petit Léo, je ne connais plus personne. Les mecs du gouvernement, on s'en va beau me les présenter dans les journaux, à la télé, quand je les vois décamper chez moi à l'heure du dîner, je suis gêné, je ne les reçois pas. Je me penche à l'oreille de mes gosses et je leur demande tout

bas : Qui c'est celui-là ? Deux fois sur trois, ils lèvent une fourchette dubitative... Va savoir ! Ils sont tous tellement ternes, tellement effacés, ces petits nouveaux, qu'on n'arrive même pas à leur coller des surnoms. Balladur, le sien c'est Ballamou. Pandraud, ses amis l'appellent Jo. A part ça, qu'est-ce qu'il y a ? Chacun le renifle. Pasqua le charcutier, rapport au découpage électoral. Ça ne va pas bien loin.

Ce matin, je suis allé les embêter, au service politique, les tirer par la manche. Depuis le temps qu'ils traînent, tous ces politiciens, ils doivent bien avoir des sobriquets, non ?

— Oui.

— Quoi ?

— Ben, t'es le président de l'Auvergne et le reclus de Saint-Jean-Cap-Ferrat.

— C'est qui ça ?

— T'es vraiment trop bête. Allez, marquez-la, posez pas de question. Tes lecteurs, eux, ils savent.

Si vous le savez, dites-le moi. Ne me laissez pas mourir idiot.

CLAUDE SARRAUTE.

Un Français retenu contre son gré depuis quarante ans en Ukraine

De notre correspondant

Moscou. — Il est arrivé furtivement dans la capitale, où il n'a pas le droit de résider et où, sans permis spécial ni ordre de mission, il lui est impossible de prendre une chambre d'hôtel. Venu de Kharkov (Ukraine) par le train de nuit, il doit donc repartir le jour même. Avec son passeport français, il a pu entrer à l'ambassade. Mais ce document ne lui permet pas de franchir la frontière.

M. Victor Mychalyzyn est né en France le 9 février 1930 de parents polonais installés en France et naturalisés. En 1946, ces derniers retournent dans leur région d'origine, près de Lvov, polonaise avant guerre, soviétique depuis. Eux-mêmes se considèrent d'ailleurs comme des « Ukrainiens de l'Ouest ». Ils ont emmené leurs enfants avec eux, parmi lesquels ce fils de seize ans qui a cru qu'il ne resterait que quelques mois dans le pays de ses ancêtres. Il y est toujours.

Juste une bonne raison...

« C'était sous Staline », explique-t-il dans un français impeccable avant d'aller reprendre son train. « Il ne fallait surtout rien dire, sinon on partait en Sibérie. J'avais dans ma poche mon passeport français, établi le 20 février 1945 à Rouvray (Pas-de-Calais), qui établissait clairement ma nationalité. Mais j'avais aussi compris qu'il valait mieux pour moi ne pas en parler... »

En 1952, il quitte la petite ville où étaient nés ses parents et s'installe à Kharkov, toujours en Ukraine, mais nettement plus à l'est. Il devient maçon. Son père avait quitté sa mère presque aussitôt après leur arrivée en URSS, et il est mort quelques années plus tard.

En 1967, il se sent suffisamment sûr de lui pour prendre contact avec l'ambassade de France et demander à être rapatrié. A l'OVIR (l'organisme qui délivre les visas de sortie du territoire) de Kharkov, on se moque de lui, et on ne prend pas son cas au sérieux. Un fonctionnaire lui explique tranquillement que la question n'est pas de savoir s'il a le droit de partir, mais s'il a une bonne raison de le faire.

En 1979, changement d'attitude. L'OVIR lui extorque 500 roubles pour l'ouverture d'un dossier, mais ne lui donne pas de visa pour autant. Ces dernières années, il est carrément insulté lorsqu'il franchit la porte du bureau de l'OVIR de Kharkov.

M. Mychalyzyn est un de ces Français retenus contre leur gré en URSS, pour lesquels Paris intervient régulièrement. Il habite dans un appartement communautaire une chambre de 13 mètres carrés et gagne 160 roubles par mois (environ 1 650 F). « Voilà quarante ans que je souffre ici, je voudrais seulement revoir la terre où je suis né et ne pas mourir en URSS », explique-t-il simplement. Il n'a plus grand-chose à perdre. Voilà pourquoi, après des années de démarches discrètes et infructueuses, il souhaite que son cas soit rendu public.

DOMINIQUE DHOMBRES.

Bourse du matin

IRRÉGULIER

Le rebondage du 8 mai n'a pas réussi à l'ordinateur de la chambre syndicale. Vendredi matin, repris d'un accès de faiblesse, il se refusait à tout usage. D'après les indications recueillies, la tendance a été irrégulière dans un marché peu actif. Le bilan de cette séance préliminaire s'est soldé par seize hausses, onze baisses et trois inchangées. Avance de BSN (+ 1,5 %), Chargeurs, Miehelin, Moët, CSF. Repli de l'Air Liquide, Elf, Midi, Perrier.

A LA BOURSE DE PARIS

Valeurs françaises négociées dans la matinée du 9 MAI

*Indicateur de tendance (%): + 0 46

VALEURS	Cours précédent	Premier cours	Dernier cours
Accor	488 50	491	491
Agropar	1835	1830	1835
Air Liquide (L)	828	819	820
Alcatel	535	536	535
Banque Paribas	1258	1260	1275
Bouygues	2145	2140	2140
Bouygues	1205	1208	1222
B.S.N.	3570	4000	4000
Carrefour	3644	3635	3645
Chargers S.A.	1282	1280	1300
Club Méditerranée	585	585	586
Dunne	1420	1440	1432
E.F. Aquitaine	350	344	348
Elf	2550	2550	2585
Elf-Aquitaine	1550	1550	1545
Elf-Paris	1350	1350	1350
Michelin	3280	3315	3315
Midi (Caf)	6590	6570	6570
Mobih-Versailles	2595	2622	2695
Navig. Méditerranée	1200	1205	1218
Oréal (L)	3558	3558	3558
Paroisse-Rhône	1245	1235	1235
Perrier S.A.	1150	1150	1155
Sareil	807	810	810
Source Parrier	734	722	730
Télécoms	3320	3730	3735
Thomson-C.S.F.	1385	1410	1410
Tout-C.F.P.	385	384	383
T.T.L.	3590	3590	3590
Veolia	810	810	810

RODIN
TISSUS
"COUTURE"
L'originalité et l'esprit de la mode
RODIN
36, CHAMPS-ÉLYSÉES - PARIS

A B C D E F G

Canal Plus : millionième abonné

Ce vendredi 9 mai peut-être, mais en tout cas au cours de cette fin de semaine, Canal Plus fêtera son millionième abonné. Un beau succès pour la chaîne à péage qui, l'année dernière à pareille époque, vivait encore des heures noires et à laquelle on avait administré, trois fois au moins, l'extrême-onction au cours de ses six premiers mois d'existence.

Une réussite que Canal Plus ne peut attribuer qu'à elle-même, car elle a trouvé un style, une personnalité bien à elle. Elle se voulait la chaîne de la différence. Elle y est parvenue, offrant toute une gamme d'émissions où dominent, certes, le sport et le cinéma, mais où s'est aussi développée l'information avec « Direct », animé chaque jour par Philippe Gildas à l'heure du déjeuner et avec « Samedi 1 heure », le magazine hebdomadaire conçu par Jean-Louis Burgat, Erick Gilbert et Frédéric Boulay. Deux émissions diffusées en clair.

Canal Plus c'est aussi les clips et dix heures par semaine de programmes destinés aux enfants, en majeure partie composés de dessins animés. La dernière trouvaille a été de proposer, il y a quelques

semaines, « Ca cartoon », une heure hebdomadaire pendant laquelle défilent, sous la houlette de Philippe Dana, de vraies petites merveilles d'animation.

Avec une envergure qui, aujourd'hui, s'étend sur la presque totalité de la France, la chaîne à péage peut envisager son avenir sous d'heureux auspices. D'autant que les projets de réforme de l'audiovisuel du gouvernement de M. Chirac ne semblent pas vouloir la remettre en question.

La privatisation de l'agence Havas — avec la démission de M. André Rousselet comme PDG du groupe et son remplacement à ce poste par M. Pierre Dauxier — a entraîné des remaniements à Canal Plus. Ainsi M. Marc Tessier qui en était le directeur général en même temps que directeur général d'Havas, doit devenir le numéro deux du groupe. Il abandonne donc ses fonctions à la tête de la chaîne à péage, que préside M. Rousselet, et devrait, selon Canal Plus, être remplacé par M. Pierre Lescaur, l'actuel directeur des programmes, qui cumulerait les deux fonctions.

ANITA RIND.

Sur CFM

à Paris (89 MHz)
à Lyon (100,3 MHz)
à Bordeaux (101,2 MHz)
à Limoges (102,1 MHz)
à Caen (103,2 MHz)
à Brive (90,9 MHz)
à Saint-Etienne (96,6 MHz)
à Montpellier (88,8 MHz)
à Strasbourg (100,9 MHz)
à Douai (97,1 MHz)
à Valenciennes (97,1 MHz)
à Lens (97,1 MHz)

VENDREDI 9 MAI
de 19 heures à 19 h 30
Haroun Tazieff
sera

face au « Monde »
avec MARC AMBROISE-RENDU
et FRANÇOIS KOCH

LUNDI 12 MAI
de 19 heures à 19 h 30
Allo le Monde

Mourir irradié
avec JEAN-YVES NAU
et JEAN-FRANÇOIS AUGÉRAU
Une émission présentée
par FRANÇOIS KOCH

Selon M. Séguin

L'AIDE AU RETOUR ÉTENDUE ?

M. Philippe Séguin, ministre des affaires sociales et de l'emploi, a annoncé, le mercredi 7 mai, en réponse à une question orale d'un député du Front national, que l'aide au retour pour les travailleurs immigrés privés d'emploi serait « étendue à des travailleurs en activité ». En matière d'immigration, le ministre a indiqué les « grandes lignes » de la politique du gouvernement qui comporte un seul élément nouveau :

« Aide négociée au retour pour les travailleurs étrangers privés d'emploi en liaison avec les pays d'origine et extension de l'accès à ces formules à des travailleurs en activité ».

Sur ce point, les déclarations de M. Séguin devront être précisées. L'aide au retour, mise en place par le précédent gouvernement, s'effectuait sur la base du volontariat et faisait l'objet d'une convention avec l'entreprise qui devait réduire ses effectifs ou procéder à des licenciements économiques. En outre, les annulations de crédit, prévues dans le collectif budgétaire du gouvernement Chirac, tablent, pour l'instant, sur une forte annulation des subventions de l'Etat pour l'aide au retour.

M. ANDRÉ BERGERON

invité du « Grand Jury RTL-le Monde »

M. André Bergeron, secrétaire général de Force ouvrière, sera l'invité de l'émission hebdomadaire « Le Grand Jury RTL-le Monde », dimanche 11 mai, de 15 h 15 à 19 h 30.

M. Bergeron répondra aux questions de Michel Noblecourt et d'Alain Lohame, du Monde, et de Gilles Leclerc et de Catherine Mangin, de RTL, le débat étant dirigé par Elle Vanster.

ENQUÊTE SUR UNE ASSOCIATION D'AIDE AUX FRANÇAIS MUSULMANS

M. André Santini, secrétaire d'Etat aux rapatriés, vient de demander le concours de l'Inspection générale de l'Administration (IGA) pour procéder à un « examen minutieux » du fonctionnement administratif et financier de l'Office national d'action sociale, éducative et culturelle (ONASEC).

Cet organisme, qui a pour objet de favoriser l'intégration des Français musulmans, a été créé en juillet 1984 sous la forme d'un établissement public de l'Etat, placé sous la tutelle du ministre chargé des rapatriés, à l'époque M. Raymond Courrière. Selon les services de M. Santini, l'ONASEC a fait l'objet de nombreuses doléances de la part d'associations de rapatriés, qui se sont plaintes de son fonctionnement.

Président de l'ONASEC depuis janvier 1985, M. Georges Morin, ancien chef de cabinet de M. Louis Mermoz, a indiqué que la création en 1984 de cet établissement public, pour gérer des fonds qui étaient auparavant par des associations privées, répondait à un vœu de la Cour des comptes. Il a ajouté que l'ancien directeur général de l'ONASEC, M. Georges Dapot, avait écrit au ministre des affaires sociales et de l'emploi, M. Philippe Séguin, pour lui demander de diligenter une enquête de l'Inspection générale des affaires sociales (IGAS) sur le fonctionnement de ces associations avant la création de l'ONASEC.

Le budget de l'ONASEC, qui emploie cent soixante-cinq personnes dont quarante au siège, à Carcassonne, s'est élevé à 54 millions de francs l'an dernier.

Le numéro du « Monde » daté 9 mai 1986 a été tiré à 387 792 exemplaires

Un vrai roman-fleuve: le Rhin

5 JOURS 4 PAYS
En cabine 2 lits bas
Sont privés
5 414 F.
5 414 F. de taxes et de port

Prix Janv. 86 maintenant

Découvrez, en privilège, un vrai roman-fleuve: le Rhin. Passionnez-vous pour la Lorelei, percez le mystère de la Forêt Noire, laissez-vous porter durant 3, 4 ou 5 jours par le romantisme et la majesté des sites. A bord d'un bateau confortable et spacieux (cabines à 2 lits bas, douches et WC privés), remantez paisiblement le cours de l'Europe et profitez d'une parfaite organisation des excursions lors des escales à Strasbourg, Coblenche, au Rocher du Dragon, dans les vignobles... Un récit passionnant, une édition de luxe à réserver de suite... chez votre agent de voyages.

En Belgique: D.K.T. Rue de la Madeleine, 638 - 1000 BXL
Tél. (02) 51 38 395

Pour une documentation gratuite, merci d'adresser votre carte de visite avec ce bon à l'Agent général
CROISIRHIN 9 Rue du Rbg St-Henri 75008 PARIS
Tél. (1) 47 42 52 27

1000 Kms légendaires à découvrir